

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
UNIVERSITE ABDELHAMID IBN BADIS MOSTAGANEM

**FACULTE DES DROITS ET SCIENCES
COMMERCIALES**

**MEMOIRE POUR L'OBTENTION DU DIPLOME
DE MAGISTER**

Option : économie internationale

Thème :

**Le syndrome hollandais :
Théories et application au cas Algérien**

Présenté par : Melle. SAYAH Fatima

Sous la direction de : Mr. Le professeur. BENHABIB Abderrezak

MEMBRES DU JURY:

Président :	BENBOUZIANE Mohamed	Professeur,	Université de Tlemcen
Encadreur :	BENHABIB Abderrezak	Professeur,	Université de Tlemcen
Examineur :	BENDIABDELLAH Abdesselam	Professeur,	Université de Tlemcen
Examineur :	BABA Abdelkader	Docteur (M.C) A,	Université de Mostaganem
Examineur :	YOUCEFI Rachid	Docteur (M.C) A,	Université de Mostaganem

Année Universitaire : 2011-2012

Remerciements

« Dans la vie, les hommes sont tributaires les uns des autres.

Il y a donc toujours quelqu'un à maudire ou à remercier »

Madeleine Ferron.

Tout d'abord, mes remerciements les plus sincères et les plus continus s'adressent à **ALLAH** qui m'a donné la force, le courage, la volonté et la patience lors de la réalisation de ce modeste travail.

Je présente ma profonde gratitude et mes plus vifs remerciements à Mr l'encadreur le professeur **BENHABIB Abderrezak**, professeur à la faculté des sciences économiques à l'université de Tlemcen pour son suivi, ses orientations et ses précieux conseils, qui m'ont permis de mettre à terme ce modeste mémoire.

Je tiens à exprimer également ma profonde gratitude et mes plus vifs remerciements à Monsieur le Professeur **Mohamed BENBOUZIANE**, pour me faire l'honneur d'accepter de juger ce travail en tant que président de jury.

Un remerciement tout particulier à Mr **BENDIABDELLAH Abdesselam** professeur à la faculté des sciences économiques d'avoir accepté d'examiner le contenu de ce travail.

Je remercie infiniment Mr **BABA Abdelkader**, maître de conférences A à la faculté des sciences commerciales à l'université de Mostaganem pour avoir accepté de participer à ce jury de mémoire.

J'aimerais par ailleurs adresser tous mes remerciements à Mr **YOUCEFI Rachid**, maître de conférences A à la faculté des sciences commerciales à l'université de Mostaganem d'avoir accepté d'examiner le contenu de ce travail.

*Au terme de ce modeste travail je tiens à remercier
chaleureusement et respectivement tous ceux qui ont contribué de
prés ou de loin à la réalisation de ce mémoire.*

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES

Introduction générale.....	1
-----------------------------------	----------

LE CHAPITRE I :

LE CADRE CONCEPTUEL DU SYNDROME HOLLANDAIS

Introduction.....	11
I. La notion de syndrome hollandais.....	11
1. l'apparition du syndrome hollandais.....	12
2. les quatre symptômes du syndrome hollandais.....	15
3. les différentes définitions de syndrome hollandais.....	16
II. Les convergences entre la théorie du syndrome hollandais et les modèles de la croissance économique.....	18
1. Le théorème de rybscynski.....	18
2. La théorie de la croissance appauvrissante.....	19
3. La notion de comportements rentiers.....	22
III. Le phénomène du syndrome hollandais : quelques exemples de modèles	26
1. Les causes du syndrome hollandais.....	26
2. Le modèle de Grégory.....	44
3. La généralisation du modèle de Corden.....	45
Conclusion.....	50

LE CHAPITRE II :

LES REPERCUSSIONS MACROECONOMIQUES DE SYNDROME HOLLANDAIS ET LE ROLE DE TAUX DE CHANGE REEL

Introduction.....	51
I. Les répercussions macroéconomiques de syndrome hollandais.....	51
1. L'effet de dépense.....	51
2. l'effet de déplacement des ressources.....	52

3.	L'effet perte de retombées.....	56
4.	Chômage.....	62
II.	Le rôle du taux de change réel.....	63
1.	les différentes définitions de taux de change réel.....	64
2.	les mesures et les déterminants de taux de change réel.....	66
3.	le taux de change réel et le syndrome hollandais.....	68
III.	Comment immuniser l'économie contre le syndrome hollandais : la présentation de quelques exemples	71
1.	le mécanisme du syndrome hollandais.....	71
2.	comment immuniser l'économie contre la maladie hollandaise.....	75
3.	quelques exemples du syndrome hollandais.....	88
	Conclusion.....	98

LE CHAPITRE III :

LE SYNDROME HOLLANDAIS ET L'ECONOMIE ALGERIENNE

	Introduction.....	100
I.	L'évolution des secteurs hors hydrocarbures en Algérie.....	100
1.	l'industrie.....	101
2.	l'agriculture.....	108
3.	les services.....	114
4.	les investissements directs étrangers.....	116
II.	la structure des échanges extérieurs de l'Algérie.....	123
1.	les exportations pétrolières.....	123
2.	les exportations non pétrolières.....	131
3.	les importations.....	136
4.	chômage.....	144
III.	réactions des agents économiques face au syndrome hollandais.....	148
1.	les interventions de l'Etat.....	148

2. comportement des agents en matière de consommation et d'épargne.....	162
3. comportement en termes d'investissement des gents.....	164
4. La création de fonds de régulation des recettes pétrolières.....	168
Conclusion.....	176
Conclusion générale.....	177
Références bibliographiques	

INTRODUCTION GENERALE

INTRODUCTION GENERALE

Le syndrome hollandais a, comme son nom l'indique, été tout d'abord observée aux Pays-Bas dans les années 1950 et 1960 au moment de la mise en production du gigantesque gisement de gaz de Groningue. Les exportations de gaz ont soudain provoqué un afflux de devises qui ont accru le pouvoir d'achat hollandais, favorisé les importations, mais augmenté le coût de la main-d'œuvre et fait chuter la compétitivité des produits néerlandais (les exportations traditionnelles). Ce syndrome (ou la maladie hollandaise, le mal hollandais ou encore en anglais « Dutch disease », terme original, est une théorie qui sert à expliquer la relation existant entre l'exploitation des ressources naturelles (le gaz dans le cas de la Hollande) et la récession de secteur de l'industrie manufacturière locale (le secteur échangeable-le principal secteur exportateur), il a été employé pour la première fois par le magazine anglais «The Economist» dans un article intitulé «The dutch disease », en 1977 pour décrire le déclin du secteur secondaire. Ce syndrome est la conséquence des problèmes macroéconomiques induits par la capacité d'absorption d'une économie suite à l'entrée massive de devises. Le développement néerlandais, positif en apparence, a eu des conséquences non attendues en termes de répercussions graves sur l'ensemble de l'économie hollandaise qui a vu la compétitivité internationale de son industrie d'exportation se détériorer. La Hollande est devenue "gazo-Etat". Suite aux premiers chocs pétroliers, un pic de production a été atteint au milieu des années 70. Le gaz a été commercialisé et l'économie des Pays-Bas se détraquer. La théorie néoclassique dite le mal hollandais tente d'expliquer donc les effets néfastes et défavorables d'un choc **externe positif anticipé** comme **permanent** et pas **temporaire**.

On parle de ce syndrome lorsqu'un pays, pourtant largement doté en ressources naturelles, connaît une croissance déséquilibrée au détriment des autres branches dont le développement est assis sur l'exploitation des ressources en question. Un choc positif enclenche en effet une dynamique perverse, l'augmentation des ressources nationales augmente l'inflation dans le pays, ce qui détériorera la compétitivité-prix des branches exportatrices. La structure productive de l'économie considérée est donc déformée, les industries exportatrices déclinant au profit des secteurs protégés (non échangeable ou secteur en boom) de l'économie. Le "Dutch disease" est, en fait, la conséquence d'une réorientation de l'économie vers un secteur tout entier (secteur en expansion), généralement primaire. On observe donc un glissement des avantages comparatifs (spécialisations économiques) du pays vers ce nouveau secteur, ce qui crée des "distorsions" structurelles, voire irréversibles, sachant que, la Hollande s'est spécialisée dans la production du gaz. Le syndrome hollandais s'est par la suite manifesté à plusieurs reprises dans des pays hyperspécialisés tant dans le secteur pétrolier qu'agricole.

Plusieurs auteurs ont tenté de montrer comment ces phénomènes résultent de la réallocation des ressources dans l'économie suite à un bouleversement des prix relatifs de ces ressources provoqué par l'arrivée d'une rente naturelle.

Par ce mal, on entend plus généralement un mode de développement économique où de fortes exportations de ressources entraînent une contraction rapide dans les autres secteurs de l'économie. Deux grands facteurs expliquent en quoi une abondance de ressources naturelles peut nuire au reste de l'économie :

- L'effet « réallocation des facteurs » ou déplacement de la main-d'œuvre : Quand on découvre une ressource naturelle – du pétrole, par exemple –, l'extraction de la ressource en question exige des investissements considérables ce qui, dans une économie qui est presque à la limite de sa capacité de production, a pour effet de détourner certains facteurs de production, comme le capital et le travail, des autres secteurs de l'économie vers le secteur très compétitif, où les rémunérations augmentent du fait d'une demande plus élevée : cela se fait au détriment des autres secteurs (désindustrialisation directe).
- L'effet « dépense » : cette découverte est souvent associée à d'importants investissements étrangers directs et, surtout dans une petite économie ouverte ce qui entraîne une appréciation de la monnaie. Les prix des facteurs de production augmentent au point que certains secteurs de l'économie se trouvent incapables de supporter la progression des coûts de production.

Ces effets deviennent particulièrement apparents quand les ressources sont baissées ou épuisées ou quand les cours tombent si bas que leur extraction n'est plus lucrative. Si les autres secteurs de l'économie sont négligés depuis des années, le pays peut avoir du mal à rétablir leur compétitivité. Les industries soumises à la concurrence internationale, dont les capacités de production ont diminué, ne se reconstituent que lentement. C'est seulement au début des années 1980 qu'on a pu mesurer pleinement l'ampleur des dégâts dans l'économie hollandaise, quand les recettes gazières ont commencé à baisser. Les autres secteurs de l'économie, délaissés depuis trop longtemps, n'ont pas été en mesure de générer suffisamment de revenus pour remplacer le manque à gagner dans le secteur gazier, et il s'est ensuivi une période de marasme et de chômage élevé. Les ressources énergétiques étant habituellement non renouvelables et leur prix relativement instable, ce genre de problème peut se présenter très vite. Ces conséquences structurelles d'une "augmentation de la richesse" d'un pays furent étudiées par W. Max Corden et J. Peter Neary, (1982), qui mettent volontairement de côté l'effet sur le taux de change TCR.

Le syndrome hollandais va généralement de pair avec la découverte de ressources naturelles, agricoles, minières ou pétrolières, mais il peut également résulter de tout développement qui entraîne des entrées massives de devises dans le pays, telle qu'une aide étrangère massive, le transfert des capitaux, les flux massifs d'investissements directs étrangers entrants IDE, les revenus de tourisme. Bien que touchant principalement les pays pétroliers, le phénomène peut être comparé avec toute surévaluation du TCR liée à une entrée massive de devises (exemples : mise en valeur de ressources naturelles, hausse marquée des prix d'une matière première). Le champ des postulants au mal hollandais s'élargit plus que jamais. Il n'y a aucune raison d'en limiter le champ aux rentes tirées des hydrocarbures. Les autres ressources minières, très abondantes peuvent participer à ce phénomène, de même que les matières premières agricoles dont certains pays sont des grands exportateurs.

La hausse des prix de matières premières se traduit, dans un premier temps, par une hausse des exports globaux, donc par une appréciation de la monnaie locale (dégradation des termes de l'échange). Le solde excédentaire de la balance de paiements se traduit par une offre excédentaire de devises étrangères. L'appréciation TCR renchérit les produits nationaux exposés à la concurrence internationale (baisse des exportations), tandis que les produits importés deviennent bon marché (augmentation des importations). La demande extérieure nette s'amenuise. Les dommages économiques provoqués par l'appréciation du TCR ont été observés dans certains pays exportateurs des matières premières. Ceci signifie la contraction du secteur productif et non pétrolier au sein de l'économie et donc, dans le cas des pays développés, une désindustrialisation, et dans le cas des pays en développement désagriculturation. Les économies pétrolières de tiers monde ont souffert de ce mal.

Ce phénomène n'est pas propre au XX^{ème} siècle et à une économie de marché pure. Historiquement, les pays mercantilistes (bullionistes), qui avaient basé l'enrichissement national sur l'accumulation stérile de métaux précieux importés des nouvelles acquisitions coloniales du continent sud-américain, ont vu progressivement s'écrouler leurs industries, puis leurs économies nationales (Espagne des 16 et 17 siècles) apport d'or et autres richesses d'Amérique, peu après on observe que loin de se développer, l'Espagne perd de sa compétitivité et sa place économique en Europe décline; Même évolution au Mexique où se conjuguèrent à partir de 1976, les schémas de monoexportateur pétrolière et de dés substitution d'importation à cause de (boom pétrolier) mal maîtrisé et notamment dans les années 70-80 ce pays a été également ébranlé par ce boom; la crise du Congo s'est accentué après les pillages des années 90. En Equateur (Marshall-Silva, 1988) et au Nigéria (Bienen, 1988) depuis les années 1960 : paupérisation de la population malgré l'exploitation grandissante du pétrole et du gaz, à Trinité et Tobago (Auty, 1988). Dans le cas de Venezuela (Bourguignon, 1988), la rente pétrolière s'est révélée particulièrement désastreuse « l'image globale qui émerge est celle d'un échec dramatique de la politique économique dans des conditions exceptionnellement favorables ». Rien ne semble avoir été retiré des gains considérables obtenus en termes de PNB non pétrolier au cours de la période 1973-1982. La consommation a été la seule gagnante et même cet acquis est probablement temporaire. La Jamaïque a connu ce mal avec l'industrie de la bauxite, ces pays sont souvent cités comme ayant été victimes du syndrome hollandais. Comparant entre ces pays et les pays industrialisés, ceux ayant des potentiels de marché les plus faibles et des dotations en ressources les plus pauvres sont ceux précisément qui rencontrent les plus grands succès industriels, comme la Corée et Taiwan, à contrario, des pays à ressources naturelles abondantes (Brésil, Mexique), ce qui renforce la malédiction des ressources naturelles « resource curse thesis », plus la dotation en ressources naturelles est favorable, plus sont probables les chances d'une croissance économique erratique et en perte de vitesse. *Nombreux aussi sont les travaux qui ont analysé les conséquences défavorables de ces économies rentières qui ralentissent la croissance et aggravent la pauvreté.*

A un degré plus ou moins grave, ces phénomènes ont été observés au Royaume-Uni (pétrole de la mer du Nord), en Australie (boom minier) au 19^e siècle ruée vers l'or et, bien entendu, dans les pays exportateurs de pétrole du Moyen-Orient, ainsi que dans certaines économies insulaires productrices de pétrole comme Trinidad, ou de phosphate comme Nauru. Il en est de même pour les pays à hyperspécialisation agricole, la Colombie à la fin des années 70, quand le prix du café a augmenté, la Colombie a exporté une quantité importante mais au détriment de ses autres exportations (textile, caoutchouc,...). D'autres pays ont également connu les affres du syndrome hollandais : De la même manière. Au cours des dernières décades, plusieurs pays en développement africains et latino-américains ont également connu les effets du syndrome hollandais : le Gabon des années 70-80, orientant sa main-d'œuvre et ses investissements vers les seuls secteurs du pétrole, de l'uranium, du manganèse, du bois a complètement délaissé le secteur de son agriculture, se plaçant à ce niveau dans une totale dépendance alimentaire. La république du Congo des années 90, pays qui a lui aussi connu un important enrichissement rapide grâce à la découverte de pétrole (78% des ressources de l'Etat).

Par conséquent, les économies dépendent alors d'une monoproduction. C'est cette dernière (très forte spécialisation) qui induit des effets pervers. Le pays risque de voir son développement freiné. Le cas du Nigeria est très édifiant sur ce plan. En effet, les deux booms pétroliers des années 70 ont engendré l'envolée des prix, combinée à la baisse conséquente des exportations non pétrolières (notamment agricoles) Ces booms pétroliers passés, le Nigeria constate avec effroi, la quasi-dislocation de toute son agriculture dont la première conséquence a été l'apparition d'un grand déficit alimentaire, d'une inflation galopante et une balance commerciale déséquilibrée d'année en années. L'exploitation précipitée ou mal préparée de cette richesse désorganise totalement le reste de l'économie et les travailleurs comme les investisseurs désertent les autres secteurs d'activité pour se concentrer dans le seul domaine étant considéré comme un véritable pactole par certains gouvernants et hommes d'affaires. Cette désorganisation peut conduire à l'appauvrissement final de l'économie dans son ensemble.

La pertinence de l'étude de la relation entre les ressources naturelles et le bien-être s'illustre par des exemples de notre réalité économique. Par exemple, le Botswana, le Canada, l'Australie et la Norvège, sont des pays riches en ressources naturelles et ayant une forte croissance économique. D'un autre côté, les tigres asiatiques, la Corée, Taiwan, Hong Kong et Singapour sont pauvres en ressources naturelles, mais ont une forte croissance économique. Plusieurs chercheurs se sont penchés sur la question (Comment expliquer la disparité de la croissance économique ?). Les pays riches en ressources naturelles en tirent généralement parti, mais il est surprenant de constater que bon nombre d'entre eux sont aux prises avec une situation économique difficile. Du point de vue historique, il est évident qu'une abondance de ressources naturelles peut nuire aux résultats de l'économie et aux conditions de vie de la population. Il existe des exemples bien connus de pays dans lesquels cette abondance s'accompagne de mauvaises performances macroéconomiques et d'un creusement des inégalités sociales. Le Nigeria en constitue une illustration spectaculaire.

Beaucoup d'avis s'accordent pour dire que les pays exportateurs de produits de base sont pris entre le marteau et l'enclume: soit une détérioration des termes de l'échange à long terme, soit un boom brutal des prix qui, paradoxalement, s'avère difficile à traduire en un développement réel. Sur ce dernier point, l'effet du syndrome hollandais ainsi que l'égoïsme avide qui alimente la corruption, la fraude fiscale et les tensions politiques, expliquent ce que l'on appelle le fléau du pétrole.

De ce fait, il en résulte qu'il y a une corrélation négative entre l'augmentation des richesses et le dysfonctionnement économique du pays. Plus les richesses augmentent, plus les autres activités de différents secteurs économiques sont entièrement négligées. Plus grande est la dépendance pétrolière, plus important est le mal-développement. Le fossé entre les promesses véhiculées par le pétrole et la réalité vécue du développement est devenu abyssal et atterrant.

La plupart des exportations des pays en voie de développement (PED) reposent sur les ressources naturelles : (toutes les matières premières qui entraînent des afflux massif de richesses dans un pays donné tels que les hydrocarbures (pétrole, gaz), les mines, les matières de base café, sucre...).

Dans l'ensemble des pays en développement, l'industrie manufacturière représente en moyenne 14% du PIB. (Cette part est de 17% au Maroc, de 18% en Tunisie et de 19% en Egypte). La concentration des exportations de l'industrie manufacturière est importante dans les pays en développement d'Amérique latine (Argentine, Brésil et Mexique), dans certains pays tiers, méditerranéens et d'Asie (Chine, Indonésie, province chinoise de Taiwan, République de Corée et Thaïlande), des pays moins beaucoup dotés en ressources que la plupart des pays d'Afrique, du Moyen-Orient et de certains pays d'Amérique Latine.

INTERET DU SUJET

Les économies possédant des ressources naturelles importantes telles que le pétrole ont généralement axé leurs stratégies de développement sur l'exploitation et l'exportation de ce bien à grande échelle. Ce choix de stratégie industrielle a un impact prédominant sur leur structure productive. Il est analysé par un corpus théorique dénommé syndrome hollandais. Ce type d'analyse montre, de façon théorique, de quelle façon l'exportation massive de ressources naturelles peut entraîner une désindustrialisation et/ou une désagriculturisation de l'économie concernée.

Ces modèles visent à illustrer les effets négatifs des exportations d'hydrocarbures sur les autres secteurs de l'économie. Les analyses en termes de syndrome hollandais, développées notamment par les travaux majeurs de Corden [1983a, 1983b, 1984], Neary et Purvis [1982], Bruno [1982], Corden et Neary [1982], Van Wijnbergen [1984], Bruno et Sachs [1982], font suite aux problèmes posés par la découverte de pétrole en mer du Nord vers 1975. On constate, en effet, dans les pays disposant brusquement d'une rente (naturelle) des phénomènes communs: éviction des activités consacrées à des biens ou services exportables et désindustrialisation de l'économie. Depuis le boom pétrolier de 1973 certains pays riche en pétrole n'a pas arrivé à améliorer son développent alors que certains pays en

développement faiblement dotés en ressources naturelles ont enregistré de meilleures performances économiques.

Entre 1970 et 1993, les pays en développement ne disposant pas de pétrole se sont développés quatre fois plus que ceux riches en pétrole. Une étude exhaustive conduite par les chercheurs de l'université de Harvard sur un échantillon de 97 pays en développement a montré que les pays dont le produit national brut dépend pour une large part des revenus d'exportation des ressources naturelles ont eu une croissance économique anormalement faible entre 1971 et 1989 par comparaison avec les pays en développement démunis en ressources naturelles. Concernant le pétrole, on a constaté que les pays qui en sont les plus fortement dotés ont tendance à en faire une monoproduction. C'est précisément cette hyperspécialisation qui a des effets pervers. Le pays devient fortement dépendant d'un secteur de production, ce qui peut freiner son développement. Le Nigeria, par exemple, est un pays en développement doté de ressources pétrolières. Un boom du secteur pétrolier s'y est produit suite à la flambée des prix et a entraîné la chute des exportations non pétrolières, notamment les exportations agricoles qui étaient jusqu'alors considérables. Le pétrole est devenu pratiquement la seule exportation. Après le boom pétrolier, le Nigeria a constaté une dislocation de son agriculture, un déficit vivrier, une inflation galopante et un déséquilibre de sa balance commerciale.

Le processus du syndrome hollandais est donc généralement le suivant :

- un boom des exportations dans un secteur donné accroît considérablement le revenu d'un pays ;
- les prix des produits exportés augmentent ;
- la capacité à importer baisse.

Les Etats qui dépendent financièrement des exportations des hydrocarbures (et autres ressources minières) comptent parmi les pays les plus fragiles économiquement, les plus autoritaires, les plus corrompus et, in fine les plus exposés à la violence politique.

Aujourd'hui, plus que jamais, le secteur des hydrocarbures domine l'économie algérienne. La production d'hydrocarbures représente plus de 50% du PIB et assure plus de 75% des recettes du budget de l'État. L'exportation des hydrocarbures représente 98% des recettes en devises du pays, le SONATRACH (12eme firme au niveau mondial) est l'acteur majeur de son industrie. L'Algérie est aujourd'hui un acteur incontournable du jeu énergétique mondial.

Cet atout qu'est la possession de ressources naturelles abondantes n'est pourtant pas un gage de prospérité. Mal exploité, ce potentiel peut receler des pièges économiques, sociaux et politiques difficiles à éviter. La situation algérienne fournit un bon exemple des retombées contrastées de la manne pétrolière sur l'économie et la société d'un État.

L'économie algérienne présente de nombreux symptômes du mal hollandais : une hausse des exportations tirée par le secteur des ressources, l'agriculture est de moins en moins importante, ses exportations diminuent et sa part dans le PIB a connu une chute libre, un secteur manufacturier qui bat de l'aile et le taux de chômage et d'inflation augmentent de plus en plus. Il est clair que la situation

actuelle pourrait bien infliger le syndrome hollandais en Algérie. Les cours du pétrole ont encore augmenté ces dernières années.

Toutes ces observations montrent que l'accroissement des prix des hydrocarbures a considérablement augmenté la part de ce secteur dans le PIB nominal et réduit en conséquence la contribution des autres secteurs. La structure de l'économie algérienne révèle un pays dont l'économie repose pour l'essentiel sur les hydrocarbures. Le problème qui se pose pour les économies, c'est que le boom pétrolier n'est pas éternel. Pour des multiples raisons, le prix de pétrole est volatile et incontrôlable et se fixe par le marché mondial et selon également les aléas externes (les conflits politiques, géopolitiques...), à titre d'exemple, en 2008 le prix de baril a chuté de 150 \$ en juillet à 39\$ en novembre, les pays exportateurs de ce produit n'arrivent jamais à maîtriser ce cours. De plus, la manne pétrolière se tarit souvent après quelques années d'euphorie, sachant que ce secteur est l'unique rente du pays. C'est à ce moment-là qu'intervient la crise.

Comme ces revenus peuvent être importants et faciles à obtenir, il est tentant de les utiliser immédiatement, voire de manière illicite et notamment dans les pays qui ne bénéficient pas d'une bonne gestion des affaires publiques ont du mal à résister à la tentation. Les revenus de l'exploitation des mines ont été détournés pour l'achat d'armes, soutien politique et corruption ordinaire. La rente consolide les régimes autoritaires. Mais il y a pire encore: un grand nombre des chercheurs ont montré dans une analyse régressive portant sur 98 conflits civils entre 1960 et 1999 – dont celui de l'Algérie – que les pays dépendants des ressources naturelles (pétrolières et minières) présentent désormais un risque de guerre civile de 23% par période de cinq ans contre un risque de 0,5% pour les pays non exportateurs de ces ressources. Comme par exemple, dans les pays producteurs où le système sociopolitique était structuré par la redistribution de la rente, le contre choc pétrolier de 1986 a été catastrophique, au point de favoriser certaines guerres civiles des années 1990, comme au Congo Brazzaville.

LA PROBLEMATIQUE

Les symptômes de la maladie hollandaise dans l'économie algérienne sont d'autant plus reconnaissables que la hausse de la production pétrolière et des revenus pétroliers a été suivie d'une baisse correspondante de la production agricole et de l'industrialisation.

L'Algérie, pièce centrale de l'Afrique du nord, fait partie des PED qui exportent des hydrocarbures vers l'étranger. La contribution de ce secteur dans les exportations est de 98% du total. En 2008, la part des hydrocarbures dans le PIB a été plus de 50 % contre 45% en 2005, et 38 % en 2004 et moins de 30% en moyenne durant la décennie 90. Leur contribution à la croissance s'est encore accentuée en 2005 : 43,13 % contre 25 pour cent seulement en 2004.

L'histoire économique récente nous enseigne qu'au cours de cette période 1970, l'Algérie a connu deux chocs externes (exogènes) positifs, chocs pétroliers. L'augmentation des prix du pétrole a davantage appauvri qu'enrichi l'économie algérienne. Le choc pétrolier provoqué par l'Organisation

des pays exportateurs de pétrole (OPEP) dans les années 70 quadrupla les prix en très peu de temps. Ce qui entraîna une hausse proportionnelle des revenus de l'État algérienne en deux ans à peine. En effet, après l'effondrement de cours du pétrole moins de 10 \$ en 1986, l'Algérie n'a pas réussi à réduire sa dépendance vis-à-vis de la rente pétrolière, et cela depuis les années 1988 (Mohammad Riza 2008) et (Conway 1988). L'Algérie n'est pas *a priori* à l'abri du syndrome hollandais qui survient quand une économie - algérienne dans notre cas - voit sa croissance s'accélérer en raison d'une hausse du prix du pétrole.

Dans les années 1964, la production agricole représentait environ 24,7 % du PIB, elle n'en représente plus que 7,67% en 2007. Les exportations de l'agriculture ont connu une chute, elles sont passées en 1964 de 38,8 % à 2,2 % des exportations totales en 1978 et cela jusqu'en 2007. Les exportations de l'industrie ont connu également une baisse, elles sont passées de 7,8% en 1967 à 0,1% des exportations totales en 1978, tandis que celles des hydrocarbures ont augmenté de 53,7 % en 1965 à 97% en 1979 et plus encore à partir de cette date. Le poids de l'industrie manufacturière hors hydrocarbures en Algérie dans le PIB est passé de 16% dans les années 80 à 9% au début des années 90 pour n'en représenter plus que 5,7% en 2005 et moins encore en 2007 environ 5,23%. Les exportations hors hydrocarbures restent stables ces dernières décennies environ 2%. Cela a contribué à l'augmentation de plus en plus de l'importation et à une faible productivité. Le pays est inéluctablement tombé en récession. Les banques centrales réagissant pour maîtriser l'inflation et ralentir les importations. Certains symptômes économiques sont les mêmes qu'aux pays bas.

La désindustrialisation est un fait incontestable en Algérie. En 2004, l'indice de la production de secteur manufacturier a perdu 38 points par rapport à 1989. De plus, l'industrie manufacturière nationale ne contribue plus qu'à hauteur de 5% au PIB contre plus de 15% vers la moitié des années 80. L'industrie hors hydrocarbures ne contribue que marginalement à la croissance économique, 3,9%, (alors que la valeur ajoutée mondiale dans le secteur manufacturier a augmenté durant la dernière décennie à un taux de 7%). De plus la contribution de l'agriculture à l'économie algérienne est tout aussi marginale. Au total, plus de 90% de la croissance sont générés par les hydrocarbures et le secteur des biens non échangeables (services, autres services, construction).

Notre travail s'attachera à étudier si les effets d'un choc externe positif attendus par la théorie de syndrome hollandais se sont produits en Algérie.

Dans le présent travail, nous allons examiner dans quelle mesure l'économie algérienne est touchée par le syndrome hollandais. A travers une analyse empirique, nous tenterons de savoir s'il est possible de parler de syndrome hollandais concernant l'économie algérienne. Cette économie a été entièrement ébranlée par un boom pétrolier mal maîtrisé et repose principalement sur les ressources naturelles. Le secteur des hydrocarbures contribue à la hauteur de plus de 50% au PIB, 75 % du budget de l'Etat et plus de 97,5 voire 98 % aux recettes d'exportation alors que le secteur d'exportation traditionnel (l'agriculture et l'industrie manufacturière) s'est entièrement détérioré et le taux de chômage a atteint le record plus de 30% en 2000 alors qu'il était en 1986 17%, l'inflation est très importante et une

facture des importations de plus en plus importantes. Tout ces différents constats rend le pays monoexportateur et entraîne une désindustrialisation et désagriculturation ce qui aggrave la situation économique de l'Algérie.

Nous avons abordé donc ce thème pour :

- savoir si l'économie algérienne présente une configuration sectorielle de plus en plus conforme à celle qui est décrite par le Dutch Disease. Nous testerons ensuite si l'attrait pour le pétrole prédispose l'Algérie au « mal hollandais ».
- pour adopter une politique de diversification des exportations (éviter la notion monoexportateur).
- Pour encourager d'autres secteurs d'activités (services, tourisme, l'agriculture, l'industrie manufacturière), en d'autres termes s'intéresser de plus en plus aux secteurs hors hydrocarbures.

Le choix de l'Algérie comme pays d'étude est particulièrement adapté à cette problématique, puisque comme nous l'avons exposé, ce pays possède d'une part une industrie et agriculture anciennes, dont l'évolution n'est pas volatile, et qu'il a d'autre part connu de multiples chocs externes positifs. La littérature théorique nous offre une grille d'analyse particulièrement adaptée pour répondre à ces questions : la théorie du syndrome hollandais. En effet, le modèle de base de cette théorie explique comment un choc externe positif engendre la désindustrialisation ou désagriculturation d'une petite économie ouverte. Les pays du sud souvent exportateurs se révèlent particulièrement dépendants de l'évolution des prix internationaux. Une chute des cours peut avoir pour eux des conséquences catastrophiques dans la mesure où leur activité économique est très largement tributaire de leurs exportations.

Néanmoins, depuis 2000, les prix du pétrole et des produits de base minéraux subissent une hausse prononcée et constante, principalement due à la forte poussée de la demande venant de la Chine, l'Inde et du reste de l'Asie. De ce fait, les hausses successives des cours de pétrole, survenues toute au long de ces dernières décades et la dépendance à l'égard des hydrocarbures qui caractérise l'économie algérienne nous incitent à poser la question suivante :

Quel est l'impact de la rente des hydrocarbures sur l'évolution du secteur agricole et industriel dans l'économie Algérienne ?

Le sujet que nous traiterons en est un d'actualités et de débats contemporains, notamment ces dernières décennies avec l'augmentation de prix du pétrole. Cette problématique pourrait s'articuler autour des questions suivantes :

- Quel est l'impact des hydrocarbures sur le potentiel de développement socioéconomique à long terme? Et Quelles sont les implications de politique économique pour les pays spécialisés dans les hydrocarbures?
- pourquoi le boom pétrolier génère-t-il à terme le mal-développement algérien?

- est-ce cette abondance de matière première peut nuire au reste de l'économie algérienne?
- quel est l'impact d'un choc externe positif sur le poids de l'agriculture et de secteur manufacturier dans l'économie algérienne?
- quel est l'impact des exportations de pétrole sur la production nationale hors pétrole ?
- Est-ce que l'impact de la rente sur le secteur agricole et industriel en Algérie est conforme à la théorie du syndrome hollandais ?
- Comment alors une forte augmentation des hydrocarbures peut-elle avoir des effets négatifs sur le développement économique des autres secteurs ?
- peut-on dire que l'Algérie est victime du syndrome hollandais?

LES HYPOTHESES DE RECHERCHE

Afin de répondre à ces diverses questions, nous allons établir ces hypothèses sur lesquelles ce travail va se baser. Ces augmentations de cours de pétrole peuvent donner naissance à un phénomène analogue à la maladie hollandaise. L'Algérie en tant que pays exportateur de matière première a connu ce syndrome, puisque :

- **H₁** : La place des hydrocarbures est de plus en plus prépondérante dans l'économie algérienne.
- **H₂** : Le poids cumulé de l'agriculture et de l'industrie algérienne dans PIB est négligé.
- **H₃** : La contraction de l'agriculture a engendré une dépendance alimentaire envers l'extérieur.
- **H₄** : La négligence de l'industrie manufacturière conduit à une augmentation de l'importation.
- **H₅** : L'éviction des hydrocarbures a évincé le reste de l'économie et notamment les secteurs traditionnels (l'agriculture et l'industrie manufacturière), l'économie algérienne est entièrement tributaire des hydrocarbures.

Dans l'objectif de vérifier ces diverses hypothèses, nous avons adopté une méthodologie analytique et descriptive.

Notre étude va être scindée en trois chapitres : les deux premiers sont consacrés à la théorie et le dernier à la pratique.

Le premier chapitre vise à étudier le cadre conceptuel de syndrome hollandais, son apparition, ses définitions, ses causes et les différents modèle su syndrome puis nous essayerons dans un deuxième chapitre de présenter ses effets et ses remèdes, le rôle de TCR et donner quelques exemples de ce phénomène. Et enfin nous aborderons la confrontation de cette théorie (le syndrome hollandais) par rapport à la situation de l'économie algérienne. Dans le dernier chapitre nous nous attacherons à tester les hypothèses formulés en s'appuyant sur l'économie algérienne qui se base sur les hydrocarbures et le modèle de syndrome hollandais. Nous examinerons dans quelle mesure l'économie algérienne est touchée par le syndrome hollandais. Nous présenterons une preuve empirique de l'incidence du boom du secteur des ressources sur le reste de l'économie algérienne. Ce chapitre est le vif de ce sujet.

LE CHAPITRE I :

LE CADRE CONCEPTUEL DU SYNDROME HOLLANDAIS

Introduction.....	11
I. La notion de syndrome hollandais.....	11
II. Les convergences entre la théorie du syndrome hollandais et les modèles de la croissance économique.....	18
III. Le phénomène du syndrome hollandais : quelques exemples de modèles.....	26
Conclusion.....	50

Le chapitre I :

Le cadre conceptuel du syndrome hollandais

Introduction

Dans ce premier chapitre intitulé le cadre conceptuel du syndrome hollandais, nous allons aborder la notion de syndrome hollandais, son apparition, ses symptômes et ses différentes définitions. En suite, nous nous concentrerons sur ses causes ainsi que les diverses spécificités des modèles du syndrome hollandais et la théorie de la dépendance, la parenté des modèles du syndrome hollandais avec les analyses néo-classiques et les convergences des modèles du syndrome hollandais avec les théories néoclassiques.

I. La notion de syndrome hollandais.

Cette appellation est née dans les années 1950 et 1960 quand furent découvert aux Pays-Bas d'importants gisements de gaz, cela a fait augmenter du même coup les exportations des matières premières (secteur en boom) et a eu pour conséquence de renchérir la monnaie hollandaise (appréciation). Il s'en est suivi une baisse de la compétitivité voire la rentabilité des autres exportations (hors hydrocarbures), comme l'agriculture et notamment celles des produits manufacturés - l'industrie manufacturière- (les biens échangeables)¹.

Bien que touchant principalement les pays pétroliers, le phénomène peut être comparé avec toute surévaluation du taux de change - et notamment le taux de change réel (TCR) liée à une entrée massive de devises ² (exemples : mise en valeur de ressources naturelles, hausse marquée des prix d'une matière première, flux massifs d'investissements directs étrangers entrants, aide étrangère massive³, transferts des fonds et des capitaux⁴, à titre d'exemple en 2002, les transferts des émigrés vers les pays en développement ont augmenté de 17.3 %, atteignant 149.4 milliards USD⁵ sans négliger les revenus important du tourisme⁶...).

¹ R.M. Auty, A.C. Harberger, « **Usaid economic growth officers conference** », WASHINGTON, D.C., OCTOBER 15-19, 2007, p. 1.

- Jason Gould and Katen N. Kapadia, « **Dutch disease in Africa: a case study of Nigeria and Tchad** », University of Michigan, (document sans date), p. 52.

- Balázs Égert (2009), « **Dutch disease in former Soviet Union: Witch-hunting?** », BOFIT Discussion Editor-in-Chief Iikka Korhonen Papers 4, 2009, Bank of Finland, BOFIT Institute for Economies in Transition, Suomen Pankki Helsinki, p. 8.

² Paul KRUGMAN, « **The narrow moving band, the Dutch disease, and the competitive consequences of Mrs. Thatcher Notes on Trade in the Presence of Dynamic Scale Economies** », *Massac-husetrs Institute of Technology, Cambridge, MA 02139, USA*, Journal of Development Economics, North-Holland, édition Elsevier Science Publishers B.V. (North-Holland), 27 (1987) p. 49. Voir aussi:

- Massimiliano Calì et Dirk Willem te Velde, « **Is Zambia contracting Dutch Disease?** », Results of ODI research presented in preliminary form for discussion and critical comment, Working Paper 279, Overseas Development Institute, Overseas Development Institute, Westminster Bridge Road London UK, February 2007, p. 1.

³ International monetary fund, « **World Economic Outlook October 2007 : Spillovers and Cycles in the Global Economy** », édition IMF, 2007, p. 107. Voir également :

- Robert Liebenthal, « **The Emerging Aid Architecture, PRSs and the MDGs** », African Plenary on National Strategies for Poverty Reduction and Implementation of the Millennium Development Goals, Cairo, Egypt, African Union, economic commission of Africa, March 26-28, 2006, p. 4.

⁴ Gaye Daffe et al, « **Le Sénégal des migrations** », édition Karthala Edition, 2008, p. 121.

⁵ Thomas Straubhaar et Florin P. Vădean, « **Les transferts de fonds internationaux des émigrés et leur rôle dans le développement** », PERSPECTIVES DES MIGRATIONS INTERNATIONALES : SOPEMI – ÉDITION 2006 édition OCDE, 2006, p. 152.

⁶ Jean-Louis Caccamo, « **Tourisme et frontières : les actes des journées académiques du tourisme** », Journées académiques du tourisme 02, Université de Perpignan, Groupe d'étude et de recherche en économie et management édition L'Harmattan, Paris, 2007, p. 16.

En effet, il peut arriver qu'apparaissent des effets négatifs causés par des entrées massives de devises dans un pays, en particulier, en cas d'exploitation d'une nouvelle ressource naturelle¹ (cas des pays exportateurs du pétrole) ou simplement en cas d'une arrivée d'aides massives de l'extérieur.

Le développement néerlandais, positif en apparence, a eu des conséquences non attendues en termes de répercussions graves sur l'ensemble de l'économie hollandaise, le pays est inéluctablement tombé en récession.²

1. l'apparition du syndrome hollandais

Il faut s'intéresser à l'économie des Pays-Bas des années soixante pour comprendre les origines de ce mal économique. Ce phénomène a été apparu aux Pays-Bas comme son nom l'indique lorsque ce pays a mis en production du gigantesque gisement de gaz de Groningue. Le syndrome hollandais se manifeste quand les taux de change réels augmentent en proportion de leur effet sur le marché des biens échangeables.³ Nombreux sont les pays qui ont connu ce syndrome comme les pays *mercantilistes*⁴ par exemple l'Espagne au 16^{ème} et 17^{ème} siècle, voilà cinq siècles, la puissante Espagne profitait des richesses que les galions rapportaient à pleines cales de ses colonies sud-américaines. Pierres précieuses, bois rares et métaux fins du nouveau monde affluaient vers l'ancien l'Australie 19^{ème} siècle et le Mexique des années 70 et 80.⁵ Les premières études sur ces mécanismes paraissent dès le 19^{ème} siècle, suite aux ruées vers l'or de l'époque.⁶ Au cours des dernières décades, plusieurs pays en développement ont également vécu ce syndrome et notamment les pays africains et latino-américains: le Niger,⁷ le Gabon des années 70-80, en orientant sa main-d'œuvre et ses investissements vers les secteurs : du pétrole , de l'uranium, du manganèse, du bois, ont complètement délaissé le secteur de l'agriculture, se plaçant à ce niveau dans une totale dépendance alimentaire à l'égard de ses voisins (Cameroun)⁸, ainsi que la République démocratique du Congo: s'est accentué après les pillages des années 90.⁹

Le terme « syndrome hollandais » remonte aux années 1970 et plus précisément le 26 novembre 1977 dans la revue « The Economist »¹⁰, cette dernière est la première qui a utilisée cette expression au

¹ CAROLE NAKHLE , « **Petroleum taxation: sharing the oil wealth : a study of petroleum taxation yesterday, today and tomorrow** », BUSINESS & ECONOMICS , EDITION ROUTLEDGE, 2008, p. 163.

² Richard E. Cavess, Jeffrey A. Frankel et Ronald W. Jones, « **commerce et paiements internationaux** », 1^{ère} édition De Boeck, 2003, p. 117.

³ The American people, «**The Tricky Exchange Rate Question: Over-Valued or Not? The Real Exchange Rate, Dutch Disease, and Overvaluation, with a Country Example**», EG Technical Briefings Volume V No. 1, from the American people, USAID, Office of Economic Growth, in Washington, March 2008, p. 1 et 2.

⁴ *Mercantiliste ou bullionistes : ces des nations qui* se sont appuyés sur l'accumulation stérile de métaux précieux importés des nouvelles acquisitions coloniales du continent sud-américain pour augmenter leurs richesses nationales.

⁵ Economic and Social Commission for Western Asia, "**Survey of economic and social development in the ESCWA Region 2006-2007**", édition United Nations Publications Staff, United Nations (business et economics), 2008, p. 31.

⁶ Gaël Lagadec, Cécile Perret et Anne Pitoiset, «**Nickel et développement en Nouvelle-Calédonie** », (document sans date), p. 34.

⁷ Loïc Batté, Agnès Bénassy-Quéré, Benjamin Carton et Gilles Dufrénot, « **Term of Trade Shocks in a Monetary Union: An Application to West-Africa** », document du travail, CENTRE D'ÉTUDES PROSPECTIVES ET D' INFORMATIONS INTERNATIONALES CEPII, WP No 07, April, 2009 , p. 10.

⁸ Aloysius Aloysius Amin et Jean-Luc Dubois, « **croissance et développement au Cameroun : d'une croissance équilibrée à un développement équitable** », édition African Books collective, 2008, p. 194 et 195.

⁹ Guy P. Sholders, « **communication économique pour les chinois francophones** », Edition L'Harmattan, Paris, 2008, p.41.

¹⁰ Hisashi yokoyama, « **Export-led industrialization and the Dutch disease** », the developing economies, XXVII-4 (december1989), p. 428.

sujet des Pays-Bas¹. Le terme apparaît quand les revenus commerciaux des Pays-Bas ont considérablement augmenté à la suite de la découverte de grands gisements de gaz dans la province de Groningue, puis dans le reste du pays.² Ce qui montre les limites de l'ancien modèle du développement.³ développement.³

Suite à l'accroissement des recettes d'exportations, la monnaie hollandaise s'est appréciée, ce qui a nui à la compétitivité-prix des exportations non-gazières du pays. L'appréciation de la monnaie locale est due à une augmentation des exportations globales entraînées par la hausse des exportations des matières premières.⁴ Sachant que les taux de change réels ont des effets significatifs (néfastes) sur la croissance des exportations. Ce syndrome est une conséquence des problèmes macroéconomiques⁵ induits par la capacité d'absorption d'une économie suite à l'entrée massive de devises.

Dans les modèles commerciaux simples, un pays se spécialise dans les industries où il a un avantage comparatif.⁶ L'ouverture commerciale donc se traduit par une spécialisation des deux économies suivant suivant leur avantage comparatif.⁷

Les pays riches en matières premières s'y spécialisent donc, au détriment de leur secteur manufacturier.⁸ D'après la théorie de **H-O** (Théorème **H-O** 1934)⁹, dans une situation de libre échange, échange, chaque pays se spécialise dans la production du bien intensif en facteur dont il est relativement mieux pourvu et se déspecialise dans le bien intensif en facteur dont il est relativement peu pourvu.¹⁰ L'apparition de ce syndrome peut être présentée sous forme de la figure **(I.1)** suivante (ci-après) :

¹ W. Max Corden et Peter Neary, « **booming sector and de-industrialisation in a small open economy** », The economic journal, vol. 92, N° 368, December 1982, Printed in Great Britain, p. 825. Voir aussi :

- W. Max Corden, « **Booming Sector and Dutch Disease Economics: Survey and Consolidation** » in *Oxford Economic Papers*, vol. 36, 1984, p. 359.

² MICHAEL BURDA, CHARLES WYPLOSZ, JEAN HOUARD, « **MACROECONOMIE: UNE PERSPECTIVE EUROPEENNE** », EDITION DE BOECK UNIVERSITE, 2002, p. 168.

³ Jean Ping, « **Mondialisation, paix, démocratie et développement en Afrique : expérience gabonaise** », édition L'Harmattan, 2002, p. 144.

⁴ Tim Harcourt, « **The Airport Economist** » - *Business & Economics*, édition Allen et Unwin, 2008, p. 91.

⁵ Sven Wunder, « **When the Dutch Disease met the French Connection: Oil, Macroeconomics and Forests in Gabon** », Center for International Forestry Research, Science for forests and people, CIFOR-CARPE-USAID project 'The impact of macroeconomic and agricultural policies on forest conditions in Gabon', 2003, p. 2.

⁶ Dominique Salvatore, « **Economie internationale** », édition Alapage, 2008, p. 54. voir également :

- Emmanuel Nyahoho et Pierre-Paul Proulx, « **le commerce international : théories, politiques et perspectives industrielles** », Edition PUO, 2006, p. 101-104.

- Philippe Deubel, Marc Montousse, Serge d'Agostino et Gilles Renouard, « **Dictionnaire de sciences économiques et sociales** », édition Bréal, 2008, p. 465.

⁷ Rodrigue Mendez, « **Ouverture commerciale et convergence dans un modèle simple de croissance endogène** », Annales d'Économie et de Statistique, No. 47, Développements récents en économie internationale / Recent Developments in International Economics, Published by L'INSEE/GENES on behalf of ADRES, Jul. - Sep., 1997, p. 20.

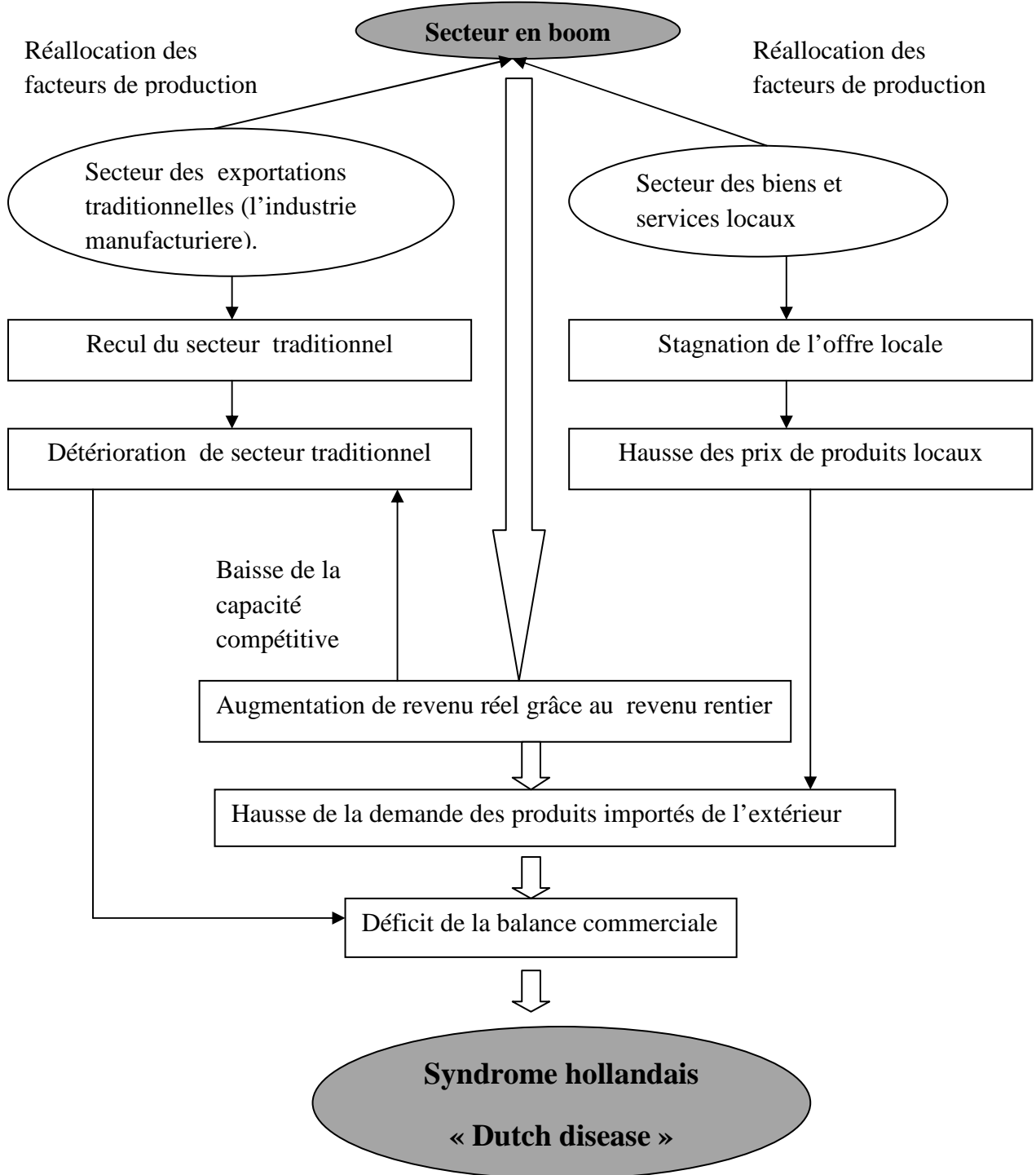
⁸ Richard Ondji'iToung, « **Ethique économique et endettement extérieur dans les pays de la CEMAC** », Edition L'Harmattan, 2009, p. 89.

⁹ Serge d'Agostino, « **libre-échange et protectionnisme** », édition Alapage, 200, p. 18.

- OCDE, « **Table rondes CEMT N 134 accès au marché, commerce de services** », édition OCDE publishing, 2007, p. 54.

¹⁰ Dominique Glaymann, Jean-Pierre Hirschy et Jean-Paul Houvenaeghel, « **science économiques et sociales** », édition Bréal, 2008, p. 119.

Figure N° L'apparition du syndrome hollandais



المصدر الدكتور مايح شبيب الشمري "مضاعفات المرض الهولندي في الاقتصاد العراقي و ضرورة الإصلاح الاقتصادي" المحور الاقتصادي مجلة القادسية للعلوم الإدارية و الاقتصادية المجلد 10 العدد 3 دورية فصلية علمية تصدر عن كلية الإدارة و الاقتصاد جامعة الكوفة. العراق. مترجم من طرف الباحث. 2008. ص. 176

2. Les quatre symptômes du “mal hollandais”

Les principaux symptômes de ce syndrome sont l'appréciation excessive du taux de change réel après la découverte massive des ressources naturelles (les hydrocarbures l'exemple le plus répandu), un déséquilibre croissant des comptes courants et surtout une croissance sectorielle déséquilibrée (déclin de secteur des exportations traditionnelles).¹

Un de ces principaux symptômes de ce syndrome hollandais est donc la baisse simultanée de la production et de l'emploi manufacturiers,² ainsi que la production agricole (lorsque le secteur traditionnel est l'agriculture).³ Les effets du Syndrome hollandais réduisent la compétitivité des produits locaux tant sur le marché intérieur que sur celui des exportations, les marchés extérieurs.⁴

- **La surproduction des matières premières**

La production gazière néerlandaise dépasse largement les besoins nationaux. La plupart du gaz est donc vendu à des clients étrangers qui doivent acheter des florins pour s'acquitter des factures. Les volumes de gaz sont si importants que ces opérations pèsent lourdement sur le marché des changes. Propulsé par une demande aussi soudaine que persistante, le florin grimpe (appréciation) rapidement contre les autres devises. L'industrie néerlandaise d'exportation voit immédiatement sa compétitivité internationale se détériorer.⁵ Autrement dit, ces booms des exportations ont des effets macroéconomiques puissants ayant un intérêt global appelé souvent le "Syndrome Néerlandais".⁶

- **L'évolution des importations**

Il se tient à l'intérieur des frontières et sans aucun doute le pouvoir d'achat des Hollandais qui s'envole en termes relatifs, grâce à la nouvelle parité du florin. Les importations explosent et la balance commerciale, déjà mal engagée, vire au rouge. Du coup, les prix commencent à présenter de sérieux signes d'inflation⁷. Et comme, pour les Hollandais, il devient plus intéressant d'acheter des produits étrangers que des produits nationaux ce qui a renforcé l'augmentation des importations.

- **L'augmentation de l'inflation**

Aux Pays-Bas, tout le monde veut travailler dans le gaz, le secteur en pleine croissance par excellence. Comme la productivité y augmente rapidement, les salaires aussi. Face à une désaffection de la main d'œuvre, le secteur manufacturier réagit en augmentant lui aussi les rémunérations pour retenir

¹ Gaël Raballand, « **GÉOÉCONOMIE DU BASSIN CASPIEN** », *Document de travail*, Institut français des relations internationales, Juin 2003, p. 9. Voir aussi :

- Michael Atingi-Ego, « **BUDGET SUPPORT, AID DEPENDENCY, AND DUTCH DISEASE: THE CASE OF UGANDA** », Bank of Uganda, May 5-6, 2005 Cape Town, South Africa, Practitioners' Forum on Budget Support, The World Bank, (document sans date), p. 14.

² Ryan Macdonald, « **Un syndrome chinois plutôt que hollandais** » Aperçus sur l'économie canadienne, Statistique Canada no 11-624-MIF, no 017 au catalogue, Ministère de l'Industrie, Canada, 2007, p. 7.

³ Kym Anderson, William A. Masters, « **Distortions to Agricultural Incentives in Africa** », *Political Science*, édition World Bank Publications, 2009, p. 362.

⁴ Economic and Social Commission for Western Asia, « **Survey of economic and social development in the ESCWA Region 2006-2007** », édition United Nations Publications Staff, United Nations (business et economics), 2008, p. 31.

⁵ Shinichiro Tabata, « **Oil and Gas in the Economic Transformation of Russia** », chapitre 1, (document sans date), p. 5.

⁶ Sven Wunder, « **Pétrole, macroéconomie et forêts : leçons pour l'Afrique Centrale** », Centre internationale pour la Recherche Forestière, Bulletin sur les moyens d'existence en forêt, CIFOR, Numéro 1, Forests and Livelihood Program, CIFOR, Jakarta, Indonesia, CGIAR Future Harvest, Mai 2004, p. 1.

⁷ Michel Norro, « **Economies africaines : analyse économique de l'Afrique Subsaharienne** », édition De Boeck Université, Bruxelles, 1998, p. 46.

ses salariés ce qui conduit à une augmentation si importante de l'inflation.¹ L'effet de l'inflation est alimenté par l'augmentation des salaires et le développement de la demande publique en matière d'investissement.²

- **La détérioration de l'économie**

Comme l'énergie est devenue le secteur d'activité le plus rentable des Pays-Bas, ce secteur attire les investissements productifs, ce qui contribue à déglisser l'économie hollandaise : inflation forte, tissu productif déstructuré, chômage en hausse, moral en baisse, la Hollande se trouve dans un triste état à la fin des années 70. De ce fait, Il en résulte que le processus du syndrome hollandais est le suivant :

- ❖ un boom des exportations dans un secteur donné accroît considérablement le revenu d'un pays ;
- ❖ le taux de change réel de la devise du pays augmente, ce qui a pour conséquence une baisse de compétitivité des autres exportations ;
- ❖ les prix des produits exportés augmentent ;
- ❖ la capacité (financière) à importer baisse et l'augmentation très importante des importations.³

Le résultat final est une inflation galopante ; l'économie du pays est freinée et se dégrade.⁴ L'excédent de la balance courante qu'enregistre le pays se traduit par une appréciation de son taux de change. Les importations devenant plus compétitives que les biens produits localement, il peut alors s'ensuire une moindre incitation à produire dans les secteurs secondaire et agricole, ce qui peut entraîner une contraction de la production et donc une plus forte dépendance aux importations, un accroissement du chômage et une accélération de l'exode rural,⁵ une baisse des exportations des produits manufacturés et une réduction des taux de croissance des revenus. Et toutes ces données renforcent et confirment encore la dégradation de l'économie.⁶

3. les différentes définitions de syndrome hollandais

Le syndrome hollandais ou la maladie hollandaise ou encore le mal hollandais, mieux connu en anglais sous le nom "*Dutch disease*" est une théorie économique néoclassique qui explique le lien entre l'exploitation des ressources naturelles (c'était le gaz dans le cas hollandais) et le déclin de l'industrie manufacturière⁷. Cette théorie se réfère au dysfonctionnement de l'économie des Pays-Bas lorsque le

¹ Olle Östensson and Aimable Uwizeye-Mapendano, « **Growth and diversification in mineral economies Regional workshop for mineral economies in Africa** », Macro-economic considerations and linkages, UNCTAD, Cape Town, South Africa, 7 to 9 November 2000, p. 3.

² African Development Bank, « **Perspectives économiques en Afrique 2008** », édition OCDE Publishing, 2008, p. 403.

³ La direction générale du Trésor et de la Politique économique, « **Appréciation réelle du taux de change dans les pays émergents** », lettre, trésor-éco, direction générale de trésor et de la politique économique, DGTPE, TRÉSOR-ÉCO – n° 35 – Avril 2008, p. 5.

⁴ Terry McKinley, « **WHY IS 'THE DUTCH DISEASE' ALWAYS A DISEASE? THE MACROECONOMIC CONSEQUENCES OF SCALING UP ODA** », United Nations Development Programme, International Poverty Centre, Working Paper number 10, November, 2005, p. 1.

⁵ Pierre Jacquet, « **Le pétrole en Afrique** », La lettre des économistes de l'AFD, N° 8 mars 2005, p. 4.

⁶ Dwight H. Perkins, Steven Radelet, David L. Lindauer « **Economie du développement** », Ouvertures économiques, édition De Boeck Université, traduit par Bruno Baron-Renault, Bruxelles, 2008, p. 774.

⁷ Hélène Cottenet-Djoufflkit, « **booms de ressources exogènes et développement manufacturier en Egypte: l'illusion du syndrome hollandais** », thèse de doctorat (NR) en sciences de économiques, CERDI, Université d'auvergne Clermont-Ferrand I, Ecole doctorale de sciences économiques et de gestion faculté des sciences économiques et de gestion, Centre d'étude et de recherche sur le développement international(C.E.R.D.I), CNRS, 8 décembre, 2003, p. 13.

développement des dépôts de gaz naturel provoqua à la fois une régression du secteur de la manufacture et un taux d'inflation si important.¹

Le « syndrome hollandais » désigne la situation dans laquelle un afflux considérable de ressources extérieures (le pétrole, les transferts de fonds ou l'aide étrangère) mène à une hausse du taux de change réel, qui s'avère préjudiciable pour les exportations.²

Le "Dutch disease" est en fait la conséquence d'une réorientation de l'économie vers un secteur tout entier, généralement primaire, suite à la découverte d'un fort gisement de ressources naturelles (exemple : le pétrole). C'est ce qui s'est passé en Hollande suite à la découverte de gisement très importants de gaz en Mer du Nord. En fait, on parle de syndrome ou de maladie car on observe un "biais" qui déforme la structure de l'économie. Ce biais engendre une économie de rente autour de ce secteur qui, in fine, détourne le capital humain, le capital travail et même le capital financier des autres secteurs vers ce secteur précis (secteur en boum « booming sector »).³

On observe donc un glissement des avantages comparatifs (spécialisations économiques) du pays vers ce nouveau secteur (productif), ce qui crée des "distortions" structurelles, voire irréversibles.⁴

Comme d'autres pays, les Pays-Bas ont appris que toute médaille a un revers et qu'une abondance de ressources naturelles peut avoir des effets pervers. Des études ont d'ailleurs montré une corrélation négative entre la croissance économique et les ressources naturelles.

Par « syndrome hollandais », on entend plus généralement un mode de développement économique où de fortes exportations de ressources entraînent une contraction rapide dans les autres secteurs de l'économie.

On peut le définir grâce à ses diverses caractéristiques:

- « Une croissance brutale et inattendue de revenus dans une économie, génère tout un ensemble d'effets pervers affectant la dynamique de l'économie. L'appréciation de taux de change et la nouvelle distribution des facteurs de production induits, déforment la structure agricole et industrielle, une augmentation des importations et une baisse des exportations non pétroliers ». ⁵ Notons que la théorie du syndrome hollandais est une théorie néoclassique. ⁶

Ce phénomène demeure une explication acceptée par les économistes pour montrer l'existence de la malédiction des ressources naturelles,⁷ d'après les économistes : (Sachs et Warner), 1995 et 1999; (Leite

¹ Samuele Furfari, « **Le monde et l'énergie : enjeux géopolitiques. Tome 1, Les clefs pour comprendre** », Editions Ophrys - 2007, p. 262.

² Christopher Adam, « **Flux exogènes et taux de change réels: Hypothèse d'école ou réalité empirique?** », Séminaire du Fonds monétaire international sur la gestion de l'aide extérieure et la gestion macroéconomique, Maputo, 14-15 mars 2005, p. 2.

³ Thorvaldur Gylfason, « **Lessons from the Dutch Disease: Causes, Treatment, and Cures** », W01:06, AUGUST 2001, p. 2 et 3.

⁴ Claude Serfati, « **Économie politique de la sécurité** », Edition Karthala Editions, 2009, p. 73. Voir aussi :

- Andrew Harrison, Ertugrul Dalkiran, Ena Elsey et Simon Fongang, « **Business international et mondialisation: vers une nouvelle Europe** », édition De Boeck Université, 2004, p. 279.

- Pierre-André Corpron, « **L'indispensable en économie et histoire des sociétés contemporaines** », édition Bréal, 2004, p. 32.

⁵ Gualbert-Brice Massengo, « **L'économie pétrolière du Congo** », édition L'Harmattan, Paris, 2004, p. 34.

⁶ Hakima CHOUIKHI, Rafik JBIR, Younès BOUJELBENE, « **Prix du Pétrole et Syndrome Hollandais : Cas de la Libye** », Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Sfax, Tunisie, document sans date, p. 3.

⁷ Nariman Behraves, « **Spin-Free Economics** », édition Amazon.com, 2008, p. 110.

(Leite et Weidmann, 2002); (Sala-i-Martin and Subramanian, 2003 et Auty (2001a))¹. De plus, l'accroissement de ces différentes richesses provoque des impacts négatifs et indirects (la maladie hollandaise) sur l'économie.²

▪ « Le syndrome hollandais se traduit par des modifications de la balance commerciale suite à l'accroissement des exportations des produits pétroliers, ce qui élève le taux de change de la monnaie. Cette appréciation du taux de change améliore la compétitivité des produits importés et décourage la production locale dans les secteurs primaires et secondaires. La production se contracte alors, ce qui accroît le chômage et accélère l'exode rural »³

▪ le syndrome hollandais « se traduit par une élévation de taux de change non adossé à une hausse de la productivité ».⁴

▪ « (Le syndrome hollandais), désigne le processus selon lequel le secteur des ressources naturelles évince le secteur traditionnel exposé aux échanges internationaux sous l'effet d'une appréciation en termes réels de taux de change à mesure que les rentes importantes découlant des ressources naturelles sont absorbées par l'économie ».⁵

II. La convergence entre la théorie du syndrome hollandais et les modèles de la croissance

• Le Théorème de Rybczynski

Le **théorème de Rybczynski** est une conséquence du Modèle Heckscher-Ohlin-Samuelson (un des modèles de référence de la théorie du commerce international). Il stipule que dans le cadre du modèle HOS, l'augmentation de la dotation d'un pays dans un facteur de production donné, accroît la production du bien utilisant intensément ce facteur plus que proportionnellement à l'augmentation de la dotation et réduit la production de l'autre bien.⁶

Ce résultat prédit donc une augmentation de la spécialisation relative du pays si l'augmentation porte sur le bien de production le plus abondant dans ce pays, et une diminution de la spécialisation si l'augmentation porte sur le bien plus rare.

Un pays en forte croissance peut ainsi voir sa spécialisation glisser de produits intensifs en travail vers des produits intensifs en capital. C'est le cas du Japon et des nouveaux pays industrialisés NPI.

Une augmentation d'un facteur accroît la production du bien utilisant intensément ce facteur et réduit la production de l'autre bien.⁷ De ce fait, on constate une certaine convergence entre ce syndrome et le théorème de Rybczynski, puisque dans les deux cas, la croissance d'un secteur évince les autres

¹ Nuno Torres et Oscar Afonso, « Re-evaluating the impact of natural resources on economic growth », Cempre, Faculdade de Economia, FEP Working Papers, Research Work in Progress, Universidade do Porto, n. 278, juin, 2008, p. 3.

² Ricky Lam and Leonard Wantchekon, « POLITICAL DUTCH DISEASE », April 10, 2003, p. 2.

³ Christine Le Bonté, « Le Cambodge contemporain : quelle perspectives du développement compte tenu », édition L'Harmattan, Paris, 2007, p. 55 et 56.

⁴ Jacques Ould Aoudia, « Croissance et réformes dans les pays arabes méditerranéens », édition Karthala, 2008, p. 40.

⁵ OCDE, organisation de coopération et de développement économiques, « Etudes économiques de l'OCDE », édition OCDE publishing, 2006, p. 30.

⁶ Dominique Salvatore, « Economie internationale », édition Alapage, 2008, p. 263.

⁷ Emmanuel Nyahoho, Pierre-Paul Proulx, « Le commerce international : théories, politiques et perspectives industrielles », édition PUQ, 2006, p. 796.

secteurs. Autrement dit, le développement du secteur productif accapare les ressources des secteurs traditionnels.

• **La théorie de la croissance appauvrissante de Bhagwati**

Les pays qui sont dotés de ressources naturelles ils devraient les exploiter pour favoriser la croissance économique et le développement a été longtemps identifié en tant qu'un des principes fondamentaux des sciences économiques de développement. Les revenus qui sont produits par les ressources naturelles peuvent être employés pour améliorer la croissance économique. Ces ressources permettent alors à l'économie de diversifier et produire les genres de plus hautes marchandises à valeur ajoutée qui sont nécessaires pour accélérer plus loin le développement économique, mais dans certains pays cela est de plus en plus difficile à concrétiser.

Durant la période de 1950-1960, de nombreux économistes s'interrogent sur les risques pour la croissance de la dégradation des termes de l'échange des pays pauvres exportateurs de matières premières. **Bhagwati** (1958) démontre que la croissance fortement biaisée à l'exportation pourrait détériorer les termes de l'échange qu'elle éliminerait tous les bénéfices de la croissance initiale. Ce résultat est connu sous le nom de croissance appauvrissante.

Cette théorie est développée par l'économiste indo américain Jagdish N. Bhagwati¹. Cette dernière se base sur une réflexion si simple selon laquelle une augmentation de la capacité d'offre de certains produits exportés tend à faire diminuer leur prix sur les marchés internationaux à un point tel que la croissance devient paradoxalement préjudiciable². En d'autres mots, la croissance fondée sur l'insertion dans le commerce international peut être une croissance appauvrissante.

Cependant, les conditions d'apparition d'une croissance appauvrissante sont restrictives, le pays doit disposer d'une offre d'exportation significative au plan mondial, la demande et l'offre mondiale pour le produit exporté doivent être très peu élastique au prix. Dans ce cas, l'accroissement supplémentaire de l'offre d'exportations provoque une baisse du prix mondial de sorte que l'effet volume ne compense pas la dégradation en valeur des exportations, le pays doit connaître une croissance fortement biaisée à l'exportation, ce qui suppose un degré d'ouverture sur l'extérieur très élevé (la croissance réduit l'output du secteur d'importation à prix constant).³ Ces différentes conditions sont les suivants :

- La croissance est systématiquement orientée vers le bien exportable ;
- L'économie a un fort degré d'ouverture (ratio Exportations/PIB élevé) ;

¹ Marc Montoussé, « **Science économiques et sociales Tle ES obligatoire** », édition Bréal, Paris, p. 343. Voir aussi :

- Bernard Contamin, Harris Memel-Foté Group, « **Le modèle Ivoirien en questions : crises, ajustements, recompositions** », édition Karthala, p. 14.

² Philippe Vincent, « **Instituts économiques internationales** », droit international, édition Alapage, 2009, p. 22. Voir aussi :

- Jaime de Melo et Jean-Marie Grether, « **commerce international : théories et application** », édition Dee Boeck Université, Bruxelles, p. 562.

³ Serge d'Agostino, Marc Montoussé, Alain Chaffel et Jean-Marc Huart, « **100 fiches pour comprendre la mondialisation** », édition Bréal, Paris, p. 223.

- La demande mondiale faiblement élastique au prix (l'excès d'offre fera fortement chuter le prix d'équilibre)
- Le pays est un gros exportateur (forte part de marché), c'est-à-dire que l'augmentation de ses exportations modifie les conditions de l'équilibre mondial.¹

Les pays exportateurs des biens manufacturés sont moins exposés à la croissance appauvrissante. Dans ces pays, la demande de ces produits est plus dynamique que celle des matières premières, notamment quand la spécialisation se traduit non uniquement par une compétitivité-prix élevés mais également par une capacité à répondre à la demande mondiale. La croissance tirée par les exportations peut donc être appauvrissante et creuser l'écart entre les pays développés et les pays en voie de développement.² Les pays riches en ressources sont souvent caractérisés par une grande inégalité : ce sont des pays riches avec une population pauvre. Les économies de ces pays se caractérisent par une mauvaise qualité de capitale social, humain ainsi que physique.³ Les deux tiers de la population du Venezuela, pays membre de l'OPEP, vivent dans la pauvreté, car une minorité accapare l'argent de la manne pétrolière du pays.⁴ L'exemple des pays en voie de développement (PED) ayant souvent une économie caractérisée par la mono exportation,⁵ spécialisés dans l'exportation de matières premières dont la demande est peu porteuse, montre que ces modèles sont bien adaptés à l'expérience de nombreux pays. Sachant que la théorie de la baisse tendancielle des termes de l'échange pour les produits primaires en vogue dans l'après-guerre (Prebisch, 1950) allait également dans le sens d'une moindre croissance pour les pays exportateurs de ces produits.⁶ Selon les estimations de la Banque mondiale, plus de la moitié de la population des PED vit avec moins de 2 dollars par jour, ce qui représente un total de 2,8 milliards de pauvres.⁷ L'exploitation des matières premières et notamment le pétrole représente la principale source de devises étrangères et de recettes fiscales pour de nombreux pays en développement.⁸ L'exploitation inefficace de ces différentes richesses de ces pays peut conduire à l'appauvrissement de l'économie toute entière.

« La Croissance et développement sont deux notions dépendantes : la croissance est nécessaire au développement qui favorise la croissance. Mais une croissance déséquilibrée, ou dont les gains sont mal

¹ « **Economie Internationale Chapitre 1: Spécialisation et avantages comparatifs: les anciennes théories du commerce international** », document sans date, p. 43.

² Serge d'Agostino, « **Libre échange et protectionnisme** », édition Bréal, Paris, p. 98.

³ Thorvaldur Gylfason, « **Lessons from the Dutch Disease: Causes, Treatment, and Cures** », op-cite, p. 8.

⁴ Joseph E. Stiglitz, Svetlana Tsalik et Anya Schiffrin, « **Pour que les ressources naturelles soient une bénédiction** », in « **LE PÉTROLE, Guide de l'énergie et du développement à l'intention des journalistes** », lever la malédiction des ressources naturelles 2, Revenue Watch Open Society Institute, New York, (document sans date), p. 13, 14.

⁵ Ahmed TOUIL, « **Pertinence du taux de change d'une monnaie inconvertible** », Econométrie du taux de change AEA Exchange Rates Econometrics, Avril 2005, p. 1.

⁶ Jean-Pierre CLING, « **Commerce, croissance, pauvreté et inégalités dans les PED : une revue de littérature** », document de travail DT/, développement institutions et analyses de long terme, DILL, 2006, p. 11 et 12.

⁷ Jean-Pierre CLING, Philippe DE VREYER, Mireille RAZAFINDRAKOTO et François ROUBAUD, « **La croissance ne suffit pas pour réduire la pauvreté : le rôle des inégalités** », /2003/04, Document de travail DIAL / Unité de Recherche CIPRÉ, Mai 2003, p. 5.

⁸ Gilles Carbonnier, « **comment conjuguer la malédiction des ressources naturelles, annuaire suisse de politique de développement ?** » in **Financer le développement par mobilisation des ressources locales** », Vol 26, N° 2, institut universitaire d'études du développement, p. 83.

répartis, ne conduit pas nécessairement au développement. La croissance est nécessaire mais toute croissance n'est pas profitable. »¹

La notion de développement durable apparaît dans les années 1980. Une définition est donnée par le rapport Brundtland « le développement soutenable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs besoins » (1987).

L'expérience du développement a montré que la croissance économique, résultant des forces du marché, profite en général davantage aux riches qu'aux pauvres. Ceci tient au fait que les riches bénéficient d'un avantage en termes de capital humain et financier qui leur permet de mieux capter les opportunités économiques qu'offre une croissance positive. C'est principalement pour cette raison que la plupart des programmes de développement se sont avérés inefficaces pour réduire la pauvreté.² Plusieurs analyses statistiques sur de larges échantillons de pays en voie de développement montrent, en effet, que la corrélation entre niveau de dépendance à l'égard de produits de base et taux de croissance économique est négative.³ Le taux de croissance économique s'accroît à travers l'augmentation de la productivité, et pas seulement par un transfert financier de pétrodollars.⁴ Autrement dit, Le taux de croissance de l'économie peut être décomposé en croissance de l'utilisation du travail et en croissance de la productivité du travail.⁵

Les exportations des pays en développement étaient largement dépendantes à l'égard de produits de base ou primaires. Au cours des trente dernières années passées, cette tendance a radicalement été modifiée dans la mesure où un niveau de produits manufacturés ne représentant qu'un quart (1/4) de l'ensemble des exportations de biens et services en 1965, la part des produits manufacturés dans les exportations totales des pays émergents est passée à pratiquement trois – quarts (3/4) en 1996.

Une analyse minutieuse de ce mouvement d'ensemble des pays en développement pris comme un tout révèle toutefois des contrastes assez importants ; notamment il apparaît que contrairement aux pays de l'Asie de l'est (Hong – Kong, Corée, Singapour, Taiwan, Indonésie, Malaisie, Thaïlande) les exportations des économies africaines au sud du Sahara restent aujourd'hui encore largement concentrées dans les produits de base (primaires) non transformés.⁶ Ces deux résultats traduisent bel et bien une forte dépendance des économies africaines au sud du Sahara à l'égard des produits de base.

¹ Marc Montoussé et Dominique Chamblay, « **100 fiches pour comprendre les sciences économiques** », éditions Bréal, Paris, 2005, p. 57.

² Charles-L. GRIFFONI, « **Croissance économique et pauvreté Une application de l'indice de « croissance pro-pauvre » au cas du Maroc entre 1985 et 1999** », Centre d'Economie et de Finances Internationales (CEFI), Université de la Méditerranée (Aix-Marseille II), Juin 2005, p. 3.

³ Commission Economique des Nations unies pour l'Afrique, « **Afrique centrale: dépendance à l'égard des produits de base et développement socioéconomique** », C E A / B S R - A C *Partenaire privilégié de l'intégration en Afrique Centrale*, N° 009, HIGH LIGHT, L'hebdomadaire du Bureau sous -régional pour l'Afrique Centrale de la Commission Economique des Nations unies pour l'Afrique, LES ÉCONOMIES DE L'AFRIQUE CENTRALE 2008, p. 2.

⁴ Terry Lynn Karl, Svetlana Tsalik et Anya Schiffrin, « **Comprendre la « malédiction des ressources** », in « **LE PÉTROLE. Guide de l'énergie et du développement à l'intention des journalistes** », lever la malédiction des ressources naturelles, Revenue Watch Open Society Institute, *New York*, p. 24.

⁵ Bernadette Biatour, Jeroen Fiers et Chantal Kegels, « **R&D, TIC et croissance économique en Belgique : analyse sectorielle** », document sans date, Belgique, p. 3.

⁶ Oscar Kuikeu, « **Mésalignement du taux de change, facteur explicatif de la structure des exportations des économies africaines au sud du Sahara ?** », - Cas des Pays Africains membres de la Zone Franc (PAZF)-, CATT – Université de Pau et des Pays de l'Adour – France. P. 2.

Nombreuses sont les études de cas de sous-développement des pays en voie de développement qui sont élaborées pour déterminer comment, malgré les ressources naturelles abondantes, les pays ont échoué pour réaliser une forte croissance économique et une diversification économique. Les pays arabes ont souffert durant 20 ans des taux de croissance si bas, malgré l'existence des diverses ressources naturelles.¹

La croissance économique peut être définie comme l'évolution à moyen et long terme du produit total et surtout du produit par tête dans une économie donnée. C'est un concept étroit et exclusivement quantitatif, auquel on préfère parfois le concept beaucoup plus étendu de *développement* qui prend en compte les aspects qualitatifs (humains, culturels, environnementaux, etc.) que l'approche quantitative.²

Le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées produites par un pays en un an. La **valeur ajoutée** est la richesse créée par la transformation des matières premières et produits de bases (appelés consommations intermédiaires) en produits de valeur supérieure. On peut également définir le PIB comme la somme de la consommation des ménages, des investissements, de la dépense publique et du solde du commerce extérieur (exportations moins importations). A court terme, les déterminants de la croissance économique sont donc les composants du PIB.³

$$Y = C + I + G + (X - N) + \Delta \text{ inv}$$

Dans laquelle Y = revenu national, C = consommation privée, I = investissement privé,

G = dépenses publiques (courantes et en capital), X = exportations,

N = importations, et $\Delta \text{ inv}$ = variation des stocks.⁴

D'après cette théorie on constate quelques ressemblances entre cette dernière et le syndrome hollandais puisque le développement des nouvelles ressources évince les autres secteurs ce qui appauvrit l'économie toute entière.

- **La notion de comportements rentiers**

Une économie rentière est une économie dans laquelle l'existence d'importants revenus extérieurs non liés à la production suscite des comportements rentiers défavorables à l'orientation productive.⁵ La notion de rente désigne originellement une rémunération liée à un droit de propriété sur une ressource rare. La rente foncière rémunère la propriété de la terre. Le terme quasi-rente (Marshall) désigne une rente passagère.

Dans ce cas, l'enjeu politique et économique n'est plus l'efficacité de la production mais le contrôle de la rente et de sa circulation.⁶ Elle peut provenir de l'exploitation d'une richesse du sous-sol comme le pétrole, le phosphate dans le cas de Nauru, celle d'une base militaire étrangère ou encore l'aide

¹ Xavier Sala-i-Martin et Elsa V. Artadi, « **Economic growth and investment in the Arab World** », document sans date, p. 32.

² Jean Magnan de Bornier, « **La croissance économique** », (document sans date), p.1.

³ Karine Chakir, « **La croissance économique : mécanismes, effets et perspectives** », (document sans date), p. 1.

⁴ Nations unies conseil économique et social commission économique pour l'Afrique, « **Étude de fond: Renforcer l'efficacité de la politique budgétaire en vue de la mobilisation des ressources intérieures** », *Le Caire (Égypte) 2-5 juin 2009*, p. 4.

⁵ Joseph Mbandza, « **Pauvreté et modèles de croissance en Afrique Subsaharienne : le cas du Congo-Brazzaville (1945-2000)** », édition Publibook, 2004, p. 386.

⁶ Bastien GIBERT, Axel MARAUT et Benjamin TELLE « **Enjeux et perspectives pour les Emirats Arabes Unis : Et après le pétrole** », Entreprises et Management, édition L'Harmattan, Paris, 2005, P. 80.

étrangère.¹ L'exploitation des ressources naturelles continue d'être la principale composante du produit intérieur brut de nombreux pays en développement, ce qui est en partie dû à l'existence d'immenses réserves inexploitées dans la région et au niveau de développement industriel insuffisant de ces pays.

On considère toutefois que la contribution de ces ressources à une croissance favorable aux pauvres et à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) laisse généralement à désirer. C'est pourquoi la gestion de ces ressources et les questions qui y sont liées, en particulier les recettes générées, ont été l'objet d'une étude analytique et politique minutieuse.

Ces économies peuvent être victimes du syndrome hollandais². Ce type d'économie « *se caractérise par une tendance à la stagnation, avec de fortes fluctuations liées au jeu de l'offre et de la demande, un gaspillage des ressources rentières, un faible liens entre les rémunérations et la productivité des facteurs et par des distorsions entre les modes de production ou de consommation* ».³ Dans une économie de rente pétrolière, l'industrie manufacturière progressa à petit pas et resta à un état embryonnaire et la création d'emplois demeura insuffisants en regard des besoins nouveaux créés par la pression démographique⁴.

Dans cette économie rentière la répartition du revenu est aveugle.⁵ De ce fait, puisque les pays possédant les ressources naturelles ne maîtrisent pas les cours mondiaux, l'économie de rente est caractéristique du syndrome hollandais.⁶ Dans cette économie, l'accès à un emploi public serait considérée comme une alternative rationnelle à l'emploi productif. La main-d'œuvre se dirige vers le secteur rentier au détriment du niveau de production de l'économie.⁷ En d'autres termes, certains travailleurs se trouveraient soustraite des activités hautement productives. Le déplacement de la main-d'œuvre vers le secteur très compétitif, où les rémunérations augmentent du fait d'une demande plus élevée : cela se fait au détriment des autres secteurs (désindustrialisation directe). De ce fait, la hausse rapide des revenus d'exportations liés à la rente des matières premières peut causer ce qu'on appelle « Syndrome Hollandais ».⁸

Les pays dépendant du pétrole souffrent souvent de ce syndrome⁹, un phénomène par lequel le secteur pétrolier provoque une hausse du taux de change de la devise locale, ce qui rend les autres exportations non compétitives. En effet, les exportations de pétrole prennent toute la place et bloquent

¹ Bernard Poirine, « **Tahiti : stratégie pour l'après nucléaire : de la rente atomique au développement** », 2^{ème} édition, édition L'Harmattan, Paris, 1996, p. 39.

² Georges Hénault, Eddy Bloy, Gérard Lemoine, Martine Spence, « **Entrepreneuriat et développement durable en francophone** », savoirs francophones, Archives contemporaines, édition Alapage, 2008, p. 104.

³ Jean-Placide Keza, « **Valeurs culturelles et échec de l'aide au développement** », collection Emploi, Industrie et Territoire, édition L'Harmattan, Paris, 2005, p. 131.

⁴ Marie Ladier Fouladi, « **Population et politique en Iran : de la monarchie à la république islamique** », cahier de l'INED, cahier 150, édition INED, 2003, p. 200.

⁵ Désiré Mandilou, « **L'économie de partage en Afrique : vaincre la pauvreté par l'intégration** », collection économie plurielle, édition L'Harmattan, Paris, 2008, p. 149.

⁶ Jean-Placide Keza, « **Valeurs culturelles et échec de l'aide au développement** », op-cite, 2005, p. 132.

⁷ Jean-Philippe Koutassila, « **Le syndrome Hollandais : théorie et vérification empirique au Congo et au Cameroun** », Centre d'économie du développement, document de travail N° 24, Université Montesquieu-Bordeaux IV-France, document sans date, p. 6.

⁸ W. Max Corden, « **Booming Sector and Dutch Disease Economics: Survey and Consolidation** » op-cite, p. 359.

⁹ Makoto SAKURALI, « **Economic Topics on Transition Economies** », Economic and Social Research Institute, March 2001, p. 1.

d'autres secteurs d'exportation porteurs, notamment l'agriculture et la fabrication, ce qui rend la diversification économique particulièrement difficile. L'agriculture et l'industrie manufacturière devenant dépendantes de ces transferts du secteur pétrolier, la dépendance par rapport au pétrole est renforcée, ce qui supprime toute motivation à rechercher une utilisation plus efficace des capitaux. À long terme, ceci peut entraîner une perte définitive de la compétitivité.

En réaction, les responsables politiques adoptent de strictes politiques protectionnistes pour soutenir des activités économiques de moins en moins compétitives, en faisant reposer le poids du financement sur le secteur pétrolier.

Dans les années 60, les Pays-Bas ont découvert d'énormes dépôts de gaz naturel en mer du Nord. Cette découverte a entraîné une hausse spectaculaire des revenus du pays et paradoxalement une appréciation de la valeur du florin ainsi qu'une perte de compétitivité des exportations non liées au gaz naturel. Ce développement apparemment positif eut donc de façon inattendue de sérieuses répercussions (négatives) sur l'économie hollandaise. C'est ce phénomène paradoxal qui fut baptisé « *Dutch disease* » ou syndrome hollandais.

L'économie de rente repose sur les matières premières.¹ Lorsque la rente de ces matières diminue (épuisement, baisse des cours, ...), les industries soumises à la concurrence internationale, dont les capacités de production ont diminué, ne se reconstituent que lentement. Le pétrole peut se vendre à un prix très supérieur à son coût de production. C'est le seul produit où le prix de production est très inférieur au prix de vente (un baril coûte \$2 à produire et finit par coûter \$50 dans les bourses de matières premières) ; enfin, il procure aux pays producteurs ce que les économistes nomment une « rente » qui leur garantit une situation prospère.² En revanche, Les dernières études empiriques montrent que, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les pays riches en ressources naturelles ont connu des taux de croissance plus faibles que ceux qui n'en avaient pas. "La malédiction des ressources naturelles" est la règle et non l'exception, comme le remarquent Sachs et Warner (2001)³. De plus, dans plusieurs pays, les richesses pétrolières sont sources de divers problèmes tels que l'instabilité, la corruption,⁴ la mauvaise gouvernance et le gaspillage⁵ ainsi que les guerres civiles.⁶

Sachant que dès lors, la gestion centralisée de l'économie et le système autoritaire clientéliste ont été perçues comme les facteurs véritablement déterminants de l'expansion de la corruption dans ces pays. Le lien est dès lors fortement établi entre corruption et économie administrée et rentière. La corruption a

¹ Liliane Bensahel, Pascal Marchand, « **les régions de Russie à l'épreuve des théories et pratiques économiques** », La librairie des humanités, édition L'Harmattan, Paris, 2005, p. 86.

² Jean-Pierre Favennec et Jean-Marie Chevalier, « **Géopolitique de l'énergie : Besoins, ressources, échanges mondiaux** », EDITION EDITIONS OPHRYS, 2007, p.5 et 6.

³ Sachs Jeffrey D et Warner Andrew M., « **The curse of natural resources** », European economic review, Elsevier, Amsterdam, volume 45, numéro 4-6, mai 2001, pp. 827- 838.

⁴ Joseph Mbandza, op-cite, p. 386.

⁵ Essé Amouzou, « **pourquoi la pauvreté s'aggrave t elle en Afrique** », études africaines, édition L'Harmattan, 2009, p. 156.

⁶ Philippe Bergevin, « **Energy resources boon or curse for the Canadian economy?** », parliamentary information and research service, Economics Division, 31 march, 2006, p. 2 et 3.

souvent été perçue comme un produit d'une économie rentière et administrée et d'un système politique autoritaire et clientéliste.

Elle traverse le secteur public comme le secteur privé et prend des formes variées qui ne s'accompagnent pas nécessairement d'une contrepartie monétaire. En somme, la corruption peut être considérée comme l'abus d'une position dominante ou monopolistique, impliquant la rétribution physique ou symbolique de l'intervention permise par cette position.¹

L'utilisation des revenus tirés de la manne pétrolière ne participe pas toujours à la réduction de la pauvreté et à la croissance économique équitable.² Les ressources naturelles – *les hydrocarbures en particulier* – ont toujours eu un impact négatif sur le développement des pays qui en détiennent. Cette opinion se base entre autres sur :

- Les conflits qu'ont générés l'exploitation et le contrôle de ces ressources dans certains pays et les effets de ces conflits négatifs sur l'économie;
- Les effets négatifs de l'exploitation de ces ressources sur les institutions économiques des pays producteurs.³

Plusieurs canaux de transmission de cette relation négative entre ressources naturelles et croissance ont été avancés :

- (1) une faible investissement dans l'éducation ;
- (2) un comportement rentier de la part des dirigeants de ces pays ;
- (3) une confiance excessive dans l'avenir qui conduit à l'adoption de politiques économiques inappropriées ;
- (4) la théorie de la maladie hollandaise.⁴

Par exemple, le développement économique en Algérie et Libye a été bloqué par la rente pétrolière alors qu'en Tunisie et au Maroc ainsi qu'en Egypte le développement a été bloqué par la rente de tourisme.⁵

Outre la dépendance à l'égard de l'extraction minière et celle à l'égard de l'exportation des produits de base augmente également. Une dépendance massive envers les ressources naturelles, en particulier leur exportation, s'accompagne toutefois de risques politiques et économiques. Premièrement, les cours des produits de base et, partant, les recettes dérivées de ces produits sont très volatiles en raison de leur vulnérabilité aux chocs exogènes.

¹ Hanifa TOUAG, « **Algérie : quel modèle économique de développement viable pour enrayer la corruption ? Corruption et nécessaire dépassement des modèles** », *Aperçus sur le développement économique et humain dans le monde arabe, Revue Averroès, n°2 – Thème 2* : 2009, p. 1.

² Etanislav NGODI, « **Gestion des ressources pétrolières et développement en Afrique** », 11e Assemblée Générale du CODESRIA, Maputo, Mozambique, 6 – 10 décembre 2005, p. 6.

³ Albert Yama Nkouna, « **13 Pétrole et Développement en Afrique Centrale Quelques Axes de Réflexion pour une Meilleure Intégration du Secteur Pétrolier dans l'Économie Nationale** », OIL POLICY IN THE GULF OF GUINEA FRIEDRICH-EBERT-STIFTUNG CHAPTER IV, FRIEDRICH-EBERT-STIFTUNG, p. 164.

⁴ Gaël Raballand, « **géoéconomie du bassin caspien** », op-cite, p. 7.

⁵ Jean-François Daguzan, « **Démographie, économie, développement : l'enjeu stratégique du l'Afrique du Nord** », note de la FRS (Fondation de la Recherche Stratégique), 7 mars, 2006, p. 4.

Deuxièmement, étant donné que l'élasticité-revenu de la demande mondiale en produits de base est faible, les recettes revenant aux pays exportant ces biens sont également faibles. Ces deux facteurs font que des pays riches en ressources risquent de connaître des taux de croissance économique moins élevés.

L'existence d'une sur-prime dont le financement n'est pas à la charge directe de la réunion, mais de la métropole, conduit à analyser l'économie de l'île comme celle d'une économie de rente, décrite dans la littérature sur le syndrome hollandais (*dutch disease*).¹

Dans certaines parties du Moyen Orient, on constate qu'il y a une concentration excessive des richesses entre les mains d'un petit nombre et « une croissance économique chancelante », ce qui a affaibli le besoin de connaissances et le développement dans ces pays.

On constate, en effet, dans les pays disposant brusquement d'une rente (naturelle) des phénomènes communs: éviction des activités consacrées à des biens ou services exportables, hausse des prix dans le secteur protégé de la concurrence internationale (services notamment) et du niveau de prix relatif des produits de ce secteur par rapport à ceux du secteur exposé, hypertrophie du secteur tertiaire et (désindustrialisation) de l'économie; enfin, surévaluation de la monnaie nationale.²

Cette dépendance aux activités d'extraction (industrie minière et hydrocarbures) affecte négativement la croissance économique.³ Le développement au sens de François Perroux est « la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global ». ⁴

Selon ce type de l'économie dite rentière on constate quelques similitudes entre ce dernier et le syndrome hollandais puisque la rente des nouvelles ressources évince les autres secteurs ce qui affecte négativement la croissance économique et conséquemment bloque le développement économique du pays.

III. Le phénomène du syndrome hollandais : quelques exemples de modèles

1. Les causes du syndrome hollandais

On comprend, en particulier, qu'une bonne partie de ce phénomène est de nature politique, en d'autres termes, les décisions politiques prises par les responsables sont souvent défavorables.⁵ L'Etat hollandais n'a pas su réagir face à ce changement structurel. Les réserves de changes gazières de la Hollande ont été redistribuées sous forme des dépenses publiques les plus élevées de l'Ouest, dont

¹ Denis COGNEAU et Jean-Christophe DUMONT, « Effets des sur-rémunérations des agents des administrations sur l'économie de la Réunion », développement et insertion internationale, Document de travail DIAL N° 13 / Unité de Recherche CIPRÉ, Décembre 2000, p. 6.

² Bernard Poirine, « Le développement par la rente dans les petites économies insulaires », Revue économique, édition Sciences Po University Press, Vol. 44, No. 6 (Nov., 1993), p. 1176.

³ Patrick Point et Carmen Canturias-Villessuzanne, « Ce n'est pas le Pérou, c'est la malédiction des ressources naturelles : the resource curse in Pérou », 3ème journée du développement de GRES, conférence development of GRES, document sans date, p. 3.

⁴ Bernard CORNEVIN, « Le développement divergent des tiers-mondes après 1980 : les rentes, freins aux transitions socio-démographiques et économiques », DEES 108/JUIN 1997, Paris, 1997, p. 63.

⁵ François Ruf, « booms et crises du cacao : les vertiges de l'or brun », économie et développement, édition Karthala, 1995, p. 373.

beaucoup de baisses d'impôts. La meilleure manière de soutenir l'inflation sans envisager "l'après-gaz" et donc les recettes ont été destinées à la consommation finale qu'aux projets productifs.

Par ailleurs, d'autres effets négatifs sont souvent associés au syndrome hollandais. La concentration des revenus dans bon nombre d'économies pétrolières peut conduire parfois à une captation des intérêts publics par quelques leaders du secteur pétrolier et à des comportements de rente. Par ailleurs, l'effet de court-terme d'augmentation de la richesse peut parfois limiter les efforts des autorités en faveur de politique de croissance de long terme (diversification de l'économie, éducation etc.) au profit de mesures de redistribution.

Lorsque les flux de revenus associés aux matières premières diminuent ou s'arrêtent, l'économie peut se retrouver fortement handicapée par le sous-développement du secteur des biens échangeables qui a besoin de temps pour se réajuster.

De manière générale, les économies pétrolières disposent de régimes de changes fixes. Sur la période récente, la forte croissance des prix des hydrocarbures leur a permis d'accumuler des réserves de change très importantes, dont la stérilisation n'a pu être qu'imparfaite. Ceci a favorisé une accentuation des tensions inflationnistes déjà à l'œuvre dans ces économies (notamment en raison de la hausse des prix agro-alimentaires et d'une demande de biens très vigoureuse face à une offre contrainte) et rendu leur régime de change plus difficile à maintenir, notamment en raison de la baisse du dollar, qui favorise l'inflation importée. D'ailleurs, certaines de ces économies ont déjà entamé une révision de leur régime de change (le Koweït a adopté au printemps 2007 un ancrage à un panier de devises, et non plus seulement au dollar).¹

En outre, l'histoire économique récente de l'Égypte par exemple, nous enseigne qu'il a connu quatre chocs externes positifs, des booms (tombés du ciel) tous liés à l'augmentation soudaine de ressources exogènes : les revenus d'aide, les revenus pétroliers, les remises de fonds des travailleurs émigrés égyptiens et les revenus du canal de Suez. La part de ces ressources dans le PIB est ainsi passée en moyenne de 4,5% entre 1970 et 1974 à 25% entre 1975 et 1985, pour retomber à 16 % en moyenne entre 1986 et 2000.²

- **L'expansion du secteur de ressources naturelles**

Les pays riches en ressources naturelles en tirent généralement parti, mais il est surprenant de constater que bon nombre d'entre eux sont aux prises avec une situation économique difficile. Parmi les causes les plus importantes du syndrome hollandais on cite l'expansion du secteur de ressources naturelles.³ La charte de la Havane définit les produits primaires comme « *des produits de l'agriculture, des forêts, de la pêche et du sous-sol, que ces produits se présentent sous leur forme naturelle ou qu'ils*

¹ Olivier JONGLEZ, « **Appréciation réelle du taux de change dans les pays émergents** », direction générale du trésor et de la politique économique TRÉSOR-ÉCO – n° 35 – Avril 2008 – p. 5.

² Hélène Cottenet-Djouffkit, « **booms de ressources exogènes et développement manufacturier en Egypte : l'illusion du syndrome hollandais** », thèse de doctorat, op-cite, p. 4.

³ Wladimir Andreff, « **Économie de la transition : la transformation des économies planifiées en économies des marchés** », édition Bréal, Paris, 2007, P. 128.

aient subi la transformation qu'exige la vente en quantité importantes sur le marché international ». ¹ La ressource est une production culturelle des sociétés qui en ont l'usage. Le qualificatif naturel renvoie, quant à lui, à l'opposition vivant/non vivant, mais aussi à l'opposition nature/culture. Enfin, le mot renouvelable s'applique à des espèces dont la capacité de reproduction s'apprécie en fonction des actions humaines. ²

Ce phénomène alors vécu par ce pays va en général de pair avec la découverte de ressources naturelles, agricoles, minières, etc. Mais de façon élargie, tout développement entraînant des entrées massives de devises peut créer des conditions propices à la manifestation de ce syndrome. ³

D'après Corden (1984) une boum sur une matière première peut se produire de trois façons :

- ❖ Progrès technologiques exogènes
- ❖ La découverte inattendue des ressources naturelles
- ❖ L'accroissement exogène des prix au niveau mondial d'un produit de base exporté par un pays. ⁴

L'appréciation de la monnaie locale pénalise l'industrie locale soumise à la concurrence internationale (perte de parts de marché), jusqu'à atteindre un nouvel équilibre où les flux d'import sont de nouveaux approximativement égaux aux flux d'export. ⁵

Dans la vision classique de l'économie, l'abondance des ressources naturelles est un bienfait. Elle permet à un Etat de posséder les moyens financiers de se développer et donc de s'enrichir. Pourtant, l'observation de différents pays riches en matières premières ⁶ comme le Canada, Australie, Argentine, Colombie, Chili, Gabon ou le Nigeria comparés à des pays ne possédant pas ou peu de matières premières comme le Japon ou la Corée du Sud fait apparaître que les premiers ont peu profité de ces ressources et sont moins développés et moins riches que les seconds.

En effet certaines économies bien dotés en ressources ont connu un développement rapide (les Etats-Unis), d'autres comme le Japon se sont développées sans ressources. Enfin des économies qui disposent de nombreuses ressources ont vu leur situation se détériorer (l'Australie à la suite de la ruée vers l'or et le Mexique des années 1970 à la suite du boom pétrolier. Certains évoquent une malédiction des ressources naturelles.

Pour un pays qui possède des ressources naturelles en abondance, la hausse des prix des ressources peut être un véritable bienfait, mais elle peut aussi faire progresser la valeur de la devise et étouffer ainsi la croissance des industries qui ne dépendent pas des ressources naturelles.

Les pays qui disposent des potentiels de marché les plus faibles et des dotations en ressources les plus pauvres sont précisément celles qui rencontrent les plus grands succès industriels, notamment la Corée

¹ André Dumas, « **Economie mondiale** », Commerce, Monnaie, Finance, questions d'économie et de gestion, 3^{ème} édition De Boeck et Larcier, s. a, Bruxelles, 2006, p. 74.

² Catherine AUBERTIN, « **Heurs et malheurs des ressources naturelles en Amazonie brésilienne** », Cab. Sci. hum. 32 (7) 1996, p. 29.

³ OECD, OECD - Organisation for Economic Co-operation and Development, « **Globalisation and Emerging Economies: Brazil, Russia, India, Indonesia, China and South Africa** », édition OECD Publishing, Education – 2009, p. 411.

⁴ Reisen Helmut et Goldstein Andrea, « **Etudes du centre de développement, L'essor de la Chine et de l'Inde : quels enjeux pour l'Afrique ?** », organisation de coopération et de développement économiques, édition OCDE publishing, 2006, p. 73.

⁵ Feumetio E. Bertrand, « **Le Gabon, Un Pays Si Riche... Mais Très Pauvre** », édition Publibook, 2008, P. 189 et 190.

⁶ Makoto SAKURAI, « **Economic Topics on Transition Economies** », op-cite, p. 1.

du sud et Taiwan, à l'inverse des pays à ressources naturelles abondantes (Brésil Mexique) et de ceux à marchés importants ce qui confirme la malédiction des ressources naturelles.¹

Ce phénomène n'est pas propre au XXème siècle et à une économie de marché pure. Déjà au 16ème siècle l'Espagne, profitant de l'or des Amériques a injecté des fortunes dans son économie. Peu après, on observe que loin de se développer, l'Espagne perd de sa compétitivité et sa place économique en Europe décline.

Les variations rapides des prix ont constitué la toile de fond des événements de l'économie réelle.² Les richesses naturelles étant censées apporter au pays un avantage économique considérable, les manifestations du syndrome hollandais paraissent à première vue surprenantes. L'histoire nous apprend que l'Europe et l'Amérique du Nord doivent leur développement en partie aux richesses de leurs sols et sous-sols.³ Pendant longtemps, il a été admis que les pays les mieux nantis sur le plan du développement étaient également ceux qui étaient riches en ressources naturelles. En effet, l'exportation des produits tirés de ces ressources naturelles procure des recettes en devises permettant toutes sortes de financement. Une forte augmentation des richesses d'un pays peut avoir des effets négatifs sur le développement économique de ce pays.⁴ La malédiction de ressources naturelles est un sujet d'actualité, d'actualité, en particulier pour les pays en voie de développement.⁵ La richesse en ressource naturelle provoque des effets pervers en termes d'économie politique. Plus les ressources sont élevées, plus grande est la corruption (les auteurs écrivent : "le pétrole corrompt et l'excès de pétrole corrompt plus qu'en excès").⁶ Les hydrocarbures sont au cœur de l'économie mondiale. Ils accompagnent la croissance économique, génèrent des crises, impactent la quasi-totalité des autres industries et ne laissent aucune économie nationale indifférente.⁷

Trois énergies fossiles qui sont actuellement à la base de notre consommation. Environ 87 % de la consommation d'énergies primaires dans le monde, c'est du pétrole (en premier), du charbon et du gaz.⁸

La consommation mondiale d'énergies fossiles :

¹ Sid ahmed abdelkader, « Celso Furtado et le développement à partir de l'exportation des ressources naturelles non renouvelables », *Cahiers du Brésil Contemporain*, 1998, n° 33-34, p. 90 et 91.

² Ministère de l'industrie, « Canadian Economic Observer », Catalogue no. 11-010-XIB, Statistics Canada, édition Minister of Industry, Canada, April 2008, p. 2.

³ Isaac TAMBA, Jean Claude TCHATCHOUANG et Raymond DOU'A, « L'Afrique Centrale, le paradoxe de la richesse: Industries extractives, gouvernance et développement social dans les pays de la CEMAC », Presses Universitaires d'Afrique, Cameroun, 2007, p. 13.

⁴ Pauline Jones Luong, « The Roots of the Resource Curse: Why are the World's Richest Countries the Poorest, most Corrupt, and Unstable? », Senior Seminar in Political Science Spring Term 2005, p. 1.

⁵ Commission Economique des Nations unies pour l'Afrique, « Afrique centrale: dépendance à l'égard des produits de base et développement socioéconomique », LES ÉCONOMIES DE L'AFRIQUE CENTRALE 2008, op-cite, p. 1.

- Derrick Tawah Ngwa, « The Implications of the Rising Demand for Biofuels on Developing/emerging Economies: Any Lessons from Petroleum », - *Business & Economics* -, édition GRIN Verlag, 2008, p. 21 et 22.

- John Y. Campbell, « Asset Prices and Monetary Policy », - *Business & Economics*, édition University of Chicago Press, 2008, p. 292.

⁶ Idriss Loubar, « rente et croissance économique l'ombre du syndrome hollandais », contribution au débat, *economia* 15 mars/15 avril 2009, p. 53.

⁷ Amine Belaïcha, « L'industrie des hydrocarbures, principes et fonctionnement », in AITANews, la revue d'aita Network, N°03, octobre, dossier spécial Pétrole et Gaz 2007, édition Algerian Talents Network Novembre 2007, p. 2.

⁸ Philippe SÉBILLE-LOPEZ, « État des lieux sur les énergies fossiles », dans les Conférence « *Géopolitique des ressources rares* » Les ressources fossiles et minérales cristallisent les enjeux internationaux actuels, mars, IFORE, Paris, 2009, p. 13.

- pétrole : 35,7 % ;
- charbon : 28,4 %.
- gaz naturel : 23,6 % ;
- hydraulique : 6,3 % ;
- nucléaire : 5,8 %.

La hausse des prix du pétrole à des niveaux record, à l'accroissement de la demande mondiale pour les ressources naturelles et aux avancées technologiques des dernières années qui en rendent l'exploitation plus rentable. La forte demande mondiale pour les matières premières ainsi que les incertitudes géopolitiques et climatiques ont poussé les prix de l'or noir à des niveaux record, créant une véritable manne pour les pays exportateurs.¹

Les pays dépendant du pétrole souffrent souvent de ce que l'on appelle le « syndrome hollandais », un phénomène par lequel le secteur pétrolier provoque une hausse du taux de change de la devise locale, ce qui rend les autres exportations non compétitives. En effet, les exportations de pétrole prennent toute la place et bloquent d'autres secteurs d'exportation porteurs, notamment l'agriculture et la fabrication, ce qui rend la diversification économique particulièrement difficile. En réaction, les responsables politiques adoptent de strictes politiques protectionnistes pour soutenir des activités économiques de moins en moins compétitives, en faisant reposer le poids du financement sur le secteur pétrolier. L'agriculture et l'industrie manufacturière deviennent dépendantes de ces transferts du secteur pétrolier, la dépendance par rapport au pétrole est renforcée, ce qui supprime toute motivation à rechercher une utilisation plus efficace des capitaux. À long terme, ceci peut entraîner une perte définitive de la compétitivité.²

Le tableau (I.1) ci-dessous présente l'évolution des recettes (totales et pétrolières) des pays exportateurs au cours des exercices budgétaires 2002 à 2004, c'est-à-dire sur trois ans.³

¹ Martin Lefebvre, « une « pétrodevise » : un bienfait ou un fardeau pour l'économie canadienne? », point de vue économique, 11 octobre, études économiques, Desjardins, 2006, p. 1.

² Terry Lynn Karl, Svetlana Tsalik et Anya Schiffrin, « Comprendre la « malédiction des ressources », op-cite, p. 24.

³ Isaac TAMBA et Jean Claude TCHATCHOUANG, « L'Afrique Centrale : une région dotée de ressources naturelles mais pauvre », chapitre 1, Presses Universitaires d'Afrique, Cameroun, 2007, p.34.

**Tableau N° (I. 1): Evolution des recettes totales et pétrolières
entre 2002 et 2004 (en milliards de F.CFA)**

Période	recettes	Cameroun	Congo	Gabon	Guinée équatoriale	Tchad
2002	RT	1343,2	571,7	1018,2	414,6	110,0
	RP	368,9	397,5	608,7	362,5	98,4
2003	RT	1363,3	603,6	1049,1	471,2	133,1
	RP	324,1	421,6	570,2	409,7	111,2
2004	RT	1286,7	738,0	1111,5	773,5	217,5
	RP	337,7	530,0	600,0	700,3	119,3

NB : **RT** : recettes totales

RP : recettes pétrolières

Source : Isaac TAMBA et Jean Claude TCHATCHOUANG, « **L'Afrique Centrale : une région dotée de ressources naturelles mais pauvre** », chapitre 1, Presses Universitaires d'Afrique, Cameroun, 2007, p.34.

La malédiction des ressources naturelles génère des pertes économiques nettes, c'est-à-dire des effets négatifs sur la croissance économique ce qui paralyse le développement du pays. Les ressources naturelles contribuent en principe à la richesse des territoires. Mais elles ne sont pas une condition suffisante ou sine qua non de la croissance. Au contraire, leur effet à long terme peut s'avérer négatif comme le montre l'exemple du «syndrome hollandais».¹

Certains économistes comme Sachs et Warner (1995), Auty et Mikesell (1998²), Gylfason, Herbertsson et Zoega (1999)³, et Gylfason (2000)⁴ ont montré qu'il y a une relation directe, significativement négative, entre ressources naturelles et la croissance. En d'autres termes, cette relation alimente la thèse de « *la malédiction des ressources* » développée dès la fin des années 80 grâce à des diverses études de cas faites par Gelb (1988),⁵ Ranis (1990), Mahon (1992), Auty (1990, 1993, 1994, 2001) et Auty et Mikesell (1998).⁶

¹ Jean-Claude Prager et Jacques-François Thisse « **Les enjeux géographiques du développement économique** », Agence Française de Développement, Département de la Recherche AFD, 2009, p. 62.

² Cité par Auty, R. M. et R. M. Mikesell, « **Sustainable Development in Mineral Economies** », Oxford, Clarendon Press, 1998.

³ Cité par Gylfason, T., T. T. Herbertsson et G. Zoega, « **A Mixed-Blessing : Natural Resources and Economic Growth** », Macroeconomic Dynamics, Vol. 3, 1999, p. 204-225.

⁴ Cité par Gylfason, T., « **Resources, Agriculture and Economic Growth in Economies Transition** », Working Paper 157, The Center for Economic Research and Graduate Education, Economic Institute, Prague, 2000.

⁵ Cité par Gelb, A., « **Oil Windfalls: Blessing or Curse?** », Oxford University Press, New-York, 1988.

⁶ Cité par Auty, R., « **Resource Abundance and Economic Development** », Oxford University Press, New-York, 2001.

Les économies des pays de l'Asie centrale sont ainsi devenues de plus en plus dépendantes de l'aide et de l'investissement étrangers. Malgré qu'ils possèdent des ressources importantes par exemple, la part du coton et de l'or dans les exportations totales de l'Ouzbékistan est de 60 %, les métaux et le pétrole représentent 45 % des exportations totales du Kazakhstan et le gaz et pétrole, 50 % des exportations totales du Turkménistan.¹ Ce qui nous permet de dire que le pétrole ainsi que les différentes ressources sont beaucoup plus des facteurs de malheur et d'appauvrissement pour les pays que tout autre chose. C'est pour quoi, il est important pour le pays de ne pas dépendre du seul pétrole. L'économie de certains pays est entièrement dépendante d'un seul secteur (les hydrocarbures), comme le montre le tableau (I. 2) suivant :

Tableau N° (I. 2): Principales compagnies nationales de pétrole et de gaz

Pays OPEP	Société	Part de l'Etat dans la société
Algérie	Sonatrach	100%
Libye	NOC	100%
Nigeria	NNPC	100%
Arabie Saoudite	Aramco	100%
Emirats Arabes Unis	ADCO/DPC	60 à 100%
Indonésie	Pertamina	100%
Iran	NIOC	100%
Iraq	NIOC	100%
Koweït	KPC	100%
Qatar	QGPC	100%
Venezuela	PDVSA	100%

Source : « secteur des hydrocarbures en Afrique : problématiques et enjeux », performances management consulting, document sectoriel hydrocarbures-janvier2007, 2007, p. 2.

Pour certaines économistes, le pétrole est « l'excrément du diable qui apporte la maladie hollandaise ».² En 1980 les revenus des pays de l'OPEP atteignaient 260 milliards de dollars et en 2005 ils ont dépassé 600 milliards. Plus le prix de brut augmente, plus les recettes pétrolières et (gazières dans le cas de l'Algérie, du Qatar ou de la Russie) représentent l'essentiel du pays.³

Le syndrome hollandais affirme que d'importants secteurs d'hydrocarbures sont la cause d'une surévaluation de taux de change. Le prix des exportations s'accroît tandis que baisse celui des importations. Le volume des exportations autres que les hydrocarbures diminue alors que croît substantiellement le volume des importations, ce qui affecte négativement la balance des paiements.

Les économies possédant des ressources naturelles importantes telles que le pétrole ont généralement axé leurs stratégies de développement sur l'exploitation et l'exportation de ce bien à grande échelle. Ce

¹ Gaël Raballand, « **GÉOÉCONOMIE DU BASSIN CASPIEN** », *op-cite*, p. 6 et 7.

² Samuel Furfari, « **le monde de l'énergie : enjeux géopolitiques, les clefs pour comprendre** », tome 1, édition Ophrys, 2007, p. 187.

³ Jean-Pierre Favennec et JEAN-MARIE CHEVALIER, *op-cite*, P. 55.

choix de stratégie industrielle a un impact prédominant sur leur structure productive. Il est analysé par un corpus théorique dénommé syndrome hollandais, centré sur l'évaluation des effets de l'exportation massive de ressources naturelles telles que les hydrocarbures sur la croissance des différents secteurs composant l'économie. Par l'intermédiaire de variables telles que la variation des prix internes, les mouvements de main-d'œuvre entre secteurs, les importations de biens, la surévaluation du taux de change... ce type d'analyse montre, de façon théorique, de quelle façon l'exportation massive de ressources naturelles peut entraîner une désindustrialisation et/ou une désagriculturation de l'économie concernée.¹

En Afrique subsaharienne, il y'a des pays exportateurs de pétrole, même si deux seulement, l'Angola et le Nigéria, sont d'importants fournisseurs du marché mondial, avec respectivement plus d'un million et plus de deux millions de barils par jour. Pour les autres, le pétrole est le principal moteur de la croissance économique. C'est le cas, notamment, de la Guinée équatoriale, peuplée de moins d'un million d'habitants. Pour ces pays, plus encore que pour l'Algérie et la Libye, la diversification économique est le principal enjeu.² Avant la valorisation des richesses pétrolières de la Libye, ce pays était considéré comme une région arriérée. En effet les données géographiques ainsi que les indicateurs démographiques et sociaux la situent dans le lot des pays classés comme traditionnellement et irrémédiablement pauvres.³

Les afflux de capitaux extérieurs entraînent souvent une appréciation du TCR et une perte de compétitivité sur le plan international, ce qui est très préjudiciable aux exportations. Par ailleurs, la dépendance à l'égard du financement extérieur accroît la vulnérabilité aux attaques spéculatives sur les monnaies ainsi qu'à la crise financière (Osakwe et Schembri, 2002⁴).⁵

De plus, les ressources naturelles peuvent être une source de l'instabilité politique. A titre d'exemple, la Sierra Leone et le Botswana sont tous deux des pays riches en diamants. Le Botswana a connu un taux de croissance moyen de 5,2 pour cent entre 1974 et 2002, alors que la Sierra Leone a plongé dans une guerre civile motivée par le contrôle de ses richesses en diamants. Les échecs socio-économiques du Moyen-Orient, pourtant riche en ressources pétrolières, sont les meilleurs exemples.⁶

Dans des pays comme le Nigeria, le Gabon ou le Congo Brazzaville, des dizaines d'années d'exploitation pétrolière se sont traduites par des investissements dans l'immobilier et les grands travaux, mais les effets du « syndrome hollandais » et les facilités de l'or noir ont fait stagner les secteurs productifs de l'économie.

¹ Marie-Pierre Arzelier, « **Dépenses publiques, ressources naturelles et croissance sectorielle. Une comparaison Afrique- Asie** », Revue économique, Stratégies de croissance et marchés émergents, Vol. 49, No. 1, édition Sciences Po University Press, (Jan., 1998), p. 120.

² Nations Unies, conseil économique et social commission économique pour l'Afrique, « **Étude de fond: Renforcer l'efficacité de la politique budgétaire en vue de la mobilisation des ressources intérieures** », *Le Caire (Égypte) 2-5 juin 2009*, p.16.

³ Larbi Talha, « **LE PÉTROLE ET L'ÉCONOMIE LIBYENNE** », 1963, p. 153 et 154.

⁴ Cité par Osakwe, P. N. et L. Schembri (2002). « **Real Effects of Collapsing Exchange Rate Regimes: an Application to Mexico**'' *Journal of International Economics* 57, 299-325.

⁵ NATIONS UNIES CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE, COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE, « **Renforcer l'efficacité de la politique budgétaire en vue de la mobilisation des ressources intérieures: Document de synthèse** », *Le Caire (Égypte), 2-5 juin 2009*, p. 2.

⁶ Joseph E. Stiglitz, Svetlana Tsalik et Anya Schiffrin, *op-cite*, p. 13.

Mais cette distinction est à relativiser : la plupart des pays exportateurs sont également importateurs de produits raffinés. Et produire du pétrole n'empêche pas d'avoir des problèmes d'énergie. Ainsi, le Nigeria, premier producteur de pétrole africain (6ème mondial), est un modèle de gaspillage en la matière. Il dispose de quatre raffineries assez modernes, capables en théorie de satisfaire deux fois la demande nationale, ainsi que celle des pays voisins. Dans les faits, il importe régulièrement du carburant. Les subventions sur l'essence coûtent deux milliards de dollars par an à l'Etat (Sébille-Lopez, 2006). Les hausses des prix et les grèves qu'elles provoquent ainsi que les interruptions d'approvisionnement causent des à-coups fréquents dans le fonctionnement de l'économie. Elles paralysent aussi totalement l'activité dans les pays voisins qui en dépendent (Tchad).

- **L'aide étrangère et les transferts des capitaux étrangers :**

« Trop d'aide émousse l'efficacité de l'aide comme trop de gaz a entamé la compétitivité à l'économie hollandaise ».¹

Le syndrome hollandais, comme on a vu, va généralement de pair avec la découverte de ressources naturelles, agricoles, minières ou pétrolières, mais il peut également résulter de tout développement qui entraîne des entrées massives de devises dans le pays, telle que la présence des économies d'échelle, les effets d'apprentissage et le progrès technologique ainsi qu'une forte augmentation de l'aide étrangère. Tous ces facteurs interfèrent pour définir la trajectoire du développement du secteur manufacturier contaminé par ce syndrome.² En second lieu, un accroissement massif de l'aide au développement pose un problème de gestion macroéconomique dans les pays aidés.³ En effet, un brusque afflux de ressources extérieures, dû par exemple à une forte amélioration des termes de l'échange, à une découverte de ressources naturelles ou encore à des investissements directs étrangers IDE, peut être à l'origine d'un « syndrome hollandais ».⁴ Notons que certains pays recevant de de l'aide étranger entre les années 80 et 90, ont beaucoup souffert de ce syndrome.⁵

« L'aide au développement représente un enjeu financier, économique, social et géopolitique majeur non seulement pour les pays qui en bénéficient, mais aussi pour ceux qui la fournissent et pour l'équilibre de la mondialisation »⁶. L'aide est une ressource parmi d'autres au service d'objectifs de développement.⁷ Depuis les années 1950, les pays pauvres bénéficient d'aides extérieures dont l'objectif

¹ Stéphane Madaule, « **L'aide publique au développement : l'abcédaire de la réforme** », édition L'Harmattan, Paris, 2008, p. 126.

² Olga Garanina, « **La Russie dans l'économie mondiale** », édition L'Harmattan, Paris, 2009, p. 137.

³ David Fielding, « **Aid and Dutch Disease in the South Pacific** », research paper N° 2007/50, world institute for development economics research, united nations university, auguste 2007, p. 1.

⁴ Sylviane Guillaumont Jeanneney et Patrick Guillaumont, « **Efficacité, sélectivité et conditionnalité de l'aide au développement : enseignements pour la politique française** », CERDI, CNRS et Université d'Auvergne, La Documentation française. Paris, 2006, P. 110.

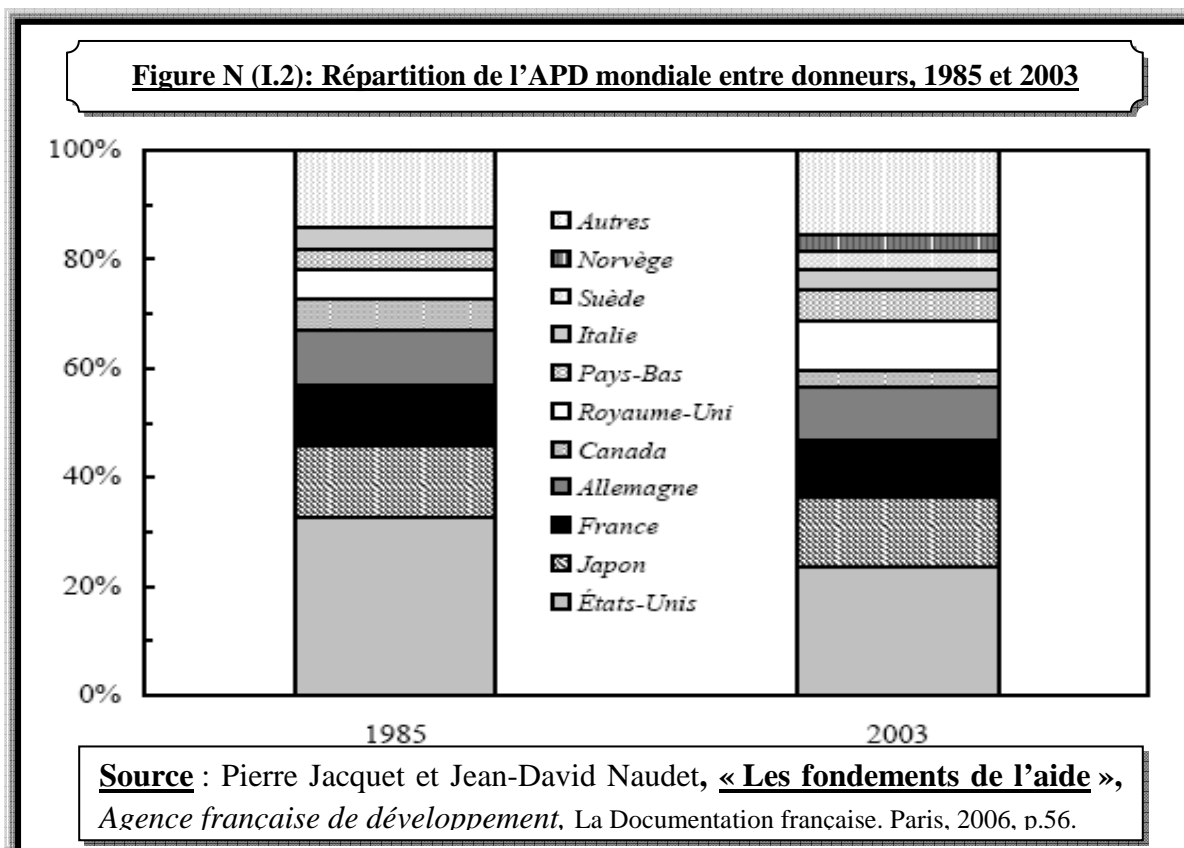
⁵ Bernan, International Monetary Fund, Carlo Cottarelli, Charalambos Tsangarides, Atish R. Ghosh, Gian Maria Milesi-Ferretti, « **Exchange Rate Analysis in Support of IMF Surveillance: A Collection of IMF surveillance** », **Business & Economics**, édition International Monetary Fund IMF, 2008, p. 85.

⁶ Président délégué du Conseil d'analyse économique : Christian de Boissieu, « **La France et l'aide publique au développement** », Réalisé en PAO au Conseil d'Analyse Économique par Christine Carl, La Documentation française. Paris, 2006, p. 7.

⁷ Bernard J. Lecomte et Jean-David Naudet, « **Autonomie et dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure** », Autrepart (13), 2000 : 5- 23 , 2000, P. 10.

l'objectif principal est de promouvoir le développement.¹ En 2005 l'aide internationale au développement a été évaluée à 75 milliards dollar.² Actuellement, l'aide française est critiquée parce qu'elle n'irait pas vers les pays les mieux gouvernés.³ En mois de juin 2005, les pays pauvres a reçu environ 50 milliards de dollar pour atteindre les objectifs de développement.⁴ Sachant qu'en tant que région, l'on considère que l'Afrique est en retard sur les autres régions du monde dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement OMD.⁵

La figure (I.2) suivante montre la répartition de l'aide publique au développement (APD):



D'après la banque mondiale, les pays en voie de développement a reçu en 2005 environ 2.5% de leur PNB comme des transferts des capitaux venant de l'étranger.⁶ Entre 1990 et 2005, environ 40 pays

¹ AMEWOA Agbessi Komla, « L'aide au développement aide-t-elle le développement ? Le cas de l'Afrique sub-saharienne », Laboratoire d'Analyse et de Prospective Economiques - EA 1088, UNIVERSITE DE LIMOGES, Thèse de doctorat ès Sciences Economiques, Limoges, 29 avril 2008, p. 24.

² Essé Amouzou, « pourquoi la pauvreté s'aggrave t elle en Afrique : études africaines », op-cite, 2009, p. 158.

³ Daniel Cohen et al, « La politique d'aide au développement de la France », dans « LA FRANCE ET L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT », Réalisé en PAO au Conseil d'Analyse Économique par Christine Carl, La Documentation française. Paris, 2006. p. 13.

⁴ Alessandro Prati and Thierry Tresse, « Aid Volatility and Dutch Disease: Is There a Role for Macroeconomic Policies? », WP/06/145, Research Department, IMF Working Paper, June 2006, p. 3.

⁵ Rapport 2010 sur l'évaluation des progrès accomplis par l'Afrique vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, (Malawi) 25 -28 mars 2010, p. 2.

⁶ Pablo A. Acosta, Emmanuel K.K. Lartey, et Federico S. Mandelman, « Remittances and the Dutch Disease », Working Paper 2007-8, WORKING PAPER SERIES, FEDERAL RESERVE BANK of ATLANTA, April 2007, p. 1. Voir aussi :

- Ilhem Baghdadli, Bernard Harborne, Tania Rajadel, « Breaking the Cycle: A Strategy for Conflict-sensitive Rural Growth in Burundi », Political Science, édition World Bank Publications, 2008, p. 28.

pauvres ont reçu des aides (10 % du PIB).¹ Les flux de populations immigrées sont presque toujours de pays à niveau socio-économique bas vers les pays à niveau socio-économique élevé, et notamment des pays en développement vers les pays développés.² Il est important que les pays en développement tirent profit de manière saine, des transferts des migrants que leurs populations reçoivent.³

Cependant, l'entrée massive de devises sous forme d'aide étrangère peut causer des entraves concernant la capacité d'absorption et conséquemment le phénomène de syndrome hollandais.⁴ Cette entrée a cependant des inconvénients dans la mesure où la masse monétaire augmente. Notons que les transferts du fonds peuvent générer des pressions inflationnistes,⁵ et des effets catastrophiques sur la compétitivité de l'économie de pays bénéficiaire.⁶ De plus, d'après les études faites par (Edwards et van Wijnbergen (1989)⁷), il ya des similitudes importantes entre l'augmentation de revenu provenant de l'exploitation des matières premières et l'aide étrangère internationale.⁸ Les problèmes surgissent lorsque l'appréciation réelle de la monnaie conduit à une perte de compétitivité pour les exportations traditionnelles (biens manufacturés et tout autre secteur des biens échangeables hors secteur en boum), à l'exception du secteur bénéficiaire de l'explosion des exportations.⁹

D'après Rajan et Subramanian (2005 a), (Corden 1984),¹⁰ les aides et les afflux de devises sont à l'origine de syndrome hollandais : Selon leurs études qui portent sur la région de l'Afrique subsaharienne révèle que les pays recevant les aides accrues, leurs secteurs à forte intensité de main-d'œuvre axés sur l'exportation se caractérisent par une lente croissance par rapport aux autres secteurs.¹¹ Par ailleurs, la main-d'œuvre disponible est nombreuse, relativement bien formée, et son coût se rapproche de celui des travailleurs chinois, avec un salaire mensuel moyen inférieur à 150 \$. Enfin, un grand nombre de Géorgiens sont installés à l'étranger, en Russie notamment ; et même si cette diaspora n'atteint pas l'ampleur de celle de l'Arménie voisine, les transferts d'argent représentent une

¹ Le Fond monétaire International, « **World Economic Outlook October 2007 : Spillovers and Cycles in the Global Economy** », édition IMF, 2007, p. 106.

² Kadir Has , « **Question de la mise en place d'une politique d'aide au développement pour les régions dont sont originaires les immigrants clandestins** », Modèle Francophone des Nations Unies 2010 *University*, Istanbul, Turquie, MFNU 2010, p. 6.

³ Christian Ebeke, « **Transferts des migrants, ouverture sur l'extérieur et dépenses publiques dans les pays en développement** », Clermont Université, Université d'Auvergne, CERDI, centre d'études et de recherche sur le développement international, Document de travail de la série Etudes et Documents Mars 2010, p. 35.

⁴ OCDE, « **Objectif Développement L'Aide Au Commerce: Comment La Rendre Efficace** », Editions Oede publishing, 2007, p. 43.

⁵ OECD, « **La cohérence des politiques au service du développement : migrations et pays en développement** », OECD Publishing, OECD, 2008, p. 96.

⁶ François Kabuya Kalala et Tshionza Mbiye, « **L'Afrique des grands lacs. Annuaire** », centre d'étude de la région des grands lacs d'Afrique, édition L'Harmattan, Paris, 2007, p. 130.

⁷ Cite par Edwards, S. van Wijnbergen (1989): « **Disequilibrium and Structural Adjustment** », dans *Handbook of Development Economics*, Volume 2, édition H, Chenery and T.N. Srinivasan, North-Holland, Amsterdam, Chapter 28.

⁸ Marc-Antoine Adam, « **La maladie hollandaise : une étude empirique appliquée à des pays en voie de développement exportateurs de pétrole** », Université de Montréal, Automne, 2003, p. 13.

⁹ Richard E. Caves, Jeffrey A. Frankel et Ronald W. Jones, traduit par Mirielle Chiroleu-Assouline, « **commerce et paiements internationaux** », 1^{ère} édition, De Boeck Université, Bruxelles, 2003, p. 472.

¹⁰ Corden, W. M. (1984). « **Booming Sector and Dutch Disease Economics: Survey and Consolidation** ». *Oxford Economic Papers*, 36 (3), p. 359.

¹¹ Sanjeev Gupta, Robert Powell Yougzheng Yang, « **les défis macroéconomiques de l'expansion de l'aide à l'Afrique : repères à l'intention des praticiens** », IMF éditions, 2006, p. 14.

contribution non négligeable à l'amélioration du niveau de vie de ceux qui sont restés : 15 % des revenus des ménages correspondent aux transferts venant de l'étranger.¹

D'après Rajan et Subramaniam (2005) et Prati et Tressel (2006), les pays bénéficiaires des aides étrangères durant les années 80 et 90 leurs industries manufacturières se sont développées lentement par rapport à celles des autres secteurs.²

Les industries manufacturières orientées vers l'exportation et à forte intensité de main-d'œuvre se sont développées lentement. Les travaux notent que les entrées d'aide étranger font baisser les exportations globales des pays pauvres.

C'est pourquoi le risque de « syndrome hollandais » dû à une forte augmentation de l'aide est un sujet de préoccupation pour les décideurs politiques (Buffie et al. 2004, Adam, 2005, Gupta et al. 2005 et IMF, 2005).³

Si la hausse promise de l'aide se concrétise, les bénéficiaires devront veiller à ce qu'elle porte vraiment ses fruits. Il faudra donc que la hausse de l'aide s'accompagne de mesures réfléchies montrant que les partenaires des pays en développement ont assimilé les enseignements dégagés de l'expérience et anticipé les nouveaux problèmes.

Ils doivent se baser sur six enjeux majeurs :

- veiller à ce que le surcroît d'aide favorise la croissance et la lutte contre la pauvreté;
- développer sensiblement les services publics et les investissements dans l'infrastructure, et assumer les décisions de dépenses lorsqu'une part appréciable des financements (aide) n'est pas assujettie au contrôle de l'État et qu'on ne sait pas combien de temps elle durera;
- éviter que l'augmentation de l'aide ne provoque une appréciation de la monnaie du pays bénéficiaire ou une inflation susceptibles de nuire à sa compétitivité internationale;
- assurer la gestion des politiques monétaire, budgétaire et de change, plus complexe quand le montant, la périodicité et les retombées économiques probables des flux d'aide supplémentaires sont aléatoires;
- tenir compte du fait qu'une aide substantielle, même sous forme de prêts concessionnels, pourrait ultérieurement créer un problème de dette;
- gérer les effets pervers que peut avoir la dépendance croissante d'un pays à l'égard des flux d'aide extérieure.⁴

L'aide pourrait prendre la forme de dons automatiques en cas de chocs exogènes négatifs (par exemple une baisse du cours des produits exportés).⁵ Dans certain cas, l'aide publique au

¹ Eveline Baumann, « **L'économie géorgienne Menaces au présent, poids du passé, incertitudes pour l'avenir** », NOTE n°7 - Fondation Jean-Jaurès, « *Développement et Sociétés* », - 3 octobre 2008, p. 2.

² International Monetary Fund, « **World Economic Outlook September 2007 Spillovers and Cycles in the Global Economy** », IMF International Monetary Fund edition, 2008, p. 107. Voir aussi:

- Bernen Carlo Cottarelli, Charalambos Tsangarides, Atish R. Ghosh, Gian Maria Milesi-Ferretti, « **Exchange Rate Analysis in Support of IMF Surveillance: A Collection Empirical Studies** », édition International Monetary Fund, 2008, p. 85.

³ Sylviane Guillaumont Jeanneney et Patrick Guillaumont, **op-cite**, P. 111 et 112.

⁴ Peter S. Heller, « **Pour une aide efficace : L'accroissement du volume de l'aide n'est que la première d'une longue série de décisions et de choix difficiles** », Finances & Développement Septembre 2005, p. 9.

⁵ Daniel Cohen et al, **op-cite**. p. 11.

développement se traduise par des investissements publics plus élevés et notamment dans les domaines où il ya des pénuries qui entravent la production.

Si (APD) est destinée à l'amélioration de l'investissement public dans les différents secteurs stratégiques, elle n'entraîne aucun impact négatif. En d'autres termes, s'il est utilisé pour alléger les contraintes d'approvisionnement ou pour l'amélioration de la productivité globale du pays, il peut avoir des effets positifs sur la balance des paiements grâce à une augmentation des exportations et en même temps à une diminution des importations et de ce fait l'aide dans ce cas peut contribuer au développement économique du pays.¹ L'aide peut être scindée en quatre types selon SANJEEV,² comme le montre le tableau (I. 3) suivant :

Tableau N° (I. 3) : Combinaisons possibles d'absorption et d'affectation en réponse à une expansion de l'aide.

<p>L'aide est absorbée et dépensée</p> <p>Les pouvoirs publics dépensent l'aide. La banque centrale vend les devises. Le déficit courant se creuse.</p>	<p>L'aide n'est ni absorbée ni dépensée</p> <p>Pas de hausse des dépenses publiques. Pas de baisse d'impôts. Accumulation des réserves internationales.</p>
<p>L'aide est absorbée mais pas dépensée</p> <p>Pas de hausse des dépenses publiques. La banque centrale vend les devises. La croissance monétaire est ralentie ; les taux de change nominaux s'apprécient et l'inflation diminue.</p>	<p>L'aide est dépensée mais absorbée</p> <p>Le déficit courant se creuse. (les dépenses sont augmentées) La banque centrale ne vend pas les devises. Accumulation des réserves internationales. L'inflation augmente.</p>

Source : Sanjeev Gupta, Robert Powell Yougzheng Yang, «les défis macroéconomiques de l'expansion de l'aide à l'Afrique : repères à l'intention des praticiens», IMF éditions, 2006, p. 12.

L'argumentaire est généralement le suivant :

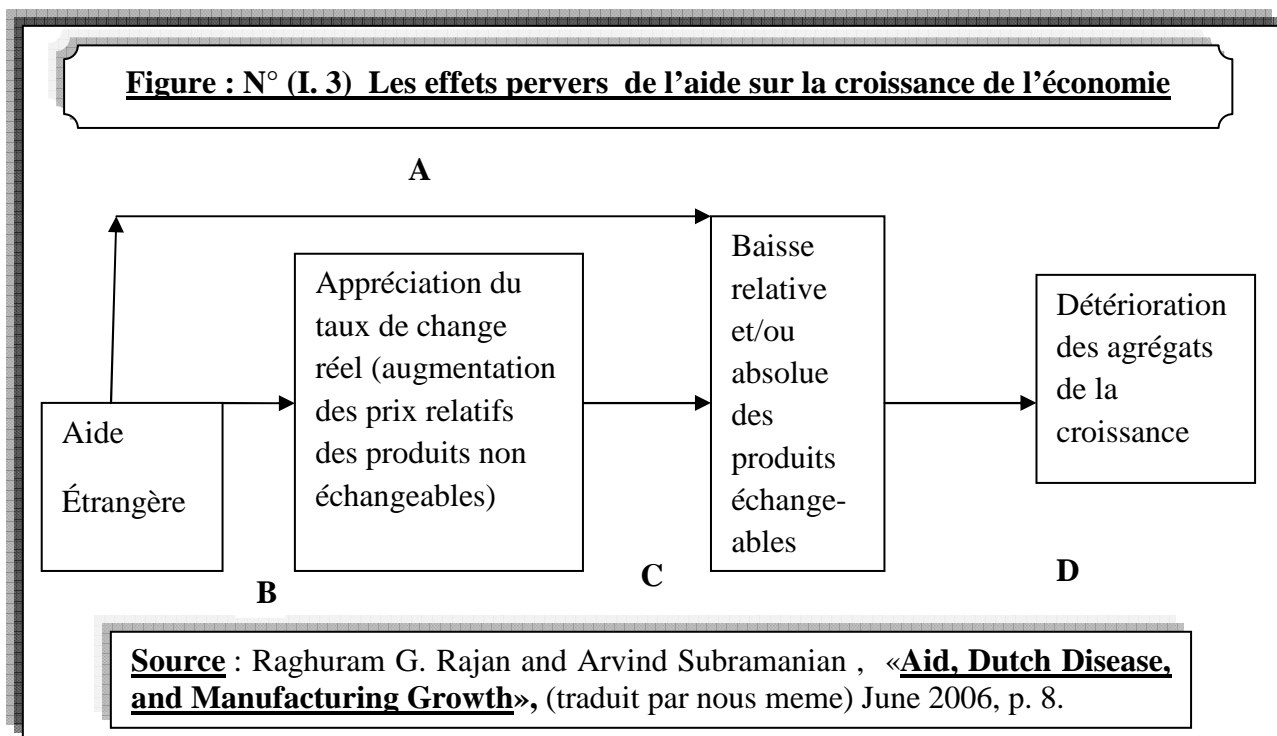
- L'aide n'est efficace que si elle est accordée à des pays qui mettent en œuvre de bonnes politiques et ont une bonne gouvernance. Accroître indistinctement l'APD reviendrait ainsi à gaspiller les ressources accordées aux « mauvais » pays. C'est le concept de sélectivité de l'aide qui a vu le jour à la suite des travaux de Burnside et Dollar (1997, 2000, 2004) ;
- Trop d'aide est mal utilisée : lorsqu'un pays reçoit un montant trop important d'aide, il arrive un moment où les ressources additionnelles ne peuvent plus être gérées de façon efficace, et sont donc gaspillées;

¹ Ilhem Baghdadi, « Rompre le cercle vicieux : une stratégie pour promouvoir la croissance dans un milieu rural sensible aux conflits au Burundi », édition World Bank Publications, 2008, p. 31.

² Karel Verbeke, « Dutch Disease in Aid-recipient Countries Are there medicines to avoid an outbreak? », IOB Discussion Paper, 2007-05, Institute Of Development Policy and Management, University of Antwerp, October 2007p. 34 et 35.

▪ L'aide aurait un impact macroéconomique qui pourrait être négatif pour des niveaux élevés d'assistance extérieure : l'aide pousserait par exemple l'Etat à ne plus faire d'effort de mobilisation de ressources internes;¹ l'aide aurait un impact sur le taux TCR, et à terme, pourrait remettre en cause la compétitivité des biens échangeables (les produits commercialisés) (C),² mais à long terme cela peut causer des effets négatifs sur le reste de l'économie.

La figure (I.3) ci-dessous montre les impacts négatifs de l'aide sur la croissance de l'économie.



Il y a une relation positive entre l'aide et la croissance et développement de secteur

L'accroissement de l'aide pourrait entraîner une appréciation du TCR des pays bénéficiaires de l'aide, ce qui à terme, se traduirait par un déclin du secteur exportateur, secteur jugé important pour la croissance à long terme d'une économie,³ Sackey (2001) a analysé l'impact des aides sur le taux de change réel durant les 192-1996 et a montré l'impact négatif de ces ressources, il a présenté les conséquences pernicieuses de l'exportation des matières premières, de ce fait, il a constaté que Ghana est considéré comme un pays affecté par ce syndrome.⁴

L'absorption de l'aide est définie comme étant « la mesure dans laquelle le déficit de la balance courant d'un pays, à l'exclusion de l'aide, se creuse lorsque celle-ci augmente et elle dépend des mesures de stérilisation adoptées au plan national ; l'aide dépensée est définie comme étant le montant

¹ OCDE, « **objectif développement l'aide au commerce : comment la rendre efficace** », édition OCDE, 2007, p. 48.

² Raghuram G. Rajan and Arvind Subramanian, «**Aid, Dutch Disease, and Manufacturing Growth**», June 2006, p. 8.

³ Gustave Adrien Nébié, «**Syndrome Hollandais causé par l'aide : Ou'en est-il pour les pays de l'UEMOA** », équipe universitaire de recherche , institut coordination, organisation, cahier de recherche EURISCO, cahier N°2008-01, EURISCO, université de Paris Dauphine, 2008, p. 2 et 3.

⁴ Mwanza Nkusu, « **Aid and the Dutch Disease in Low-Income Countries: Informed Diagnoses for Prudent Prognoses** », WP/04/49, 2004 International Monetary Fund, IMF Working Paper, March 2004, p. 7 et 8.

dont s'est creusé le déficit budgétaire à la suite soit d'une augmentation des dépenses, soit d'une réduction des impôts »¹.

C'est pourquoi il convient que l'aide au développement ne soit pas affectée seulement aux secteurs sociaux (l'investissement dans l'éducation et la santé des enfants n'a sur la productivité du travail qu'un effet à long terme) mais aussi aux secteurs productifs (infrastructures de communication, formation des travailleurs, diffusion de nouvelles technologies). C'est d'ailleurs pourquoi il serait dangereux d'exclure tout prêt aux pays pauvres en finançant par dons uniquement des projets d'infrastructure ou sociaux à rentabilité lointaine.

Cependant, certaines études appliquées consacrées à ce phénomène ne sont pas parvenues à établir l'existence d'un lien permanent entre flux d'aide et appréciation réelle de la monnaie. De plus et surtout, l'appréciation réelle de la monnaie ne pose en fait un problème de compétitivité que si elle ne s'accompagne pas d'un accroissement de productivité. Or le supplément d'aide peut non seulement permettre d'accroître les capacités de production du secteur des biens non échangeables, ce qui est un frein à la hausse des prix, mais aussi contribuer à augmenter la productivité du secteur des biens d'exportation ou de substitution à l'importation, ce qui peut compenser l'effet de l'appréciation réelle sur la compétitivité de l'économie².

L'appréciation de TCR engendre un taux élevé de l'inflation domestique par rapport à l'inflation mondiale.³ Une augmentation soudaine de l'aide suscite des interrogations sur la capacité des pays africains d'absorber de nouveaux flux de capitaux. Exploiter d'importants accroissements de flux de capitaux, suppose de la part d'un pays une gestion et un suivi efficaces des dépenses. Cela n'est possible que si le pays applique la bonne gouvernance et dispose de spécialistes qualifiés. Les préoccupations concernant la capacité d'absorption sont étroitement liées aux effets du Syndrome hollandais, à savoir une appréciation de la monnaie locale en termes réels, due à un afflux considérable de devises. Les effets du Syndrome hollandais réduisent la compétitivité des produits locaux tant sur le marché intérieur que sur celui des extérieurs (exportations).⁴ Les envois d'argent sont également porteurs du syndrome hollandais.⁵

Les aides étrangères des pays riches ou émergents et notamment les G8 envers les pays pauvres ne signifient pas qu'elles suppriment les effets négatives de la pauvreté.

¹ CNUCED, « **Le développement économique en Afrique : doublement de l'aide – assurer la** », édition United Nations Publications, p. 103.

² « **ENERGY UPDATE** », Powering Economic and Social Development through Expanded Access to Modern Energy Services, from the American people, US AID, ISSUE 3JUN/JUL 2005, p. 4.

³ Christiaan Grootaert, Lionel Demery et S. M. Ravi Kanbur, « **Réformes économiques et analyse de la pauvreté : l'expérience de la Côte-D'Ivoire** », édition L'Harmattan, Paris, p. 37.

⁴ Nations Unies Commission économique pour l'Afrique, « **Note conceptuelle sur la nouvelle architecture de l'aide: incidences pour l'Afrique** », Table ronde électronique sur les stratégies nationales de croissance, de réduction de la pauvreté et de réalisation des OMD, p. 1 et 2.

⁵ Gay Daffé, « **les transferts d'argent des migrants sénégalais** », in « **Les Sénégal des migrations : Mobilités, Identités et Sociétés** », édition Karthala, 2008, p. 121.

Certes, les individus qui participent au processus de migration en obtiennent un certain bénéfice (qui constitue par ailleurs la raison d'être de cette participation).¹ Par exemple, la Tanzanie a reçu des aides très importantes qui ont causé les effets de syndrome hollandais durant 1967–93, d'après Nyoni (1998)² ces afflux se sont accompagnés d'une appréciation de TCR.³

À l'heure actuelle, la communauté internationale s'emploie à accroître l'aide APD, à alléger davantage la dette des pays et à explorer plusieurs mécanismes novateurs de financement du développement pour aider les pays à faible revenu à atteindre les OMD. L'aide va en priorité aux pays les plus pauvres.⁴ Mais une forte augmentation de l'aide (qui peut être de l'ordre de plusieurs points de pourcentage du PIB d'un bénéficiaire) pose de grands défis macroéconomiques au pays qui les reçoit.⁵ Le volume des transferts d'argent des migrants représente entre 9% et 24% du PIB des pays étudiés et entre 80 % et 75% de l'aide publique au développement dont ils sont bénéficiaires.⁶ Les expatriés africains envoient chaque année 40 milliards de dollars vers leur pays d'origine. Un montant qui aide à la réduction de la pauvreté.⁷

Devant la forte probabilité que les Objectifs de développement du millénaire ne soient pas atteints en 2015, cette perspective s'expliquant en partie par l'insuffisance de l'aide aux pays en développement, de nombreux Etats ont décidé d'augmenter le montant actuel de l'aide APD.

Les pays les plus pauvres sont cependant souvent ceux dont les capacités de gouvernance sont médiocres notamment parce qu'ils souffrent d'un manque de compétences. Par conséquent, l'APD peut ne pas être efficace. Elle peut également entraîner une dégradation de la situation dans certains pays en développement. De nombreux pays ont en effet « enregistré un recul malgré l'importance des aides octroyés »

L'aide extérieure soulève tout d'abord des questions d'ordre institutionnel dans les pays en développement. En effet, il faut que les pays bénéficiaires aient la capacité administrative à absorber cette aide. Les domaines les plus concernés sont les institutions, la formation et les ressources humaines ainsi que la planification et les dépenses publiques (surtout lorsque les bénéficiaires peuvent avoir à gérer plus d'une trentaine de procédures des différents bailleurs opérant dans un même pays).

Selon Le Fonds international pour le Développement Agricole (FIDA), «le montant des envois se révèle plus important que les investissements directs étrangers et l'aide au développement». Dans près de 40

¹ J. Edward Taylor, « **Migrations : nouvelles dimensions et caractéristiques causes, conséquences et répercussions en termes de pauvreté rurale** », *Problèmes actuels et émergents pour l'analyse économique et la recherche de politiques*, Département de l'agriculture et des ressources Université de Californie, Davis, Etats-Unis, (document sans date), p. 200.

² Nyoni, Timothy S., 1998, « **Foreign Aid and Economic Performance in Tanzania**, » *World Development*, Vol. 26 (July), pp. 1235–40.

³ Mwanza Nkusu, *op-cite*, p. 8.

⁴ Jeff Dayton-Johnson et Louka T. Katseli, « **Migration, aide et commerce : plus de cohérence en faveur du développement** », CAHIER DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE N°28, centre de développement, OCDE 2006, p. 13.

⁵ Shekhar Aiyar, Andrew Berg et Mumtaz Hussain, « **le déficit macroéconomique de la croissance de l'aide** », *Finances & Développement* Septembre 2005, p. 28.

⁶ R. E. « **Création d'un fonds pour les transferts d'argent des migrants** », *El Watan ÉCONOMIE , L'INTERNATIONALE* - Du 26 octobre au 1er novembre 2009, p.13.

⁷ Safia Berkouk, « **Envois de fonds des migrants dans leurs pays d'origine 40 milliards de dollars transférés vers l'Afrique tous les ans** », *El Watan ÉCONOMIE , L'INTERNATIONALE*, Du 26 octobre au 1er novembre 2009, p. 13.

pays, les envois de fonds représentent plus de 10% du PIB et dans 30% à 40% des cas, ils sont destinés à des zones rurales.

L'effet macroéconomique de l'aide dépend de son utilisation. Elle peut être bénéfique comme elle peut être néfaste. L'appréciation de TCR engendre une expansion et une augmentation de l'inflation qui rend les exportations moins en moins importantes. L'aide actuellement peut améliorer la compétitivité du commerce à travers les infrastructures, si ces aides vont aux investissements et les usages productives et non pas la consommation.¹

- **Les afflux massif de l'investissement direct étranger**

Le syndrome hollandais provient d'un afflux exogène de capital étranger dans une économie conduit à une appréciation de la monnaie nationale. Et donc l'entrée massive des IDE dans une économie peut entraîner des divers symptômes de ce syndrome selon l'étude de Dorndusch (1973, 1974).² Les investissements (IDE) dans le secteur minier contribuent à l'intensification de l'appréciation de taux de change réel (TCR).³

Les investissements dans la recherche et l'innovation permettent d'augmenter la productivité, de préserver les ressources et d'avoir un niveau de vie plus élevé.⁴ L'un des traits caractéristiques de la mondialisation, était l'évolution des flux d'investissement direct étranger en direction des PVD depuis les années 90.⁵ Selon Ito et al. (1996)⁶, « les pays dont les taux de change sont négativement corrélés aux rendements globaux sur le capital (comme les pays exportateurs de pétrole) peuvent bénéficier de leur rôle de valeurs refuges. Une appréciation du taux de change de ces pays peut, de ce fait, s'accompagner d'une hausse des entrées d'IDE pour des motifs de diversification ». ⁷La plupart des économistes considèrent que le développement financier est favorable au développement économique. Mais on doit bien reconnaître que la croissance des pays en développement, notamment de ceux qu'il est convenu d'appeler les pays émergents, est émaillée de crises financières. Nombreux aussi sont les travaux qui ont analysé les conséquences défavorables de ces crises qui ralentissent la croissance et aggravent la pauvreté.⁸

Le phénomène concerne les petites économies ouvertes bénéficiant d'une « manne » (*windfall*) qui s'abat brusquement sur elles : le gaz naturel en Hollande, le pétrole au Nigeria ou en Indonésie, le

¹ Dirk Willem Te Velde, Massimiliano Cali, « **Towards a Quantitative Assessment of Aid for trade** », - Law -, edition Commonwealth Secretariat, 2009, p. 3.

² Marc-Antoine Adam, op-cite, p. 13.

³ Balázs Égert and Carol S. Leonard, « **Dutch Disease Scare in Kazakhstan: Is It Real?** », William Davidson Institute Working Paper Number 866, The William Davidson institute, at the university of Michigan, march, 2007, p. 3.

⁴ Manitoba, « **Plan stratégique de croissance économique du Manitoba** », (document sans date), Manitoba, Canada, P. 5.

⁵ Faouzi BOUJEDRA, « **Risque pays, IDE et crise financière internationale : Evaluation et étude empirique** », Document de Recherche n° 2004-12, Laboratoire d'Economie d'Orléans – FRE CNRS 2783, Faculté de Droit, d'Economie et de Gestion, LEO, Séminaire Orléans (Avril 2004), GDR Economie Monétaire et Financière (6 et 7 Mai, 2004), « **Crises Financières Internationales** » France, 2004, p. 2.

⁶ Ito, T., Isard, P., Symansky, S. et Bayoumi, T. (1996), « **Exchange Rate Movements and Their Impact on Trade and Investment in the APEC Region** », chapitre IV, *IMF Occasional Paper*, 145, p. 54.

⁷ Agnès Benassy-Quere, Lionel Fontagne et Amina Lahreche-Revil, « **Stratégie de change et attraction des investissements directs en Méditerranée** », Novembre 2001, p. 6.

⁸ Sylviane Guillaumont Jeanneney et Kangni Kpodar, « **Développement financier, instabilité financière et croissance économique** », Sixièmes journées du réseau «Analyse économique et développement » de l'AUPELF-UREF, sur «Le financement du développement et la réduction de la pauvreté», tenues à Marrakech, les 4 et 5 mars 2004. n°174 2006-3, 2006, p. 87.

phosphate à Nauru, le nickel en Nouvelle-Calédonie, le Centre d'expérimentation du Pacifique en Polynésie française à partir de 1962 et les transferts publics de l'Etat en général dans la plupart des collectivités d'outremer.¹

En outre, l'arrivée de capitaux est normale dans le cas des pays en développement, voire nécessaire, s'il est provoqué par des investisseurs étrangers qui renforcent la capacité productive du pays (dans le pétrole, le raffinage ou autre secteur productif à moyenne ou forte densité technologique, par exemple).

Quand on découvre une ressource naturelle, son extraction exige des sommes colossales et notamment dans une économie qui n'a pas les moyens et la capacité de développer la production de ces ressources.² Par ailleurs, les afflux de fonds de l'étranger liés aux ressources peuvent aussi susciter un excès de demande dans l'économie intérieure. Les prix des facteurs comme la main-d'œuvre grimpent donc eux aussi, au point que certains secteurs de l'économie se trouvent incapables de supporter la progression des coûts de production.

L'augmentation du besoin en ressources vient des pays industrialisés, mais surtout des pays émergents. Quand on parle de pays émergents dans la mondialisation, on cite d'abord la Chine, ensuite l'Inde et le Brésil. L'ère des quatre dragons du sud-est asiatique (Corée, Taiwan, Hongkong et Singapour) est close ils appartiennent dorénavant à la classe des pays émergents.³ Comme le note Pierre Laurent et alii (1999)⁴, (1999)⁴, "les économies émergentes se distinguent de l'ensemble des pays en développement par le fait qu'elles ont appuyé leur croissance sur l'ouverture de leurs marchés financiers et notamment de leurs marchés d'actions."⁵

En d'autres termes, la question sur les déterminants d'une hausse de l'inflation, du creusement des déficits courants et de la surévaluation des TCR suscite l'attention sur d'éventuels problèmes posés par la fongibilité des flux d'aide. Son effet éventuel peut être rapproché au mécanisme du "Syndrome Hollandais". La théorie économique nous enseigne qu'une entrée massive des devises qui peut résulter, soit de nouvelles découvertes des ressources naturelles, des aides étrangères ou de l'IDE peut développer le niveau des revenus et aurait de sérieuses répercussions sur les autres activités de l'économie. D'autres résultats restent à établir, le creusement de la balance courante ne peut pas être seulement dû au déficit de la balance commerciale, mais aussi les rapatriements des bénéfices liés aux IDE qui pourraient devenir un facteur non négligeable du creusement des déficits courants. Ces

¹ Bernard Poirine, « Eloignement, insularité et compétitivité dans les petites économies d'outre-mer », agence française de développement, document du travail N 52, novembre, 2007, p. 22.

² Philippe Bergevin, « ressources énergétiques : bienfait ou calamité pour l'économie canadienne », service d'information et de recherche parlementaires, Division de l'économie, 31 mars, 2006, p. 2.

³ Bernard Dujardin, « Puissances émergentes : incontournables et fragiles partenaires », Eléments de recherche : AFD ou Agence Française de Développement : toutes citations, JAN/FEV 08, 2008, p. 3.

⁴ Cité par Laurent, P. et alii, « Endettement extérieur: la récurrence des crises de solvabilité », Zones Emergentes n°7, Décembre, SEEF, Caisse des Dépôts et Consignations, Paris. 1999.

⁵ Alain Sand-Zantman, « Instabilité financière et inconsistance dynamique des politiques macroéconomiques dans une économie émergente: Heurs et malheurs de la "gouvernance" brésilienne. », (Erudite-Université Paris XII et TEAM-CNRS/Université Paris I). n°16, Revue des Anciens Elèves de l'ENSAE, N° Spécial sur les économies émergentes, juin 2000, p. 2.

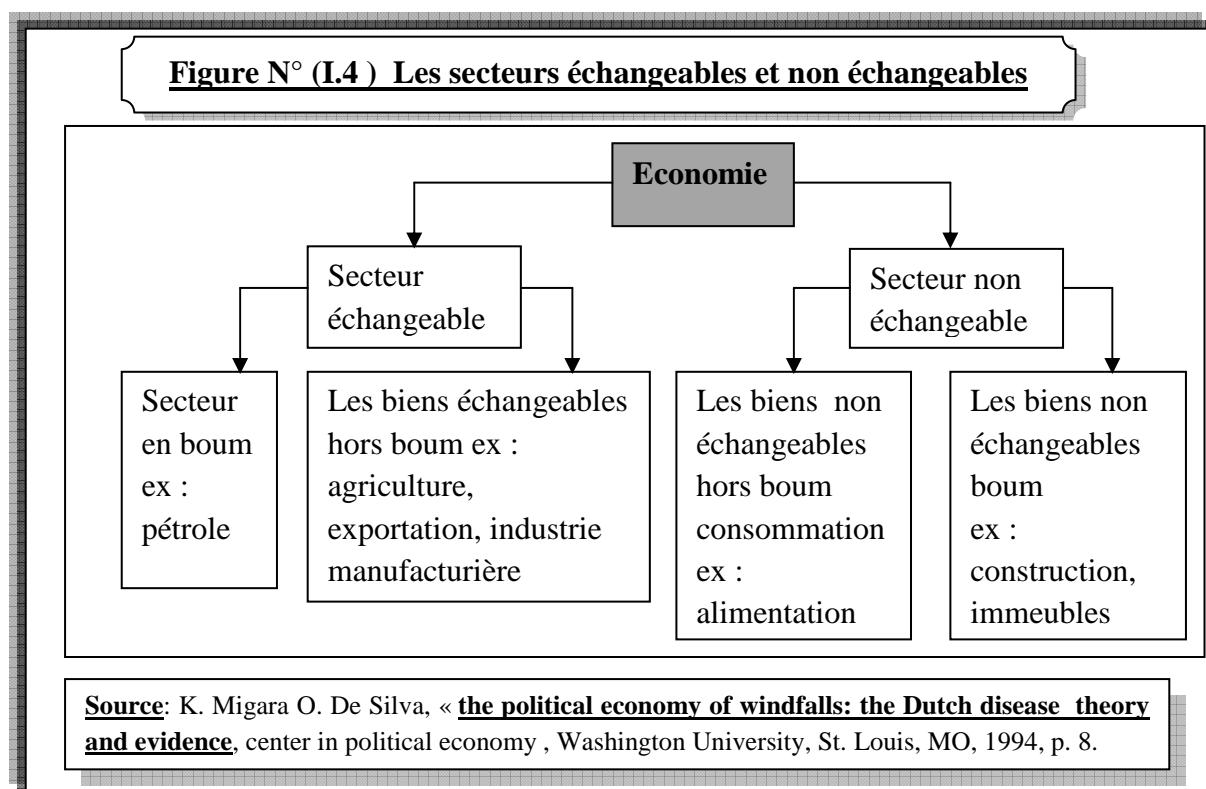
suggestions justifient des recherches plus approfondies et plus poussées.¹ Le syndrome hollandais peut se déclarer également dans une économie dont les recettes tirées de loyers, par exemple des ressources minérales ou d'autres sources extérieures telles que l'aide étrangère.²

2. Le modèle de Grégory

Les modèles de syndrome hollandais ont pour but d'analyser les effets pervers exercés sur la production interne lors d'expansion importante des quantités et/ou des prix des exportations.

D'après Grégory 1976, le développement des ressources naturelles peut comporter des effets adverses sur les autres secteurs de l'économie notamment celui de l'industrie manufacturière.³

Donc, l'économie est divisée en deux secteurs : un secteur échangeable et l'autre non échangeable. Comme le montre le schéma (I.4) ci-dessous :



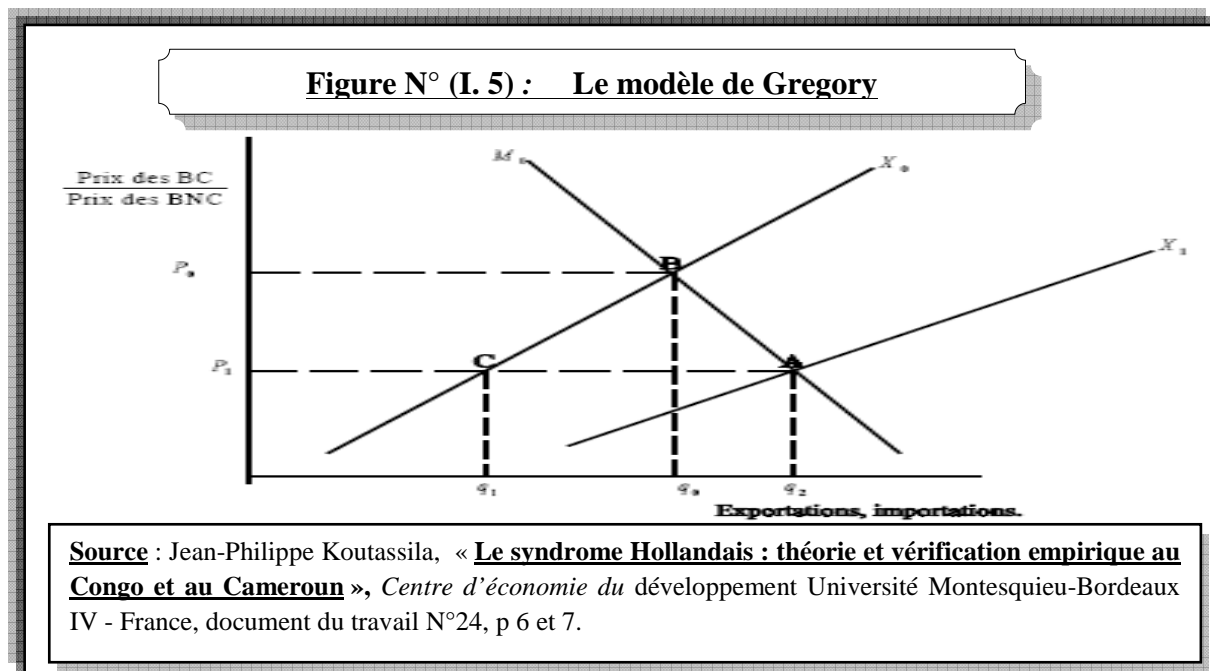
D'après Gregory, le développement de revenu des exportations ou au des biens qui remplacent les importations conduit nécessairement au déclin relatif de la production locale de produits commercialisés. Selon Gregory, lorsque le pays découvre des nouvelles ressources (dans le secteur minier) la production et l'exportation également se dirige de secteur traditionnel x_0 vers ce nouveau secteur x_1 comme le montre le schéma ce qui déclenche l'appréciation du TCR et dans ce cas, les importations deviennent plus compétitives que les biens produits localement et l'importation augmente

¹ Faouzi Boujedra, « L'analyse du risque d'investissement dans les pays en développement : Etude empirique », Université de Tunis El-Manar, (document sans date), p. 15.

² Fonds monétaire international, « Tchad : Questions générales », February 2009 Rapport du FMI n° 09/67, p. 8.

³ Cite par Gregory, R. G, « Some implications of the growth mineral sector », Australian Journal of the Agricultural Economics, Aout, 1976.

de q_0 à q_2 .¹ Il en résulte que le nouveau secteur (en boum) évince le secteur traditionnel d'exportation.² Le modèle de Grégory peut être illustré graphiquement, grâce au schéma ci-après (I.5), de la manière suivante :



Ce modèle examine le rôle du TCR dans les effets d'un boom sur les secteurs exportation et importation, il expose les effets des prix domestique sur l'offre d'exportation et d'importation. D'après (l'effet de Grégory) les ressources de matières premières peuvent causer l'appréciation de TCR et par la suite cela provoque la dé-industrialisation du pays.³

3. La généralisation du modèle de Corden

Pour analyser les conséquences de l'expansion d'un « secteur de rente » sur une petite économie ouverte, les économistes australiens W. Max Corden et J. Peter Neary (1982)⁴ proposent un modèle macroéconomique à trois secteurs⁵. Un secteur très compétitif soumis à la concurrence internationale (exemple gaz ou le pétrole), un secteur peu compétitif lui aussi exposé à la concurrence internationale (l'industrie manufacturière) et un secteur non soumis à la concurrence (biens non échangeables, services de proximité...).

¹ Pour plus d'informations consulter l'article de Jean-Philippe Koutassila, op-cite, 7.

² Tamás Borkó , « The suspicion of Dutch disease in Russia and the ability of the government to counteract », Working Paper Nr. 35, ICEG, European Center December , 2007, p 4.

³ Jürgen Georg Backhaus, Jürgen Georg Backhaus, A Y Malkin, G V Vinogradov, « johann heinrich gottlob von justi: the beginning of political economy », - Business & Economics, édition Springer Publisher, 2008 , p. 66.

⁴ Thorvaldur Gylfason, « Natural Resources and Economic Growth: A Nordic Perspective on the Dutch Disease », 25 October 1999, p. 13.

⁵ Karlygash Kuralbayeva, Ali M. Kutan Et Michael L. Wyzan, « Is kazakhstan vulnerable to the dutch disease? », Zentrum für Europäische Integrationsforschung Center for European Integration Studies Rheinische Friedrich-Wilhelms-Universität Bonn, Working Paper, B29, 2001, Germany, 2001, p. 4.

(Corden 1984) et (Corden & Nearly Peter 1982) ont développé la théorie du syndrome hollandais à travers l'effet négatif des afflux de devise.¹ D'après ces deux économistes, l'économie est divisée en trois principaux secteurs.

Les deux premiers secteurs produisent des biens commercialisés (échangeables) au niveau mondial dont les prix se fixent par confrontation de l'offre et la demande internationales. Tandis que le troisième secteur est celui de bien non commercialisé (non échangeables), il constitue l'offre des résidents locaux, comme par exemple : la construction, les services, les détaillants...et dans ce secteur les prix s'établissent par confrontation de l'offre et la demande nationales.²

1 / le secteur en boum *booming sector* : pétrole ou toute autre industrie primaire d'exportation dans une phase de prix croissants, la découverte majeure de ressources, aide étrangère, transfert des capitaux ou encore un produit technique dont l'effet est une réduction des coûts;

2 / le secteur en retard ou *lagging sector* : les autres biens commercialisés (qui recouvre les autres exportations et les substituts à l'importation tant dans le secteur manufacturier que dans le secteur agricole;

3 / les biens non commercialisés y compris les services, les utilités, les transports, etc.

En d'autres termes, l'économie est scindée en trois secteurs : l'énergie, l'industrie et les services.³ Ils adoptent l'hypothèse d'une petite économie ouverte et ils supposent que tous les facteurs sont entièrement utilisés pour produire des biens destinés à la consommation finale⁴ et ils supposent également que le seul facteur (le travail) entre les trois secteurs -de production- est mobile. Le travail, égalise sa rémunération dans les trois emplois. De plus, les prix de facteurs de production sont flexibles.⁵

Grace à ce modèle on constate que l'expansion du secteur en boum peut causer deux principaux effets : l'effet de déplacement des ressources (resource movement effect) et l'effet de dépense (spending effect) qui seront développés en détaille dans le chapitre suivant.⁶

¹ Eugenio Cerutti and Mario Mansilla, « **Bolivia: The Hydrocarbons Boom and the Risk of Dutch Disease** », 2008 International Monetary Fund, IMF Working Paper , WP/08/154, June 2008, p. 11.

² Monojit Chatterji and Simon Price , « **Unions, Dutch Disease and Unemployment** », édition Oxford Economic Papers, New Series, Vol. 40, No. 2 (Jun., 1988), p. 302 et 303.

³ Carlos Alejandro Ponzio, Carlos Alejandro Ponzio, « **Export boom and rising prices in late colonial Mexico: a Dutch disease ?** », CENTRO DE INVESTIGACION Y DOCENCIA ECONOMICA, AND SERVICIO DE TRIBUTARIA, MARCH 6, 2006, p. 8.

⁴ Adolfo Meisel Roca, « **Dutch disease and banana exports in the Colombian Caribbean, 1910- 1950** », the meeting of the Latin American Cliometric society (LACLIO) in Cartagena, Colombia, august 27-28, 1999. P. 21.

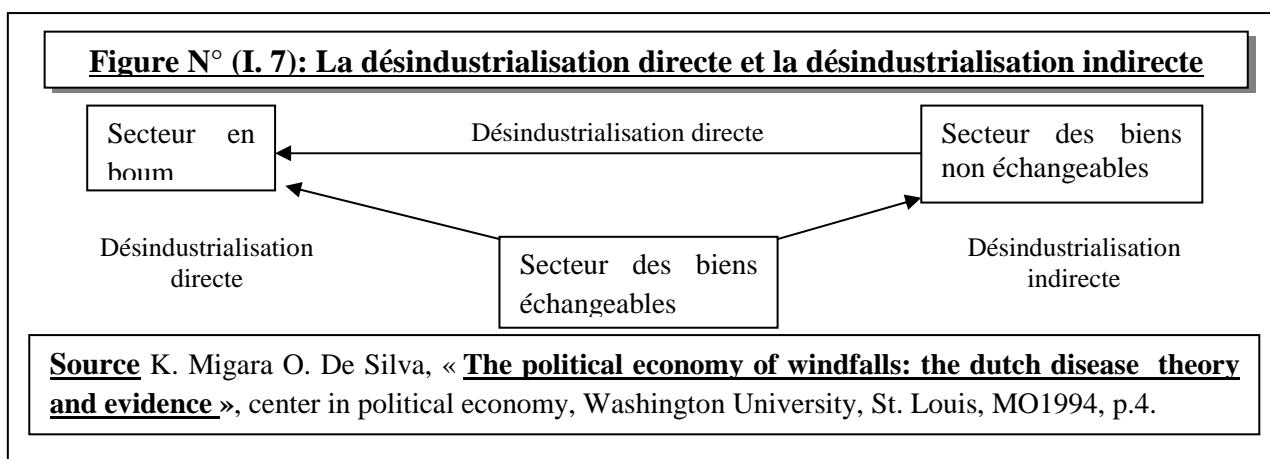
⁵ Lena Kenell, « **Dutch Disease and Tourism The Case of Thailand** », Department of Economics Supervisor: Yves Bourdet Lund University February 2008, Bachelor Thesis, p. 4.

⁶ Sweder van Wijnbergen, « **The 'Dutch Disease': A Disease After All?** », The Economic Journal, édition Blackwell Publishing for the Royal Economic Society, Vol. 94, No. 373 (Mar., 1984), , p 53. Voir aussi:

Roy Love , « **Drought, Dutch Disease and Controlled Transition in Botswana Agriculture** » Journal of Southern African Studies, Vol. 20, No. 1 (Sheffield Hallam University)Published by: Taylor & Francis, Ltd. (Mar., 1994), P. 73.

indirecte). Les prix à l'exportation de produits manufacturiers augmenteront. Le secteur peu compétitif (l'industrie manufacturière) soumis à la concurrence internationale est touché, et donc se réduit.¹

Les deux effets ont donc pour conséquence de soustraire la main-d'œuvre du secteur en retard. Dans les économies industrielles, où les autres biens commercialisés sont généralement des produits manufacturés, le transfert de main-d'œuvre du secteur en retard vers le booming sector est qualifié de (dé-industrialisation directe). Le reflux complémentaire de main-d'œuvre du secteur des biens non commercialisés joint à l'effet dépense qui accroît la demande de biens de ce secteur, renforce encore le transfert de main-d'œuvre du secteur en retard au secteur des biens non commercialisés, phénomène que Corden qualifie de (dé-industrialisation indirecte).² Comme le montre la figure (I.7) suivante :



En global, l'effet de mouvement des ressources tend à baisser la production du secteur service, tandis que, l'effet dépense tend à l'augmenter.

Pour un pays exportateur, un choc externe positif entraîne aussi de réallocations des ressources qui se manifestent sur le marché de biens et de facteurs. Etant donné que dans ce modèle le facteur capital est supposé fixe, cette réallocation se traduit par le déplacement seul du facteur mobile (travail) vers le secteur en expansion (boomier) et le secteur de biens non échangeable.³

En effet, la différence entre l'offre et la demande de travail par secteur entraîne un différentiel de salaire par secteur, et donc un déplacement du facteur travail vers le secteur offrant les salaires les plus élevés.

Il a été montré qu'un afflux soudain de ressources financières lié à l'exploitation de matières premières renforce l'inégalité de revenus. Il en résulte que l'abondance de ressources naturelles cause en fait souvent, dans les économies qui en sont pourvues, des difficultés économiques palpables. Ce phénomène se produit quand d'importantes exportations de ressources naturelles entraînent une forte appréciation de la monnaie nationale qui fait tort à l'industrie locale.

¹ Sweder Van Wijnbergen, " **Inflation, Employment, and the Dutch Disease in Oil-Exporting Countries: A Short-Run Disequilibrium Analysis**", The Quarterly Journal of Economics, Vol. 99, No. 2 (May, 1984), Published by The MIT Press, p. 247 et 248.

² Adolfo meisel ROCA, « **Dutch disease and banana exports in the Colombian Caribbean, 1910- 1950** », op-cite, 1999. P. 24.

³ Hakima CHOUIKHI, Rafik JBIR, Younès BOUJELBENE, **op-cite**, p. 5.

Notons que le problème de la 'maladie hollandaise' analyse la 'maladie hollandaise' en tant que phénomène émanant d'une situation d'information incomplète dans les marchés du travail des pays exportateurs de ressources. Une observation imparfaite de la qualité du travail dans le secteur manufacturier (les biens sont transigés internationalement) entraîne le déboursé d'un niveau de salaire dans ce secteur qui est plus élevé que les coûts d'opportunité des travailleurs de moindre qualité. La présence d'une telle imperfection dans un pays exportateur de ressources constitue un effet externe qui réclame une intervention gouvernementale sous forme de subvention salariale pour le secteur manufacturier. On montre que dans le cas d'un boom pétrolier, pour empêcher des effets pervers de désindustrialisation, la subvention optimale de salaire devrait être augmentée de façon non ambiguë.¹

Dans le modèle de base, le secteur minier se développe tandis que l'industrie et l'agriculture se contractent.² À moyen terme, le syndrome hollandais engendre la désindustrialisation de l'économie. Corden (1984) affirme que le problème essentiel du syndrome hollandais est le réajustement des ressources, généralement au détriment de l'industrie. La pression politique exercée par le secteur en perte de vitesse pousse les gouvernements à intervenir (Roemer, 1985). Selon Davis (1995), si le boom minier dure suffisamment longtemps, le syndrome hollandais ne fait que traduire la transformation de l'économie d'un équilibre à long terme à un autre.³

Ces modèles visent à illustrer les effets négatifs des exportations d'hydrocarbures sur les autres secteurs de l'économie. Les analyses en termes de syndrome hollandais, développées notamment par les travaux majeurs de Corden [1983a, 1983b, 1984], Neary et Purvis [1982], Bruno [1982], Corden et Neary [1982], Van Wijnbergen [1984], Bruno et Sachs [1982], font suite aux problèmes posés par la découverte de pétrole en mer du Nord vers 1975.⁴

Conclusion

Dans ce premier chapitre on a proposé une lecture historique et analytique des principes de syndrome hollandais, son apparition, ses définitions, ses caractéristiques ainsi que ses différentes causes.

La maladie hollandaise, ou syndrome hollandais, est un phénomène économique qui relie l'exploitation de ressources naturelles et le déclin de l'industrie manufacturière locale. Ce phénomène est généralement appelé la "maladie hollandaise" depuis que les Pays-Bas ont subi ce genre de conséquences dans les années 1970 lorsque les recettes de leurs exportations avaient augmenté de façon extraordinaire. Les producteurs néerlandais étaient alors malmenés par l'impact de la découverte de réserves de gaz naturel dans le pays. La montée des cours du pétrole a totalement disqualifié les exportations Hollandaises, détruit entièrement les valeurs ajoutées des industries manufacturières.

¹HAIDEH Salehi-Esfahani, «**Informationally imperfect labour markets and the 'Dutch Disease' problem**», University of Utah, Canadian Economics Association, The Canadian Journal of Economics, Blackwell Publishing, Vol. 21, No. 3 (Aug., 1988), p. 617.

²Ryan Macdonald, «**Termes de l'échange au centre du Canada**», Aperçus sur l'économie canadienne, Statistique Canada – Catalogue no 11-624-M, no 022, Décembre 2008, p. 8.

³Patrick Point et Carmen Canturias-Villessuzanne, op-cite, p. 3.

⁴Marie-Pierre Arzelier, op-cite, p. 121.

Les modèles de syndrome hollandais ont pour but d'analyser les effets pervers exercés sur la production interne lors d'expansion importante des quantités et/ou des prix des exportations.

L'impact sur la structure productive d'un choc exogène positif se transmet principalement par deux effets: l'effet mouvement des ressources et l'effet dépense, évoque la montée du chômage aux pays affectés par ce mal. En d'autres termes, les économies locales peuvent être déstabilisées par le syndrome hollandais qui entraîne une augmentation des prix des biens échangés et rend la production moins compétitive. De façon inattendue, ce développement apparemment positif a eu de sérieuses répercussions sur d'importants secteurs de l'économie: le taux de change réel a pris de la valeur et les exportations hors expansion (non pétrolières) ont donc perdu de leur compétitivité.

Par Syndrome Hollandais on entend plus généralement un mode de développement économique où de fortes exportations de ressources entraînent une contraction rapide dans les autres secteurs de l'économie. Le « syndrome hollandais » désigne la situation dans laquelle un afflux considérable de ressources extérieures (le pétrole, les transferts de fonds ou l'aide étrangère, les IDE, progrès technique, tourisme...) mène à une hausse du taux de change, qui s'avère, in fine, préjudiciable pour les exportations traditionnelles (l'industrie ou l'agriculture).

Nous nous baserons ensuite sur les différents effets de ce syndrome, ses mécanismes ainsi que ses diverses immunisations de l'économie contre ce phénomène dans le chapitre suivant.

LE CHAPITRE II :
LES REPERCUSSIONS MACROECONOMIQUES DE
SYNDROME HOLLANDAIS ET LE ROLE
DE TAUX DE CHANGE REEL

Introduction..... 51

I. Les répercussions macroéconomiques de syndrome 51
hollandais.....

II. Le rôle du taux de change réel..... 63

III. Comment immuniser l'économie contre le 71
syndrome hollandais : la présentation de quelques
exemples

Conclusion..... 98

Le chapitre II :

Les répercussions macroéconomiques de syndrome hollandais

et le rôle de taux de change réel

Introduction

Dans ce chapitre intitulé les répercussions macroéconomiques d'un choc externe positif et le rôle de taux de change réel, nous allons aborder l'effet de dépense et de déplacement des ressources ainsi que l'effet de perte de retombée et le chômage. En suite, nous nous concentrerons sur le rôle de taux de change ses différentes définitions, ses mesures et ses diverses déterminations et enfin nous nous concentrerons sur les immunisations de l'économie contre ce phénomène ainsi que la présentation de quelques exemples.

I. Les répercussions macroéconomiques de syndrome hollandais

Parmi les principaux effets de ce syndrome: L'effet de réallocation de ressources (the resource movement effect) et l'effet de dépense (the spending effect).

1. L'effet de dépense ou (*The spending effect.*)

La découverte des ressources naturelles abondantes (*windfall*) pousse le pays concerné à multiplier ses investissements ce qui détourne certains facteurs de production comme par exemple le travail et le capital des autres secteurs de l'économie à ce secteur (les produits de base).¹

L'accroissement de revenu national entraîne une augmentation de la demande de biens échangeables et non échangeables, ce qui conduit à une élévation de prix des biens non échangeables. Dans ce cas, les facteurs de production se dirigent vers le secteur des biens non échangeables.² Autrement dit, lorsque le prix des matières premières augmente si rapidement, on assiste souvent à un « boom des ressources », qui pousse le travail et le capital vers le secteur des ressources et qui peut obliger les autres secteurs de l'économie à s'adapter.³ De plus, les afflux d'aide entraînent une augmentation de dépenses locales et contribuent à l'appréciation de TCR.⁴

En outre, si le taux de change est fixe, la conversion des devises en monnaie locale gonfle la masse monétaire, et les pressions de la demande intérieure poussent les prix intérieurs à la hausse, d'où une appréciation du TCR. Si le taux de change est flexible, l'offre accrue de devises fait monter la valeur de la monnaie nationale impliquant également une appréciation du TCR, dans ce cas par le biais d'une élévation du taux de change nominal, et non des prix intérieurs. Dans les deux cas, l'appréciation pèse

¹ Philippe Bergevin, « ressources énergétiques : bienfait ou calamité pour l'économie canadienne », op-cite, p. 2.

² Karlygash Kuralbayeva, Ali M. Kutan et Michael L. Wyzan, op-cite, p. 4.

³ Ryan Macdonald, « Un syndrome chinois plutôt que Hollandais Aperçus sur l'économie canadienne : étude spéciale », L'observateur économique canadien, Statistique Canada – no 11-010 au catalogue, août 2007, p. 1.

⁴ David Fielding, « Aid and Dutch Disease in the South Pacific », op-cite, p. 1.

sur la compétitivité des exportations et donc sur le secteur des exportations traditionnelles. Cette appréciation contribue à l'augmentation des dépenses publiques.¹

Les revenus supplémentaires à la disposition des agents économiques du pays (l'État par exemple) vont accroître la demande de biens, importante principalement pour le secteur non exportateur (construction d'infrastructures, les immeubles, les routes par exemple), et provoquer une hausse générale des prix dans le pays (et une hausse du TCR). Cette hausse des prix se fera au détriment du secteur exportateur le moins compétitif, qui devra payer ses fournisseurs et ses employés plus cher (désindustrialisation indirecte). Les prix à l'exportation des biens de secteur traditionnel augmenteront, alors que ceux de secteur en boom resteront fixés par le marché international.

En période de hauts cours du pétrole, la hausse de recette permet de financer des dépenses publiques vers des projets improductifs, par exemple: la construction des routes, des immeubles, et bien d'autres infrastructures impliquant des dépenses publiques nouvelles et un accroissement des importations, cela crée un climat affairiste et de corruption qui alourdit les charges de l'Etat et fait basculer l'économie sous l'endettement.²

Comme le prix des biens échangeables est déterminé sur les marchés mondiaux, l'accroissement des dépenses pousse à la hausse les prix absolus et relatifs des biens non échangeables entraînant une appréciation de TCR. De ce fait, le secteur des biens échangeables non concerné par le boom se contracte,³ et la main d'œuvre se déplace vers le secteur des biens non échangeables.

2. L'effet « réallocation des facteurs » ou l'effet de déplacement des ressources

L'effet *mouvement de ressources* apparaît lorsque surgit un boom sectoriel. L'accroissement de prix des exportations du secteur en boom (*booming sector*) attire le travail dans ce secteur, stimulant par la même le transfert de main-d'œuvre en provenance tant du secteur en retard que du secteur des biens non commercialisés au profit du secteur en expansion (*booming sector*),⁴ autrement dit, l'exploitation de la ressource en question exige des investissements considérables ce qui, dans une économie qui est presque à la limite de sa capacité de production, a pour effet de détourner certains facteurs de production, comme le capital et le travail, des autres secteurs de l'économie.

Par ailleurs, les facteurs de production (capital et travail) seraient réorientés vers la production de biens intérieurs non échangeables pour satisfaire l'augmentation de la demande intérieure et vers le secteur en expansion. Ces deux transferts feraient diminuer la production du secteur des exportations traditionnelles, qui serait alors à la traîne. C'est ce qu'on appelle «l'effet du mouvement des

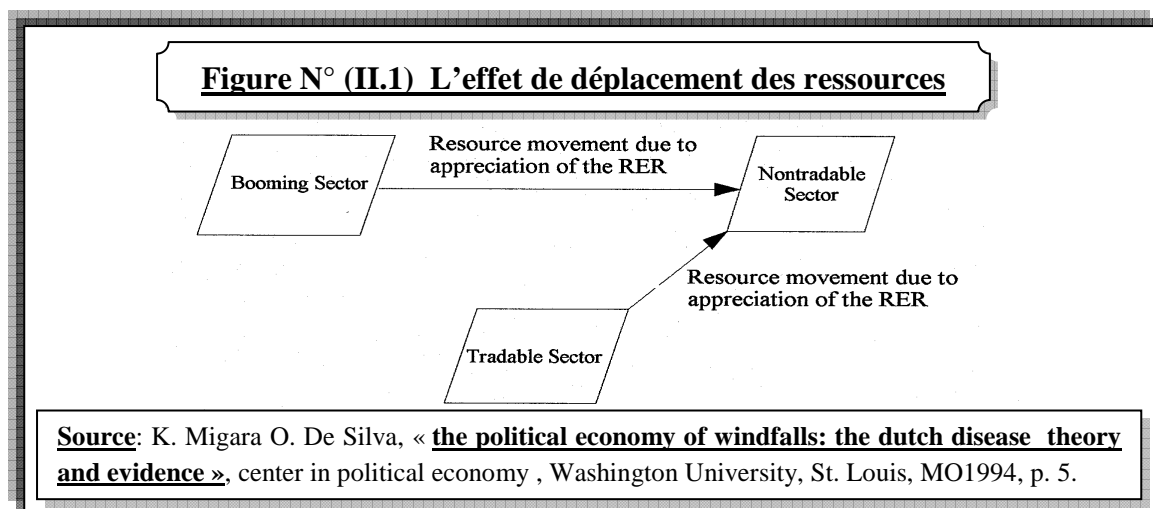
¹ Eugenio Cerutti and Mario Mansilla, « **Bolivia: The Hydrocarbons Boom and the Risk of Dutch Disease** », op-cite, p. 11.

² Joseph Mbandza, op-cite, p.386.

³ Zarzosa Valdivia, Fernando Enrique, « **income distribution, dutch disease and real exchange rate movements** », University of Antwerp, Belgium, National University of Córdoba, Argentina, document sans date, p. 2.

⁴ Michael Bruno et Jeffrey Sachs, « **Energy and Resource Allocation: A Dynamic Model of the "Dutch Disease"** », The Review of Economic Studies, Published by The Review of Economic Studies Ltd, Vol. 49, No. 5, Special Issue on Unemployment, University and NBER and JEFFREY SACHS Harvard University and NBER (1982), p. 845.

ressources».¹ Cet effet du mouvement des ressources peut être illustré grâce à la figure N° (II.1) suivante :



Si le secteur en expansion utilise des facteurs de productions communs aux autres secteurs de l'économie, alors son essor induit par le boom, peut priver les autres d'une partie de leurs facteurs de production. C'est ce que Corden et Neary (1982) appellent « l'effet de déplacement de ressources ». C'est l'un des premiers impacts de ce syndrome. De ce fait, ce boom a entraîné une croissance de l'emploi dans les industries de ressources (les matières premières), alors que l'emploi dans les industries manufacturières déclinait, et augmente dans les industries de services.

D'après Corden et Neary (1982) et Corden (1984) la réallocation des facteurs et déplacement des ressources sont dues à l'augmentation de rémunération de secteur exportable en boum, puisque le travail est mobile, il se dirige vers le secteur en boum (le salaire est élevé) au détriment de l'industrie manufacturière. Cette réallocation des ressources est souvent appelée la désindustrialisation directe, ce qui entraîne une appréciation de taux de change.²

Avec la mondialisation grandissante et l'avènement des nouvelles technologies, la main-d'œuvre et les capitaux sont aujourd'hui beaucoup plus mobiles qu'au cours des décennies précédentes. Tous les pays se livrent concurrence pour attirer chez eux les investissements ainsi que les travailleurs les plus talentueux et les plus qualifiés, dans l'optique d'accroître leurs recettes fiscales.³

La hausse des prix des produits de base a stimulé la demande de main-d'œuvre des entreprises productrices de ces produits, en plus d'entraîner des augmentations substantielles de salaire dans les industries de ressources en particulier. Une partie des revenus supplémentaires qu'ont touchés les travailleurs des industries des ressources a été utilisée pour acheter d'autres biens et services, et les entreprises de ressources ont augmenté leurs niveaux d'investissements. Par conséquent, la croissance

¹ Christine Ebrahim-zadeh, « **Le mal hollandais Un surplus de richesses mal géré** », L'ABC DE L'ÉCONOMIE, Finances & Développement, Mars 2003, p. 50.

² Lena Kenell, op-cite, p. 5.

³ « **Soutenir la croissance économique : garantir une assiette fiscale solide pour les générations futures** », Mémoire prébudgétaire présenté au Comité permanent des finances de la Chambre des communes, Association des universités et collèges du Canada, Le 15 août 2007, p. 3.

salariale s'est également accentuée dans plusieurs autres secteurs, notamment ceux de la construction et de la finance, des assurances, de l'immobilier et de la location.¹

Cette appréciation réelle a tendance à réduire la compétitivité du secteur des biens échangeables hors hydrocarbures et peut conduire à une désindustrialisation, d'autant qu'elle peut être renforcée par le départ de la main d'œuvre vers le secteur plus rentable.²

Puisque ce modèle s'appuie sur la mobilité du facteur travail entre les secteurs ainsi que sur la quantité fixe de ce facteur dans l'économie, cela permettent l'effet mouvement des ressources (la différence entre l'offre et demande de travail par secteur entraîne un différentiel de salaire par secteur, et donc un déplacement du facteur travail vers un secteur offrant les salaires les plus élevés).³ Cet effet est relatif au déplacement des facteurs mobiles vers le secteur en boom et le secteur des biens non commercialisés.

Comme l'offre de travail est donnée (hypothèse de plein emploi), il en résulte un manque de main-d'œuvre dans le secteur produisant les biens commercialisés hors mine qui voit par conséquent sa production baisser.⁴ Il en résulte qu'un boom sur les ressources affecte l'économie à travers un effet de réallocation des ressources de l'économie locale et un effet de dépenses. La hausse des cours des produits de base augmente la productivité marginale du travail dans le secteur en forte expansion, ce qui entraîne un déplacement de la main-d'œuvre vers ce secteur, au détriment de celui des produits manufacturés. L'effet de dépenses et de réallocation ont des impacts négatifs sur l'économie :

- Baisse de production du secteur manufacturier.
- Chute des exportations de produits manufacturiers.
- Appréciation de taux de change réel TCR.
- Augmentation de la production de biens non échangeables.⁵

Le principal risque réside dans une hausse massive mais transitoire de l'aide, qui entraînerait une instabilité du TCR. Lorsque celle-ci n'est pas anticipée par les agents économiques, elle se traduit par des réallocations de ressources entre secteurs, coûteuses et injustifiées à long terme; même anticipée, elle peut conduire à des cessations d'activité en présence d'une imperfection du marché du crédit, difficilement réversibles.⁶

L'effet *mouvement de ressources* entre en jeu lorsque l'accroissement des prix des exportations du *booming sector* accroît le produit marginal du travail dans ce secteur, stimulant par là même le transfert de main-d'œuvre en provenance tant du secteur en retard que du secteur des biens non commercialisés au profit du *booming sector*.

¹ Ryan Macdonald, « **Un syndrome chinois plutôt que hollandais** Aperçus sur l'économie canadienne », op-cite, p. 4.

² Olivier JONGLEZ, op-cite, p.5.

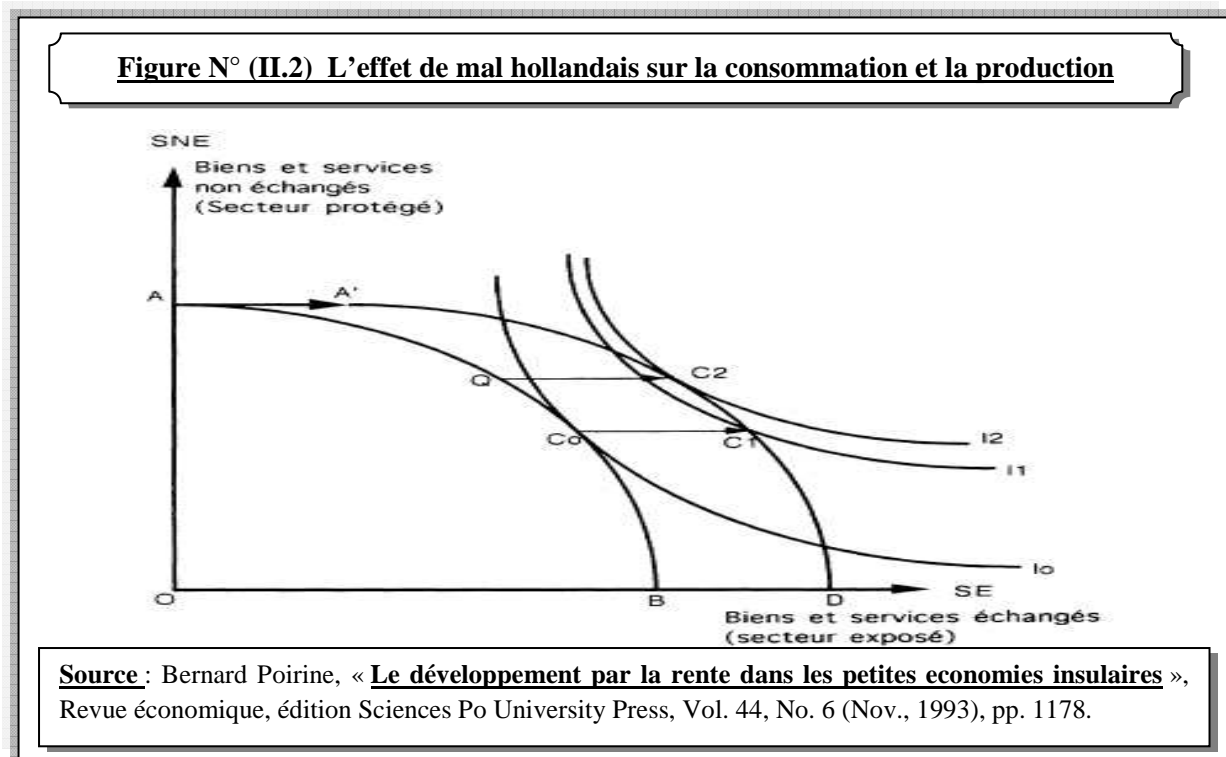
³ Marie-Pierre ARZELIER, « **exportation des ressources naturelles et évolution industrielle : une modélisation dynamique par la théorie du contrôle optimal** », Revue Région et Développement N° 9, 1999, p. 153.

⁴ Karlygash Kuralbayeva, Ali M. Kutan et Michael L. Wyzan, op-cite, p. 4.

⁵ Reisen Helmut, Goldstein Andrea, Pinaud Nicolas et Chen Xiaobao, op-cite, p. 74.

⁶ Sylviane Guillaumont Jeanneney et Patrick Guillaumont, **op-cite**, P. 111 et 112.

La figure (II.2) suivante présente les déplacements de la production, de consommation et des facteurs de production.



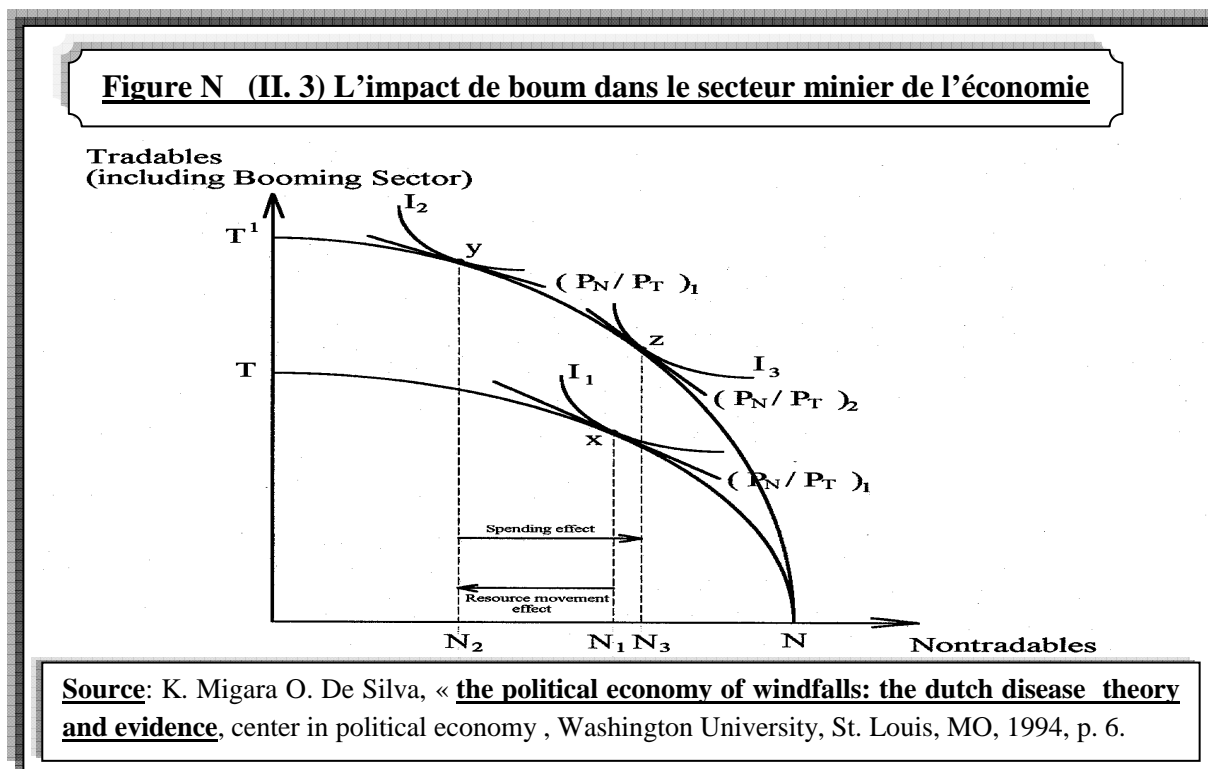
L'arrivée de devises étrangères, le pays qui perçoit la rente va pouvoir obtenir gratuitement un supplément de produits échangés $A A'$. La nouvelle frontière des possibilités de production se déplace donc en $AA'C_2C_1D$, courbe obtenue par une translation horizontale de longueur AA' de la frontière AQC_0B . En supposant des courbes d'indifférence collectives (normales) I_0, I_1, I_2 , les points C_0 et C_2 représentent respectivement les niveaux de consommation des produits des deux secteurs avant et après la rente. Cependant, le niveau de production correspondant à C_2 est Q , dans le secteur des biens échangés, la quantité AA' est importée grâce à la rente. On constate que dans le cas < normal >, le niveau de production du secteur des biens échangés (correspondant à Q sur l'axe horizontal) baisse par rapport au niveau initial (correspondant à C_0 sur l'axe horizontal). Il y a donc une éviction de la production agricole ou industrielle du secteur des produits échangés, au profit de celle du secteur protégé, des produits non échangés (dont les services), les ressources (travail et capital) se dirigent vers les activités plus rentables qui offrent les meilleurs salaires. C'est-à-dire le mouvement de C_1 à C_2 pour la consommation, et de C_0 à Q pour la production: des ressources (capital et travail) vont quitter le secteur exposé (produits échangés) pour le secteur protégé (produits non échangés).¹

Les dépenses dans le secteur des biens non commercialisés augmentent les prix de ces biens à court terme, ce qui provoque l'appréciation réelle de la monnaie domestique.² Les dépenses dans le secteur en

¹ Bernard Poirine, « Le développement par la rente dans les petites economies insulaires op-cite, p. 1177.

² Emin F. Gahramanov and Liang-Shing Fan, « The "Dutch Disease" in Caspian Region: the Case of Azerbaijan Republic », Economic Studies: Volume 5, 10, (document sans date) p. 5.

retard ne conduisent pas à un accroissement **des** prix des biens commercialisés, qui sont commandés par les prix mondiaux, le surcroît de demande de biens commercialisés est satisfait grâce à des importations additionnelles. Puisque les prix des biens non commercialisés augmentent, le travail émigre du secteur (en retard) vers le secteur des biens non commercialisés provoquant une baisse du produit du secteur en retard (manufacturier)¹. L'impact de ce boum peut être présenté dans le modèle de Corden qui peut être illustré, aussi grâce à la figure (II.3) suivante :



La frontière des possibilités de production se déplace de TN à T¹N. Le point d'équilibre se déplace de X à Z, en ce point la production des produits industrialisés baisse par rapport le point Y tandis que la production des services et les produits miniers augmente. D'après ce graphique on constate le déplacement des ressources vers le secteur en boum et l'augmentation des dépenses et notamment dans les services.

3. L'effet « perte de retombées » :

Depuis longtemps, les ressources naturelles comme le pétrole sont considérés comme un vecteur du développement pour un pays. Cependant, les expériences des certains pays ont montré que l'abondance des ressources naturelles peut avoir un effet inverse, et par la suite constitue une source de nombreuses difficultés, notamment ceux ayant une économie de rente.² Les rentrées des afflux de devise entraînent des taux d'inflation si importants et une appréciation de la monnaie qui nuit à la compétitivité des autres exportations en faisant augmenter les prix relatifs de leurs produits et services sur les marchés

¹ LUIZ CARLOS BRESSER-PEREIRA, « The Dutch disease and its neutralization: a Ricardian approach », *Brazilian Journal of Political Economy*, vol. 28, n° 1 (109), pp. 47-71, January-March/2008, *Revista de Economia Política* 28, (1), 2008, p. 53.

² Bastien Gibert, Axel Maraut, Benjamin Telle, « Enjeux et perspectives pour les Emirats arabes unis : et après le pétrole ? : risques et enjeux géopolitico-financiers », édition L'Harmattan, Paris, 2005, p. 86.

étrangers.¹ L'entrée massive de devise entraîne une augmentation de la demande des produits échangeables et non échangeables. Ces derniers peuvent être satisfaits localement tandis que ceux échangeables ne peuvent être satisfaits que par l'augmentation des importations.²

Les prix des facteurs de production augmentent comme le travail par exemple au point que certains secteurs sont devenus incapables de supporter la croissance des coûts de production.³ Le syndrome hollandais affaiblit les différentes structures de l'économie, au niveau micro-économique, le secteur industriel (cadres supérieurs et employés) peut associer sa perte de compétitivité au boom minier qui bénéficie à l'économie dans son ensemble.⁴ A ce sujet, Krugman (1987) note que les chefs d'entreprises sont plus alarmistes dans leurs prévisions que les économistes.⁵ Donc, l'activité manufacturière des pays affectés par ce syndrome pourrait donc en pâtir.

Et au niveau macroéconomique, cela se traduit par deux effets. Si les capitaux étrangers sont convertis en monnaie locale et dépensés sur des biens produits au pays. La hausse du TCR qui en découle affaiblira la compétitivité du secteur extérieur du pays.⁶ Ceci risque de rendre les autres exportations d'un pays plus coûteuses et moins compétitives sur les marchés internationaux et, partant, de porter préjudice à d'autres secteurs de l'économie souvent plus faibles.⁷

Parallèlement, il y aura un transfert des facteurs de production afin de combler, d'une part, la hausse de la demande dans les biens non échangeables et, d'autre part, l'essor des exportations des biens énergétiques. Les deux effets tendent à amoindrir le secteur traditionnel d'exportation. En d'autres mots, le mal hollandais conduit généralement à une désindustrialisation (hors énergie) de l'économie. La théorie économique indique que le secteur traditionnel d'exportation (le secteur manufacturier) se fera évincer par les deux autres secteurs.⁸ Le déclin de l'industrie manufacturière dans l'économie hollandaise se traduit par une mauvaise exploitation d'une ressource naturelle. L'exportation mal préparée ou précipitée de ces richesses désorganise entièrement le reste de l'économie.⁹

Sachant que certains secteurs de l'économie, comme le secteur manufacturier, présentent ce qu'on appelle des « externalités » positives comme l'acquisition d'un savoir-faire, le progrès technologique ou l'innovation, lesquelles peuvent être utiles aux autres secteurs; c'est pourquoi l'on parle de retombées. Par exemple, l'externalisation – ou impartition – de certaines activités par les grandes entreprises peut

¹ Deepak Nair, Lee Poh Onn, « **Regional Outlook: Southeast Asia 2008-2009** », Political Science, édition Institute of SEA Studies, 2008, p. 97. Voir aussi

Yahia H. Zoubir, Haizam Amirah Fernández, « **North Africa: Politics, Region and the Limits of Transformation** », Business & Economics, édition Routledge Publisher, 2008, p. 140 et 141.

² Michael Bruno and Jeffrey Sachs, « **Energy and Resource Allocation: A Dynamic Model of the "Dutch Disease"** », The Review of Economic Studies, Vol. 49, No. 5, Special Issue on Unemployment, MICHAEL BRUNO Hebrew University and NBER and JEFFREY SACHS Harvard University and NBER Published by: The Review of Economic Studies Ltd. (1982), p. 846.

³ Adolfo meisel ROCA, op-cite, p. 24.

⁴ Elhanan Helpman, « **Institutions and Economic Performance** », Business & Economics, édition Amazon.com, 2008, p. 122.

⁵ Patrick Point et carmen Canturias-Villessuzanne, op-cite, p. 5.

⁶ Graciana del Castillo, « **Rebuilding war-torn states: the challenge of post-conflict economic reconstruction** », édition Oxford University Press US, 2008, p 145 et 146.

⁷ Frederique Dahan, John Simpson « **Secured Transactions Reform and Access to Credit** », Business & Economics, Elgar Financial Law Series, édition Edward Elgar Publishing, 2008, p. 144.

⁸ Shenggen Fan, Xiaobo Zhang, « **Regional Inequality in China** », Business & Economics, édition Taylor and Francis Publisher – 2009, p. 116.

⁹ Yeong-Hyun Kim, John R. Short, « **Cities and economies** », édition Routledge, 2008, p. 164.

produire des transferts de technologie au profit d'entreprises de moindre envergure. Par ailleurs, les entreprises manufacturières exportatrices, exposées à la concurrence internationale, sont amenées, pour accroître leur compétitivité, à améliorer leur productivité en adoptant de nouvelles méthodes de production. Toute l'économie en profite, parce que les entreprises d'envergure locale, mues par le même souci de compétitivité, finissent par adopter aussi ces innovations. Or, le secteur des ressources présente en général relativement peu d'externalités positives pour le reste de l'économie.

Sachant que l'élément le plus important qui influence la compétitivité internationale est le TCR et non pas le taux de change nominal TCN.¹ L'affaiblissement des prix intérieurs provoque la hausse du TCR, donc la compétitivité-prix des biens et services intérieurs se détériore.² Le syndrome hollandais ne tend pas seulement à diminuer le niveau des exportations totales et notamment les industries manufacturières mais également les IDE installés à l'intérieur du pays qui souffre de ce phénomène. Ces afflux de devise tendent à déprécier les exportations.³

Au début du siècle dernier avait émergé un débat entre Keynes (1929) et Ohlin (1929) sur l'impact des réparations allemandes sur l'économie allemande et sur les pays qui les reçoivent. D'après Keynes le pays qui reçoit ces transferts verra sa compétitivité se détériorer et celle de l'Allemagne s'améliorer, ceci étant dû à une pression à la hausse des prix des biens non échangeables suite à la richesse supplémentaire.⁴

Ces diverses contraintes peuvent être apparentes lorsque les ressources sont épuisées ou les prix de matières premières tombent si bas que leur extraction n'est plus lucrative. Si l'Etat n'a pas diversifié son économie, il peut avoir du mal à rétablir leur compétitivité.⁵

Le syndrome hollandais s'est par la suite manifesté à plusieurs reprises dans des pays hyperspécialisés tant dans le secteur pétrolier qu'agricole.⁶ On peut noter que dans certaines analyses, le secteur en régression peut également être le secteur des biens agricoles échangeables, ce qui expliquerait le déclin de l'agriculture dans de nombreux pays en développement exportateurs de pétrole (Campan et Grimaud [1989]; Benjamin, Deravajan et Weiner [1989]; Fardmanesh [1990]; Edwards [1984]). En d'autres termes, ces afflux entraînent une désagriculturisation de l'économie concernée.⁷

Concernant le pétrole, on a constaté que les pays qui en sont les plus fortement dotés ont tendance à en faire une monoproduction. C'est précisément cette hyperspécialisation qui a des effets pervers. Le pays devient fortement dépendant d'un secteur de production, ce qui peut freiner son développement. De

¹ Aloysius Amine et Jean-Luc Dubois, « Croissance et Développement Au Cameroun : D'une Croissance Equilibrée à Un Développement Equitable », édition African Books Collective, 2008, 2008, p.151.

² Joel Jalladeau, « Introduction à la macroéconomie: modélisation de base et redéploiements théoriques contemporains », Ouvertures économiques, Série Prémisses, Analyse économique-Macroéconomie, 2eme édition, De Boeck Université, Bruxelles, 1998, p. 363.

³ Alessandro Prati et Thierry Tresselt, « Aid Volatility and Dutch Disease: Is There a Role for Macroeconomic Policies? », WP/06/145, 2006 International Monetary Fund, IMF Working Paper, June 2006, p. 5.

⁴ Babacar SENEI, « Impact du fardeau virtuel de la dette sur le taux de change réel d'équilibre des pays en développement : un modèle théorique », EURISCO, Université Paris Dauphine Cahiers de recherche EURISCO 2004 N°14 30 Mars 2004, p. 2.

⁵ Philippe Bergevin, « ressources énergétiques : bienfait ou calamité pour l'économie canadienne », op-cite, p. 3.

⁶ Mustapha Kamel Nabli, « Breaking the barriers to higher economic growth: better governance and deeper reforms in the middle East and North Africa », Political Science, édition World Bank Publication- 2008, p. 126.

⁷ Marie-Pierre Arzelier, op-cite, p. 120.

même, les pays développés craignent qu'une augmentation de l'aide extérieure créée, elle aussi, une forte dépendance et constitue un frein au développement des pays en développement.

Le syndrome peut être la conséquence négative d'une hausse brutale de la richesse qui provoque des effets sur les prix relatifs et la balance commerciale d'un pays, et, en définitive, une détérioration de la balance des paiements, suite à la découverte de ressources naturelles.¹

La volatilité des prix des matières premières peut augmenter le risque supporté par le capitale dans les pays non diversifiés, totalement tributaires des ressources, ce qui peut dissuader les investisseurs et rendre plus difficile l'émergence d'activités générant des biens échangeables autres que les matières premières.

Ces trois effets deviennent particulièrement apparents si les autres secteurs de l'économie sont négligés depuis des années, le pays peut avoir du mal et des difficultés à rétablir leur compétitivité. Les ressources énergétiques étant habituellement non renouvelables et leur prix relativement instable, ce genre de problème peu se présenter très vite.

- Réduction des exportations (diminution de profitabilité des exportations), les exportations deviennent moins rentables voire insignifiants.
- Réduction de la compétitivité des produits exportables
- Réduction de l'investissement dans le secteur des produits exportables.²

Dans la mesure où l'économie est affectée par ce syndrome, on constate l'augmentation des prix des services, la diminution des investissements directs étrangers IDE et le déclin de secteur non booming secteur échangeable ainsi que les autres secteurs exportateurs,³ de plus les taxes et les différents facteurs facteurs institutionnels découragent certains investissements dans le secteur énergétique.⁴ Sachant que, parmi les principales spécificités de la mondialisation, l'évolution des flux d'investissement direct étranger en direction des pays en développement depuis les années 90.⁵

Un accroissement massif de l'aide pose un problème de gestion macroéconomique dans les pays aidés, c'est une source de préoccupation notamment au Fonds monétaire international (IMF, 2005). On sait depuis l'ample littérature sur le « syndrome hollandais»⁶ qu'un brusque afflux de ressources extérieures qui ne sont pas complètement absorbées par des importations entraîne une augmentation de la demande nationale, une hausse des prix des biens non échangeables internationalement et une augmentation de la rémunération réelle du travail, en particulier du travail qualifié qui est un facteur rare

¹ Theo S Eicher, John H Mutti, Michelle H. Turnovsky, Robert M Dunn, "**International Economics** - Business & Economics – édition Taylor and Francis Publisher, 2009, p. 91. Voir aussi

- Alain Sand-Zantman et Jérôme Trotignon, op-cite, P. 300

- Abedeldjellil Bouzidi, « **le syndrome hollandais** », in AITANews, la revue d'aita Network, N°03, octobre, dossier spécial Pétrole et Gaz 2007, édition Algerian Talents Network Novembre 2007, p. 21.

² Michael Atingi-Ego, op-cite, p. 14.

³ Juan Carlos Moreno-Brid, Jaime Ros, "**Development and Growth in the Mexican Economy: A Historical Perspective**", édition Oxford University Publication US, 2009, p. 26 et 27.

⁴ Morten Anker & Per Sonnerby, « **Russian revenue management under Vladimir Putin** », RUSSCASP Strategic Forum 23 September, 2008, P. 2.

⁵ Faouzi BOUJEDRA, « **Risque pays, IDE et crise financière internationale : Evaluation et étude empirique** », op-cite, p. 2.

⁶ Richard Sakwa, "**Russian Political Society**", édition Routledge, 2008, p. 306.

dans une économie en développement.¹ Autrement dit, l'augmentation de l'aide pourrait entraîner une appréciation du TCR et une perte de compétitivité de l'économie qui freinerait la croissance du secteur des biens échangeables, notamment du secteur manufacturier (Rajan et Subramanian, 2005).² L'abondance de ressources naturelles (y compris la terre cultivable) et des matières premières peut causer une détérioration du cadre pour la croissance économique.³ Les conséquences défavorables sur le développement du commerce extérieur et de manière plus générale sur la croissance sont maintenant bien établies et cela à cause de l'instabilité du TCR (Guillaumont et *al.* 1999 et Bleaney et Greenaway, 2001).⁴

Le revenu pétrolier provoque généralement des conflits, de fait que le partage de la rente pétrolière est un facteur d'instabilités politiques et sociales dans des pays comme le Nigeria, le Gabon, la Libye et l'Algérie (pays qui souffre d'un cercle vicieux de la dépendance par rapport aux revenus pétroliers et où les inégalités sociales restent fortes) de même que les revenus pétroliers peuvent alimenter et exacerber des guerres civiles (Angola, Congo, Tchad).⁵ A titre d'exemple, la situation économique voire politique de plusieurs pays (des grands producteurs) africains n'est pas bonne, en Angola, l'argent du pétrole a été largement utilisé par le gouvernement pour des achats d'armes utilisées dans l'interminable conflit contre l'UNTTA de Joseph Savimbi (l'UNTTA utilisant les recettes des ventes de diamants produits dans les zones qu'elle contrôlait pour s'approvisionner en équipements militaires).⁶ Une tendance importante est la montée en puissance de la société civile nationale et internationale qui dénonce l'iniquité du partage de la rente pétrolière.

Le contrôle de la chaîne pétrolière également engendre des sérieux conflits, de fait que la sécurisation des gisements et des installations pétrolières peut elle-même être source de tensions dans les zones de production. Ainsi, au Sud Soudan la découverte et l'exploitation des gisements par le gouvernement en 2000 se sont accompagnées de la déportation des populations hors de la zone d'exploitation et d'une intensification des massacres, ce qui aggrave de plus en plus la situation dans ce pays. Dans ce contexte l'interaction croissante entre les complexes pétroliers et les sociétés de sécurité est devenue une donnée importante de la situation locale.⁷ Tous ces conflits rendent les pays concernés moins en moins attractifs des IDE. Par exemple, la lutte pour le contrôle des ressources naturelles se traduit par un niveau plus élevé d'instabilité socio-politique, ce qui à son tour augmente l'incertitude et décourage les investisseurs.⁸ De plus, les ressources naturelles ne poussent pas les autorités à diversifier l'économie nationale.⁹

¹ Richard Sakwa, "Russian Political Society", édition Routledge, 2008, p. 306.

² Daniel Cohen et al, « La politique d'aide au développement de la France », op-cite, p. 28.

³ La Commission Economique des Nations unies pour l'Afrique, op-cite, p. 1.

⁴ Sylviane Guillaumont Jeanneney et Patrick Guillaumont, **op-cite**, P. 112.

⁵ Cerems, centre d'études et de recherche de l'enseignement militaire supérieur, « Enjeux pétroliers en Afrique », Septembre 2005, p. 1 et 2.

⁶ Jean-Pierre Favennec et Jean-Marie Chevalier, op-cite, p. 217.

⁷ Cerems, centre d'études et de recherche de l'enseignement militaire supérieur, **op-cite**, p. 1 et 2.

⁸ la Commission Economique des Nations unies pour l'Afrique, op-cite, p. 1.

⁹ World Bank, « The growth report : strategies for sustained growth and inclusive development », commission on growth and development, édition World Bank Publications, 2008, p. 9.

Du point de vue historique, il est évident qu'une abondance de ressources naturelles peut nuire aux résultats de l'économie et aux conditions de vie de la population.¹ Il existe des exemples bien connus de pays dans lesquels cette abondance s'accompagne de mauvaises performances macroéconomiques et d'un creusement des inégalités sociales. Le Nigeria en constitue une illustration spectaculaire.

D'autres exportateurs de cette énergie, tels que l'Iran, le Venezuela, la Libye, l'Iraq, le Koweït et le Qatar, ont, eux aussi, affiché une croissance négative ces dernières décennies, et le produit national brut (PNB) par habitant de l'ensemble des membres de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) est en recul.² La croissance économique est mesurée par l'évolution du Produit Intérieur Brut (PIB). On parle de récession quand la croissance du PIB est négative, ce qui fut le cas, par exemple, en France (pays développé) en 1993 (- 0,8%), mais aussi de mi 2002 à mi 2003 (- 0,6%). Cette dernière récession n'est pas apparue dans les statistiques annuelles, le PIB français ayant augmenté de 0,9% en 2002 et 0,4% en 2003. La stagnation concerne une croissance proche de zéro.³

Par conséquent, leurs économies dépendent alors d'une monoproduction. C'est cette dernière, la très forte spécialisation, qui induit des effets pervers. Le pays risque de voir son développement freiné. Au Nigeria les dictatures militaires successives ont pillé les richesses pétrolières, et nombre d'observateurs soupçonnent des transferts de fonds (montants non révélés). La manne pétrolière a entraîné un changement fondamental dans la sphère politique et la gouvernance.

Les différentes richesses sont généralement sources d'instabilité, le Niger, riche en ressources (uranium, pétrole, ...) ce dernier temps souffre de l'instabilité et des coups d'Etat, d'une mauvaise gestion et gouvernance. La malédiction de ces ressources est également source de corruption.⁴ Sachant que, les pays scandinaves sont les pays jugés les moins corrompus, les pays les plus pauvres, ou les pays en guerre sont les plus corrompus. La corruption se nourrit généralement d'une gestion néo-patrimoniale de l'Etat où les détenteurs du pouvoir considèrent les biens communs comme leurs biens propres.⁵

Les économies locales peuvent être déstabilisées par le syndrome hollandais qui entraîne une augmentation des prix des biens échangés et rend la production nationale moins compétitives.⁶

Il serait faux de considérer que l'augmentation du prix de matières premières n'a que des effets bénéfiques sur la situation macro-économique des pays exportateurs de ces matières et notamment du pétrole. Au contraire, ceux-ci supportent des phénomènes de déséquilibre étudiés sous le nom de (Dutch disease) notamment par Buitert et Purvis [1981] ou, pour une analyse en des équilibres, par Van Wijnbergen [1981 -1].⁷

¹ Jan Winiecki, « **Competitiveness in New Europe** », Business & Economics, édition Taylor and Francis Publisher, 2008, p. 162.

² Rapport sur le développement en Afrique, « **L'Afrique et ses ressources naturelles: le paradoxe de l'abondance** », 2007/09–chap04, 2007, p. 129.

³ Karine Chakir, « **La croissance économique : mécanismes, effets et perspectives** », op-cite, p. 1.

⁴ OECD, Organisation for Economic Co-operation and Development, « **OECD Reviews of Innovation Policy Norway** - Business & Economics », édition OECD Publishing, 2008, p. 64. Voir aussi: Idriss Loubar, op-cite, p. 53.

⁵ Hanifa TOUAG, op-cite, 4.

⁶ Georges Hénault, Eddy Bloy, Gérard Lemoine et Martine Spence, « **Entrepreneuriat et développement durable en Francophones** », Savoirs francophones, édition Archives contemporaines, 2008, p. 104

⁷ Pierre-Yves Henin, "L'impact macro-économique d'un choc pétrolier", Revue économique, Vol. 34, No. 5 (Sep., 1983), pp. 865-896 Published by: Sciences Po University Press, p. 892.

4. Chômage

Parmi les effets néfastes de ce phénomène l'augmentation de taux de chômage aux pays bas, ¹ ce taux qui ne s'élevait qu'à 1,1 % en 1970, s'est établi à 5,1% en 1977 tandis que l'emploi dans le secteur de l'industrie manufacturière a chuté de 16% depuis 1970, le taux de chômage a commencé à augmenter à partir des années 1980.²

Lorsque la grande Bretagne a découvert le pétrole en Mer du Nord au milieu des années 70, la livre sterling s'est appréciée de plus de 30%, ce qui n'a pas tardé à entraîner des mouvements de déplacement de la production des activités industrielles « traditionnelles » (les biens échangeables autres que les pétroles) vers les activités de service. Cet effet a causé un important taux de chômage.³ Le terme de syndrome est d'autant plus important que comme les gisements arrivent un jour à terme et qu'une majorité de personnes se seront tournées vers le nouveau secteur, tout un pan de l'économie sera perdu et engendrera un chômage de masse.

Un des principaux symptômes de ce syndrome est une baisse simultanée de la production et de l'emploi manufacturiers.⁴ En Russie, ce syndrome se répercute sur le plan régional. Les régions riches en ressources naturelles sont censées profiter des effets positifs de l'exploitation des matières premières ou de l'énergie, tandis que les régions industrielles et agricoles souffrent des effets négatifs.⁵

Le taux de chômage évolue près d'un creux historique au Canada et surtout en Alberta. Par conséquent, il devient de plus en plus difficile de trouver de la main-d'œuvre qualifiée dans les régions riche en ressources naturelles.⁶

Le boom des ressources entraîne une réaffectation de l'emploi dans l'ensemble des secteurs. La hausse des prix des ressources attire la main-d'œuvre, tandis que la chute des prix de certains biens fabriqués fait baisser le taux d'emploi dans le secteur de la fabrication. L'emploi dans le secteur des services a augmenté avec la demande. Par conséquent, on assiste à une réaffectation de l'emploi du secteur des biens échangeables à celui des services et des ressources minières.⁷

Par cette augmentation de TCR, les importations de produit de consommation et des produits manufacturiers seront promues à cause d'une diminution de la production nationale.⁸ D'ailleurs, La montée des prix des produits de base et le boom des ressources qui en sont résulté ont été pour les travailleurs et les gestionnaires le signal qu'il y avait plus à gagner pour eux en migrant vers le secteur

¹ Carole Nakhle, « **Petroleum taxation: sharing the oil wealth : a study of petroleum taxation** », Business & Economics, édition Routledge, 2008, p. 163 et 164.

² Jean-Philippe Koutassila, op-cite, p. 2.

³ Michael Burda, Charles Wyplosz, Jean Houard, « **Macroéconomie: Une perspective européenne** », édition De Boeck Université, Bruxelles, 2002, p. 168.

⁴ Ryan Macdonald, « **Not Dutch Disease, it's China Syndrome** », Feature article Canadian Economic Observer, August 2007 L'observateur économique canadien, août 2007, Statistics Canada – Catalogue no. 11-010, p. 2 et 3.

⁵ BARBARA Despigny, « **Inégalités régionales dans la mondialisation : le cas de la frontière russo-chinoise** », Cahier du GEMDEV n° 31 • CNRS, Centre d'économie de la Sorbonne, université Paris 1 Panthéon – Sorbonne, *La mesure de la mondialisation*, document sans date, P. 202.

⁶ Martin Lefebvre, « **une (pétrodevise) : un bienfait ou un fardeau pour l'économie canadienne?** », op-cite, p. 4.

⁷ Ryan Macdonald, « **Un syndrome chinois plutôt que hollandais Aperçus sur l'économie canadienne** », op-cite, p. 4.

⁸ Shinichiro Tabata, « **Oil and Gas in the Economic Transformation of Russia** », (document sans date), chapitre 1, p. 4.

des ressources où les entreprises ont haussé les salaires. Alors que le secteur de la fabrication éliminait des emplois, le secteur des ressources attirait la main-d'œuvre, et notamment celle qualifiées.

Par une progression tant des salaires que de l'emploi, il y a eu une flambée du revenu du travail dans l'extraction minière, pétrolière et gazière. La croissance salariale s'est aussi accélérée dans les industries d'apport au secteur des ressources (industrie de la construction et industries de services comme les transports et les services financiers et immobiliers), Le surcroît de ces revenus a été dépensé en biens échangeables (les automobiles, les appareils ménagers et les vêtements) et en biens non échangeables (les habitations et les produits alimentaires...).

Branson et Love (1987)¹ ont montré l'impact d'une variation du TCR effectif aux Etats-Unis sur l'emploi dans les industries manufacturières. Ces économistes montrent que l'appréciation du dollar américain au cours de la période 1980 à 1985 entraîne une perte d'un million d'emplois dans le secteur manufacturier, en d'autres termes, cette appréciation est la cause principale de pertes d'emploi dans les Etats des Grands Lacs et des Etats du Centre.²

D'après Paul Krugman, Il y a au moins une raison qui explique le non développement de certains pays producteurs de pétrole : « la malédiction du pétrole » ou « maladie hollandaise ». Cela renvoie au fait que le pétrole, garantissant une rente (en anglais : *Win Fall Profit : manne qui tombe du ciel*) à ces pays, ne les incite pas à l'effort et à l'innovation et de là conduit à une compétitivité structurelle faible.

L'industrie pétrolière exige le plus de capitaux et de technologie au niveau mondial et crée peu d'emplois, et les compétences requises par ces emplois ne correspondent généralement pas au profil des chômeurs des pays exportateurs de pétrole. A contrario, la main-d'œuvre hautement qualifiée est envoyée à l'étranger, ou bien des employés étrangers sont installés sur place pour réaliser ces travaux, ce qui prive les pays exportateurs de l'avantage énorme découlant de l'apprentissage sur le tas, qui est à la base du développement économique.

Le taux de croissance économique s'accroît à travers l'augmentation de la productivité, et pas seulement par un transfert financier de pétrodollars. Selon le deuxième *Rapport sur le développement humain dans le monde arabe*, publié par les Nations unies en 2003, l'impact net est évident: la dépendance élevée vis-à-vis du pétrole.³

II. Le rôle du taux de change réel

Les taux de change jouent de nos jours un rôle important dans le développement économique de tout pays. Le TCR est un indice de compétitivité, il influence les exportations et les importations. Ils conditionnent l'équilibre extérieur, tant en raison de leur influence sur la capacité à importer et à

¹ Branson, William H. et James P. Love. « **The Real Exchange Rate and Employment in U.S. Manufacturing: State and Regional Results** », *National Bureau of Economic Research*, Working Paper, 2435, 1987, p. 37.

² José Bourque et Carl Gaudreault, « **Impact des variations de taux de change réel sur l'activité économique régionale au Canada** », Division de l'analyse et des prévisions économiques Direction des politiques économique et fiscale Ministère des Finances du Canada, Septembre 2003, p. 3 et 4.

³ Terry Lynn Karl, « **Comprendre la « malédiction des ressources »** », in « **LE PÉTROLE, Guide de l'énergie et du développement à l'intention des journalistes** », lever la malédiction des ressources naturelles 2, Svetlana Tsalik et Anya Schiffrin, Revenue Watch Open Society Institute, *New York*, p. 24.

exporter les biens et services, que de leur action sur la mobilité des capitaux. Le rôle de taux de change est particulièrement important dans des économies de petite dimension, très dépendantes de l'extérieur et de ce fait soumises à des chocs - internes et externes - qui déséquilibrent leurs balances.¹

1. les différentes définitions de taux de change réel

Il existe deux expressions du TCR: l'une, particulièrement utilisée par la littérature sur les pays en développement qui est le prix des biens échangeables internationalement relativement au prix des biens non échangeables dans le pays considéré, l'autre qui est le rapport des indices généraux de prix à l'étranger et dans le pays considéré, exprimés dans la même monnaie (par conversion par le taux de change). Pour un niveau donné de productivité, une hausse de ces deux indices ainsi définis (ou dépréciation réelle de la monnaie nationale) correspond à une amélioration de la compétitivité du pays considéré ; inversement une baisse de ces deux indices, supposée ici induite par la hausse du prix des biens non échangeables, entraîne une détérioration de la compétitivité.²

La richesse en ressources naturelles provoque des conséquences négatives favorisant le déclin de secteur manufacturier qui est considéré comme l'une des principales forces de l'économie nationale. Cela se fait soit à travers le TCR ou l'effet d'absorption des facteurs de production (Neary et van Wijnbergen, 1986³).⁴

Le TCR est « le taux de change nominal rajusté en tenant compte des variations dans le niveau des prix ».⁵ Le taux de change réel traduit deux éléments : le taux de change officiel (nominal) et les niveaux des prix appliqués dans le pays de départ et de destination.⁶ Le TCR entre les monnaies de deux pays se définit comme le rapport entre leurs taux de change nominaux et leurs niveaux de prix.⁷ Le taux de change réel est égal au taux de change nominal déflaté par le différentiel d'inflation.⁸

Le taux de change réel est « le rapport entre les prix des biens non échangeables et les prix des biens échangeables ».⁹ Le taux de change réel « est le prix relatif des biens entre deux pays ».¹⁰ C'est le nombre de biens étrangers que l'on peut échanger contre une unité de bien national.¹¹

Taux de change réel = prix intérieur / prix étranger le tout exprimé en monnaie.

¹ Albert Ondo Ossa, « **Taux de Change du Franc CFA Et Construction Européenne** », School of Business Montclair State University Upper Montclair, New Jersey 07043, (CERAF) center of economic research on Africa, Mai 1992, p. 3.

² Sylviane Guillaumont Jeanneney et Patrick Guillaumont, **op-cite**, p.111.

³ Cite par Neary, P., van Wijnberger, S., « **Natural Resources and the Macroeconomy** », Cambridge: Cambridge University Press. 1986.

⁴ Nuno Torres et Oscar Afonso, « **Re-evaluating the impact of natural resources on economic growth** », **op-cite**, p. 2.

⁵ Michel Buttiens, « **Mondialisation et bien-être** », Collection Sociologie contemporaine, édition Presses Universitaires Laval, 2005, p. 17.

Voir aussi :

- N. Gregory Mankiw, « **Principles of Macroeconomics** », 5ème édition, illustrée, Cengage Learning, 2008, p. 401. Voir aussi:
- Robert J. Carbaugh, « **International Economics** », Cengage Learning, 12 illustrée, 2008, p. 377.

⁶ Richard G. Harris, « **La région de l'Asie Pacifique et l'économie mondiale : perspectives canadiennes** », Volume 7 de Documents de recherche d'industrie Canada, Canadian electronic library, édition University of Calgary Press, 1996, p. 329.

⁷ Wladimir Andreff, **op-cite**, p. 86.

⁸ Jean-Luc Dagut, « **Réussir la dissertation d'économie** », Volume 568 de Principes (Levallois-Perret), édition Studyrama, 2003, p. 145.

Voir aussi :

- Jean-Luc Dagut, « **500 notions économiques indispensables** », Principes (Levallois-Perret), édition Studyrama, 2005, p. 187.

⁹ François Ruf, « **Booms et crises du cacao : les vertiges de l'or brun** », **op-cite**, p. 375.

¹⁰ Angnès Bénassy-Quéné, Benoit Coeuré, Pierre Jacquet et Jean-Pisani-Ferry, « **politique économique** », ouvertures économiques, séries Balises, économie politique, édition De Boeck Université, 2004, p. 278.

- Jean-Marie Le Page, « **Crises financières internationale et risque systémique** », Questions d'économie et de gestion, Economie monétaire, édition De Boeck Université, Bruxelles, 2003, p. 50.

¹¹ Ousmane Kaba, « **Macroéconomie moderne** », édition L'Harmattan, Paris, 2007, p. 144.

Taux de change réel TCR= prix intérieur / prix étranger le tout exprimé en monnaie.

Le TCR entre deux monnaies est calculé en multipliant le taux de change nominal (le coût d'achat d'un euro en dollars par exemple) par le ratio des prix entre les deux pays.¹

Taux		Taux		Rapport
de change	=	de change	x	des niveaux
réel		nominal		des prix

$$\text{TCR} = e \times p / p^*$$

L'équation de base est **TCR = e x p / p***

Le taux de change nominal est e, P* est l'indice des prix étrangers en monnaie étrangère et P, celui des prix locaux.

Par exemple : une dépréciation réelle de l'euro est favorable aux exportations européennes. Une appréciation réelle de l'euro entraîne une diminution de ses exportations.

Exemple

Quantité du blé	prix
1 tonne de blé européen	100 EUR.
1 tonne de blé japonais	20.000 yens.

Taux de change nominal = 100 yens / EUR.

1 tonne de blé européen = 10000 yens deux fois moins cher que le blé japonais.

Taux de change réel est de 0,5 tonne de blé japonais par tonne de blé européen.

Taux de change réel = [Taux de change nominal x Prix domestique] / Prix étranger

Taux de change réel = [100 yens/EUR x 100 EUR] / 20.000 yens

TCR = 0,5 tonne de blé japonais par tonne de blé européen.

C'est la définition la plus générale et la plus utilisée en pratique. L'indice général des prix inclut à la fois les prix des biens échangés (exportables et importables) et les prix des biens non échangés. C'est à partir de cet indice qu'est énoncée la règle de la parité des pouvoirs d'achat. Les théories du commerce international montrent que les prix relatifs déterminent la spécialisation industrielle et les gains associés à l'ouverture au commerce.²

¹ Jeffrey Frankel, « **On the Tenge : Monetary and Exchange Rate Policy for Kazakhstan** », Short-term Consultancy, Frankel: Monetary and Exchange Rate Policy, April 11, 2005, p. 2.

² Guillaume Gaulier, Julien Martin Isabelle Méjean et Soledad Zignago, « **International Trade Price Indices** », CEPII, centre d'études prospectives et d'informations internationales *Working Paper. No 2008-10*, p. 5.

Le taux de change effectif d'une monnaie nominal et réel constitue un indicateur privilégié pour apprécier la compétitivité d'une économie par rapport à un groupe de pays partenaires.¹

En outre, dans un contexte de flottement généralisé des taux de change, il est important pour un pays en développement de stabiliser son TCR, car c'est une variable déterminante dans l'allocation des ressources.² Le TCR est le prix d'une unité de panier de biens de consommation étrangère en termes d'unités de panier de biens domestique c'est le taux auquel on peut échanger un bien d'un pays contre un bien d'un autre pays. Donc le TCR est un facteur clé qui détermine les quantités exportées et importées.

2. les mesures et les déterminants de taux de change réel

Le TCR entre deux monnaies est calculé en multipliant le taux de change nominal (le coût d'achat d'un euro en dollars par exemple) par le ratio des prix entre les deux pays.³

Le calcul de taux de change réel s'appuie sur deux méthodes :

- la théorie de la parité des pouvoir d'achat PPA:

Les premiers éléments de la théorie de la PPA remontent à Thornton et Ricardo (19^{ème} siècle).⁴ Cette théorie se base sur la détermination de TCR moyennant une comparaison des indices des prix. Cette méthode s'appuie sur la définition de TCN ajusté par rapport des prix étranger et domestique.

Les parités de pouvoir d'achat (PPA) sont considérées comme l'élément le plus utilisé pour estimer le TCR.⁵ La théorie (PPA) est très simple, elle stipule qu'une somme donnée de monnaie nationale doit permettre d'acquérir le même panier de biens et services sur le marché domestique et sur un marché étranger.⁶ Cette définition du taux de change selon la PPA est très utile car elle permet de comparer le niveau des prix d'un pays à celui du pays de référence.⁷

- l'allocation des ressources entre biens échangeables et non échangeable :

Dans ce cas, TCR se calcule par le rapport des prix des biens échangeables et non échangeable.

$$\text{TCR} = E \cdot \text{PT} / \text{PNT}$$

PT= prix internationaux des biens échangeables.

PNT= prix des biens non échangeables.

E=taux de change nominal.⁸

¹ Etienne Desmarais et Patrick Drouot, « **Les déterminants fondamentaux du taux de change et le dollar canadien Rapport de lecture 1** », Gestion des investissements internationaux, École des Hautes Études Commerciales 15 septembre 2003, p. 8.

² Myriam ZAMITI, « **Composition optimale du panier de devises dans un contexte de flottement généralisé** », ANNALES D'ÉCONOMIE ET DE STATISTIQUE. – N° 52 — 1998, p. 285.

³ Luis A.V. Catão « **À quoi sert le taux de change réel?** », L'ABC DE L'ÉCONOMIE, Département des études du FMI. Finances & Développement Septembre 2007, p. 47.

⁴ Simon Manassa, « **Finance Internationale** », Principes, analyses, illustrations, didactique économie, édition Presses Universitaires de Rennes, 2000, p. 136.

⁵ OCDE, « **Panorama économique du secteur spatial** », édition OCDE Publishing, 2008, p. 100.

⁶ Hervé JOLY, Céline PRIGENT, Nicolas SOBCZAK, « **Le taux de change réel d'équilibre Une introduction** », Document de travail, ministère de l'économie et des finances direction de la prévision - PARIS, N° 96-10, Novembre 1996, p. 4.

⁷ Sana GUERMAZI-BOUASSIDA, « **Taux de change réels fondés sur la parité des pouvoirs d'achat : application au cas de l'économie tunisienne** », p. 3.

⁸ Hakim Ben Hammoude, United Nations, Economic Commission for Africa et Bureau pour l'Afrique central, « **L'intégration régionale en Afrique Centrale : bilan et perspectives** », Hommes et sociétés, édition Karthala Edition, Paris, 2003, p. 116.

En d'autres termes, on appelle (TCR) le taux de change nominal entre deux monnaies déflaté des prix. Plusieurs calculs du TCR sont possibles. On peut calculer le TCR sur la base des prix relatifs à la consommation, ou à partir des termes de l'échange internationaux, ou encore sur la base des termes de l'échange internes. Si E est le taux de change nominal (TCN) côté à l'incertain (une unité de monnaie étrangère/monnaie nationale), alors:

$$\text{TCR} = E \cdot P_E^* / P_{NE}$$

P_E^* est l'indice des prix des biens échangés en monnaie étrangère et P_{NE} , celui des biens non échangés.

Ce TCR, est appelé termes de l'échange internes. Il est le meilleur indicateur de l'allocation des ressources nationales entre secteurs exposés à la concurrence étrangère et secteurs protégés. Comme cette allocation évolue lentement au cours du temps, il évolue lui aussi graduellement.

Le TCR est l'expression inverse des termes de l'échange internationaux. Il se révèle plus volatil que les termes de l'échange internes et reflète davantage les variations du change nominal à court terme (exemples des deux chocs pétroliers de 1973 et de 1979).

Ces différents déterminants de TCR sont présentés dans le tableau N° (II.1) suivant :

Tableau N° (II.1). Les déterminants du taux de change réel

Les déterminants.	Impact sur le taux de change réel
<p>Externes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les termes de l'échange. - les transferts internationaux (incluant l'aide et les envois de fonds des travailleurs). - les taux d'intérêts réels mondiaux. <p>Internes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la politique commerciale liée aux quotas, taxes à l'importation et à l'exportation. - le contrôle des capitaux. - les dépenses du gouvernement. - La politique de change. - La politique monétaire. 	<p>L'augmentation des termes de l'échange induit une appréciation.</p> <p>L'augmentation de ces transferts induit une appréciation.</p> <p>L'augmentation de ces taux induit une Appréciation</p> <p>La libéralisation du commerce extérieur entraîne une dépréciation.</p> <p>Appréciation initiale et effet de long terme ambigu.</p> <p>Si la proportion du gouvernement à consommer des biens non-échangeables est grande, leur augmentation entraînera une appréciation.</p> <p>Une dévaluation nominale entraîne une dépréciation temporaire.</p> <p>Une politique expansionniste provoque une appréciation</p>

Source : Cottenet-Djoufelkit. H. (2003). « **Boom des ressources exogènes et développement manufacturier en Egypte : l'illusion du syndrome hollandais** ». Thèse de doctorat : Université d'Auvergne. P. 97.

3. le taux de change réel et le syndrome hollandais.

Dans son essence, le syndrome hollandais affirme que d'importants secteurs d'hydrocarbures sont la cause d'une surévaluation du taux de change. Le prix des exportations s'accroît tandis que baisse celui des importations.¹

Le volume des exportations autres que les hydrocarbures diminue alors que croît substantiellement le volume des importations, ce qui affecte négativement la balance des paiements.² Ceci signifie la contraction du secteur productif et non pétrolier au sein de l'économie et donc, dans le cas des pays développés, on constate une désindustrialisation. Les dépenses et les ressources furent donc réorientées vers le secteur des biens non échangeables (c'est-à-dire non exportables)³. De plus, les entrées de devise entraînent une augmentation de dépenses locales ce qui accentuera considérablement la dépendance des pays bénéficiaires.⁴ Ce taux est considéré comme la clé important des prix relatifs dans la finance internationale (Menzie Chinn, 2005); il influence la réallocation de ressources et les dépenses.⁵

Autre cas encore, une politique de stabilisation du taux de change pourrait se traduire par une appréciation de la monnaie en termes réels et une hausse des taux d'intérêt intérieurs, ce qui favoriserait les entrées de capitaux (Corbo, 1985).⁶

L'appréciation du taux de change rend les produits locaux exposés à la concurrence internationale beaucoup plus chers que les produits importés qui deviennent bon marché, et rend également les coûts de travail de plus en plus importants (les salaires augmentent)⁷, ce qui pousse les entreprises à délocaliser une partie de leur production.⁸ Donc la compétitivité dépend à la fois des volatilités de prix vis-à-vis de la concurrence et le TCR. D'après les récentes études (Hausman, Pritchett et Rodik, 2004), l'accélération de la croissance va de pair avec la dépréciation de la monnaie, (il faut plus d'unités de panier de biens domestique pour une unité de panier étranger) de ce fait, une forte appréciation a des effets négatifs à long terme sur la croissance de l'économie.⁹ Une entrée de capitaux exogène pourrait entraîner une hausse ou une baisse du TCR, selon qu'elle sert à financer des dépenses intérieures ou des investissements dans le secteur des biens échangeables ou dans celui des biens non échangeables sur le

¹ Kenneth Omeje, « **Extractive economies and conflicts in the global South: multi-regional perspectives on rentier politics.** » - Business & Economics – édition Ashgate Ltd Publishing, 2008, p. 206. Voir aussi -Jerom Perovic, Robert W. Orttung, Andreas Wenger, « **Russian Energy Power and Foreign Relations: Implications for Conflict and** », - Political Science -, édition Taylor and Francis Publisher, 2009, p. 45.

² Martin C. Spechler, « **The Political Economy of Reform in Central Asia: Uzbekistan Under Authoritarianism** », *Central Asia research forum series*, Business & Economics, édition Routledge, 2008, p. 43.

³ OECD, Organisation for Economic Co-operation and Development, « **OECD Reviews of Innovation Policy Norway** - Business & Economics, édition OECD Publishing, 2008, p. 64.

⁴ Peter S. Heller, *op-cite*, p. 12.

⁵ Chinn, Menzie (2005), « **A primer on real exchange rates: Determinants, overvaluations, trade flows and Competitive Devaluation** », National Bureau of Economic Research, Working Paper No.11521., p. 1.

⁶ Corbo, V. (1985), « **Reforms and Macroeconomic Adjustments in Chile during 1974–84** », *World Development*, vol. 13, no 8, pp. 893-916.

⁷ Kenneth Dyson, « **The Euro at Ten: Europeanization, Power, and Convergence** », Political Science, édition Amazon.com, 2008, p. 227.

⁸ Kohl Richard, « **Séminaires du Centre de Développement Mondialisation, pauvreté et inégalité** », Organisation de coopération et de développement économiques, entre de développement, édition OCDE Publishing, 2003, P.114.

⁹ OCDE, « **objectif développement l'aide au commerce : comment la rendre efficace** », édition OCDE, 2007, p. 48.

plan international (Dornbusch, 1973),¹ comme il pourrait également entraîner un taux de chômage très important. Cette appréciation renchérit les produits nationaux exposés à la concurrence internationale, ce qui conduit à une libre chute des exportations, alors que les produits importés deviennent moins chers ce qui pousse les résidents d'acheter les produits étrangers.

Les inconvénients de l'appréciation de TCR sont apparents dans certains pays exportateurs des matières premières.² Donc on peut dire que, le TCR affecte le compte courant primaire, c'est-à-dire une dépréciation (appréciation) du TCR améliore (détériore) le compte courant primaire en déplaçant des ressources du secteur des biens non échangés (échangés) vers le secteur des biens échangés (non échangés) et en poussant la consommation à la baisse (à la hausse).³ Le TCN est considéré comme l'un des principaux déterminants de TCR.⁴ Une appréciation du TCR -c'est-à-dire- qu'une unité de monnaie étrangère permet d'acheter moins de biens et services «réels» dans l'économie intérieure qu'auparavant. Ce qui entraîne une augmentation des importations et une baisse remarquable de la demande nette extérieure (la demande des produits exportés s'amenuise).

La hausse des prix à l'exportation provoque une appréciation du TCR.⁵ Cette dernière freine la production destinée à l'exportation, incite à importer et tend à creuser le déficit commercial.⁶ L'appréciation de la monnaie nationale tend à réduire la production intérieure et à augmenter les dépenses publiques. De ce fait, le maintien de la compétitivité internationale requiert des politiques volontaristes de régulation de TCR.⁷ L'appréciation de la monnaie nationale peut rendre les biens échangeables internationalement moins attractifs que ceux qui ne le sont pas.⁸ Ce qui réduit la compétitivité internationale du secteur industriel exposé à la concurrence internationale. De cet effet, la désindustrialisation du secteur exposé devient possible.

Sans aucun doute, la dépréciation et la dévaluation signifient la même chose, elles sont le synonyme d'une baisse de la valeur de la monnaie nationale. La dépréciation est le résultat d'une rencontre entre la demande de change et l'offre dans un marché de change libre (dans ce cas les changes sont flottants). Tandis que, la dévaluation est le résultat d'une intervention de l'Etat, dans cette situation, la dévaluation est considérée comme une décision juridique prise par les autorités dans le cadre d'un système de

¹ Robert Lafrance et David Tessier, « **La variabilité du taux de change et l'investissement au Canada** », Séance 4 Incertitude entourant le taux de change, investissement et productivité P. 264.

² Jean-Anaclet Mampassi, Jean-Ignace Tendelet, « **Initiation à la macroéconomie : le modèle IS-LM-BP** », édition L'Harmattan, Paris, 2008, p. 58.

³ Michael Burda, Charles Wyplosz et Jean Houard, « **macroéconomie : une perspective européenne** », édition De Boeck Université, 2002, p. 170.

⁴ Aloysius Aloysius Amine et Jean-Luc Dubois, op-cite, p.154.

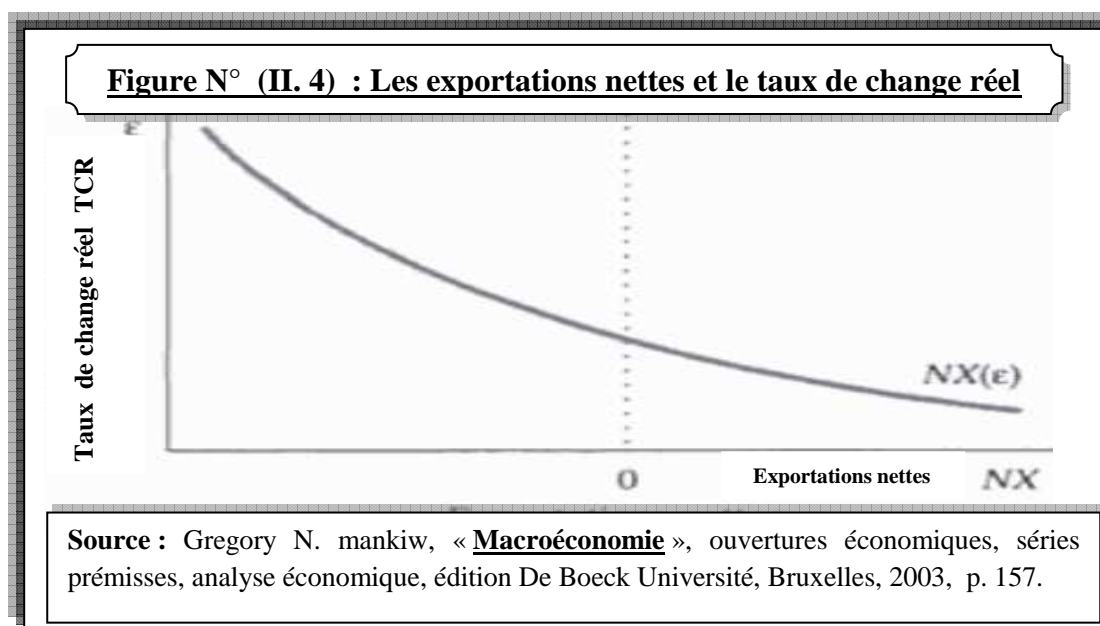
⁵ Christian Grootaert, Lionel Demery, et S. M. Ravi Kanbur, « **Réformes économiques et analyse de la pauvreté : l'expérience de la Côte-d'Ivoire** », édition L'Harmattan, Paris, 1996, p. 37.

⁶ Nsouli Saleh M et Varoudakis A., « **Promouvoir la compétitivité manufacturière en Afrique subsaharienne** », Séminaires du Centre de développement, Développement Centre Seminars, Séminaires du Centre de développement avec la FMI et le CREA, édition OCDE Publishing, 2001, p. 39.

⁷ Alioune Sall, « **La compétitivité future des économies africaines : actes du Forum de Dakar, mars 1999** », Hommes et sociétés, Collections Hommes et sociétés, édition Karthala Editions, 2000, p. 51.

⁸ Ilhem Baghdadli, « **Rompres le cercle vicieux : une stratégie pour promouvoir la croissance dans un milieu rural sensible aux conflits au Brundi** », op-cite, p. 30 et 31.

change fixes. La dévaluation de la monnaie a un impact positif à long terme.¹ Il faut que le TCR soit bas pour stimuler les exportations de tel ou tel pays.² Dans la mesure où, la valeur d'une monnaie augmente cela correspond à une appréciation alors que la diminution de celle-ci correspond à une dépréciation.³ Autrement dit, dans la mesure où le taux de change s'apprécie, les produits étrangers deviennent moins chers que les produits locaux, ce qui rend peu compétitifs les produits locaux.⁴ De ce fait, les importations nettes de ce dernier seront élevées.⁵ Et dans ce cas la compétitivité se détériore, donc, le TCR peut mesurer le pouvoir d'achat.⁶ En d'autres termes, lorsqu'il y a une dépréciation de la monnaie nationale, le prix des biens extérieurs est élevé par rapport à celui des biens intérieurs, ce qui pousse les résidents de ce pays à acheter des biens domestiques et incite également les étrangers à importer les biens exposés à la concurrence internationale de ce pays, cela rend les exportations nettes de plus en plus fortes⁷, en d'autres termes, les biens étrangers deviennent plus chers.⁸ De ce fait, il en résulte que plus le taux de change est élevé plus les exportations sont faibles. Cette remarque nous dit qu'il y a une relation négative entre l'appréciation de TCR et le développement des exportations nettes. Comme le montre la courbe suivante dans la figure N° (II. 4) ci-après :



En régime de change fixe, les entrées de capitaux suscitent un accroissement de la masse monétaire et de l'inflation, et en régime de change flottant une appréciation nominale de la monnaie. Dans la mesure où l'appréciation réelle de la monnaie réduit la compétitivité des entreprises soumises à la concurrence

¹ Ousmane Quédraogo, « **Une monnaie unique pour toute l'Afrique de l'ouest : le dossier économique** », Economie et développement, édition Karthala, 2003, p. 69.

² Régis Chavigny, « **Spécialisation internationale et transition en Europe centrale et orientale** », Volume 1 de Pays de l'Est, Collection Pays de l'Est, édition L'Harmattan, Paris, 1996, p. 96.

³ Michel Norro, « **Economies africaines : analyse économique de l'Afrique subsaharienne** », op-cite, p. 93.

⁴ Hakim Ben Hammoude, United Nations, op-cite, p. 116.

⁵ Gregory N. Mankiw, « **Macroéconomie** », ouvertures économiques, séries prémisses, analyse économique, édition De Boeck Université, 2003, p. 157.

⁶ Jeff Madura, « **International financial management** », édition Cengage Learning, 2009, p. 223.

⁷ Gregory N. Mankiw, « **Macroéconomie** », op-cite, p. 157.

⁸ Richard G. Harris, op-cite, p. 329.

étrangère, et notamment des entreprises d'exportation, elle peut entraîner un renversement des mouvements de capitaux, et ce d'autant plus que les capitaux étrangers sont généralement investis dans les secteurs d'exportation. Il existerait donc une instabilité endogène liée aux mouvements de capitaux.

En réalité, la perte de compétitivité liée à l'appréciation réelle de la monnaie n'est pas inéluctable. Elle dépend en grande partie de l'usage qui est fait des capitaux extérieurs, usage qui conditionne la croissance de la productivité des facteurs de production. Si les capitaux extérieurs sont destinés à un surcroît de consommation, publique ou privée, ou financent des investissements immobiliers ou des investissements productifs sur-dimensionnés, une crise de balance des paiements et une récession sont sans doute en germe dans l'économie.¹

La vigueur du dollar, la hausse des prix des produits de base et la baisse des prix des biens fabriqués ont contribué à l'amélioration des termes de l'échange (hausse des prix à l'exportation relativement aux prix à l'importation). Ces facteurs ont fait gonfler le volume des importations.² L'instabilité du TCR amplifie les conséquences fâcheuses sur le développement du commerce extérieur et de manière plus générale sur la croissance (Guillaumont et *al.* 1999 et Bleaney et Greenaway, 2001).³ La gestion macroéconomique des afflux d'aide est considérée comme un sérieux défis dans une petite économie.

III. Comment immuniser l'économie contre le syndrome hollandais : la présentation de quelques exemples

1. le mécanisme du syndrome hollandais

Le mécanisme de mal hollandais s'appuie sur la détérioration de secteur de l'industrie manufacturière, de l'exportation traditionnelles et conséquemment la croissance économique.⁴

La pertinence de l'étude de la relation entre les ressources naturelles et le bien-être s'illustre par des exemples de notre réalité économique. Par exemple, le Botswana, le Canada, l'Australie et al Norvège, sont des pays riches en ressources naturelles, ayant une forte croissance économique. D'un autre côté, les Tigres asiatiques, la Corée du sud, Taiwan, Hong Kong et Singapour sont pauvres en ressources naturelles, mais ont une forte croissance économique. Comment expliquer la disparité de la croissance économique ? Plusieurs chercheurs se sont penchés sur la question.⁵

L'accroissement de la richesse entraîne une augmentation de la demande. Lorsque l'offre de biens non échangeables est inélastique, l'excès de demande dans ce secteur provoque une hausse de leur prix relatif suivie d'une hausse du niveau général des prix. De son côté, l'appréciation du TCR entraîne une détérioration de la compétitivité dans le secteur des biens échangeables, qui peut à l'extrême provoquer une désindustrialisation du pays.⁶ Par conséquent une plus forte dépendance de l'économie à l'égard des

¹ Jean-Louis Combes, Patrick Guillaumont, Sylviane Guillaumont Jeanneney et Pascale Motel Combes, « **Ouverture sur l'extérieur et instabilité des taux de croissance** », 16 décembre, 1999, p. 7 et 8.

² Ryan Macdonald, « **Un syndrome chinois plutôt que hollandais** **Aperçus sur l'économie canadienne** », op-cite, p. 4.

³ Sylviane Guillaumont Jeanneney et Patrick Guillaumont, **op-cite**, P. 112.

⁴ Alessandro Prati et Thierry Tresselt, **op-cite**, p. 3.

⁵ Michel Cloutier, « **Institutions, Pauvreté et l'Hypothèse de la Malédiction des Ressources Naturelles** », Département de Sciences Economiques, Faculté des Arts et Sciences, Université de Montréal, p. 1.

⁶ Uma Kapila, « **Indian Economy Since Independence** », édition Academic Foundation, 2009, p. 580.

des produits de base favorise l'expansion du secteur rentier au détriment du secteur productif, avec des conséquences négatives sur le potentiel de croissance de long terme. En outre, les produits de base (et les hydrocarbures en particulier) génèrent un flux futur de recettes (ou rentes).¹

Par ailleurs, les facteurs (capital et travail) seraient réorientées de secteur non boomier (traditionnel) vers le secteur boomier (secteur en expansion), parce que l'investissement dans ce secteur est très rentable.² Ces deux transferts feraient diminuer la production du secteur des exportations traditionnelles, qui serait alors à la traîne. C'est ce qu'on appelle «l'effet du mouvement des ressources». De ce fait, la production de biens intérieurs non échangés augmente pour satisfaire l'augmentation de la demande intérieure.

Le mécanisme de mal hollandais s'appuie sur, l'appréciation de la monnaie nationale, la détérioration de secteur de l'industrie manufacturière, de l'exportation et conséquemment la croissance et l'évolution des exportations.

Les exportations de gaz ont soudain provoqué un afflux de devises qui ont accru le pouvoir d'achat hollandais, ce qui a favorisé l'augmentation des importations. Sachant qu'avec l'entrée de devise et l'amélioration de pouvoir d'achat, les coûts de la main d'œuvre deviennent de plus en plus cher ce qui fait baisser la compétitivité des produits néerlandais conséquemment les exportations hollandaises.³

L'appréciation du taux de change renchérit les produits locaux exposés à la concurrence internationale, ce qui rend les produits nationaux plus chers que les produits étrangers. De ce fait les exportations baissent et la tendance à l'importation augmente de plus en plus.⁴

L'essor des exportations de secteur en expansion entraîne une appréciation de TCR, ce qui décourage le développement des secteurs autres que celui des produits de base et favorise à la fois les secteurs non exportateurs et les importations. L'activité manufacturière de ces pays pourrait donc en pâtir.⁵

On sait depuis l'ample littérature sur le « syndrome hollandais » qu'un brusque afflux de ressources extérieures qui ne sont pas complètement absorbées par des importations entraîne une augmentation de la demande nationale, une hausse des prix des biens non échangeables internationalement et une augmentation de la rémunération réelle du travail, en particulier du travail qualifié qui est un facteur rare dans une économie en développement. Autrement dit, les afflux de devise pourraient entraîner une appréciation du TCR et une perte de compétitivité de l'économie ce qui freinerait la croissance du secteur des biens échangeables, notamment du secteur manufacturier (Rajan et Subramanian, 2005).⁶

La productivité dans le secteur des biens échangeables (secteur en expansion) se développe plus vite que celle du secteur des biens non échangeables en raison de la concurrence internationale. Les salaires dans le secteur des biens échangeables augmentent en proportion de la productivité, dans ce cas, les

¹ la Commission Economique des Nations unies pour l'Afrique, op-cite, p. 2.

² Jason Gould and Katen N. Kapadia, « **Dutch Disease in Africa: A Case Study of Nigeria and Chad** », University of Michigan, p. 52.

³ Ronald H. Neumann, « **SUPPLEMENTAL SUBMISSION TO THE EXPERT PANEL ON EQUALIZATION** », January 2006, p. 3.

⁴ Jean-Anaclet Manpassi, Jean-Ignace Tendelet, « **Initiation à la macroéconomie le modèle IS-LM-BP** », édition L'Harmattan, Paris, p. 57.

⁵ OECD, « **Perspectives économiques de l'Amérique latine 2008** », édition OECD Publishing- 2007, p. 164.

⁶ Daniel Cohen et al, « **La politique d'aide au développement de la France** », op-cite. p. 23 et 24.

salaires du secteur des biens non-échangeables se retrouvent obligés de se développer plus vite que la productivité de leur secteur. Il en résulte une augmentation des prix relatifs des biens non-échangeables par rapport aux biens échangeables¹. Ces hausses de salaires vont être plus fortes qu'à l'étranger; les prix domestiques ont donc tendance à croître plus vite que les prix du reste du monde ce qui induit une appréciation réelle du taux de change.²

Pour schématiser cette maladie, il faut comprendre que l'augmentation des exportations de matière première produit un excédent commercial qui se traduit par une appréciation du taux de change.

A partir de ce moment, importer des biens devient plus avantageux que de les produire localement. Il peut alors s'ensuivre une moindre incitation à produire localement dans le secteur secondaire et agricole, induisant une moindre production nationale et donc une plus forte dépendance des importations et un accroissement du chômage.

Les pays producteurs et exportateurs d'hydrocarbures (ou d'autres ressources naturelles) risquent d'être dépendants de cette source de revenu et le budget de l'Etat est alors alimenté principalement par la fiscalité pétrolière.

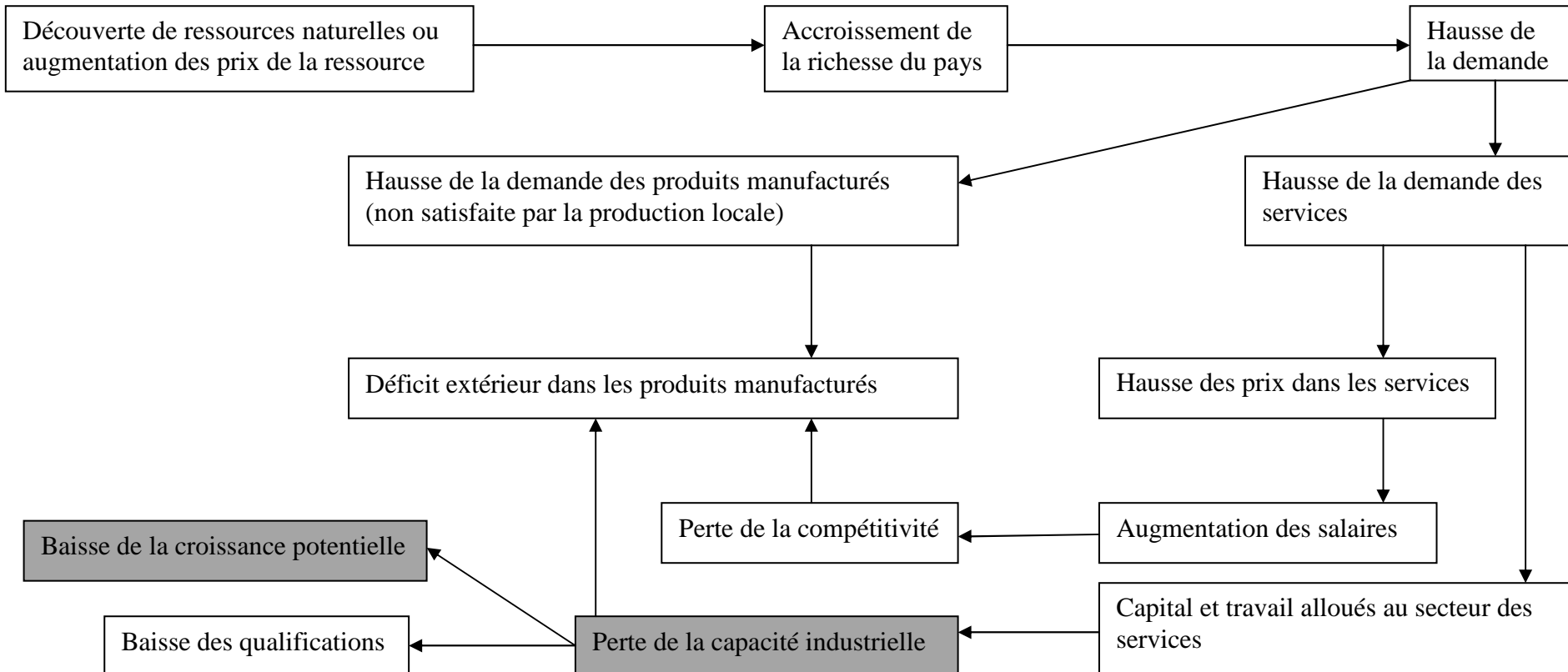
Le raisonnement est fondé sur le modèle d'une petite économie ouverte à deux secteurs (biens échangeables et biens non échangeables). Cet accroissement de richesse provoque une augmentation de la demande. L'offre de biens non échangeables est inélastique, contrairement à celle des biens échangeables qui peuvent être importés grâce à l'afflux de devises. L'excès de demande dans le secteur des biens non échangeables provoque une hausse de leur prix relatif, une hausse du niveau général des prix ce qui contribue à l'augmentation de taux d'inflation et à une baisse de compétitivité nationale et internationale et cela réduit les exportations des biens échangeables (secteur traditionnel), en définitive, une détérioration de la balance commerciale et conséquemment la balance des paiements.

Ce mécanisme est plus souvent connu sous le nom de syndrome hollandais, il peut être illustré grâce à la figure N° (II. 5) suivante :

¹ Emilie Rutledge, « **Monetary Union in the Gulf: Prospects for a Single Currency in the Arabian** », Business & Economics, édition Taylor and Francis Publisher, 2008, p. 13.

² Marc Y. Robert, « **Perspectives d'appréciation du taux de change réel chinois : une analyse économique** », Diagnostics Prévisions et Analyses Économiques, Direction Générale du Trésor et de la Politique Économique, N° 100 – Fév. 2006, p. 5.

La mécanique du mal hollandais



Source : Abdeldjellil BOUZIDI, « **dossier spécial pétrole et gaz** », AITA, News, la Revue d'AITA network, N3-octobre 2007, p. 23. pp. 1-33.

2. comment immuniser l'économie contre la maladie hollandaise

“La satisfaction que procure la richesse ne réside pas dans la simple possession ni dans des dépenses somptuaires, mais dans son usage mesuré” : cette phrase de Cervantès (l'auteur de Don Quichotte) a beau dater du XVI^e siècle, elle n'a rien perdu de sa pertinence. Pour l'économie d'un pays, bénéficier d'un surcroît de ressources financières n'est pas forcément une bonne affaire.

Une appréciation du TCR ayant pour résultat un important déficit de la balance courante pourrait également inciter les entreprises étrangères à investir sur place par crainte de mesures protectionnistes.¹ En fait, cette appréciation ne pose pas de problème de compétitivité lorsqu'elle s'accompagne d'un accroissement de productivité. C'est pourquoi il est très important que l'afflux de devise ne soit pas seulement affecté aux secteurs sociaux tels que la santé et l'éducation des enfants dont les effets positifs sur la productivité s'exercent principalement à long terme, mais soit aussi affectée au développement des infrastructures économiques, à la formation des travailleurs et à la diffusion de nouvelles techniques. Il est aussi essentiel que l'accroissement de l'aide ne soit pas un phénomène éphémère, à l'origine d'une appréciation transitoire et déséquilibrante du TCR, car les conséquences défavorables de l'instabilité du TCR sur la croissance à long terme des économies sont bien établies (Guillaumont et al. 1999).²

L'économie néerlandaise a tant souffert de sa soudaine “richesse” que son cas est devenu emblématique.³ Cependant, l'arrivée de rentes ne conduit pas forcément au désastre. Si le Royaume-Uni des années 80 présente des symptômes similaires, la Norvège constitue un bon contre-exemple. Ceci dit, la réorientation du capital et du travail d'un secteur d'activité à un autre est systématiquement douloureuse surtout que, à l'époque, ni les entreprises, ni le marché du travail néerlandais n'étaient suffisamment souples pour absorber un tel choc.

pour éviter de se trouver acculés dans la situation vulnérable et sans grandes perspectives de dépendance à l'égard de matières premières dont les prix sont instables, les pays richement dotés de ressources devront concilier la promotion des secteurs à haute intensité de main d'œuvre et leur désir de tirer parti des recettes exceptionnelles induites par la hausse des prix de produits primaire.

L'exploitation de la nouvelle ressource et son exportation font entrer des devises dans le pays et permettront alors le financement de toute sorte de projets. Dans le cas des pays très spécialisés qui dépendent quasiment d'une seule ressource (souvent une matière première). Il a été remarqué que dans bon nombre de pays pétroliers, on a eu tendance à faire de cette ressource la seule grande exportation. Les industries fondées sur l'exploitation de ressources naturelles, en particulier la production minière et celle de combustibles fossiles mais aussi la foresterie, ont peu de liens aux niveaux de la production et de la consommation avec le reste de l'économie et offrent des possibilités d'emploi limitées. Ce qui

¹ Robert Lafrance et David Tessier, *op-cite*, P. 264.

² Daniel Cohen et al, « **La politique d'aide au développement de la France** », *op-cite*. p. 28.

³ François Dupuis, Martin Lefebvre et Hendrix Vachon, « **Une (pétrodevise) : un bienfait ou un fardeau pour l'économie canadienne?** », desjardins, études économiques, point de vue économique 11 octobre 2006, p.2. Voir également :
- Geoffrey C. Gunn, « **Brunei Darussalam Dynastic Fallout, Economic Crisis and Recovery** », Nagasaki university's Academic Output Site, p.3.

signifie que les gouvernements doivent faire des efforts particuliers et être prudents pour utiliser les revenus qu'ils tirent de ces secteurs qui peuvent être relativement important par rapport au reste de l'économie - afin de favoriser une croissance plus diversifiée et de créer l'emploi dans d'autres secteurs. D'après les analyses statistiques sur de larges échantillons de pays en voie de développement, on constate qu'il y a une relation négative entre le niveau de dépendance à l'égard de produits de base et le taux de croissance économique. Pourtant, d'autres études tendent à exclure l'existence d'une «malédiction des produits de base » pour les pays en voie de développement : selon ces études, l'effet des produits de base dépend de certains facteurs de conditionnalité, parmi lesquels la qualité des institutions joue un rôle de premier ordre.¹

Dans les pays ayant des institutions de bonne qualité l'abondance de ressources naturelles et les produits de base détermineraient un effet positif sur la croissance économique.² En revanche, dans les pays avec un faible niveau de qualité institutionnelle, la dépendance à l'égard des produits de base constituerait effectivement un obstacle à la croissance, l'exemple (Les produits de base et l'Afrique Centrale). A contrario, ces ressources peuvent réaliser un taux de croissance économique très important et engendrer par la suite un développement économique dans les pays menant des bonnes politiques. A titre d'exemple, Burnside et Dollar [1997], établissent un impact positif de l'aide observé exclusivement dans les pays menant de « bonnes politiques ».³

L'effet macroéconomique de l'afflux de devise dépend de l'utilisation de ces entrées. L'appréciation de TCR engendre une élévation de la demande et une augmentation de l'inflation qui rend les exportations moins en moins compétitives voire marginales. Ces afflux peuvent améliorer la compétitivité du commerce à travers les infrastructures, s'ils vont aux investissements et les usages productives et non pas à la consommation.⁴ Le mal hollandais évoque la montée du chômage et l'appréciation de la monnaie nationale.⁵ Une gestion macro-économique appropriée peut atténuer les effets néfastes de ce mal.⁶

L'efficacité de l'aide publique au développement allouée par les pays riches suppose donc l'existence de capacités d'absorption des pays en développement qui en sont bénéficiaires. L'amélioration des capacités d'absorption, tant institutionnelles que macroéconomiques, dans ces pays constitue ainsi un préalable indispensable à l'allocation de l'APD ainsi qu'à son augmentation. La capacité des pays en développement à absorber l'aide peut s'apprécier à deux niveaux : institutionnel et macroéconomique.

Les problèmes macroéconomiques liés aux capacités d'absorption des pays en développement face à l'entrée massive de devises ont vu le jour dans les années 60 aux Pays-Bas.

¹ La Commission Economique des Nations unies pour l'Afrique, op-cite, p. 2.

² Thorvaldur Gylfason, ; « **Lessons from the Dutch Disease: Causes, Treatment, and Cures** », August 2001, p. 10.

³ Bernard J. Lecomte et Jean-David Naudet, « **Efficacité de l'aide et efficacité des acteurs : revue de la littérature récente sur l'aide au développement** », Autonomie et dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure, *La crise de l'aide, Autrepart* (13), 2000 , p. 7.

⁴ Dirk Willem Te Velde, Massimiliano Cali, « **Towards a Quantitative Assessment of Aid for trade**», op-cite, p. 3.

⁵ Natalie St. Hilaire, « **Dutch Disease, Oil and Developing Countries**», December, (2004), p. 1-2. Voir aussi

-Tobias Weigl, « **Stategy, Structure and Performance in a Transition Economy**», édition DUV Publisher, 2008, p. 144.

⁶ OCDE, « **perspectives économiques de l'Amérique Latine 2009** », édition OCDE Publishing, 2008, p. 67.

Face aux effets pervers engendrés par une entrée massive de devises dans un pays, il est compréhensible que les pays développés s'inquiètent des conséquences possibles d'une augmentation de l'aide extérieure aux pays en développement. L'achèvement des ODM en 2015 et la réduction de la pauvreté supposent une augmentation de l'aide, actuellement insuffisante, aux pays en développement. Paradoxalement, cette augmentation risque d'avoir les effets contraires de ceux souhaités tels qu'une dégradation de la situation des pays en développement et une aggravation de la pauvreté. C'est d'ailleurs l'un des problèmes que pose la mise en œuvre de la facilité de financement internationale proposée par le Royaume-Uni.

La découverte de ressources naturelles ou l'entrée massive de devises dans un pays pour quelque raison que ce soit n'engendre pas automatiquement et immédiatement une régression des exportations. Cette complexité du syndrome hollandais correspond à des causes réelles qui peuvent parfois en limiter l'impact telles que l'intervention étrangère ou étatique.

Concernant l'intervention étrangère, les capitaux étrangers peuvent amplifier les ressources en devises pendant la période d'expansion. Il en résulte souvent une amplification du syndrome hollandais. Cependant, la plupart des capitaux étrangers ont financé des infrastructures, des équipements et des inputs non produits sur place. Il n'est pas question dans ce cas de « *Dutch disease* ».

L'intervention étatique peut aussi concourir à atténuer les effets du syndrome. Plusieurs options se présentent : dévaluer la monnaie pour lutter contre sa surévaluation, lutter contre l'inflation, limiter les entrées de devises, économiser les recettes d'exportation pendant la période de forte inflation pour les réinjecter dans les opérations à rentabilité élevée ou encore stérilisation des entrées de devises par la banque centrale.

L'amélioration de la capacité d'absorption de devise par les pays en développement suppose donc l'existence d'une bonne gouvernance du pays, de politiques économiques, et, des ressources humaines efficaces et compétentes. Pour qu'un pays puisse tirer parti de devise, il doit avoir des institutions qui lui permettent de l'absorber telles que des administrations, des structures locales, des fonctionnaires compétents,...

En premier lieu, les pays en développement doivent mettre en œuvre des réformes institutionnelles. Elles ont pour but la création d'institutions capables de gérer le pays, ses politiques, ses ressources, en particulier les aides extérieures. Ces réformes ne sont pas négligeables et sont d'autant plus nécessaires en cas d'augmentation de l'APD.

La mise en place d'une véritable administration implique non seulement l'existence d'institutions efficaces mais aussi un environnement juridique cohérent, de bonnes politiques et un cadre budgétaire adapté notamment pour limiter les risques de corruption.

Certains pays poursuivent à cet effet une politique d'assistance technique importante. Elle met à la disposition des pays en développement des techniciens qui ont pour mission de former, de conseiller sur

place, leurs homologues dans les différents domaines de la vie administrative et économique de leur pays. Les pays ayant une économie affectée par ce mal peuvent adopter ces différentes solutions :

- plafonner les augmentations salariales :

Le syndrome hollandais peut non seulement désorganiser le système économique mais également affecter la stabilité politique de certains pays victimes de ce syndrome et notamment les PVD. Tandis que, certains pays, comme la Norvège ont arrivé à éviter ces différents problèmes grâce à une politique de gestion et de prévoyance bien étudiée.¹

L'Etat joue un rôle prépondérant d'une part il est bénéficiaire et d'autre part il régleme et contrôle les dépenses publiques. L'Etat peut intervenir et jouer un rôle primordial dans l'immunisation de ce mal. Les autorités Norvégiennes ont bien su limiter les augmentations de salaire au taux de croissance de la productivité dans le secteur manufacturier. De plus, la Norvège a également arrivé à éviter que de fortes augmentations de la rémunération dans le secteur des ressources ne fassent grimper du même coup les salaires des autres secteurs.²

Au Norvège l'âge effectif du départ à la retraite s'est orienté à la baisse. Le recours croissant aux régimes de prestations sociales –la préretraite – a réduit le taux d'activité des travailleurs âgés, a baissé la durée du travail et ramené le niveau d'utilisation de la main-d'œuvre vers la moyenne internationale.³ Des réformes s'imposent pour éliminer ces distorsions.⁴

- éviter des dépenses publiques excessives :

En vue d'éviter les conséquences nuisibles de ce mal sur l'économie intérieure, le gouvernement norvégien a adopté une politique budgétaire bien étudiée qui se base sur trois principaux éléments : discipline budgétaire, la réduction de la dette et constitution d'un fonds de recettes pétrolières (Petroleum Fund), en 1990 et après le fonds gouvernemental global des pensions.⁵ La politique fiscale adoptée par le gouvernement norvégienne est considérée comme la décision clé.⁶ La règle budgétaire actuelle a été utile à cet égard, mais elle implique néanmoins des injections croissantes de capitaux pétroliers dans l'économie, d'autant plus importantes que le prix du pétrole est élevé.⁷

L'exportation est le moteur de la croissance et joue un rôle si important dans la réduction de la pauvreté en Afrique. Mis à part le Nigeria et l'Afrique du Sud, la plupart des économies africaines sont modestes et, pour elles, l'exportation est le principal moteur de croissance. Malgré son importance, l'Afrique est

¹ Jean-Marc Châtaigner, Hervé Magro, « Etats et sociétés fragiles entre conflits, reconstitution et développement », KARTHALA Editions, 2007, p. 92. Voir aussi :

- OCDE, « Etude économiques de l'OCDE Norvège: 2007 », édition OECD Publishing, 2008, p. 32.

² Philippe Bergevin, « Energy Resources: Boom or Curse For The Canadian Economy? », op-cite, p. 8.

³ OCDE, « Etude économique de la Norvège : 2007 », JANVIER 2007, synthèses ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES, p. 2.

⁴ Werner Eichhorst, Otto Kaufmann, Regina Konle-Seidl, « Bringing the Jobless Into Work?: Experiences With Activation Schemes in in Europe and the US », Business & Economics, édition Springer Publisher, 2009, p. 162.

⁵ Rolando Ossowski, International Monetary Fund, Mauricio Villaferte, Paolo A. Medas, « Managing the oil revenue boom: the role of fiscal institutions », - Business & Economics, édition International Monetary Fund, 2008, p. 9.

⁶ OECD, Organisation for Economic Co-operation and Development, « OECD Reviews of Innovation Policy Norway », Business & Economics, édition OECD Publishing, 2008, p. 64.

⁷ OCDE, « Etude économique de la Norvège, 2007 », op-cite, p. 3.

de plus en plus marginalisée dans le commerce mondial. Et ce, malgré plusieurs années de réformes économiques allant dans le sens d'une libéralisation du commerce et des taux de change.¹

Après l'échec des politiques de substitutions aux importations dans les pays en développement et les résultats miraculeux réalisés par les pays asiatiques expliqués notamment par une stratégie d'ouverture à l'économie mondiale, tous les pays en voie de développement ont adopté une politique d'ouverture à partir du début des années quatre-vingt dans le cadre des programmes d'ajustement structurel, des accords du GATT (et de l'OMC récemment) et des accords régionaux.²

La Russie par exemple, adopte les différents instruments permettant de diversifier son économie. De plus elle a créé le Fonds d'investissement et le Fonds de capital-risque ainsi que la Banque de développement et une entreprise publique spécialisée dans les nanotechnologies,³ comme il a créé le Fond de réserve et le Fond pour les futures générations.⁴ Et cela pour éviter les conséquences de ce phénomène.

Il faut que les recettes minières soient mobilisées par un système fiscal qui, d'une part, offre des incitations suffisantes aux investisseurs et, d'autre part, affecte une portion équitable des recettes minières aux dépenses publiques. En d'autres termes, il faut bien gérer les recettes et les dépenses budgétaires. Donc pour immuniser l'économie contre cette maladie, les Etats doivent gérer leurs recettes de manière saine et durable, et cela ne peut être concrétisé que si elles adoptent des règles budgétaires solides fondées sur des prévisions d'évolution des prix au niveau international et mettent en œuvre des stratégies d'épargne visant à lisser les fluctuations des recettes.⁵

Par exemple, pour que l'aide soit efficace, il faut qu'il soit accordée à des pays qui mettent en œuvre de bonnes politiques et ont une bonne gouvernance. Accroître indistinctement l'aide publique au développement APD reviendrait ainsi à gaspiller les ressources accordées aux « mauvais » pays. C'est le concept de sélectivité de l'aide qui a vu le jour à la suite des travaux de Burnside et Dollar (1997, 2000, 2004).⁶ Sachant qu'au début des années soixante, l'aide au développement atteignait 0,5 % du produit national des pays occidentaux (l'aide des États-Unis ayant même atteint 0,6 % en 1963). Puis ce pourcentage a décliné pour se situer un peu au-dessus de 0,3 % durant les années quatre-vingt.⁷

Comme ces revenus peuvent être importants et faciles à obtenir, il est tentant de les utiliser immédiatement, voire de manière illicite; les pays ne bénéficient pas d'une bonne gestion des affaires

¹ Charles D. Jebuni, « Défis et perspectives du relâchement des contraintes d'approvisionnement pour l'exportation en Afrique », Centre for policy analysis (centre d'analyse des politiques) ACCRA, Ghana rapport préparé pour la banque africaine de développement/conférence AERC sur les possibilités d'accélérer le développement en Afrique au cours des cinq premières années du vingt-et-unième siècle, Tunis, Tunisie, *Avant-projet pour la Conférence ADB/AERC*, 22-24 novembre, 2006, p. 2.

² Abdouni Abdeljabbar et Saïd Hanchane, « Ouverture, capital humain et croissance économique : fondements théoriques et identification des liens à l'aide de données de panel », DOCUMENT DE TRAVAIL - L.E.S.T. - CNRS – UMR 6123, Université de Provence (U1) et Université de la Méditerranée (U2) - , Mai 2003, p. 2.

³ OCDE, organisation de coopération et de développement européenne, « perspectives économiques de l'OCDE », OCDE Publishing, 2007, p. 198.

⁴ OECD, « OECD Economic Outlook: "December No. 82 - Volume 2007 Issue 2" », Business & Economics , édition OECD Publishing, 2008, p 189.

⁵ Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, « Pays Les Moins Avancés Rapport 2004 Commerce International Et Réduction De la pauvreté », édition United Nations Publications – Éditeur, 2005, p. 331.

⁶ Gustave Adrien Nébié, « Syndrome Hollandais causé par l'aide : Qu'en est-il pour les pays de l'UEMOA » op-cite, p.3.

⁷ Daniel Cohen et al, « La politique d'aide au développement de la France », op-cite, p. 15.

publiques ont du mal à résister à la tentation. Les revenus de l'exploitation des mines ont été détournés pour l'achat d'armes, soutien politique et corruption ordinaire. Une meilleure transparence sur la situation financière des sociétés d'extraction et les paiements qu'elles effectuent constitue le meilleur espoir d'amélioration en la matière.

Ces dernières années, l'essentiel du débat a porté sur la façon dont les gouvernements utilisent les recettes de leurs exportations de minerais. Il est généralement entendu qu'ils ne devraient pas être utilisés pour les dépenses courantes mais être investis dans le capital physique et humain¹ (éducation, infrastructure et diversification) afin d'assurer une croissance durable à long terme. Cependant, les gouvernements doivent tenir compte du fait que leurs économies risquent de ne pas pouvoir absorber toutes ces dépenses d'investissement.

Selon un document de travail du FMI, les gouvernements des pays producteurs de pétrole seraient bien inspirés de fonder leur politique budgétaire sur les trois lignes directrices suivantes² :

- puisque le prix de matière première est instable et se fixe dans le marché international, donc le revenu de ces matières est tributaire des fluctuations des prix mondiaux. Dans ce cas, les autorités doivent séparer les revenus provenant de matières premières de celui des autres secteurs.
- Les changements de la politique budgétaire ont un effet déstabilisant sur la demande globale qui amplifie l'incertitude. Ces changements compromettent la qualité et l'efficacité des dépenses.
- Les autorités constituent un fonds des réserves substantielles et doivent profiter des différents afflux de devise que leur procurent les ressources, par exemple par la création d'un fonds spécial.

Une politique fiscale serrée, une politique de change active et la stérilisation des entrées de devises étrangères, pour les empêcher d'inonder l'économie nationale, sont au nombre des remèdes possibles. Ces mesures sont souvent prises en association avec la mise en place de fonds de stabilisation. Plusieurs pays en développement qui connaissent actuellement une augmentation rapide de leurs exportations de combustibles fossiles et minerais durs devront examiner cette panoplie de mesures.

Au Norvège, les rentes pétrolières sont placées dans le fonds souverain (Government Pension Fund-Global) et non consommées directement, ce qui permet au reste de l'économie de ne pas être assommé par un taux de change trop apprécié. Le Fonds pétrolier a été transformé en « Fonds de retraite global » et fusionné avec le fonds existant du Système national d'assurance; quoique largement symbolique, cette mesure devrait aider à convaincre l'opinion publique de la nécessité d'épargner les recettes pétrolières pour une utilisation future.³ Plus est élevé le niveau de vie des générations présentes, présentes, plus importants sont les problèmes que les générations futures devront affronter quand le trésor reçu commencera à s'épuiser» (Furtado, 1995, p. 40).⁴

¹ Thorvaldur Gylfason, « **Lessons from the Dutch Disease: Causes, Treatment, and Cures** », August 2001, p. 10.

² Steven Barnett et Rolando Ossowski, « **Operational Aspects of Fiscal Policy in Oil-Producing Countries** », document de travail du FMI, Working Paper, 02, 177, 2002, p. 3.

³ OCDE, « **Étude économique de la Norvège, 2007** », op-cite, p. 7.

⁴ Abdelkader SID AHMED, « **Celso Furtado et le développement à partir de l'exportation des ressources naturelles non renouvelables** », *Cahiers du Brésil Contemporain*, 1998, n° 33-34, p. 92.

Le Koweït a également adopté une politique équivalente de création de fonds et de diversification de l'économie (réseau de distribution, création du premier fond souverain en 1953, le fonds de réserve pour les futurs générations « le Reserve Fund for Future Generation »).

L'Etat doit donc limiter les dépenses publiques affectées aux services et à la construction afin de contenir les prix des biens non échangeables et investir les recettes d'exportation à l'étranger pour mieux protéger son économie contre les effets de syndrome hollandais.¹

Pour atténuer la pression sur l'économie intérieure, les pays connaissant des symptômes de ce mal essayent d'adopter une politique économique axée davantage sur les services. Par leur contribution majoritaire à l'emploi et à la valeur ajoutée, les services sont au cœur des économies contemporaines, ils représentent aujourd'hui près de 70% du produit intérieur brut (PIB) et de l'emploi de tous les pays développés (OCDE). L'emploi tertiaire est aujourd'hui largement majoritaire dans les pays dits industrialisés ; près de 3/4 aux Etats-Unis, 7/10 en France ou au Royaume-Uni, plus de 6/10 en Allemagne ou au Japon sont dans les services.² Les TIC et les biotechnologies offrent les unes et les autres de multiples opportunités pour accroître la compétitivité économique du pays et améliorer la qualité de vie de ses habitants. À ce titre, elles constituent un socle approprié pour la création de valeur dans un pays qui a amorcé la transition vers une société du savoir.³ Ainsi, le gouvernement d'un pays découvrant des gisements importants sur son sol doit veiller à la bonne répartition du capital humain dans ses trois secteurs afin que son pays ne tombe pas dans ce syndrome.

Dans la péninsule arabique, l'argent du pétrole a complètement transformé l'Arabie saoudite et ses voisins, il a permis le développement d'infrastructures importantes (routes, réseaux de distribution d'eau, d'électricité, ...) et la création de services de santé, d'éducation...). Les différents pays du conseil de coopération du Golf tentent de développer d'autres activités pour diversifier leurs économies par des développements dans le secteur du gaz au Qatar et par le développement de la pétrochimie en Arabie saoudite.⁴

Les pays producteurs de pétrole d'Afrique subsaharienne peuvent avoir recours à une politique de taux de change pour atténuer les pressions inflationnistes. Un taux de change souple permettrait que l'appréciation réelle nécessaire se fasse au moins en partie par le biais d'une appréciation nominale de la monnaie. Concernant le Nigéria, la banque centrale a choisit d'éponger une part substantielle des liquidités injectées par des ventes de devises, ce qui atténue l'impact inflationniste et augmente rapidement les importations nécessaires pour ramener l'économie à l'équilibre.⁵

¹ Reisen Helmut, Goldstein Andrea, Pinaud Nicolas et Chen Xiaobao, op-cite, p. 78.

² Mohamed Cherchem, « **L'innovation marketing dans les services Cas des banques publiques algériennes** », Communications of the IBIMA the International Business Information Management Association (IBIMA). Volume 7, 2009, p. 146.

³ Jorge Yutronic Chili, « **La R&D à l'université : des résultats prometteurs et de nouveaux défis. Une approche régionale** », Forum de l'UNESCO sur l'enseignement supérieur, la recherche et la connaissance Colloque mondial, (29 novembre - 1er décembre 2006, UNESCO, Paris), p. 4.

⁴ Jean-Pierre Favennec et Jean-Marie Chevalier, op-cite, P. 55 et 56.

⁵ FMI, « **Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne** », études économiques et financières, 2007, p. 38.

À moyen terme, les dirigeants doivent rester vigilants pour éviter les possibles effets pervers de la richesse pétrolière, et notamment l'éviction des secteurs marchands par suite d'une augmentation excessive des dépenses publiques financées par le pétrole.

Dans certains pays, les dépenses furent fixées en fonction des revenus attendus et non de la capacité d'absorption du capital, capacité limitée dans beaucoup de pays en raison du manque de données, de l'inexpérience de l'administration, du manque de main-d'œuvre qualifiée, voire de main-d'œuvre tout court, cela peut aggraver la situation.¹ Dans ce cas, les responsables doivent être prudents.

- contenir les pertes de retombées :

La Norvège a arrivé à limité ses différentes pertes puisque l'extraction du pétrole norvégien exige des investissements importants de capital et de technologie. L'innovation et le savoir-faire permettent de développer l'exploitation du pétrole avec des coûts bas. Ce qui permet de contenir les pertes.²

La prospérité économique future dépendra aussi du rythme de l'innovation induite par la technologie, qui pour l'heure reste faible au vu des indicateurs types internationaux. Quand le niveau de la productivité est élevé dans l'économie continentale et sa croissance tendancielle est enviable, cela témoigne d'une capacité d'absorber des retombées de l'innovation et d'entreprendre des réformes de l'organisation et de la gestion. Améliorer les conditions-cadres qui stimulent l'innovation, par exemple en avivant la concurrence sur les marchés de produits, contribuerait largement à préparer la Norvège à l'ère de l'après-pétrole, lorsque les recettes provenant des ressources naturelles contribueront moins à la progression rapide du niveau de vie.³

Les autorités monétaires devront lutter contre l'appréciation de TCR en vue d'éviter de pénaliser les industries exposées à la concurrence des importations et d'encourager les exportations de biens autres que ceux des ressources naturelles.

Aizenman (1992 et 1994)⁴ a élaboré un modèle dans lequel des producteurs neutres face au risque peuvent diversifier leurs activités à l'échelle internationale afin de rendre leur production plus flexible en cas de choc.⁵ Pour absorber les différentes recettes minières, les responsables se mettent à créer des nouvelles entreprises, ce qui est réalisé au Chili et au Botswana qui adoptent cette stratégie de création des entreprises et notamment celles liées au secteur minier. Pour diversifier l'économie, les pays doivent s'intéresser aux investissements et surtout dans le domaine de capital humain.⁶ Face à ce phénomène, la plupart des pays concernés ont tenté de limiter ce mouvement d'appréciation qui vient rogner la compétitivité des exportations.⁷ Il ne s'agit donc pas de remèdes, mais de *soins palliatifs* atténuant la

¹ Abdelkader SID AHMED, *op-cite*, p. 90.

² Philippe Bergevin, « **Energy Resources : Boom or Curse For The Canadian Economy?** », *op-cite*, p. 11.

³ OCDE, « **Étude économique de la Norvège, 2007** », *op-cite*, p. 2.

⁴ Cite par Aizenman, J. (1992). « **Exchange Rate Flexibility, Volatility, and Domestic and Foreign Direct Investment** », *IMF Staff Papers*, vol. 39, no 4, p. 890-922.

⁵ Robert Lafrance et David Tessier, *op-cite*, p. 265.

⁶ Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, *op-cite*, p. 331.

⁷ La direction générale du Trésor et de la Politique économique, « **Appréciation réelle du taux de change dans les pays émergents** », lettre, trésor-éco, direction générale de trésor et de la politique économique, DGTPE, TRÉSOR-ÉCO – n° 35 – Avril 2008, p. 1.

douleur. Quand on arrête les soins palliatifs, de ce fait, un véritable remède devrait guérir définitivement.¹

Et selon GAVRILENKOV (2004)², la diversification de l'économie est le meilleur remède pour ce syndrome.³ La diversification des exportations est très importante et notamment dans les pays en voie de développement ayant une petite économie, ils sont généralement mono-exportateurs. Parce que les prix de ces produits, pétrole et gaz, café, sucre, banane, prix de produits agriculture...est beaucoup plus volatile que celui de produits manufacturiers.⁴ Cette diversification offre divers avantages :

- elle contribue à atténuer non seulement la vulnérabilité contre les chocs économiques externes mais également les différents risques liés à une palette d'exportations trop restreinte. En d'autres termes, elle contribue à éviter les effets négatifs de syndrome hollandais et même empêche dès le début la naissance de ce mal.
- Elle entraîne une amélioration importante des recettes d'exportations et une réduction significative de leur instabilité, ce qui favorise la croissance économique du pays.⁵

Le développement de l'industrie privée, comme celui du commerce ou encore antérieurement de la rente foncière, ont participé et participent encore a des différenciations économiques. Les conséquences sociales en sont visibles et multiples.⁶

La désindustrialisation inhérente au syndrome hollandais est inhibitrice de croissance; on a pensé que la réponse était donc de subventionner le secteur industriel. Toutefois, cela a au final accentué la désindustrialisation par une perte. La responsabilité et la transparence sont en effet des conditions indispensables si l'on veut s'assurer que les revenus du pétrole profitent à la population et soutiennent le développement économique et social.⁷ La stabilisation et la stérilisation des recettes minières sont particulièrement importantes dans les pays dont le marché financier est trop étroit pour absorber des recettes excédentaires et qui sont exposés à la maladie hollandaise.⁸

De plus, l'investissement à l'étranger des recettes d'exportation permettra de mieux protéger les économies locales contre les effets de « syndrome hollandais».⁹

La théorie économique prédit que les exportations dépendent de deux variables : le TCR et la demande étrangère telle qu'elle est mesurée par le revenu réel des principaux partenaires commerciaux. Si la structure industrielle est bien diversifiée, la dévaluation réelle devrait probablement renforcer les

¹ Bernard Poirine, « Eloignement, insularité et compétitivité dans les petites économies d'outre-mer », op-cite, p. 25.

² Cite par Gavrilenkoy, Evgeny, « Growth in Russia and Economic Diversification », in Tabata and Iwashita (2004), , 2004. pp. 93-121

³ Shinichiro Tabata, « Oil and Gas in the Economic Transformation of Russia », document sans date, p. 5.

⁴ *Project Leader* , Walker A. Pollard, Shara L. Aranoff, Vice Chairman, Daniel R. Pearson, Chairman Irving et A. Williamson , « Caribbean Region: Review of Economic Growth and Development », Investigation No. 332-496, Publication 4000, Washington, DC 20436, May 2008, P. 3-15

⁵ Nsouli Saleh M et Varoudakis A., op-cite, p. 39.

⁶ Bouziane Semmoud, « Croissance du secteur industriel privé en Algérie dans ses relations avec le secteur national », Canadian Journal of African Studies / Revue Canadienne des Études Africaines, édition Canadian Association of African Studies, Vol. 16, No. 2 (1982), p. 279.

⁷ Samuel Furfari, « le monde de l'énergie : enjeux géopolitiques, tome 1, les clefs pour comprendre », op-cite, p. 187.

⁸ Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, op-cite, p. 331.

⁹ Reisen Helmut et Goldstrein Andrea, « Etude de Centre du Développement L'essor de la Chine et de l'Inde : quel enjeux pour l'Afrique ? », Organisation de coopération et de développement économiques, centre de développement OCDE , OCDE publishing, 2006, p. 78.

exportations (Paredes, 1987; Moran, 1988; Caballero, 1989; Thirlwall, 1988; Edwards, 1989a; Kindleberger et Lindert, 1990; Cottani, Cavallo et Khan, 1990; Mansouri, 1992; Trigui et Abid Frikha, 1998; Özbay, 1999; Bouoiyour et Emonnot, 2000).¹

Notons enfin que la politique macroéconomique est susceptible de tempérer l'appréciation réelle de la monnaie consécutive à un brusque afflux de devise. Le risque d'appréciation réelle existe quel que soit le régime des changes: si le change est fixe, l'appréciation réelle se réalise à travers l'inflation interne et s'il est flottant par l'appréciation nominale de la monnaie. Toutefois il semble que le risque de surajustement du taux de change soit plus grand en régime de change flottant qu'en régime de change fixe ou de flottement contrôlé, en particulier dans les économies dollarisées où une part importante de la masse monétaire est composée de monnaies étrangères.

En outre, en régime de change fixe, la Banque centrale peut stériliser une partie des réserves en devises (Buffie et *al.* 2004). La politique budgétaire a aussi un rôle important à jouer puisque l'appréciation de la monnaie est atténuée si l'afflux de devise supplémentaire ne sert pas seulement à financer des dépenses nouvelles, mais aussi à réduire les impôts ou bien se substitue au financement interne du déficit. En somme, le risque de «syndrome hollandais» lié à l'aide ne doit pas être surestimé, d'autant que par ses modalités mêmes l'aide peut contribuer à le tempérer.² La croissance durable exige alors l'existence de nouvelles lignes de production et parallèlement des innovations introduites par une classe d'entrepreneurs hautement dynamiques (Watkins, 1963, p. 149). D'après, Weisskoff et Wolff à propos de Porto Rico (1977). Le rôle-clé de l'innovation, et des quasi-rentes induites par elle, est à l'origine ainsi du succès des Etats-Unis et du Canada et dans une moindre mesure de l'Australie, succès ayant historiquement débouché sur une croissance alternative durable. A l'inverse, les problèmes de développement de l'Argentine s'expliquent historiquement par l'existence de quasi-rentes collusives de type colbertiste non fondées sur l'innovation technologique mais sur les traitements privilégiés (Di Tella, 1985, p. 51).³ En résumé, pour éviter les symptômes de ce mal il faut que les Etats adoptent des politiques adéquates. Cela ne pourra être obtenu que si les pays augmentent la capacité d'absorption de dépenses. Ce raisonnement repose sur l'idée que les afflux de devise peuvent être utilisés pour accroître cette capacité d'absorption, en contribuant notamment au renforcement des institutions et à l'amélioration de la qualité des politiques publiques, mais aussi en finançant les infrastructures de base sans lesquelles l'activité économique ne peut pas décoller.⁴

Le passage d'une économie de rentes à une économie de transformation, et une répartition plus équitable du revenu national entre les habitants de manière à réduire le phénomène de la pauvreté.⁵ «Dans les petits pays où les avantages comparatifs se fondent sur l'exploitation des ressources non

¹ Brahim MANSOURI, «**Impact du taux de change réel sur les exportations: arguments empiriques pour les sous-secteurs exportateurs marocains**», *Colloque EMMA (Madrid, 4-5 juin 2004)*, p. 2.

² Sylviane Guillaumont Jeanneney et Patrick Guillaumont, *op-cite*, P. 112.

³ Abdelkader SID AHMED, *op-cite*, p. 87 et 88.

⁴ Daniel Cohen et al, «**La politique d'aide au développement de la France**», *op-cite*. p. 23.24.

⁵ Bureau pour l'Afrique Centrale, «**Les économies en Afrique centrale**», Le Gabon, édition CEA, 4eme Edition, United Nations, Economic Commission for Africa, édition Maisonneuve & Larose, 2004, p. 240.

renouvelables » le cas extrême sont les Emirats arabes unis- il peut arriver que la modernisation conduite à l'homogénéisation sociale, à travers l'action redistributive de l'Etat.

L'économie Norvégienne connaît une période favorable de croissance robuste, de chômage faible et d'inflation sous-jacente modérée. Cela tient surtout aux effets de la mondialisation, dont la Norvège a été l'un des principaux bénéficiaires, car elle fournit de l'énergie et d'autres produits de base à des prix élevés et importe de plus en plus de produits en provenance de pays à faibles coûts. Des entrées substantielles de travailleurs migrants, conjuguées à une croissance soutenue de la productivité, ont maintenu l'inflation des coûts à un rythme modéré. Une tradition d'ouverture aux échanges internationaux, une concurrence interne développée, un cadre d'action approprié et une saine gestion macroéconomique ont fait que la Norvège était bien armée pour mettre à profit ces tendances internationales et éviter les conséquences fâcheuses de la maladie hollandaise.

Il faut aussi s'intéresser à l'agriculture qui assume deux fonctions primordiales : la production et l'entretien de l'espace. Et ces fonctions devront être éternellement assumées. Il doit exister une agriculture au Sud et au Nord, et ce n'est pas du tout incompatible, contrairement à beaucoup d'idées reçues ; il doit exister une agriculture productive non productiviste et une agriculture territoriale et familiale. Il en est de l'agriculture comme de bien d'autres domaines de l'activité des hommes.¹ Il convient d'encourager également le financement des petites entreprises innovantes en levant les restrictions sur les catégories de placements que peuvent faire les compagnies d'assurances et les fonds de pension. Parallèlement, il faudrait assouplir la conditionnalité des emprunts en ce qui concerne le capital de démarrage tout en allouant davantage de crédits publics à diverses institutions qui acheminent des ressources en capital-risque vers les jeunes entreprises technologiques privées.² Cependant, les perspectives d'un développement durable ne peuvent être renforcées que si l'exploitation des ressources tarissables (aussi abondantes soient-elles) comme le pétrole permet de positionner l'économie dans une trajectoire de transformation de ses structures. Cela est envisageable si des transferts permettent de réduire progressivement les déséquilibres entre le secteur pétrolier et les autres secteurs de l'économie dont le développement a un impact direct sur les conditions de diversification sur deux secteurs : l'agriculture et le tourisme. Le développement du secteur agricole doit viser prioritairement la satisfaction des besoins alimentaires du pays. L'Etat peut jouer un rôle important, pas forcément en tant qu'agent économique mais surtout en tant que facilitateur dans la mise en place des structures agricoles. S'agissant du tourisme un plan de développement devrait permettre de créer les conditions d'attractivité des opérations, par la construction des infrastructures et la mise en valeur des sites indispensables à la promotion de l'industrie touristique.³

¹M. HERVE GAYMARD, « **le bilan de santé de la politique agricole commune (COM [2008] 306 final/n° E 3878)** », la délégation de l'assemblée nationale pour l'union européenne, rapport d'information, 2008, p. 5.

² OCDE, « **Étude économique de la Norvège, 2007** », op-cite, p. 11.

³ Bureau pour l'Afrique Centrale, « **Les économies de l'Afrique Centrale** », op-cite, p. 252.

Les Etats doivent investir dans le recyclage des travailleurs et continuer de diversifier les exportations pour réduire leur dépendance à l'égard du secteur en expansion et leurs vulnérabilités aux chocs extérieurs.¹

À l'inverse des pays victimes de cette maladie, le Botswana est parvenu à vaincre la malédiction des ressources.² Quarante pour cent de son produit intérieur brut 40 % (PIB) proviennent des diamants. Ce pays se classe à la seconde place en Afrique pour les dépenses publiques consacrées à l'éducation et enregistre la croissance la plus élevée au monde depuis 1965. Son PIB par habitant est 10 dix fois supérieure à celui du Nigeria.

Les revenus de tourisme ont des effets négatifs sur l'économie du pays qui se spécialise dans cette industrie.³

Il semble que les Émirats arabes unis aient également transformé la malédiction des ressources naturelles en une bénédiction, puisqu'ils ont produit près de 10% pour cent des ressources mondiales de pétrole brut et 4% pourcent des réserves mondiales de gaz naturel. Sa dette publique est médiocre, son taux d'inflation faible et sa richesse en hydrocarbures lui a permis de moderniser son infrastructure, de créer des emplois et d'instaurer un système de protection sociale généreux.

L'accès universel et gratuit à l'éducation et à la santé s'est traduit par d'importants progrès de l'espérance de vie et de l'alphabétisation. Anticipant l'épuisement de ses ressources naturelles, Dubaï se diversifie dans l'industrie légère, les télécommunications, la finance et le tourisme, tandis que les autres émirats mettent l'accent sur la petite industrie, l'agriculture, les activités extractives, le ciment et les services de transport maritime. En se diversifiant, les Émirats arabes unis investissent dans une croissance durable.⁴ Sachant que le développement au sens de François Perroux est «la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global».⁵

Ces réformes peuvent être plus aisément absorbées quand la croissance est vigoureuse, comme c'est le cas à l'heure actuelle. En vue d'assurer l'avenir économique de la Norvège dans le long terme, il faut que l'économie demeure diversifiée et compétitive et que les gains de productivité restent robustes, l'innovation étant cruciale pour les étayer.⁶ La seule façon de sortir ces pays de leur « piège à pauvreté » serait alors d'accroître massivement les dépenses publiques en faveur des infrastructures économiques et sociales.⁷

Enfin, pour que la rente minière contribue à la diversification de l'économie, il importe qu'elle aille en priorité à l'expansion des secteurs productifs, souvent hors de la sphère de l'Etat.

¹ Christine Ebrahim-zadeh, *op-cite*, p. 51.

² Roy Love, «**Drought Dutch Disease and Controlled Transition in Botswana Agriculture**», *op-cite*, P. 72.

³ Chi-Chur Chao et al, «**Tourism, Dutch Disease and Welfare in an Open Dynamic Economy**», Kowloon, Hong Kong, p. 2. Voir aussi - Nuno Torres et Oscar Afonso, «**Re-evaluating the impact of natural resources on economic growth**», FEP WORKING PAPERSCMPRE, FACULDADE DE ECONOMIA, UNIVERSIDADE DO PORTO, N° 278, JUNE 2008, , p. 2.

⁴ Rapport sur le développement en Afrique, *op-cite*, p. 129.

⁵ Bernard CORNEVIN, *op-cite* .p. 63.

⁶ OCDE, «**Étude économique de la Norvège, 2007**», *op-cite*, p. 3.

⁷ Daniel Cohen et al, «**La politique d'aide au développement de la France**», *op-cite*. P.23.

Si les afflux de devise sont utilisés pour développer les investissements publics dans les domaines importants, alléger les contraintes d'approvisionnement et améliorer la productivité globale. Ces rentrées de devise ne causeront pas d'inflation et pourront contribuer à la relance économique.¹ La mobilisation des ressources intérieures réduit la dépendance à l'égard des flux extérieurs et par conséquent les effets du syndrome hollandais.

Dans son complément à ce rapport, Jean-Raphaël Chaponnière examine le cas de la Corée et de Taïwan, qui ont reçu des montants considérables d'aide dans les années cinquante. Son étude jette un doute sur la capacité de mesurer l'efficacité de l'aide en l'isolant des autres facteurs pertinents, qu'il s'agisse de facteurs culturels ou historiques, ou encore économiques, liés à l'insertion dans l'économie internationale ou à la capacité de mener à bien des réformes. Chaponnière considère que l'aide massive des Américains à la Corée et à Taïwan leur a permis de convaincre ces pays de faire des réformes. L'arrêt de l'aide les a aussi poussés à rechercher une solution alternative et à adopter la stratégie de promotion des exportations avec le succès que l'on sait.²

L'usage de la rente par les régimes autoritaires sert d'abord à consolider leur pouvoir à travers la construction de réseaux clientélistes. Lorsque les revenus s'effondrent à la suite d'un contre-choc pétrolier, les régimes sont contraints parfois de s'endetter lourdement pour continuer à les irriguer. Les économistes ont raison de dénoncer les aberrations économiques des régimes autoritaires pétroliers (croissance économique des membres de l'OPEP inférieure à la croissance mondiale entre 1970 et 2000), mais ils omettent l'essentiel: la rente n'est pas un instrument de performance économique mais davantage de consolidation des régimes.

Un pays démocratique comme la Norvège montre que la rente est utilisée à d'autres fins que celle de la consolidation du pouvoir en place. Peu préoccupée par la survie du régime (État-parti ou État-tribal), la rente est à même de servir au bien-être de la collectivité (pension de retraite). En revanche, les régimes autoritaires rentiers demeurent préoccupés par la survie de leur système de domination.

La démocratisation des régimes autoritaires pétroliers est à même de modifier l'utilisation de la rente. Elle pourrait, dans le cadre d'un État démocratique, confiant de sa relation avec la société, servir à investir dans le capital humain, ressource fondamentale, comme le soulignent les rapports du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) sur le monde arabe. Dès lors, plus que la Norvège, l'Indonésie est à même de montrer le chemin de la conversion d'un régime autoritaire pétrolier vers une « démocratie pétrolière ».

Sachant qu'une politique efficace d'aide pour le commerce permettant des gains de productivité dans les secteurs non exportateurs peut atténuer les effets pervers de ce syndrome.³

¹ Ilhem Baghdadli, « **Rompre le cercle vicieux : une stratégie pour promouvoir la croissance dans un milieu rural sensible aux conflits au Brundi** », édition World Bank Publications, 2008, p. 31.

² Daniel Cohen et al, « **La politique d'aide au développement de la France** », op-cite. p.21.

³ OCDE, « **Objectif Développement L'aide Au Commerce : comment la rendre efficace** », édition OCDE Publishing, 2007, p. 49.

3. Quelques exemples du syndrome hollandais

Nombreux sont les pays qui ont été victime de ce syndrome, citons le cas de l'Espagne au 16e siècle avec l'apport d'or et autres richesses d'Amérique ; l'Australie au 19eme siècle avec la ruée vers l'or; le Mexique dans les années 1970 à 1980 avec le boom pétrolier; le Venezuela avec l'industrie pétrolière (suite à la découverte du pétrole)¹ et la Jamaïque avec l'industrie de la bauxite.² Le phénomène concerne les petites économies ouvertes bénéficiant d'une « manne » qui s'abat brusquement sur elles: le pétrole au Nigeria ou en Indonésie, le phosphate à Nauru, le nickel en Nouvelle-Calédonie.³ Par exemple Sri Lanka et Thaïlande, et d'autres pays comme Pakistan et Philippines ont été les victimes de ce mal avec une appréciation TCR et une dégradation du secteur échangeable.⁴ La Russie reste prisonnière de ce mal, son économie est basée sur une dynamique liée aux exportations de matières premières (hydrocarbures, métaux et bois). C'est une économie rentière (énergétique), comme le Venezuela, l'Algérie ou encore le Nigeria, ce qui met en cause la capacité de ces pays à redevenir un acteur économique majeur sur la scène internationale. L'approfondissement de la tendance rentière se manifeste avec force depuis l'été 2002 (Sapir 2005). La faible rentabilité du secteur industriel relativement au secteur énergétique constitue un signe supplémentaire des effets du « syndrome hollandais ».⁵ Les manifestations du Dutch Disease sont de plus en plus apparentes en Guinée Equatoriale. Selon de nombreux observateurs, l'économie équato-guinéenne devra encore bénéficier pendant de nombreuses années de la rente des produits comme le pétrole, le gaz et d'autres ressources comme le bois.⁶ Ouzbékistan a connu ce type de mal entre 1994 et 1996, les exportations du Cotton représente 45 % de ses exportations totales. 75 % de revenu de devise provient de l'or, l'uranium et autres métaux représentent un quart de ses exportations.⁷ L'Albanie et Moldavie ont également connu ce mal quand ils adoptent l'économie de marché, ils ont reçu des aides considérables.⁸ L'économie du Malawi est principalement rurale et sa production agricole bénéficie de conditions climatiques favorables. L'agriculture fait vivre 90 % de la population et représente 45 % du PNB et plus de 90 % des revenus de l'exportation. Bien qu'au cours des deux dernières décennies la structure de l'économie n'ait pas beaucoup évolué, des changements majeurs sont apparus depuis le début des années 90.⁹

Il en est de même pour les pays à hyperspécialisation agricole. La Colombie, par exemple, a été atteinte par le syndrome hollandais dans les années 70. En 1976, suite à un gel prolongé, les récoltes de

¹ Vicky Randall, « Politics in the Developing World », Business & Economics, 2 eme edition, Oxford University Press, 2008, p. 325.

² Jean-Anaclet Mampassi, Mampassi Ja Tendelet, Jean-Ignace Tendelet, « Initiation à la macroéconomie : Le modèle IS-LM-BP », édition L'Harmattan, Paris, 2008, p. 58.

³ Bernard Poirine, « Eloignement, insularité et compétitivité dans les petites économies d'outre-mer », op-cite, p. 22.

⁴ David Fielding, « Aid and Dutch Disease in the South Pacific », op-cite, p. 2.

⁵ Barbara Despigny, « Inégalités régionales dans la mondialisation: le cas de la frontière russo-chinoise », Cahier du GEMDEV n° 31 La mesure de la mondialisation, p. 201

⁶ Bureau pour l'Afrique Centrale, « Les économies de l'Afrique Centrale », op-cite, 2004, p. 252.

⁷ Martin C. Spechler, op-cite, p. 43.

⁸ Andrés Solimano, World Institute for Development Economics Research, « The International Mobility of Talent: Types, Causes, and Development Impact », Business & Economics, édition Amazon.com, 2008, p. 70.

⁹ M. Chikaonda, « Stratégie de croissance économique : amélioration des conditions macroéconomiques et développement du secteur privé », le Courrier ACP-UE n° 201, Malawi novembre-décembre 2003, p. 53.

café brésiliennes ont été détruites, le Brésil étant le premier producteur mondial de café. Cette perte a entraîné une importante hausse du prix du café. Cela a été très bénéfique à la Colombie qui s'est mise à en produire en quantité importante mais au détriment de ses autres exportations (textile, caoutchouc,...). Les dépenses et les ressources furent donc réorientées vers le secteur des biens non échangeables (c'est-à-dire non exportables) et non des biens échangeables autres que le café. Avec la hausse du peso, la Colombie a dû faire face à une inflation excessive et à des désordres financiers qui ont privé les agriculteurs du bénéfice d'une partie de leurs efforts.

Particulièrement dans les pays pauvres, le développement de secteur pétrolier a engendré des instabilités politiques (Nigeria, Angola, et Bolivie présentent le meilleur exemple).¹ A contrario, au Botswana l'expansion de secteur minier (production du diamant) accélère la croissance économique avec un taux de plus de 12 % durant les années 1980.²

Les économies de rente pétrolière (ou phosphatière) pour certaines îles-Etats du Pacifique comme Nauru ou Kiribati), notamment du point de vue de l'existence du syndrome hollandais impliquant l'éviction d'activités d'exportation ou concurrentes d'importations.³

L'échec de l'expérience de développement des pays exportateur du pétrole et notamment du Nigéria est loin d'être solitaire ; l'Arabie Saoudite a vu s'effondrer son revenu par habitant de 28 600 \$ en 1981 à 6800 \$ en 2001. Pour certains pays pétroliers, l'échec du développement est nettement plus accusé faisant retomber les revenus réels par habitant sous leurs niveaux d'avant les années 1960. Entre 1970 et 1993, les pays en développement ne disposant pas de pétrole se sont développés quatre fois plus que ceux riches en pétrole. Une étude exhaustive conduite par les chercheurs de l'université de Harvard sur un échantillon de 97 pays en développement a montré que les pays dont le produit national brut dépend pour une large part des revenus d'exportation des ressources naturelles ont eu une croissance économique anormalement faible entre 1971 et 1989 par comparaison avec les pays en développement démunis en ressources naturelles. Les résultats de ces travaux ont été confirmés par les économistes de la Banque mondiale et du FMI.

Le marché pétrolier international reste à ce jour et sans aucun doute, le marché le plus instable au niveau mondial, et les responsables politiques ont des difficultés à gérer les soudaines fluctuations des prix ainsi que les cycles économiques d'expansion et de récession qui les suivent. La volatilité du cours exerce un effet négatif important sur la discipline budgétaire et la finance publique, ainsi que sur les efforts de planification publique. Elle est également accompagnée d'un impact néfaste sur les investissements réels, la répartition des revenus et la réduction de la pauvreté.⁴

¹ David S. Garber , « **Oil, Dutch Disease, and Development: The Case of Tchad** », A summary of work conducted in Chad July/August 2004 With generous support from the Scott Kloeck-Jenson Grant, University of Wisconsin – Madison, 2004, p. 1.

² Roy Love, op-cite, P. 72.

³ Bernard Poirine, « **Le développement par la rente dans les petites économies insulaires** », op-cite, p. 1169.

⁴ Terry Lynn Karl, Svetlana Tsalik et Anya Schiffrin, op-cite, p. 24.

- **Le Cameroun**

Au Cameroun l'économie fait simultanément face, dès 1985/1986, à plusieurs chocs externes négatifs. En même temps, on assiste à la chute des prix mondiaux des principales exportations du pays (pétrole, café et cacao) et à une dépréciation du dollar américain (monnaie d'échange) de près de 40 % entre 1985 ET 1988. Entre 1985 et 87 les indices des prix à l'exportation du pétrole, du cacao, du café, et du caoutchouc (près 80% du total des exportations de cette période) chutent respectivement de 65, 24, 11 et 20% entraînant une détérioration des termes de l'échange globale de 47%. Il s'ensuit une détérioration dramatique de la balance des paiements qui passe d'un excédent de 4,4% du PIB en 1984/85 à un déficit de 8,8% du même indicateur en 1986/1987. Au cours de cette période le gouvernement connaît, un déficit budgétaire si important. Il y a un ralentissement de la dégradation des activités économiques dès 1989/90 et le pays renoue avec la croissance dès 1994/95. Grace à la bonne tenue des exportations agricoles et pétrolières, la balance commerciale est en nette amélioration en 1994/95. Au Gabon malgré la mise en œuvre tardive des mesures de libéralisation commerciale et bien que les indices de la crise économique persistent (déséquilibre budgétaire, déficit de la balance des paiements, accroissement de la dette publique extérieure et baisse de la consommation finales) signalent une relative reprise de la croissance économique qui n'atteigne toutefois pas encore le niveau d'avant crise.¹

Depuis le début des années 60, le Cameroun et le Gabon ont connu une croissance économique consécutive à la stabilité globale des termes de l'échange et à la dynamisation des exportations agricoles et pétrolières respectivement. Au Cameroun, le boom pétrolier du milieu des années 80 donne un coup d'accélérateur à cette croissance. La bonne performance globale de ces économies cache cependant une très grande disparité sectorielle. Bien avant le boom pétrolier de 1982 au Cameroun, l'agriculture constituait la principale activité économique et contribuait pour près d'un tiers au PIB et représentait plus de 90 % des exportations. A partir de 1982 le syndrome hollandais qui caractérise déjà l'économie gabonaise se manifeste au Cameroun. On assiste alors à une stagnation des secteurs industriel et agricole au profit des secteurs pétrolier et tertiaire qui contribuent alors que plus de deux tiers au PIB jusqu'en 1985.

Depuis l'indépendance du Cameroun, trois phases caractérisent l'évolution des exportations totales (Tankoua Bamou 2002): une phase de croissance rapide de 1960 à 1986 marquée par un taux de croissance des exportations de l'ordre de 106% impulsé par les performances des produits du sol puis à partir de 1978 par celle du pétrole; une phase de croissance de type « syndrome hollandais » entre 1987 et 1994 marquée d'une part, par la chute des exportations des produits du sol et des produits constitutifs de la contribution industrielle et d'autre part, par l'émergence puissante et définitive du secteur pétrolier; et une phase de redressement mou marquée aussi bien par l'implémentation d'importantes réformes

¹ Aloysius Ajab Amin et Jean-Luc Dubois, op-cite, p. 195.

(notamment dans l'appareil fiscal du pays et dans le changement de parité de la monnaie nationale), que par un relatif équilibre de la contribution des différents secteurs de l'économie aux exportations.¹

Au Cameroun le danger est encore plus grave, puisque les recettes pétrolières n'ont pas été simplement et purement inscrites dans le budget de l'Etat.²

- **Le Congo**

Le Congo belge s'est construit sur l'exploitation des ressources naturelles agricole. Après l'indépendance les priorités accordées à l'économie minière ont dévalorisé les autres secteurs d'activité. En Angola et au Congo, pays qui ont connu des conflits très durs, l'argent du pétrole a aggravé les conséquences des conflits en facilitant l'achat d'armes. En effet, c'est la même situation au Congo Brazzaville qui sort très difficilement d'une longue guerre civile ayant détruit une partie des infrastructures du pays. Vraisemblablement pour financer ces conflits, la production future de pétrole a été (gagnée) par de précédents gouvernements.³ Le Congo des années 90 a connu ce syndrome à cause de la découverte de pétrole (78 % des ressources de l'Etat).⁴

La République Centrafricaine, la République Démocratique du Congo (ex. Zaïre), le Libéria, le Mozambique, la Somalie et le Togo constituent des exemples de mauvaise gouvernance des revenus née du pillage et du détournement des biens publics. Le Burundi, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Niger, le Nigeria, l'Ouganda, la Tanzanie, et le Togo démontrent des exemples de flambées de dépenses publiques insoutenables qui ont fragilisé leurs économies et qui ont entraîné des programmes d'ajustement structurel coûteux.

Les cas de « maladie hollandaise » les plus connus sont ceux des pays exportateurs de pétrole en 1973, lors du premier choc pétrolier, ce qui a détruit le reste de l'industrie d'exportation.

Entre 1992 et 1998 l'aide publique au développement en volume a diminué de 23 % et l'effort des donateurs est passé de 0,33 % de leur produit national à 0,22 % en 1997, ce qui constitue la plus faible proportion atteinte au cours des quatre dernières décennies. Certains donateurs soulignant que de nombreux pays en développement, notamment parmi les plus pauvres, n'ont pas connu une augmentation significative de leur produit par tête en dépit de l'aide reçue, ont pu justifier la diminution de l'aide par son inefficacité présumée. En second lieu, un accroissement massif de l'aide pose un problème de gestion macroéconomique dans les pays aidés, qui est une source de préoccupation notamment au Fonds monétaire international (IMF, 2005). Selon le rapport du Congo sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), la population congolaise est estimée en 2000 à 2 854 600 habitants soit 8,35 habitants au km².

D'une manière globale, la situation socio-économique du Congo se caractérise par la non satisfaction des besoins fondamentaux de la population: Les services de santé sont mal organisés et

¹ ROGER A. TSAFACK NANFOSSO, « **Economie politique d'une dynamique dans les exportations camerounaises** », *Université de Yaoundé II, Cameroun*, Nordic Journal of African Studies 15(3): 344-366 (2006), p. 346.

² Essé Amouzou, « **pourquoi la pauvreté s'aggrave-t-elle en Afrique** », études africaines, édition L'Harmattan, 2009, p. 156.

³ Jean-Pierre Favennec et Jean-Marie Chevalier, op-cite, p. 217.

⁴ Guy P. Shulders, « **communication économique pour les chinois francophones** », op-cite, p.41.

assurent des prestations limitées et peu efficaces dans des structures en état de délabrement et mal réparties sur l'étendue du territoire national. En 2000 le rapport médecin-population était de un 1 médecin pour 6103 habitants, un infirmier pour 2843 habitants et une sage-femme pour 3151 habitants; Le développement important des maladies endémiques et épidémiques consécutives à la précarité des conditions d'assainissement, d'approvisionnement en eau potable, d'habitats et d'alimentation; La pléthore des effectifs scolaires, la pauvreté des équipements et des structures éducatives dans l'ensemble du système éducatif.¹

Le rôle du pétrole a une place prépondérante dans l'économie congolaise. La contribution du pétrole aux recettes de l'Etat et au PIB, a atteint des niveaux jamais égalés par le passé. Sachant que durant la même période, l'agriculture, la pêche, l'élevage et le bois ont complètement régressé allant même en dessous des niveaux d'avant l'indépendance.

- **Le Gabon**

Les économies de l'Afrique Centrale dépendent fortement des exportations de produits de base, a titre d'exemple, Au cours de la période 2000-2005, les exportations de produits de base en proportion des exportations totales s'élèvent à 85 % dans la sous-région l'Afrique Centrale CEEAC contre 65 % dans l'ensemble de l'Afrique Sub-Saharienne et 50 % dans l'ensemble des pays à bas revenu.² L'économie gabonaise repose principalement sur les activités pétrolières, très capitalistiques par nature, qui ne permettent d'employer qu'une quantité limitée de main d'œuvre qualifiée.³ Le Gabon est un exemple où le Syndrome Néerlandais et les politiques de développement sont liés pour promouvoir la conservation des forêts - principalement de manière involontaire mais énergétique. La structure de l'économie gabonaise révèle un pays dont l'économie repose pour l'essentiel sur l'extraction minière (pétrole, manganèse, uranium, dont la production a été arrêtée en 1999) et sur également l'exploitation forestière. C'est une économie de rente qui a pour conséquence l'abandon ou du moins la négligence par les autorités politiques et les opérateurs économiques des autres activités productrices.⁴ Depuis les années 60, l'économie gabonaise repose essentiellement sur les revenus de la rente pétrolière. A cet égard, le pays, avec un revenu par tête s'élevant à environ US\$ 5,439, dollar américain en 2004 est classé parmi les pays africains les plus riches. Le niveau des revenus que ce pays du Golfe de Guinée tire de l'exploitation du pétrole est si important que les évolutions de ce secteur qui déterminent les performances de l'économie dans son ensemble⁵. Le Gabon a connu une croissance rapide dans les domaines de l'emploi public, des salaires, des infrastructures urbaines et des transports, ce qui conduit à une dégradation de secteur de l'agriculture.

¹ Républiques du Congo, « **programme d'action national de lutte contre la désertification** », convention des nations unies sur la lutte contre la désertification, mars 2006, p. 18.

² La Commission Economique des Nations unies pour l'Afrique, op-cite, p. 1.

³ Bureau pour l'Afrique Centrale, « **Les économies en Afrique centrale** », Le Gabon, 2004, p. 244.

⁴ Eustache Mandjoughou Yolla, « **La politique étrangère du Gabon** », édition L'Harmattan, Paris, 2003, p. 106.

⁵ Bureau pour l'Afrique Centrale, « **Les économies en Afrique centrale** », Le Gabon, 2004, p. 240.

Grâce au pétrole, le Gabon a le deuxième revenu le plus élevé par habitant en Afrique subsaharienne.¹ Le boom du secteur pétrolier a largement favorisé le dépeuplement des zones rurales, l'abandon de l'agriculture et la perte de compétitivité des secteurs hors pétrole. De plus, la baisse tendancielle du niveau de la production pétrolière observée depuis 1998 s'est répercutée sur la situation financière de l'Etat et a réduit sa capacité à satisfaire la demande sociale.² Malheureusement, les revenus issus de la manne pétrolière sont inégalement redistribués à la population; le pays se retrouve de ce fait avec une frange importante de la population, notamment la population rurale, vivant dans une extrême pauvreté.³ En effet, 62% des gabonais vivent en dessous du seuil de pauvreté et ne connaissent plus qu'une croissance économique inférieure à 2 %. Malheureusement, les gisements de pétrole du Gabon sont en train d'être épuisés. Au pire, il pourrait y avoir une baisse sérieuse au cours des 5- 10 prochaines années; au mieux, cela pourrait arriver dans 15 ans. D'autres ressources naturelles non renouvelables et sources de revenus, telles que le gaz naturel et l'or, pourraient partiellement combler le fossé. Certaines ressources renouvelables, telles que le bois et les produits de pêche, peuvent aussi être gérés de manière plus intensive. Mais, il est presque certain que même l'ensemble de toutes ces options ne peuvent pas combler la perte des énormes revenus pétroliers.

Le Gabon deviendra alors une économie moins riche, moins chère, et moins basée sur les ressources générant de hauts revenus. Certains secteurs à valeur ajoutée pourraient énormément bénéficier de cette situation, mais le manque général d'entrepreneuriat, la faible compétence, le coût de la main d'œuvre élevé et les infrastructures en détérioration, constituent de sérieux obstacles. Les options les plus probables seraient rurales: la reprise des cultures d'exportation (par exemple le cacao et le café), des cultures intensives à haute valeur pour la consommation urbaine (légumineuses, fruits), et le recours à l'exploitation des ressources forestières et à la culture vivrière sur brûlis. Si l'agriculture sur brûlis devient une réponse par défaut à la crise économique, le processus de la "re-ruralisation" occuperait plus de terres et exigerait beaucoup de déboisement. L'impact sur la forêt serait beaucoup moins sévère qu'au Nigéria et au Cameroun (après 1986), à cause de la faible taille et densité de la population du Gabon.⁴

Au cours de la décennie 1980-1990, 28 % de la population totale du Gabon vivait en dessous du seuil de pauvreté, dont 41 % en zones rurales et 10 % en zones urbaines. Au cours de la période 1994-1999, ce taux est passé à 32,4 % de la population totale. Les conditions de vie des populations se sont détériorées avec un produit national brut par habitant qui passe de 4400 dollars US en 1997 à 4085 dollars US en 2000, et à 3120 dollars US en 2002. Sur la base des seuils de pauvreté établis par la Banque Mondiale en 1996, à savoir le niveau de salaire minimum et le seuil des deux tiers de consommation moyenne, il ressort que l'incidence de la pauvreté estimée respectivement à 83 % et 62 % en 1996 contre 87 % et 68 % en 1960 a très peu évolué depuis. Le pourcentage de la population

¹ Sven Wunder, « **Pétrole, macroéconomie et forêts : leçons pour l'Afrique Centrale** », op-cite, p. 3.

² Bureau pour l'Afrique Centrale, « **Les économies en Afrique centrale** », Le Gabon, 2004, p. 240.

³ « **La malédiction des ressources naturelles et le rôle de la société civile. Atelier d'information de la campagne « Publiez Ce Que Vous Payez »** », à Libreville, Publish What You Pay, Gabon, 22 Janvier 2006, p. 1.

⁴ Sven Wunder, « **Pétrole, macroéconomie et forêts : leçons pour l'Afrique Centrale** », op-cite, p. 3.

ayant accès à l'eau potable est de 70 % en 2000 et aux services de santé de 87 % en 1988. Les caractéristiques de la pauvreté au Gabon portent essentiellement sur la forte disparité de revenus, le taux élevé de chômage, l'insalubrité urbaine, la précarité de l'habitat urbain et la marginalisation de la population rurale.¹

Ces divers facteurs: les mutations de l'environnement international, la mobilité et la précarité de l'emploi, la transition démographique, la croissance appauvrissante d'une part, les inefficiences techniques et allocatives accumulées depuis 30 ans, d'autre part, ont rendu nécessaires la mise en œuvre des réformes à la CNSS (la caisse nationale de sécurité sociale) du Gabon.²

Lorsque les ressources pétrolières du gouvernement gabonais, qui constituent l'essentiel des recettes gouvernementales baissent de plus de 80%, cela entraîne une baisse de l'investissement public. Le secteur de l'emploi est sévèrement touché par cette crise et on assiste à une contraction de 25% du niveau de l'emploi dans le secteur public et parapublic entre 1985 et 1992. Le secteur privé moderne connaît quant à lui, une contraction de près de 50 % au cours de la même période.

- **Le Nigeria**

Corden et Neary (1982) ont été les premiers à mettre en évidence ce phénomène, appelé ainsi car la Hollande a été l'un des premiers pays touchés, à l'époque de la découverte du gaz naturel. L'Australie a été aussi concernée, et bien sûr les pays exportateurs de pétrole après 1974, comme le Nigeria. Romer (1985) a étudié l'application du syndrome hollandais dans les pays en développement.³

L'entrée massive de devises au milieu des années 1970 a financé les projets en pure perte et où les capitaux ont fui.⁴ Durant cette année, environ 36 % de la population nigérienne a continué de vivre en dessous du seuil de pauvreté et 70 % a eu 1 dollar par jour.⁵ Nigeria se trouve en 183^e position dans le classement des pays en fonction de leur PNB par habitant (ce classement comporte 201 pays). Le pétrole et le gaz constituent une part importante dans les exportations du pays, mais sans aucune contribution au développement de ce pays. Entre 1974 et 2001, les importations alimentaires par rapport aux importations totales ont doublement augmentés.⁶

Malgré une production de pétrole importante Nigeria reste un pays pauvre: les recettes pétrolières ont freiné l'évolution économique.⁷ Elles ont détruit une grande partie de l'activité économique, en décourageant par exemple de nombreuses cultures rivières car les devises du pétrole permettent d'importer facilement de la nourriture qui pourrait être produite localement. De ce fait, le syndrome

¹ Bureau pour l'Afrique Centrale, « **Les économies en Afrique centrale** », Le Gabon, 2004, p. 244.

² Caisse nationale de sécurité sociale Gabon, « **Culture africaine, management et réforme de sécurité sociale: le cas de la CNSS Une pratique de la Caisse nationale de sécurité sociale** », Bonnes pratiques en sécurité sociale, Bonne pratique implémentée depuis: 2000, international social security association, 2008, p. 2.

³ Bernard Poirine, « **Eloignement, insularité et compétitivité dans les petites économies d'outre-mer** », op-cite, p. 22.

⁴ Stephen Ellis, « **L'Afrique maintenant** », édition KARTHALA Edition, 2000, p. 171.

⁵ Johannes Müller, Michael Reder, Scribani-European Jesuit Network, « **Africa and Europe: Co-operation in a Globalized World. Conference of Scribani-European Jesuit Network** », Social Science, édition LIT Verlag Berlin-Hamburg-Munster, 2008, p. 79.

⁶ Jean-Pierre Faveneec et Jean-Marie Chevalier, « **Géopolitique l'énergie: Besoins, ressources, échanges mondiaux** », Editions Ophrys, 2007, p. 217.

⁷ Rapport sur le développement en Afrique, **op-cite**, p. 129.

hollandais (Bienen, 1988) a sévi au Nigeria comme dans de nombreux pays.¹ Depuis les années 1960, on constate une paupérisation de la population malgré l'exploitation grandissante du pétrole et du gaz.² Le Nigeria est un important exportateur de pétrole depuis 1965, il s'est intéressé beaucoup plus aux ressources naturelles. Il tire de ce secteur des recettes qui ont été multipliées par dix en 35 ans, mais son revenu par habitant stagne depuis l'indépendance nationale, en 1960, faisant du Nigeria l'un des 15 pays les plus pauvres au monde.³ Le cas du Nigeria est très édifiant sur ce plan. En effet, les deux booms pétroliers des années 70 ont engendré l'envolée des prix, combinée à la baisse conséquente des exportations non pétrolières (notamment agricoles). Pendant cette période, l'indice numérique de pauvreté a quasiment triplé, les catégories aisées ayant accaparé la grande majorité du revenu. Le citoyen ne profite pas des exportations de pétrole, qui représentent un énorme volume. Ces booms pétroliers passés, le Nigeria a constaté avec effroi, la quasi-dislocation de toute son agriculture dont la première conséquence a été l'apparition d'un grand déficit alimentaire, d'une inflation galopante et une balance commerciale déséquilibrée (déficitaire) d'année en années. Les dirigeants Nigériens n'ont plus pensé à diversifier leur économie. Ils n'arrivent pas à investir dans l'agriculture ce qui réduit la production des produits agricoles et notamment ceux exportables.⁴ Cela pousse les dirigeants à importer ces produits alors qu'étaient autrefois exportés. Les conséquences qui en a découlé sont que la part du secteur agricole dans le PIB a diminué de 49 % à 22 % et sa contribution à l'emploi est passé de 75% à 59 %. La pauvreté persiste et le dynamisme économique recule.

Il y a environ trente ans, l'Indonésie et le Nigeria avaient un revenu par habitant comparable, et tous deux dépendaient très largement des revenus du pétrole. Aujourd'hui, le revenu par habitant de l'Indonésie est quatre fois supérieur à celui du Nigeria. Le revenu par habitant du Nigeria a en fait chuté de 302,75 dollars en 1973 à 254,26 dollars en 2002.⁵

Le Nigeria est un pays en voie de développement doté de ressources pétrolières. Un boom du secteur pétrolier s'y est produit suite à la flambée des prix et a entraîné la chute des exportations non pétrolières, notamment les exportations agricoles qui étaient jusqu'alors considérables. Le pétrole est devenu pratiquement la seule exportation. Après le boom pétrolier, le Nigeria a constaté une dislocation de son agriculture, l'instabilité politique (coup d'Etat), la corruption...

A partir de 1986 Nigeria a adopté les réformes structurelles afin de réaliser la stabilité économique et réduire les effets de ce mal.⁶

Le Nigéria, qui connaît des tensions politiques, quoique sans commune mesure avec le conflit angolais, a souffert d'une forte inflation chronique, sauf pour une courte période à la fin des années 90. Cette

¹ Abdelkader SID AHMED, *op-cite*, p. 92.

² Jean-Pierre Favennec et Jean-Marie Chevalier, *op-cite*, p. 217.

³ Rapport sur le développement en Afrique, *op-cite*, p. 129.

⁴ Essé Amouzou, « pourquoi la pauvreté s'aggrave-t-elle en Afrique », études africaines, édition L'Harmattan, 2009, p. 156.

⁵ Joseph E. Stiglitz, Svetlana Tsalik et Anya Schiffirin, *op-cite*, p. 13.

⁶ Fidel Ezeala-Harrison, « Structural Re-Adjustment in Nigeria: Diagnosis of a Severe Dutch Disease Syndrome », American Journal of Economics and Sociology, Vol. 52, No. 2 (Apr., 1993), Published by: American Journal of Economics and Sociology, Inc, 1993, p. 193.

inflation, à l'instar de celle enregistrée en Guinée équatoriale, peut s'expliquer par une demande intérieure excessive provoquée par le boom pétrolier.¹

- **La Colombie**

Des pays comme la Hollande à la suite de la découverte du gaz de la mer du nord, la Jamaïque avec l'industrie de la bauxite, le Venezuela avec l'industrie pétrolière sont souvent cités comme ayant été victimes du syndrome hollandais.²

L'Amérique latine a connu par le passé des cas de syndrome hollandais par exemple en Colombie entre 1975 et 1980 avec la manne du café. La Bolivie, le Brésil, l'Équateur, le Mexique et le Pérou.³ Les effets de mal hollandais se sont produits dans les pays riches en ressources pétrolières dans les années 70, lorsque les prix du pétrole sont montés en flèche et que les exportations pétrolières ont augmenté aux dépens des secteurs agricole et manufacturier. Ces deux secteurs sont entièrement déclinés. De même, le renchérissement du café à la fin des années 70 (après la destruction des récoltes brésiliennes due au gel) a entraîné une expansion du secteur du café dans des pays producteurs comme la Colombie au détriment du secteur des exportations traditionnelles, les dépenses et les ressources étant réorientées vers le secteur des biens non échangeables (voir graphique).⁴ La Colombie a connu par le passé le mal hollandais avec la manne du café entre 1975 et 1980.

Les cas de « maladie hollandaise » les plus connus sont ceux des pays exportateurs de pétrole en 1973, lors du premier choc pétrolier, ce qui a détruit le reste de l'industrie d'exportation. Un autre cas est la Colombie à la fin des années 70, quand le prix du café, qui représentait 50% des exportations, a quintuplé, ce qui a provoqué une augmentation de 300% de ses exportations, une baisse du dollar et donc mis à mal la compétitivité des autres secteurs. La figure (II.6) ci-après :

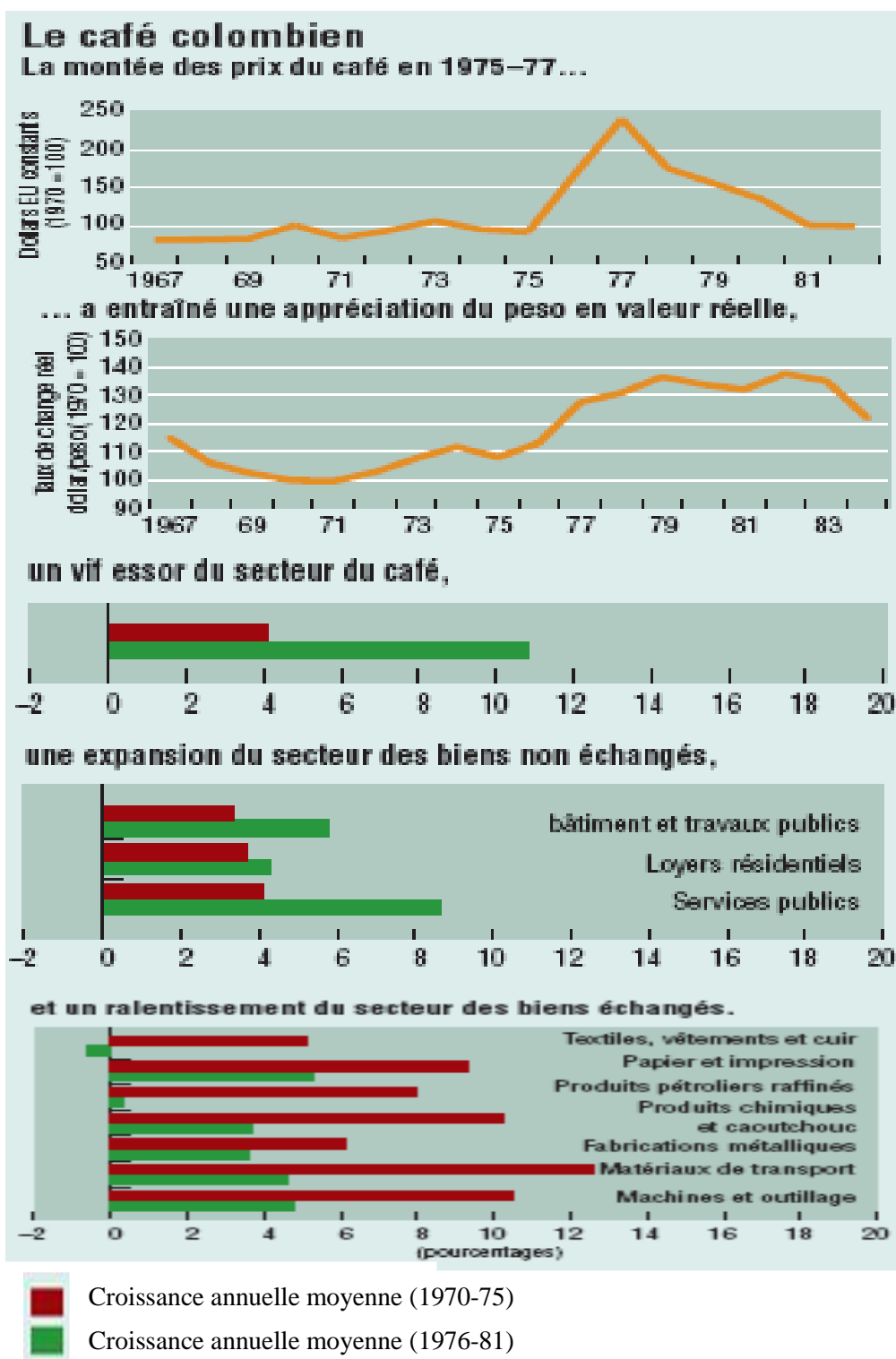
¹ NATIONS UNIES CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE, « **Étude de fond: Renforcer l'efficacité de la politique budgétaire en vue de la mobilisation des ressources intérieures** », Le Caire (Égypte) 2-5 juin 2009, p.16.

² Jean-Anacle Mampassi et Jean-Ignace Tendelet, « **Initiation à la macroéconomie : Le modèle IS-LM-BP** », édition L'Harmattan, Paris, 2008, p. 58.

³ OECD, « **Perspectives économiques de l'Amérique latine 2008** », édition OECD Publishing, 2007, p. 164.

⁴ Christine Ebrahim-zadeh, *op-cite*, pp. 50 et 51.

Figure N° (II.6) l'évolution du secteur en expansion et le TCR (1970-81)



Source : Christine Ebrahim-zadeh, « Le mal hollandais : Un surplus de richesses mal géré », L'ABC DE L'ÉCONOMIE, Finances & Développement Mars 2003, pp. 50 et 51.

Conclusion

Dans ce chapitre intitulé les répercussions macroéconomiques d'un choc externe positif et le rôle de taux de change réel, on a présenté les effets du syndrome hollandais, ses conséquences : l'effet de dépense et de déplacement des ressources ainsi que l'effet de perte de retombée et le chômage. En suite, on a abordé le rôle de TCR ses différentes définitions, ses mesures et ses diverses déterminations et enfin on s'est concentré sur les immunisations de l'économie contre ce phénomène ainsi que la présentation de quelques exemples.

L'augmentation des afflux de devise, induite par les exportations, produit un excédent commercial. Cet excédent se traduit par une appréciation du TCR. Importer des biens devient alors plus avantageux que de les produire localement. Il peut alors s'ensuivre une moindre incitation à produire localement dans le secteur secondaire et agricole, ce qui peut produire une réduction de la production nationale et donc une plus forte dépendance aux importations, un accroissement du chômage et une accélération de l'exode rural. Les pays producteurs et exportateurs d'hydrocarbure (ou d'autre ressources naturelles) risquent d'être dépendants de cette source de revenu. Le budget de l'Etat risque d'être essentiellement alimenté par une fiscalité pétrolière.

Les pays dépendant du pétrole souffrent souvent de ce syndrome, un phénomène par lequel le secteur pétrolier provoque une hausse du taux de change de la devise locale, ce qui rend les autres exportations non compétitives. En effet, les exportations de pétrole prennent toute la place et bloquent d'autres secteurs d'exportation porteurs, notamment l'agriculture et l'industrie, ce qui rend la diversification économique particulièrement difficile. En réaction, les responsables politiques adoptent de strictes politiques protectionnistes pour soutenir des activités économiques de moins en moins compétitives, en faisant reposer le poids du financement sur le secteur pétrolier.

L'impact sur la structure productive d'un choc exogène positif se transmet principalement par deux effets: l'effet mouvement des ressources et l'effet dépense. Le premier effet se met en place lorsque la demande de travail dans le secteur de production de la ressource naturelle augmente, ce qui draine le facteur travail des deux autres secteurs vers le secteur en expansion (variation de l'allocation intersectorielle des facteurs de production) provoquant une désindustrialisation directe (baisse de la production hors pétrole). Le deuxième effet provient du fait que l'expansion du secteur exportateur de ressources naturelles entraîne une distribution de revenus dans l'économie. Cette hausse du revenu réel des ménages permet une augmentation de la demande nationale. Les prix des biens du secteur abrité vont croître, tandis que la hausse de la demande en biens exposés va provoquer une augmentation des importations, le prix restant inchangé. La main-d'œuvre se déplace du secteur des biens échangeables vers le secteur des biens non échangeables (la hausse des prix permettant des hausses de salaires réels): c'est l'effet de désindustrialisation indirecte (diminution de la production du secteur des biens échangeables). L'effet dépense provoque ainsi une appréciation en termes réels (et donc une variation de la structure des prix relatifs internes) ainsi qu'une expansion des importations, l'offre de biens du secteur

des biens échangeables ne pouvant croître suffisamment du fait de la raréfaction de la main-d'œuvre. Ainsi, l'expansion du secteur des ressources naturelles entraîne des effets différenciés sur la structure de production, selon la nature des secteurs productifs. Le résultat final d'une hausse des exportations de pétrole est une distorsion de l'allocation des ressources, la production du secteur exportateur se développe au détriment des autres secteurs de l'économie.

Un pays attrape cette maladie économique lorsqu'un produit de base entraîne une hausse de revenus dans un seul secteur de l'économie, sans que cette hausse ne soit correspondue par des revenus plus élevés dans d'autres secteurs. En fait, la hausse de revenus ne fait qu'accroître rapidement la demande de produits importés, puisque la production nationale ne peut satisfaire cette demande suffisamment vite. Cela augmente également la demande de services, que le marché national doit fournir, car les services ne peuvent être importés aussi facilement que les marchandises. Autrement dit, les afflux de devise ont entraîné une croissance anormale des services et d'autres produits non commercialisables, tout en décourageant la production nationale de biens commercialisables, tels que les produits industriels et agricoles, ce qu'on peut dénommer la désindustrialisation (s'il s'agit des pays développés) et désagriculturisation (s'il s'agit des pays sous développés ou en développement). Une demande accrue de biens importés et de services nationaux entraîne à son tour une hausse des prix, et ne peut susciter une croissance de la production nationale, car le flux de devises entrant dans l'économie entraîne une inflation généralisée des salaires et des prix.

C'est pour cela, les dirigeants des pays victimes de ce mal interviennent pour atténuer ses effets funestes, comme par exemple, la création des fonds de stabilisation, de réserve, de régulation...ainsi l'adoption d'une politique budgétaire adéquate et rationalisation des dépenses publiques (l'investissement dans la formation et l'éducation, les infrastructures, la diversification de l'économie...). Autrement dit, les pays doivent adopter des politiques économiques saines s'appuyant sur l'investissement dans le capital humain, social et physique et s'intéresser également aux recherches et développement et l'innovation sans oublier les énergies renouvelables qui sont considérées comme le moteur de la croissance économique voire la colonne vertébrale de développement durable. Dans le chapitre suivant on va aborder l'économie algérienne et les effets de boum pétrolier sur les autres secteurs de l'économie.

Après avoir déterminé l'aspect théorique, nous entamerons notre étude de cas qui se basera sur l'économie algérienne reconnue par sa dépendance des hydrocarbures dans le prochain chapitre.

Le chapitre III :

Le syndrome hollandais et l'économie algérienne

Introduction

Après avoir déterminé l'aspect théorique de cette recherche, nous allons entamer notre étude de cas qui sera concentrer sur l'économie algérienne reconnue par sa dépendance des hydrocarbures. En effet l'Algérie n'a pas réussi à réduire sa dépendance vis-à-vis de la rente pétrolière, et cela depuis les années 1988 (après l'effondrement de cours du pétrole moins de 10 \$ en 1986). Dans le présent travail, nous allons examiner dans quelle mesure l'économie algérienne est touchée par le syndrome hollandais. A travers une analyse empirique, nous tenterons de savoir s'il est possible de parler de syndrome hollandais concernant l'économie algérienne. Cette économie a été entièrement ébranlée par un boom pétrolier mal maîtrisé et repose principalement sur les ressources naturelles. Le secteur des hydrocarbures contribue à la hauteur de plus de 50% au PIB, plus de 75 % du budget de l'Etat et plus de 97,5 voire 98 % aux recettes d'exportation alors que le secteur d'exportation traditionnel (l'industrie manufacturière) s'est entièrement détérioré sans parler de l'agriculture, le taux de chômage a atteint le record plus de 30% en 2000 alors qu'il était en 1986 17%, l'inflation est très important et une facture des importations de plus en plus importante. Tout ces différents constats rend le pays monoexportateur et entraîne une désagriculturisation et une désindustrialisation ce qui aggrave la situation économique et sociale de l'Algérie.

Nous allons donc décrire la place de l'industrie manufacturière, l'agriculture, l'augmentation des services et la consommation, le chômage, l'exportation des hydrocarbures et hors hydrocarbures, l'importation et les investissements directs étrangers dans l'économie algérienne. En suite nous allons aborder les différentes politique adoptées par le gouvernement: les réactions des agents, le taux de change adopté par les autorités (flottant et administré), la modernisation des infrastructures de base ainsi que d'autres mesures afin de diversifier son économie et réduire sa dépendance des hydrocarbures ainsi que ses importations et notamment celles destinées à la consommation finale (produits alimentaires et agroalimentaires). Et pour baisser également les taux de chômage par la création des postes d'emploi permanent et pas temporaire, et cela ne peut être concrétiser que par la création des entreprises et notamment celle des PME, PMI et TPE.

1. L'évolution des secteurs hors hydrocarbures en Algérie

L'Algérie a connu une mutation économique très importante en raison du passage de l'économie administrée à l'économie de marché à partir de la fin des années 80 après l'effondrement de prix du pétrole en 1986.¹ Et cela a précipité le pays dans le chaos à partir des émeutes du 5 octobre 1988. Tout

¹ Khalil ASSALA, « **PME en Algérie : de la création à la mondialisation** », in « *L'internationalisation des PME et ses conséquences sur les stratégies entrepreneuriales* » *PME en Algérie : de la création à la mondialisation*, 8 eme Congrès international francophone en entrepreneuriat et PME (CIFEPME), Haute école de gestion (HEG) Fribourg, Suisse, 25, 26, 27 octobre 2006, p. 2.

a été minutieusement organisé pour susciter les manifestations et inciter les algériens à descendre dans les rues afin de bouleverser la configuration du pouvoir, cela a entraîné les dégâts, des victimes 500 morts, arrestations et tortures massives. L'absence de réformes dans un contexte de précarité et d'oppression extrême doublé d'une ignorance institutionnalisée a bien préparé le pays à la crise des années 1990.

L'Algérie s'est donc lourdement endettée pour maintenir les niveaux des importations. Cette économie de rente planifiée a empêché la naissance d'un véritable tissu industriel diversifié, a produit un chômage de masse, a conduit à l'accroissement des inégalités et au creusement des écarts entre la population paupérisée et le régime algérien. L'explosion démographique et l'échec de la politique agricole et industriel ont conduit de plus en plus d'algériens dans les villes à la recherche de travail et de logements décent. Ce qui a aggravé la crise du logement (la population algérienne n'est concentrée que dans 3% du territoire national), en d'autres termes, cela a accentué l'exode rural et notamment durant la décennie noire (terrorisme).

Malgré les évolutions positives de l'environnement externe, la croissance économique est modeste avec une moyenne annuelle de 3.3% de 1995-2000. En 2000, elle a même reculé à 2,4%, en raison de la faiblesse des secteurs hors hydrocarbures. Cette performance contrastée de l'économie algérienne révèle ses principales faiblesses structurelles.¹

L'Algérie est un pays à revenu moyen (1.590 \$ par habitant en 2000). Le PIB/tête demeure bien au-dessous du niveau enregistré à la fin des années 1980 et a entraîné une diminution de 36% du revenu des ménages entre 1987 et 1995. La pauvreté était en forte augmentation.

1. L'industrie manufacturière (le secteur échangeable)

Les investissements réalisés pendant l'année 1950 se sont montés à 4.400 millions de francs qui sont réparties approximativement comme suit :

1100 millions pour les industries métallurgiques, mécaniques et électriques ;

600 de transformation des produits de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche ;

400 des corps gras

1000 des matériaux de construction

1.300 chimiques et diverses.

Les personnels employés par les industries nouvellement créées ou développées depuis 1946 ont représenté en 1950 environ 9.300 ouvriers.² Et donc avant l'indépendance ce secteur a attiré beaucoup plus les investissements et a créé plusieurs postes de travail permanents.

Depuis son indépendance, l'Algérie a adopté une stratégie de développement économique basée sur un modèle « les industries industrialisantes », ce secteur reposant sur des technologies hautement sophistiquées, s'est censé avoir des effets d'entraînement sur le reste de l'économie. Ce type de

¹ PERTENARIAT EURO-MED, « Algérie document de stratégie 2002-2006 & programme indicatif national, 2002-2004 », p. 08.

² Salah BOUAKOUIR, « L'INDUSTRIALISATION DE L'ALGÉRIE SON ETAT ACTUEL », Service d'Information du Cabinet du Gouverneur Général de l'Algérie, SERTE ECONOMIQUE N° 70 - 5 MAI, INDUSTRIALISATION, 1950, p. 1.

développement a été réalisé par les recettes financières issues des exportations des hydrocarbures. Ces afflux a permis à l'Algérie de s'endetter vis-à-vis de l'étranger.

L'Algérie a essayé de créer une "structure industrielle cohérente" fondée sur la création de pôles de développement où se localisent des industries motrices à partir desquelles se diffuse la croissance, le progrès, l'innovation et le dynamisme. Ces industries sont susceptibles d'entraîner des effets en amont (matières premières traitées sur place) et en aval (toute une chaîne d'industries en dépendent). En Algérie le choix des industries lourdes était fonction des ressources naturelles du pays.¹ La politique de priorité aux industries industrialisantes n'a pas exclu le soutien de l'Etat aux investissements des sociétés nationales travaillant pour les besoins immédiats de la population algérienne.² Autrement dit, l'Algérie comme la plupart des pays du Maghreb à la suite de son indépendance, a opté pour la stratégie des « industries industrialisantes » misant sur la rente pétrolière comme seule branche motrice de l'économie.

Ainsi, tout au long de la décennie 1970, le taux de croissance avoisinait les 7 % et le taux d'investissement brut dépassait les 35 %. C'est pourquoi le PIB (en millions de dinars courants) atteignait les 80 573 DA en 1977, alors qu'il était de 13 130 DA en 1963. Cette croissance exceptionnelle faisait apparaître l'Algérie comme un « dragon » en Méditerranée. L'industrialisation et la révolution agraire constituaient les deux piliers de la stratégie de développement algérien.

Dans la mémoire collective, cette décennie (1970) fait figure d'un âge d'or, d'une période où le devenir de l'Algérie était celui de l'émergence d'une puissance régionale, fondée sur un État fort et respecté, et d'une économie prospère. tirée par le succès des « industries industrialisantes » de Gérard Destanne de Bernis, la construction de complexes de liquéfaction de gaz naturel (Arzew, Skikda), de raffineries de pétrole (Alger, Arzew, Hassi Messaoud), d'usine de mercure (Bou-Ismaïl), Sidi-Bel-Abbès pour l'électronique, Réghaïa pour les véhicules industriels, Constantine pour les moteurs et d'unités de fabrication d'engrais et de plastiques répondaient à l'objectif de doter l'industrie pétrochimique des moyens de production les plus modernes.

Le gouvernement a lancé la « révolution agraire » et la « gestion socialiste des entreprises » ainsi que la nouvelle politique de développement appelait la multiplication des entreprises publiques. On a assisté à des nationalisations des secteurs essentiels de l'économie et à une priorité donnée au développement de l'industrie lourde au détriment d'autres secteurs fondamentaux tels que l'agriculture et les services. Les banques sont nationalisées et la planification centralisée est instituée. La stratégie de développement adoptée est principalement fondée sur la croissance du secteur pétrolier et sur celui des entreprises publiques.

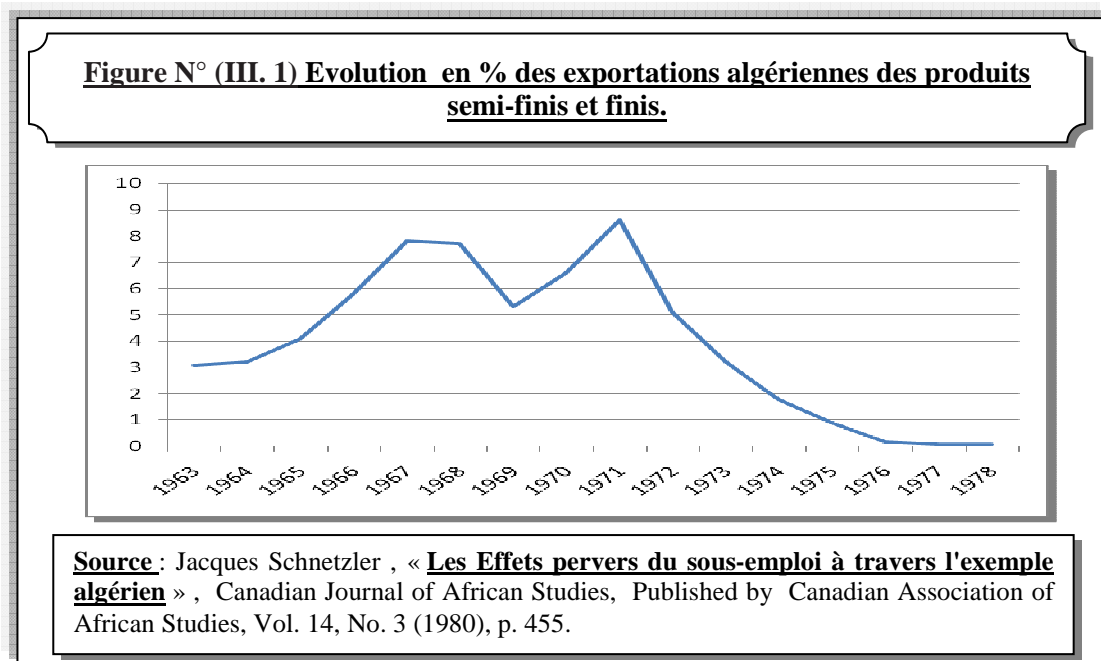
L'Algérie a initié un développement autocentré, très « planifié » qui, malgré la réussite qu'a connu le pays durant la décennie 70, a conduit celle-ci directement à l'étranglement financier.

¹ Mutin Georges, « **Le contexte économique et social de la crise algérienne** », in "La crise algérienne : enjeux et évolution. (1997) 17, version 1 - 16 Feb 2009 p. 2.

² Michel ADAM, « **LOCALISATION DES INDUSTRIES NOUVELLES ET POPULATION URBAINE EN ALGERIE (1963-1969)** », (Aix-en-Provence), (document sans date), p. 54.

L'analphabétisme, le manque d'expérience industrielle ont été les principaux obstacles de l'industrialisation accélérée dans les années 1980. La nature et l'importance des objectifs politico-économiques poursuivis sont venues accentuer la teneur de ces contraintes de part le bouleversement des mentalités et la transformation radicale de la société algérienne.¹ Sachant qu' à l'indépendance, l'économie algérienne était de type colonial, commerciale et agricole plus qu' industrielle, sauf pour le secteur minier (houille et charbon) voué à l'exportation. Vingt ans après, elle était, avec l'Egypte, la région la plus industrialisée d'Afrique, avec des branches industrielles aux installations modernes et performantes, comme en sidérurgie, dans les hydrocarbures, dans la production d'électricité mais aussi dans les industries manufacturières, dans la mécanique, les textiles, l'électronique et l'électroménager. L'ensemble fait travailler une cinquantaine de milliers de gestionnaires et plus de 500 000 ouvriers.

Les grands problèmes ont été alors ceux du développement de la *capacité nationale d'ingénierie* qui ne couvrait que 30% des besoins avec 55 établissements et 11 000 employés. Mais il y avait aussi les problèmes de maintenance des installations qui se sont complexifiées avec la densification du réseau industriel et les difficultés d'approvisionnement en pièces de rechange. Certaines unités se sont enlisées pratiquement dans la spirale du dépannage répétitif. Ce qui a rendu les coûts très importants passant de 2,6% de la PIB en 1978 à 11% du montant total des investissements et cela a entravé l'évolution des exportations des produits semi-finis et finis, comme l'indique la figure suivante (III. 1):



Grace à la figure précédente (III. 1), on peut dire que ce secteur est échangeable.

L'appareil de l'Etat soumis au pillage et à l'arbitraire outrancier du pouvoir qui a permis de maintenir et de contrôler les systèmes d'allégeance était devenu omnipotent dans l'économie. Rien de ce qui transitait par les circuits officiels ne fonctionnait vraiment. Cette politique économique

¹ Rabah Tadjer, « La planification du développement en Algérie: Structures, méthodes et problèmes », Africa Spectrum, Published by Institute of African Affairs at GIGA, Hamburg/Germany, Vol. 16, No. 1 (1981), p. 113.

(d'industrialisation étatisée, axée sur les industries lourdes, censée entraîner l'ensemble de l'économie) a conduit le pays à une quasi-faillite, accentuée encore par la chute du prix du pétrole en 1986 (qui a amputé de 40 % les recettes de l'Etat). La machine industrielle était très peu performante et tournait à 25 ou 30 % de ses capacités. Il y avait aussi la productivité du travail dans les usines, qui stagnait malgré les primes de rendement qui sont instituées. Les entreprises réalisaient des pertes comptables record. Leur taille les rendait ingérables, le déficit des entreprises s'est agrandi.

En 1986, l'économie algérienne est entrée ouvertement en crise après l'effondrement des prix du pétrole brut. Ce choc pétrolier a ainsi joué le rôle de révélateur des problèmes structurels sérieux qui minaient l'ensemble de son économie. Le retrait de l'État de la sphère économique a été suivie par plusieurs événements- clés ont marqué ce processus: les réformes de l'économie algérienne, suivie par l'accord d'association Euro-méditerranéen, confirmant l'ouverture du marché.¹

L'industrie de substitution d'importation non protégée et l'agriculture d'exportation ont tendu à disparaître: les uns après les autres, les industriels œuvrant pour le marché intérieur ont tendu à réclamer et obtenir une forme ou une autre de protection, sans laquelle ils estiment impossible de continuer à assurer une production (et donc des emplois) rentables.

L'industrie hors hydrocarbures est peu compétitive et peu diversifiée, héritage d'une politique d'industrialisation étatique. La croissance du secteur est négative (- 0,9%/an de 1995-2000), sa part dans le PIB ayant décliné de 10,6% en 1995 à 7,3% en 2000 . Le poids de l'industrie hors hydrocarbures en Algérie dans le PIB est passé de 16% dans les années 80 à 9% au début des années 90 pour n'en représenter plus que 5,7% en 2005 et moins encore en 2007 environ 5,2%, sachant que l'industrie manufacturière est passée de 4,9% 2004 à 4,3% en 2005.²

Une de ses principales caractéristiques (économie algérienne) est la petite taille de son secteur industriel hors hydrocarbures, dominé à 80 % par le secteur privé (PMI, PME et TPE).³ En outre, la place de l'industrie dans l'économie nationale a fortement chuté.

Dans l'industrie — hors hydrocarbures — la situation économique était très difficile. Depuis 1989, les taux de croissance sont négatifs, et en 1996, ce taux a atteint - 4,4%, autrement dit, La baisse globale du niveau de production a atteint plus de 20% entre 1989 et 1996.⁴

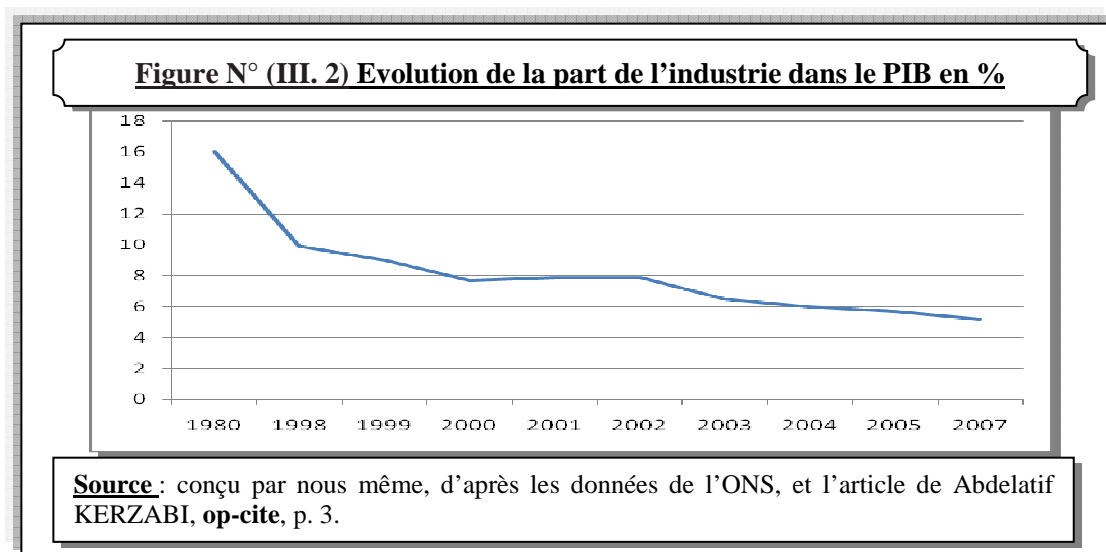
De ce fait, la désindustrialisation est clairement observée en Algérie, comme le montre la figure (III. 2) suivante :

¹ Rabah Tadjer, « **L'impact de la crise financière sur l'accord euro-méditerranéen : Quelles stratégies d'adaptation face au déficit du futur ? « Cas de l'Algérie** » », Colloque international : « Crise financière internationale, Ralentissement économique mondial et Effets sur les économies Euro-maghrébines. », Béjaia, Algérie Du 10 au 11 Octobre 2009, p. 1.

² Abdelatif KERZABI, « **Financement interne et réformes institutionnelles : Effets sur la croissance économique en Algérie** », Quel financement pour quel développement ? 2eme journées du Développement du GRES, (document sans date), p. 3.

³ Hélène Djoufelkit, « **Rente, développement du secteur productif et croissance en Algérie** », Agence Française de Développement AFD, Document de travail n° 64 - juin 2008, p. 4.

⁴ Ahmed Bouyacoub, « **L'économie algérienne et le programme d'ajustement structurel** », Printemps 1997, p. 79.



Il en résulte qu'il y a une prédominance du secteur des hydrocarbures qui représente 50% du PIB, 75% des recettes budgétaires et plus 97% (entre 97 et 98 %) des exportations. Le pays est donc soumis à une forte volatilité des grands équilibres macro-économiques en fonction des prix des produits pétroliers. Il y a aussi, une forte influence du secteur public dans l'économie (50% du PIB et 75% de la production industrielle). L'Etat domine notamment l'industrie pétrolière, ainsi que le secteur financier (le système bancaire est à 90 % public).

La production industrielle totale du secteur public national a augmenté de 2,2% aux cours des neuf premiers mois 2008, selon les dernières données de l'Office national des statistiques (ONS), qui précisent que cette hausse a été de 3,8% hors hydrocarbures. Quant aux industries manufacturières, elles ont enregistré une variation modérée avec 0,8% avec une tendance à la baisse au troisième trimestre (-2,4%) et une «bonne performance» au cours du premier et deuxième trimestres avec respectivement +2,7% et +2%.

Cette hausse a été tirée, essentiellement, par les industries de l'agroalimentaire avec 12,8%, de l'énergie (9,1%), de la chimie, du caoutchouc et du plastique (+8%) et enfin l'industrie des mines et carrières avec 7,9%. Parmi les branches qui ont connu le plus de difficultés au cours des neuf premiers mois de 2008 figurent les industries diverses avec -18,9% et du bois, liège et papier (-10,6%), d'après l'office.

La baisse a également concerné les industries sidérurgiques, métalliques, mécaniques, électriques et électroniques (ISMMEE -5,2%), les cuirs et chaussures (-3,2%), textiles (-1,9%) et les matériaux de construction céramique et verre (-1,1%) ainsi que les hydrocarbures avec -0,6%.

Tandis que la production industrielle du secteur public national a enregistré une hausse de 0,3% en 2007 par rapport à 2006. Cette variation est due notamment à la hausse enregistrée par les secteurs

des mines et carrières et de l'énergie. Le nouveau indice sur lequel a été calculée la production industrielle de ces premiers neuf mois 2008 a été élaboré suite aux mutations qui ont été introduites dans le secteur de l'industrie, indiquent les experts de l'ONS. Ainsi, le nombre d'entreprises et filiales sorties du champ de l'enquête de l'ONS sur la production industrielle (privatisées ou dissoutes) est de 90 entreprises.

La liste des produits a été réduite de 54 produits et trois branches d'activités ont été supprimées, à savoir la branche extraction de mine métallique non ferreux, celle de la fabrication de corps gras et la branche de fabrication d'autres produits alimentaires, précisent les experts de l'Office.

Après avoir passé avec douleur le programme d'ajustement structurel du FMI adopté par le gouvernement algérien, Un millier de petites entreprises publiques locales ont été liquidées entre 1995-98.

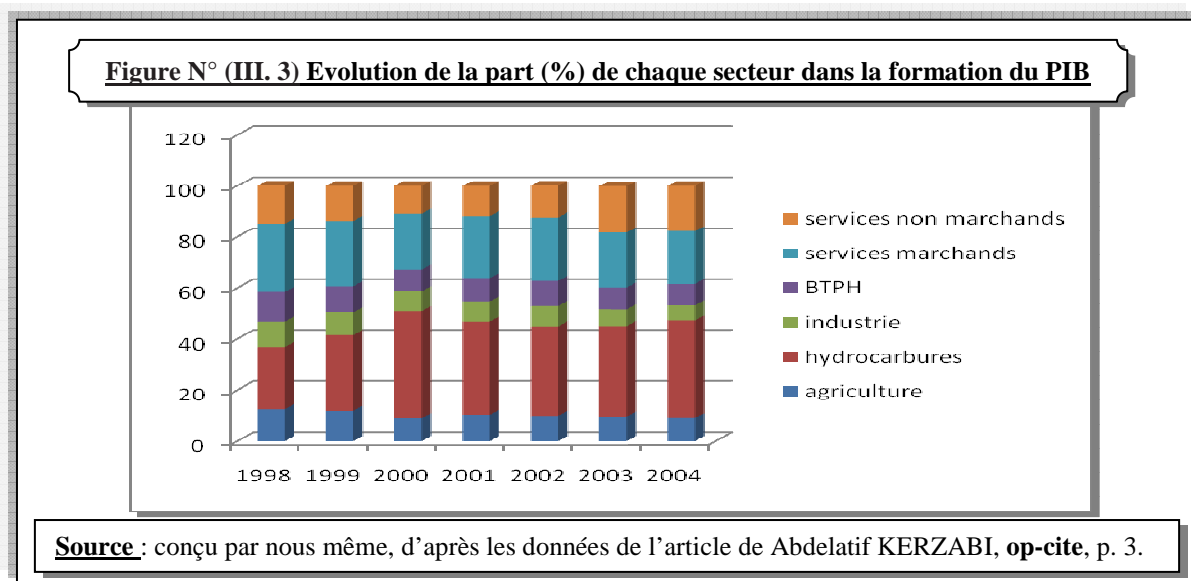
L'indice de la production industrielle élaboré par l'ONS a pour objectif essentiel la mesure de l'évolution du volume de production, ce qui explique la prise en compte des quantités physiques par produits, paramètres de base de suivi de la production industrielle. Sur la base des éléments d'enquête approfondie de l'industrie en 1989, près de 480 entreprises et filiales du secteur public ont servi de champ pour l'enquête trimestrielle. La production de ces entreprises et filiales est suivie trimestriellement.¹

Des secteurs entiers (textile, mécanique) demeurent sinistrés. L'agriculture et l'industrie, hors hydrocarbures, sont les secteurs qui participent le moins à la croissance globale et ne contribuent plus qu'à 5.3% du PIB en 2006. En outre, plus de 200 entreprises d'État sont en faillite mais demeurent en activité et des dizaines d'autres ne tiennent que grâce au plan de relance (Programme triennal de soutien à la relance économique 2001-2004, 7 milliards de dollars \$).

L'ONS a enregistré au premier semestre 2008 plus de 432000 PME dont 309578 sont privées avec 95% de TPE familiales (34% actives dans le BTP, 18 % dans les services et commerce et seulement 5.63% dans l'industrie).

Le secteur industriel qui devait être le fer de lance du Développement, a vu sa production chuter de façon vertigineuse, malgré l'injection de plus de 12 milliards de dollars de ressources financières pour l'assainissement des entreprises publiques. Les secteurs manufacturiers (textiles, cuirs) et les industries lourds ont été les plus touchés. La structure du PIB en a été profondément remaniée. Les hydrocarbures qui n'en constituent que 20 % en 1990, en représente désormais 30% en 2000 et encore plus environ 50 % à partir de l'année 2008, accentuant le poids de ce secteur dans l'économie nationale au détriment du reste des activités. La part de l'industrie dans le PIB est en évolution négative comme le montre la figure **(III. 3)** suivante :

¹ Energie et mines, « **Hausse de 2,2% de la production industrielle publique** », revue périodique du secteur de l'énergie et des mines, Algérie. 10 mars 2009, p. 39.



Les pays du Sud pensaient amorcer une industrialisation par l'accumulation du capital. Il suffit de mettre en place des machines pour voir la croissance se déclencher. Par ailleurs, l'erreur de ces pays est d'avoir cru que la multiplication des usines suffisait pour le développement.

La politique d'endettement de l'Algérie qui a commencé dans les années 70 était destinée essentiellement au financement des investissements industriels concentrés autour de la sidérurgie, la métallurgie, l'industrie mécanique et électrique. Soutenu par le plan de valorisation des hydrocarbures (Plan valhyd) destiné à augmenter la production et l'exportation des hydrocarbures, l'endettement extérieur passe de 5 Milliards de \$ en 1974 à 19 Milliards de \$ en 1980. Constatant le poids de cet endettement les pouvoirs publics amorcent une politique de désendettement à partir de 1980, dont la contrepartie se traduit par la réduction des investissements industriels au profit des secteurs jugés jusque là retardataires (agriculture, habitat, transport...).

L'investissement national est tombé à moins de 27 % du PIB, contre plus de 40% dans les années 1970. Du côté du secteur privé, les investissements de type industriel sont insignifiants et leur part dans la production nationale est aujourd'hui inférieure à ce qu'elle était dans les années 1970 et 1980. Il en est de même des investissements étrangers. ceux-ci n'investissent pratiquement rien hors hydrocarbures en 2000. Les capitaux extérieurs ont continué de se concentrer dans le seul secteur à rentabilité et sécurité maîtrisées: les hydrocarbures, ce qui a renforcé alors la logique de l'unipolarisation de l'économie algérienne autour de secteur pétrolier et gazier.

Durant le premier semestre 2007, plus de 2000 petites et moyennes entreprises privées ont disparu mais 11000 ont été créées pendant la même période, ce que le président du Conseil national consultatif pour la promotion de la PME, Zaïm Bensaci, considère comme un nombre "insignifiant pour un pays comme l'Algérie" et notamment avec la création d'une zone de libre échange entre l'Algérie et l'Union

Européenne (la suppression des barrières tarifaires). La rente pétrolière, dans sa fonction originelle, alimente les investissements dans l'industrie lourde et les travaux d'infrastructures (routes, aéroports, transport de personnes et de marchandises, reforestation du Sud), et catalyse tous les efforts de développement du pays. A la fin du premier semestre 2009, le nombre de PME déclarées s'élève à 408 753 dont 598 PME publiques.¹

Avec un taux de croissance de 4,5 % en 2008, l'industrie algérienne des plastiques est l'un des secteurs de l'industrie algérienne à l'expansion la plus rapide et aussi l'un des plus importants. Plusieurs moteurs contribuent à cette croissance: des projets publics de grande envergure et des investissements dans l'infrastructure (hydraulique, bâtiments et construction, énergie, agriculture, conduites de gaz pour Sonelgaz, ...), ainsi que la sous-traitance industrielle et la demande en matériels d'emballage. Ce secteur est constitué de quelque 1 000 sociétés parmi lesquelles figurent des filiales de poids lourds tels que SONATRACH, ENIP, IAP, ENPC, mais notamment des petites et moyennes entreprises privées.

Environ 40 % d'entre elles sont actives dans le domaine de l'injection, 20 % dans l'extrusion, les sociétés restantes dans les secteurs de l'emballage et de la plasticulture, tous deux en croissance rapide. Les effectifs s'élèvent à environ 20 000 salariés. Avec une consommation annuelle d'un million de tonnes, dont la moitié est importée d'Asie et d'Europe, le potentiel du marché algérien des plastiques est considérable. La consommation par tête se situe entre 8 et 10 kg. Entre 2005 et 2007, 370 000 tonnes de divers produits en plastique d'une valeur de 600 millions de dollars US ont été importées. Aujourd'hui, la demande est estimée à 300 000 tonnes par an, toutes applications confondues.

2. l'agriculture (le secteur échangeable)

La place de l'agriculture dans la société et l'économie algérienne est souvent occultée alors qu'elle joue un rôle déterminant dans le développement du pays.² La croissance du secteur agricole est très négative. Le poids de l'agriculture en Algérie dans le PIB est passé de 24,7% en 1963 à 7,8% en 1978, (comme le montre le tableau (III.1) ci-après, pour n'en représenter plus que (8,6 % du PIB en 2000). Elle est entravée par de multiples contraintes, notamment les limites de la superficie agricole, les rendements insuffisants, l'insécurité foncière pour beaucoup d'exploitants et les conditions climatiques.

Tableau N°(III.1) : L'évolution de la part de la valeur ajoutée de l'agriculture dans la production intérieure brute en %

1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
24,7	20,7	19	12,3	17	17,3	14,3	12,5	12,4	10,3	9,3	7,3	10,9	9,4	7,4	7,8

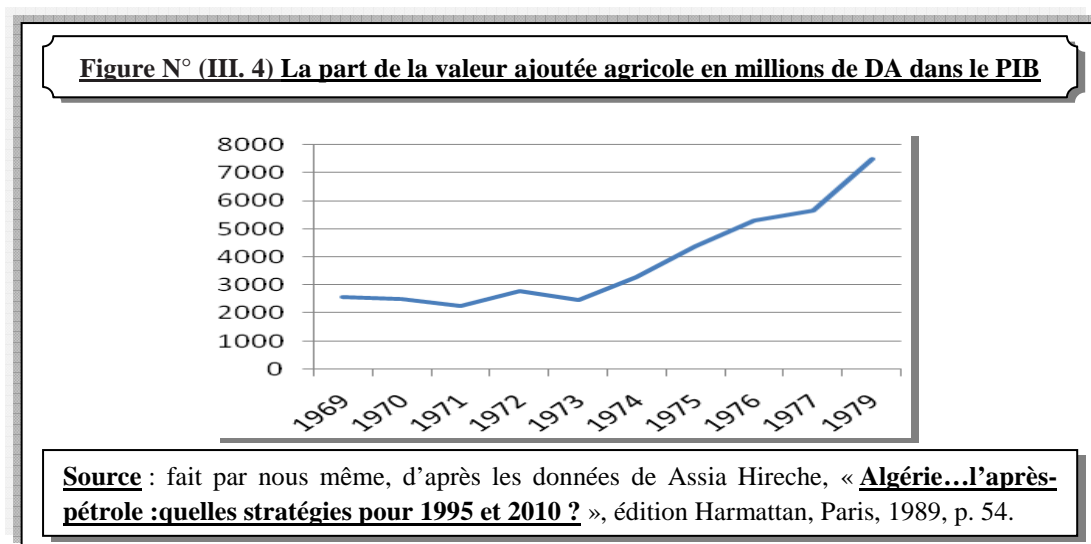
Source : Jacques Schnetzler , « Les Effets pervers du sous-emploi à travers l'exemple algérien » , Canadian Journal of African Studies, Published by Canadian Association of African Studies, Vol. 14, No. 3 (1980), p. 454.

¹ Source Ministère de l'PME et de l'Artisanat, 2009.

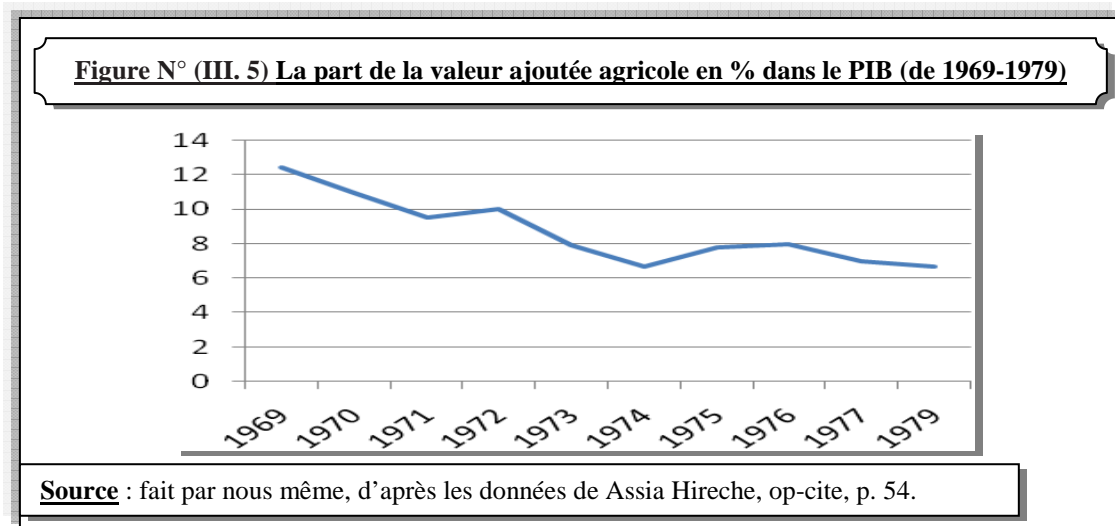
² Benabdeli K, « Quelques résultats intéressants d'économie d'eau par l'utilisation du tube poreux : application à un verger de pommier en zone aride (Algérie) », Symposium international « Agriculture durable en région Méditerranéenne (AGDUMED)», Rabat , Maroc, 14-16 mai 2009, p. 386.

De cette tableau on constate bel et bien l'évolution négative et continue de la part de la valeur ajoutée de l'agriculture dans la production intérieure brute depuis l'indépendance.

La figure (III. 4) ci-après montre la valeur ajoutée agricole en millions de dinars dans le PIB durant la période 1969-1979.



Malgré l'évolution de la part de la valeur ajoutée dans le PIB qui était de plus en plus importante, elle est restée insignifiante en pourcentage voire marginale tout au long des années soixante-dix. La part de la valeur ajoutée agricole en % dans le PIB est passée de 12,4 % en 1969 à 6,7 % en 1979. Après le premier choc pétrolier en 1973 la part de l'agriculture s'est détériorée et a connu une évolution négative continue. Comme l'indique la figure (III. 5) ci-dessous.



L'Algérie a adopté la stratégie de la réforme agraire, après l'indépendance, et cela pour réaliser l'auto-production des produits alimentaires. Cette stratégie est entreprise autour du mot d'ordre «La terre à ceux qui la travaillent».¹ La distribution de terres aux paysans pauvres et aux paysans sans terre et la

¹ Maurice PARODI, « L'autogestion des exploitations agricoles modernes en algérie », document sans date, p. 61.

création de villages de la révolution agraire ont été les principales composante de la stratégie agraire. Elle a établi également Le fond national de la révolution agraire FNRA.¹

Cependant, à partir de 2001 la part de l'agriculture intervient pour environ 12 % dans le PIB total de l'Algérie. Ce secteur représente le gagne-pain de 22 % de la population algérienne. La superficie agricole utile de l'Algérie représente à peu près 3 % de son territoire, demeure insuffisante en comparaison avec la superficie vaste de l'Algérie (2 381 741 Km²). Cette dernière n'arrive pas à réaliser l'auto-suffisance en matière de production alimentaire (ce secteur fait vivre 1/5 de la population algérienne). En général, les importations permettent de répondre à 75 % de l'ensemble des besoins alimentaires du pays. Le gouvernement souhaite depuis longtemps réduire cette proportion en améliorant les méthodes nationales de production. Pour le moment, ce sont les variations climatiques qui ont la plus forte incidence sur le rendement agricole national d'une année à l'autre. Les périodes de sécheresse ont souvent des conséquences désastreuses.

La production du secteur agricole de l'Algérie a augmenté de 24 % et la valeur de cette production a crû de 17 % durant la période de 2002-2003. La valeur des exportations agricoles est passée de 50 millions de \$US l'année dernière (2002) à 200 millions de \$US. Les principales exportations algériennes sont les dattes (0,0023 % en 2007)² en 2008 les exportations des dates a atteint 14 millions de \$ US, le vin³. Sachant que plusieurs produits exportés auparavant sont transformés à des produits importés tels que la pomme de terre, les agrumes pour satisfaire la demande interne qui augmente de plus en plus.

Dans le secteur de l'agriculture, le sous-secteur des céréales se ressent particulièrement des problèmes d'inefficacité et d'obsolescence technologique. Le blé dur accapare 43 % de la surface de production agricole du pays, suivi du blé tendre, qui en occupe 19 %. Néanmoins, l'Algérie doit quand même importer d'énormes volumes de blé pour satisfaire à la demande nationale. Cependant, les programmes gouvernementaux ont déjà commencé à influencer sur le rendement céréalier. Bien que les techniques de production soient peu mécanisées, que les produits chimiques soient sous-utilisés et que le système de rotation des cultures soit peu efficace, il y a eu un accroissement de la production de céréales en 2002-2003, grâce à un niveau satisfaisant de précipitations, à l'application d'un programme national d'intensification des cultures céréalières et à l'appui technique fourni dans le cadre du plan national de mise en valeur de l'agriculture. Les récoltes de blé dur, de blé tendre, d'orge et d'avoine ont toutes été plus abondantes. Malgré l'excellent rendement saisonnier, le pays a dû avoir recours aux importations pour répondre à environ un tiers des besoins nationaux en céréales.⁴

La production céréalière de l'Algérie a atteint un record de 61,2 millions de quintaux lors de la campagne 2009 grâce à des conditions climatiques très favorables (bonne pluviométrie), contre 17

¹ Martine CAMACHO, « **La paysannerie algérienne, l'autogestion et la révolution agraire** », (document sans date), p. 22.

² www.pdfcomplete.com/cms/hppl/tabid/108/default.aspx?r=q8b3uige22, p. 7.

³ D'après la déclaration de ministre de commerce djaeboube dans une émission (l'invité de la chaîne 3), de la chaîne trois (la radio algérienne), 2009.

⁴ « **ALGÉRIE Profil du secteur agroalimentaire Aperçu statistique Juillet 2004** », Profil du secteur agroalimentaire : Algérie 2004, édition agriculture et agroalimentaire Canada, p. 4.

millions de quintaux durant la saison précédente 2008, marquée par la sécheresse. Le record précédent datant de 1996 avec une production de 49 millions de quintaux a été classé alors comme le plus important depuis 1876. La production obtenue pour le blé: 24,3 millions quintaux et pour le blé tendre: 11,3 millions quintaux et pour l'orge: 24 millions quintaux et concernant la valeur globale de la récolte céréalière : 180,37 milliards de dinars et enfin le rendement moyen national : 16,5 quintaux à l'hectare contre 13,4 q/ha en 1996, ce qui permet aux agriculteurs de livrer leurs productions au niveau national aux 141 926 livreurs.¹

Ces dernières années, l'agriculture, la pêche et l'élevage ont complètement régressé allant même en dessous des niveaux d'avant l'indépendance. les secteurs de l'agriculture et l'industrie (agroalimentaire...) demeurent sinistrés, il participent le moins à la croissance globale et ne contribuent plus qu'à 5.3% du PIB en 2006, et 6,4 en 2007 (7,67% pour l'agriculture et 5,23 % pour l'industrie manufacturière) comme le montre le tableau (III. 2) suivant:

Tableau N° (III.2) Contribution des secteurs dans le PIB (Année 2007 en %)

Agriculture	7,67
Bâtiment et Travaux Publics	7,43
Droits et Taxes à l'Import	6,64
Hydrocarbures	45,14
Industrie Manufacturière	5,23
Services Administratifs	8,59
Services Hors Administration	19,30

source : www. pdfcomplete.com, op-cite, p. 1.

L'IAMM et l'Algérie l'instar de tous les pays membres du CIHEAM, l'institut agronomique de Montpellier entretient des relations de partenariat avec plusieurs institutions du secteur de l'agriculture en Algérie. Cette coopération s'effectue principalement avec l'INRA (Institut national de la recherche agronomique algérien), le CREAD (centre de recherche en économie appliquée pour le développement), la DGF (direction générale des forêts) et l'INA d'El Harrach (Institut national d'agronomie) et autres universités à travers le pays, pour développer ce secteur et réaliser l'autoconsommation de certains produits agricole et aussi pour éviter les problèmes de rareté de certains produits comme la pomme de terre et la tomate et les agrumes. Cette coopération sert à activer la conception des différentes stratégies de développement de l'agriculture algérienne mises en œuvre depuis le début des années 1990. Il ya aussi des projets qui se présentent aujourd'hui comme étant l'axe central de la politique du développement en Algérie comme, entre autres, le PNDA (programme national de développement agricole), les PPDR (programmes de proximité pour le développement rural) ou le PER (programme d'emploi rural).

Il convient aussi de signaler le projet de coopération franco-algérien qui contribue à renforcer des capacités de l'agriculture et des industries alimentaires pour le développement des territoires, qui vise l'appui à la mise en œuvre de politique de la direction de formation, de recherche et de vulgarisation

¹ El Watan ÉCONOMIE - Du 28 septembre au 4 octobre 2009, TABLEAU DE BORD, p. 15.

(DFRV) du ministère de l'Agriculture et du développement rural, à travers le renforcement des capacités des institutions de formation, d'études et de recherche, pour développer l'agriculture.¹ Bien que ces cultures aient bénéficié de quelques programmes de développement, la production nationale n'a pas connu l'amélioration escomptée, tant sur le plan de la superficie que de la production. Les causes de cette situation sont d'ordre techniques, socio-économiques, mais aussi climatique et politique.

Bien évidemment, l'agriculture subit de plein fouet les sécheresses cycliques et ces pénuries d'eau permanentes qui limitent d'autant les possibilités d'irrigation. L'agriculture, en l'absence d'une modernisation des moyens d'exploitation (mécanisation, barrages hydrauliques, engrais...), reste dépendante du niveau pluviométrique.

L'Algérie dispose aujourd'hui de deux fois moins de terres irriguées que le voisin marocain. Plus grave encore, la surface agricole utile déjà bien maigre, a diminué de plus de 40% en 30 ans sous l'effet conjugué de l'érosion naturelle et de la spéculation foncière qui préfère le béton aux activités agricoles. La croissance moyenne de la production agricole nationale, au cours de ces dernières années, n'a guère dépassé les 2,8%, soit un taux tout juste supérieure à celui de la poussée démographique de 2,25%. Avec des rendements parmi les plus faibles de tout le bassin méditerranéen, l'agriculture algérienne, longtemps enfermée dans un carcan bureaucratique et dans un régime foncier faisant la part belle à l'Etat et profondément injuste, n'assure donc en moyenne que 25% des besoins de la population. Et comme résultat, l'Algérie qui obtenait 25% de ses recettes d'exportations de l'agriculture jusqu'en 1973 est, depuis cette date, entrée dans un processus de dépendance alimentaire de plus en plus fort. La balance commerciale agricole est devenue négative et n'a cessé de se détériorer.

L'Algérie reste particulièrement dépendante de l'étranger pour sa consommation alimentaire et de produits manufacturiers. Cela souligne son faible développement industriel et la difficulté à accroître les rendements agricoles dans un contexte de forte augmentation de la population et de la consommation nationale.

Alors que l'agriculture représentait le principal poste à l'exportation de l'économie coloniale, l'Algérie indépendante s'endette pour l'importation de produits alimentaires, et subventionne le pain d'une population de plus en plus jeune, de plus en plus nombreuse et concentrée dans les grandes villes. Ce qui confirme la « désagriculturisation » du pays. Au début des années 2000, l'Algérie est le premier importateur de blé dur au monde. L'huile et le sucre sont importés à 100 %, les produits laitiers à 60 %. Le faible niveau de productivité (avec par exemple pour le blé 794 kg/ha, contre 6 674 kg/ha en France) condamne la balance agricole à un déficit constant. Malgré ses efforts de densification des terres utiles destinées à l'exploitation agricole la politique algérienne dans ce secteur n'a pas été accompagnée d'une mise en valeur des campagnes et de la promotion des métiers agricoles.²

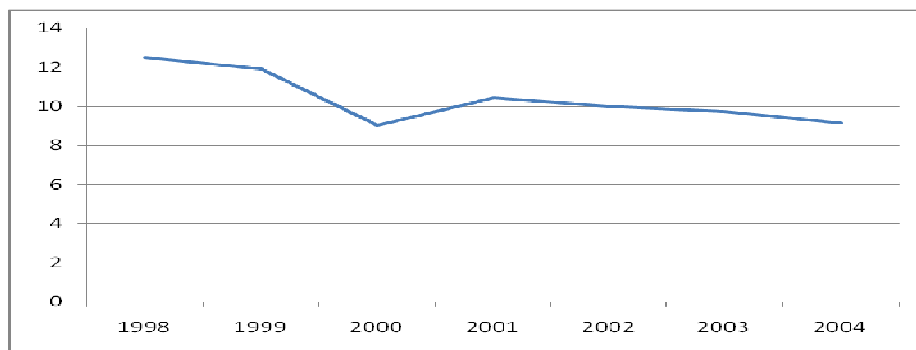
¹ Mohamed Naïli, « **6% des importations mondiales destinées à l'Algérie** », *El Watan ÉCONOMIE* - Du 28 septembre au 4 octobre 2009, L'ACTUALITÉ, p.11.

² Kassim Bouhou, « **L'Algérie des réformes économiques : un goût d'inachevé** », DOSSIER I ALGÉRIE : FAUT-IL CROIRE À LA TRANSITION ? politique étrangère 12:2009, p. 324.

Le territoire algérien recouvre deux types de régions: une zone saharienne dominante (84 % du territoire) et une zone côtière (16 %). La surface des terres agricoles est de 20 % de la superficie totale du pays soit à peu près 47 millions hectares Mha, dont 8 Mha de surface agricole utile (SAU), 32 Mha de parcours et 7 Mha de forêt. La surface irriguée ne représente que 7 % de la SAU.¹

La part de l'agriculture dans le PIB a continué de se détériorer durant la période 1998 et 2004. Elle est passée de plus de 12% en 1998 à environ 7% en 2004 comme le montre la figure (III. 6) suivante :

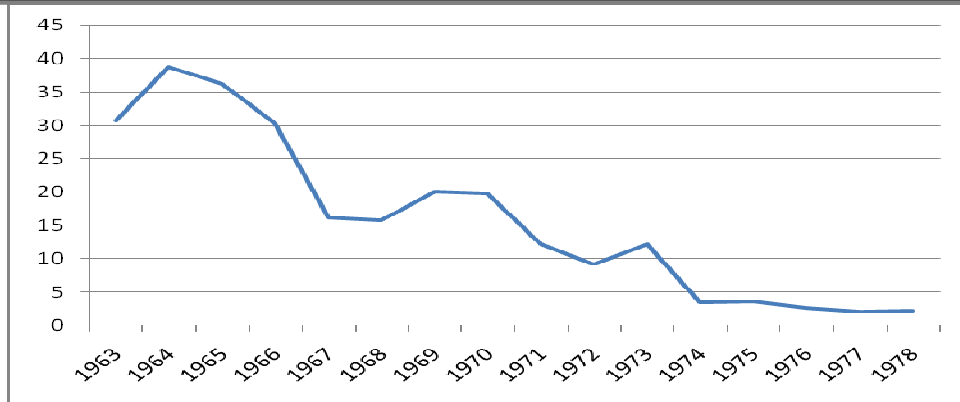
Figure N° (III. 6) Evolution de la part en (%) de l' agriculture dans la formation du PIB



Source : conçu par nous même, d'après les données de l'article de Abdelatif KERZABI, « **Financement interne et réformes institutionnelles : Effets sur la croissance économique en Algérie** », Quel financement pour quel développement ? 2eme journées du Développement du GRES, (document sans date), p. 3.

La part des exportations de l'alimentation Algérienne est passée de 38,8% en 1964 à 2,2% en 1978. Cette détérioration s'explique par l'éviction de ce secteur par le boum pétrolier (le premier choc pétrolier), comme l'indique la figure (III. 7) suivante :

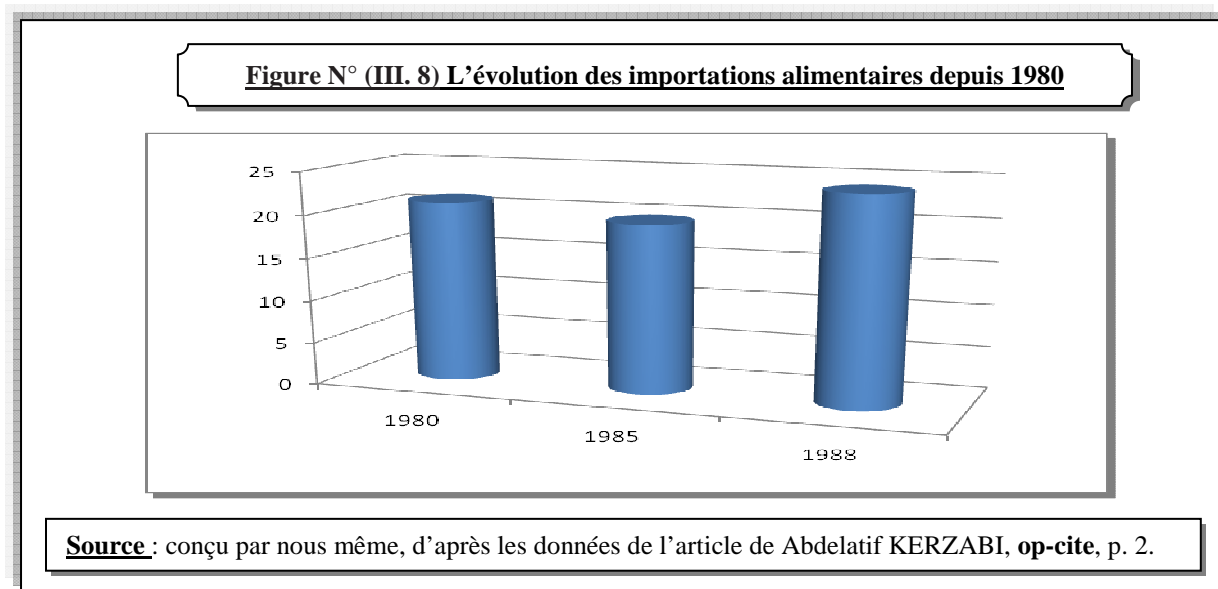
Figure N° (III. 7) L' évolution de la part des exportations alimentaires algériennes en (%) des exportations totales



Source : conçu par nous même, d'après les données de l'article de Jacques Schnetzler , « **Les Effets pervers du sous-emploi à travers l'exemple algérien** » , Canadian Journal of African Studies, Published by Canadian Association of African Studies, Vol. 14, No. 3 (1980), pp. 455.

¹ Ministère français des affaires étrangères et européennes, Ministère algérien de l'agriculture et Ministère français de l'agriculture et de la pêche, « **les politiques agricoles à travers le monde : quelques exemples** », l Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche, Mission économique à Alger, FAO, Ubifrance, CIHEAM, p. 2.

Depuis 1964, les exportations alimentaires deviennent de moins en moins importante, elles ne représente que moins de 2% des exportations totale de l'Algérie, tandis que les importations des produits alimentaires a commencé à se développer et cela à partir des années 1980, sachant que la production nationale semble être insuffisante pour satisfaire la consommation locale. Ce qui pousse les autorités algériennes à se diriger vers les importations pour combler le manque et satisfaire la demande interne, comme le montre la figure (III. 8) suivante :



Grâce à la figure (III. 7) et la figure (III.8), on peut dire que ce secteur (l'agriculture) a le caractère échangeable.

3. Les services

La croissance des services a été largement supérieure à celle de l'industrie manufacturière. Ce secteur a augmenté tant en volume qu'en valeur. En 2004, les secteurs de commerce (22%), BTP (17%), transport et communication (18%) pèsent pour près de 57% du PIB hors hydrocarbures. Les créations d'emplois dans ces secteurs sont largement supérieures à celles du secteur manufacturé.¹

La demande interne a connu une hausse significative. Aussi bien l'investissement que la consommation ont fortement augmenté en Algérie:

- un programme d'investissement public PIP de 144 milliards de dollars sur 5 ans (2005-2009) a été initié par les autorités algériennes (le Programme complémentaire de soutien à la croissance PCSC);
- un deuxième programme d'investissement (2009-2014).
- la consommation a augmenté: le SMIC (revenu minimum) est passé de 8000 en 1998 à 12000 DA en 2006 puis, à 15000 en 2009 (entre autres des fonctionnaires, exemple l'éducation, médecine...) sont encore annoncées pour les années prochaines.²

¹ D'après la déclaration de ministre de commerce djaeboube dans une émission (l'invité de la chaîne 3), de la chaîne trois (la radio algérienne), 2009.

² D'après l'agence national de développement de l'investissement ANDI, 2009.

- 377 milliards de dinars pour le développement du Sud 2006.¹

En outre, ces dernières années, le tourisme constitue 3.6 % de PIB mondiale en 2007, et ce taux augmente annuellement par 4.3 % pour les décades à venir d'après (World Travel & Tourism research)².

L'Algérie est la plus faible destination touristique en Méditerranée loin derrière le Maroc et la Tunisie, d'après le (rapport annuel du Réseau euro méditerranéen des Agences de promotion de l'investissement). Ce constat est basé sur les points faibles et les points forts du tourisme algérien, indiquant:

1. la faiblesse des services
2. l'absence de professionnalisme,
3. les modestes capacités d'hébergement,
4. l'image de la situation algérienne sur le plan sécuritaire,
5. le non parachèvement des réformes.³

Le tourisme représente un important potentiel mais qui n'est pas développé. La manque d'infrastructure ne permet pas d'exploiter de manière quantitative et qualitative ce secteur. Les autorités ont consacré plus de 1 milliard de dinars pour la promotion et au développement de la PME, de l'artisanat et du tourisme et notamment dans les régions du sud la région qui attire de plus en plus les touristes.

Le produit intérieur brut algérien, exprimé en dinars, a quasiment triplé entre 1999 et 2006, où il a atteint 8460,5 milliards de dinars. Exprimé en dollars par habitant, il est passé de 1623 \$ en 1999 à 3487 \$ en 2006.

Selon la Banque d'Algérie, les salaires des travailleurs ont connu une hausse de 49,5 % en cinq ans (2002-2006), ce qui contribue à l'augmentation de la demande conséquemment la consommation. Et quand la production nationale est insuffisante cela signifie l'augmentation des importations.

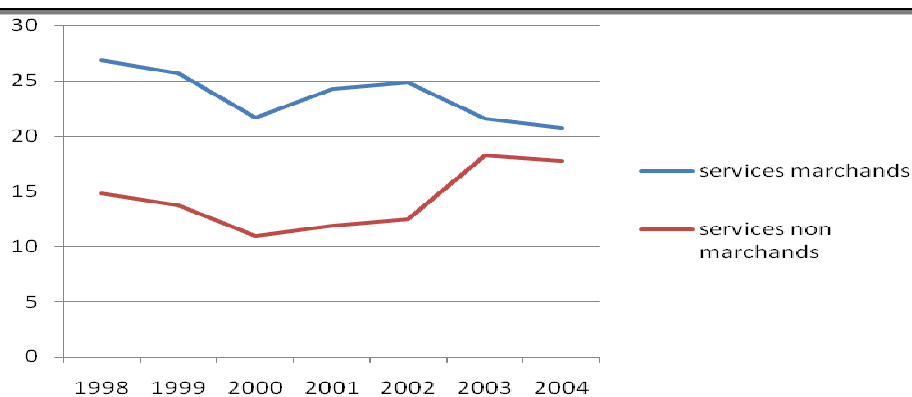
Durant la période 1998 et 2004, on constate l'évolution positive des services non marchands tandis que celle des services marchand diminue,⁴ comme le montre la figure (III. 9) suivante:

¹ D'après la déclaration de ministre de commerce djaeboube dans une émission (l'invité de la chaîne 3), de la chaîne trois (la radio algérienne), 2009.

² Lena Kenell, « **Dutch Disease and Tourism The Case of Thailand** », Department of Economics, University Bachelor Thesis, February 2008, p. 1.

³ Sahel Sidi Mohammed & Mme Kerris Bahidja Cherifa, « **Nouvelle politique pour la relance du secteur touristique en Algérie: quelle stratégie ?** », 2ème Journée de Recherche sur le Tourisme - 3 Avril 2009 - Groupe Sup de Co La Rochelle, direction générale de la recherche scientifique et de développement technologique, 2009, p. 1.

⁴ Abdelatif KERZABI, **op-cite**, p. 3.

Figure N° (III. 9) la part en (%) des services marchands et non marchands dans la formation du PIB

Source : conçu par nous même, d'après les données de l'article de Abdelatif KERZABI, *op-cite*, p. 3.

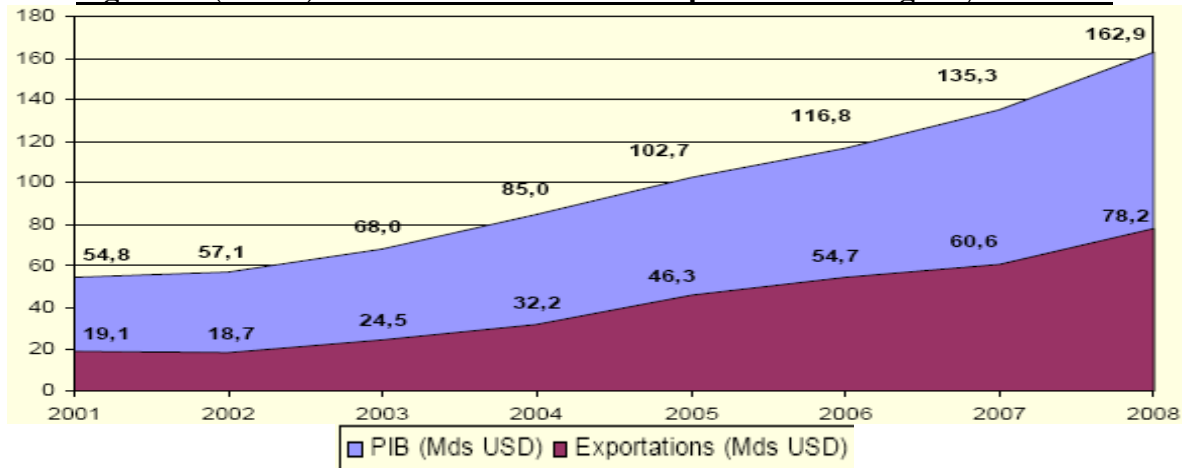
4. les investissements directs étrangers

L'économie algérienne se caractérise aujourd'hui par une grande ouverture. Cette ouverture peut être mesurée, entre autre, par son volume de son commerce extérieur rapporté au PIB et par le niveau de la protection tarifaire (diminution des taxes et droits douaniers). Les multiples accords d'association et commerciaux qui développent encore davantage cette ouverture, sont considérées souvent comme un facteur de croissance. La connaissance approfondie des caractéristiques de cette ouverture est une nécessité stratégique pour la formulation et la conduite de la politique économique.¹

L'Algérie est dotée du plus fort potentiel parmi les pays du Maghreb avec un PIB relativement élevé (162,9 milliards de dollars) en 2008 et PIB par habitant, il est passé de 1623 \$ en 1999 à 3487 \$ en 2006 et encore 4260 \$ USD en 2008, comme le montre les figures (III. 10), (III. 11) et (III.12) ci-après, une population assez importante (35 millions d'habitants avec plus de 75% des jeunes), d'abondantes réserves de pétrole et gaz ainsi que d'autres ressources naturelles (l'or, zinc, phosphates....) mais elle représente aussi un emplacement géostratégique la plaçant au carrefour du Moyen-Orient, de l'Afrique et de l'Europe et faisant d'elle un lieu idéal pour les exportations et les investissements. L'Algérie est connue non seulement pour ses réserves de pétrole et de gaz naturel mais aussi pour la qualité incomparable du son brut léger affichant une faible teneur en soufre, ce qui lui donne un immense potentiel en tant que pays producteur de matière première, ce qui attire beaucoup plus les IDE.

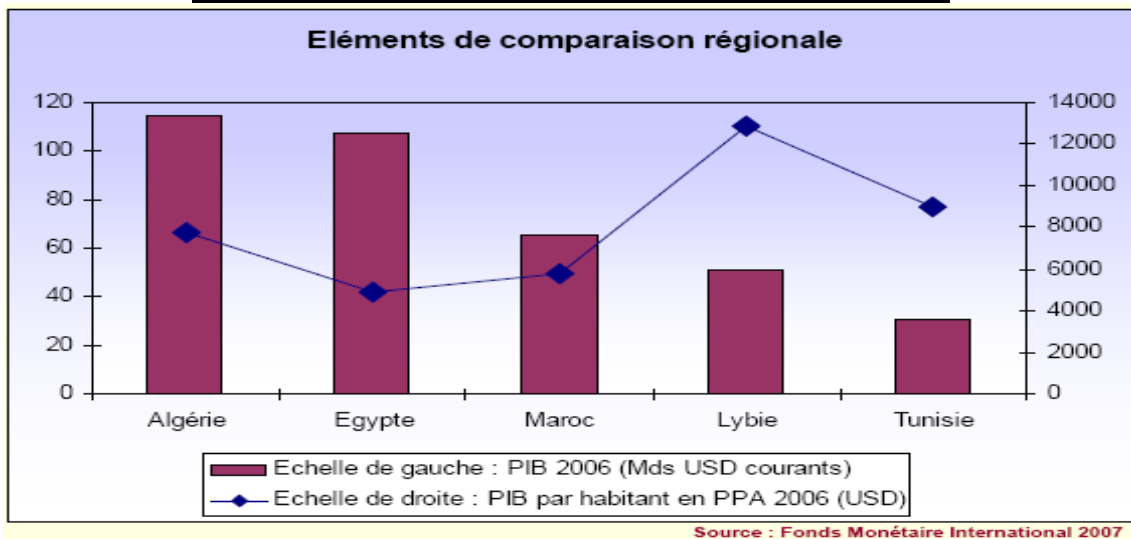
¹ Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, « **L'économie nationale : une meilleure connaissance pour une meilleure action, pour une recherche utile 2009-2014** », Direction Générale de la Recherche Scientifique et du Développement Technologique, PNR27 : ECONOMIE, p. 3.

Figure N° (III. 10) : Evolution du PIB et des exportations en Algérie, 2001-2008



Source : banque d'Algérie et CNIS, 2009.

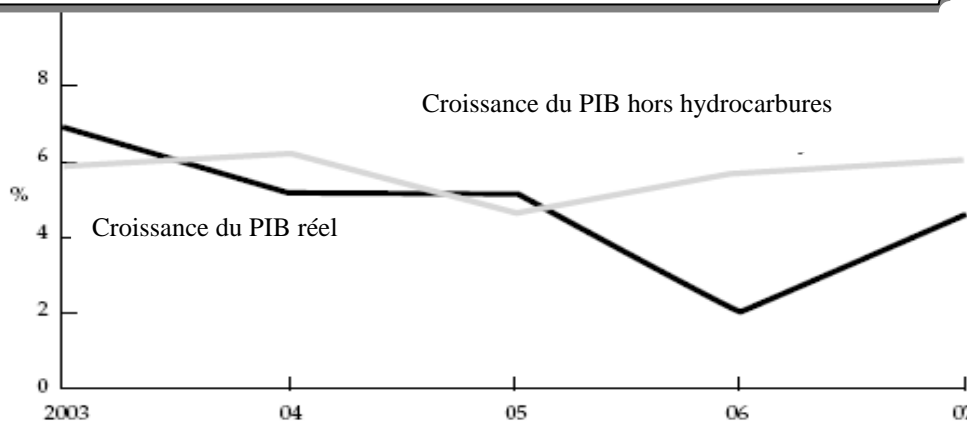
Figure N° (III. 11) Les éléments de comparaison régionale



Source : Fonds Monétaire International 2007

Source : FMI, 2007.

Figure N° (III. 12) Croissance du produit intérieur brut PIB, 2003-2007 (en %)



Source: Kassim Bouhou, « L'Algérie des réformes économiques: un goût d'inachevé », op-cite, p. 334.

Le volume du programme de relance économique 2001-2004 est très important avec un montant total d'environ 7,5 milliards € (13% du PIB2000).¹ Après, le gouvernement lance un énième plan de relance (le Programme complémentaire de soutien à la croissance PCSC (2005–2009)) baptisé initialement estimé à 60 milliards de dollars, réévalué (suite à la montée du prix du pétrole) à plus de 140 milliards \$. Ce PCSC permettrait au pays de se doter de grandes infrastructures économiques et sociales. Des travaux d'envergure concernant l'autoroute Est-Ouest (1 200 km) ont été lancés, ainsi que des travaux ferroviaires sur des distances de voies analogues. Le programme vise aussi la construction d'un million de logements, la construction de mille écoles, du métro d'Alger, de barrages, de stations d'épuration, de 34 tribunaux et de 51 établissements pénitenciers, des installations de dessalage des eaux et la mise en place d'un nouveau gazoduc reliant l'Algérie à l'Europe avant 2010. Tandis que, les (IDE) sont essentiellement concentrés sur le secteur des hydrocarbures et sont estimés à 420 millions \$ en 2000 (et en 1999 environ 460 millions).² Pour un nombre croissant des pays, l'Algérie est un pays clé pour leur géopolitique énergétique parmi lesquels la Chine avec la société China National Petroleum Corporation (CNPC) qui investit environ 350 millions de dollars dans divers contrats, de plus la société chinoise des hydrocarbures SINOPEC a signé en octobre 2002 un contrat de développement de gisement du pétrole dont trois quarts de cet investissement est pris par les Chinois environ 525 millions de dollars et le reste est réalisé par la SONATRACH.³ D'après une étude britannique, les spécialistes ont conclu dans leurs résultats publiés par la revue économique «Economist Intelligence Unit», que l'Algérie est le troisième pays arabe en matière d'attractivité des investissements étrangers qui ont atteint 34,2 milliards de dollars en 2007. L'Algérie se trouve derrière les Emirats Arabes Unis, connus pour leur législation moderne ainsi que leur ouverture tout azimut à l'investissement étranger, et l'Égypte, pays arabe le plus peuplé et réputé pour le dynamisme de ses managers économiques, l'Algérie, comme le révèle l'étude intitulée : «**Prévisions des investissements mondiaux à l'horizon 2010, essor ou réaction**», réalisée en collaboration avec «le programme de l'investissement mondial de l'université de Columbia», attire un important flux des investissements étrangers. L'Algérie a, selon l'étude, une belle part dans le flux des investissements vers les pays arabes qui avaient atteint en 2005, 34,2 milliards de dollars et en 2006 environ 36,5 milliards de dollars soit une hausse de 6,7%. Ce qui représente 3% des flux mondiaux, à titre comparatif, aux investissements attirés par un des pays comme le Canada ou Hong Kong.⁴

De plus, Sonatrach (51%), Total (37,75%) et Cepsa (11,25%) ont annoncé que «*le plan de développement du projet gazier de Timimoun, dans le sud-ouest algérien, entre les villes de Timimoun et Adrar, a été approuvé par l'Agence algérienne nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT)*», «*Sonatrach, Total et Cepsa opéreront conjointement le projet de Timimoun*. Le gouvernement envisage de produire de 5 millions de mètres cubes par jour et celle-ci

¹ PERTENARIAT EURO-MED, Algérie document de stratégie 2002-2006 & programme indicatif national, 2002-2004, p. 11.

² Partenariat Euro-Med Algérie Document de stratégie 2002-2006 et Programme Indicatif National 2002-2004, op-cite, p.9.

³ Samuele Furfari « **Le monde et l'énergie. Les cartes en mains** », édition Orphrys-Editeur, tom 2, 2008, p. 213.

⁴ « **L'Algérie est toujours attractive** », revue MUTATIONS I Numéro 63 - 01/08, p. 7.

devrait démarrer à la fin de l'année 2013. L'investissement est estimé à près de 1,3 milliard de dollars.¹ Et concernant les infrastructures, en novembre 2005, la Corée totalisait 5 cas d'investissements en Algérie, pour un montant de 340 millions de dollars.

En termes d'investissements directs étrangers (IDE), l'Algérie a attiré en 2008, 1,5 milliard de dollars, principalement dans le secteur des hydrocarbures, contre 1,37 milliard en 2007, alors qu'en 2001 n'a attiré que 1,196 milliards de \$, comme le montre le tableau (III. 3) ci-après.

Tableau N° (III.3) Flux des Investissements Direct s Etrangers : En Milliards de \$EU

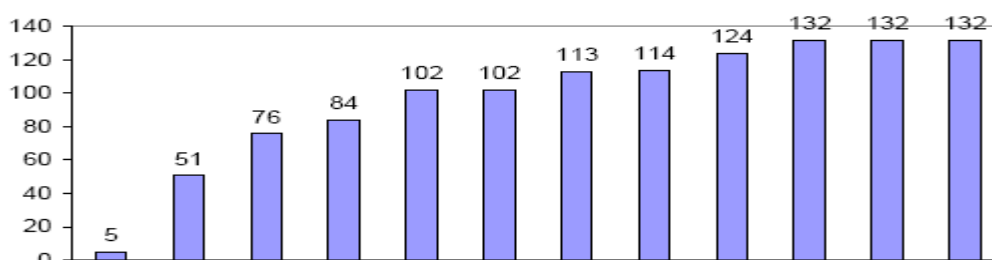
2001	2002	2003	2004	2005	2006
1,196	1,065	0,634	0,882	1,081	1,795

source : www.pdfcomplete.com, op-cite, p. 2.

Ces flux restent toutefois modestes par rapport au potentiel du pays, en raison d'un cadre juridique et réglementaire des affaires qui, malgré les réformes mises en œuvre, reste à améliorer. Les difficultés d'accès au crédit, les lourdeurs pour la création d'entreprises et l'exécution des contrats où les procédures d'octroi de permis de construire pèsent toujours sur le secteur privé, notamment les PME. "Des problèmes de gouvernance et de corruption continuent à affecter l'environnement des affaires, malgré l'adoption en 2006 d'une loi de lutte contre la corruption et d'un dispositif de déclaration du patrimoine des grands commis de l'État et des responsables des partis politiques".

Parmi les différents contraintes comme le montre la figure (III. 13) ci-après qui entravent l'arrivée des IDE en Algérie , on cite : 1/ avantage compétitif ; 2/ stabilité macroéconomique ; 3/ taille du marché ; 4/ santé et enseignement primaire ; 5/infrastructures ; 6/ institutions ; 7/enseignement supérieur et formation ; 8/ état de préparation aux technologies ; 9/ efficacité du marché des biens ; 10/sophistication des entreprises ; 11 efficacité du marché du travail ; 12/développement du marché financier.

Figure N° (III. 13) Compétitivité de l'Algérie : forces et faiblesses (classement sur 134 pays)



Source : FMI, « Consultation de 2008 au titre de l'article IV-Rapport des services ; note d'information au public sur la discussion du Conseil; et déclaration de l'administrateur pour l'Algérie ». Fonds monétaire international April 2009, Rapport sur les économies nationales n° 09/108 Algérie, p. 17.

¹Lies Sahar, « PROJET GAZIER DE TIMIMOUN Sonatrach et Total vont investir 1,3 milliard de dollars », El Watan - Jeudi 8 octobre 2009 - 7

D'après cette figure on constate par exemple que l'Algérie se trouve parmi les derniers elle se classe 132^e position dans sophistication des entreprises puisque la création des entreprises est très difficile et prend beaucoup du temps, efficacité du marché du travail et développement du marché financier sont très faible.

La réforme du système financier constitue la pierre angulaire des réformes qui permet au pays d'assurer une intégration avantageuse dans l'économie régionale et mondiale et améliorer le climat des affaires. Alors que le rapport de l'OCDE estime que les réserves en hydrocarbures du pays demeurent importantes, soit 43 milliards de barils équivalents pétrole (BEP) pour le pétrole et près de 5 000 milliards de mètres cubes pour le gaz, le président-directeur général de Sonatrach a affirmé récemment que les réserves prouvées de l'Algérie en gaz et en pétrole atteignent quelque 40 milliards de barils "dont seulement une petite partie est exploitée par Sonatrach et ses associés". L'Algérie se situerait parmi les 10 pays avec les plus grandes réserves du monde. Le principal gisement de gaz en Algérie est celui de Hassi R'Mel, dont la production représente le quart de la production algérienne totale de gaz sec.¹ L'Algérie a développé depuis la fin des années soixante un réseau très important de gazoducs pour approvisionner son marché intérieur et pour développer ses exportations.

"Ces réserves sont appelées à augmenter à la faveur de l'énorme programme d'investissement consenti par Sonatrach et ses associés dans l'exploration pétrolière. En 2009, Sonatrach et ses associés ont investi un montant de 1,5 milliard de dollars dans l'exploration contre seulement 300 à 400 millions durant les années précédentes. La Banque d'Algérie, a annoncé, que le montant des investissements directs étrangers nets engagés en Algérie a enregistré une hausse en 2008 pour s'établir à 2,31 milliards de dollars.²

Notons que le passage à l'économie de marché en Algérie est tellement rapide que l'entreprise publique économique n'a pas réuni les conditions nécessaires. Rentrer d'emblée dans une telle économie implique l'acceptation de ses exigences et la pratique de ses règles.³

Récemment, le gouvernement algérien affiche sa volonté ferme de restaurer la stabilité politique au niveau national et d'accélérer la transition vers l'économie de marché.

L'entrée en vigueur, le premier septembre 2005, de l'Accord d'association entre l'Algérie et l'UE, conjuguée aux efforts du pays d'adhérer à l'OMC au cours de l'année 2006, n'a fait qu'améliorer, de manière tangible, les conditions d'implantation des entreprises étrangères.⁴ Sachant que plus de 200 entreprises allemandes et 400 françaises et d'autres espagnoles, chinoises... sont implantées en Algérie.

Sur la période 1998-2007, l'Algérie a reçu près de 9 Mds USD d'investissements directs étrangers en termes de flux cumulés, provenant majoritairement des Etats-Unis à la première place, devant la France

¹ « **Deliverable D6 organisation and strategies of most representative transport chains** », Defining and evaluating a strategic transport infrastructure network in the Western Mediterranean October 2004 Annex - Monographs VII to VIII, p. 2 et 3.

² La lettre de la PDG, bulletin d'information de la direction générale des impôts, N°33, Juillet, 2008, p. 6.

³ Oukil M. Said, « **L'Innovation Technologique dans les Entreprises Industrielles Algériennes: Nécessité ou confort?** », Séminaire National, "La gestion industrielle des innovations au sein d'une entreprise ou d'un organisme de recherche" Annaba du 18 au 20 Mai 1992. Université de Annaba et S I D E R, p. 6.

⁴ Service coréen d'information pour l'Etranger, « **La visite d'Etat du Président Roh Moo-Hyun en Algérie** », dynamic Korea, Mars 2006, p. 04.

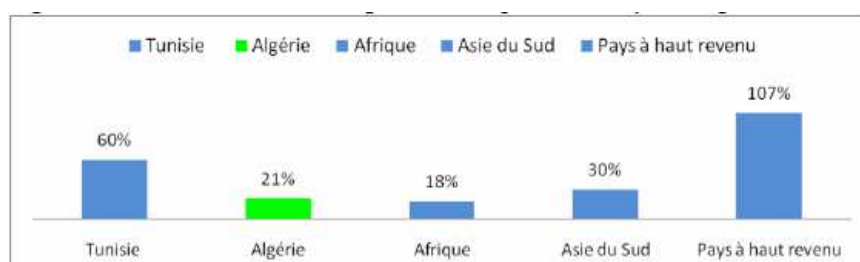
puis l'Espagne et l'Égypte pratiquement à égalité. Les quatre grands investisseurs traditionnels d'IDE ont fourni, à eux seuls, près de 60% de la totalité des flux entrants entre 1998 et 2008. La croissance observée depuis 2003 en termes d'IDE entrants en Algérie s'est accélérée en 2006 et ralentie en 2007 à 1,7 Md USD. L'accélération de ces dernières années illustre l'attractivité croissante du pays et son fort potentiel de marché, malgré la persistance d'obstacles importants qui rend le flux d'IDE entrants toutefois modéré une fois rapporté au PIB (1,5%) et comparé aux performances des pays de la région: en Égypte, au Maroc et en Tunisie, les IDE atteignent respectivement 11 Mds USD (9% du PIB), 4,5 Mds USD au Maroc (6%) et 1,7 Md USD en Tunisie (5%) en 2007. l'Égypte attirait 6,5 fois plus d'investissements que l'Algérie en 2007.

Parmi les quatre grands investisseurs traditionnels en Algérie, la France est le seul pays dont les investissements ne sont pas concentrés dans un ou deux secteurs à forte valeur ajoutée, tels que l'exploitation des hydrocarbures, les télécommunications ou encore le BTP. La France constitue ainsi de loin le premier investisseur hors hydrocarbures en Algérie et ses entreprises participent ainsi à la diversification et à la mise à niveau de l'économie algérienne. La présence française en Algérie est constituée d'environ 400 implantations plus de 177% par rapport à 2004), représentant plus 35 000 emplois directs et 100 000 indirects.

Depuis l'adoption d'un nouveau code des investissements en 1993 qui se veut être la pierre angulaire de la volonté d'ouverture de l'économie et d'une nouvelle politique de promotion de l'investissement, le nombre de PME connaît une croissance continue. Les statistiques démontrent que près de 75% des PME recensées en 2005 ont été créées après ce nouveau code, et que plus de 35% ont été créées durant les 5 dernières années (2000-2005).¹

Dans l'économie algérienne, le secteur privé contribue avec une part de 21% dans le financement de l'économie. Comme l'indique la figure (III. 14) suivante:

Figure N° (III.14) Financement du secteur privé en Afrique: une analyse comparative



Source : Taoufik Rajhi, Hatem Salah, « **Promouvoir le développement dans une ère de crises financière et économique, Recherche de l'efficacité et pouvoir de marché des banques en Algérie : investigation empirique sur la période 2000-07** », Groupe de la Banque africaine de développement Commission économique pour l'Afrique, Conférence économique africaine 2009, p. 6.

¹ Khalil ASSALA, *op-cite*, p. 2.

L'Algérie est un pays à revenu moyen – bas (4260 USD de revenu national brut par habitant, aux dernières données de la Banque Mondiale d'avril 2008) mais en nette croissance (1610 USD en 2000, 2720 en 2005 et 3610 en 2007), ce qui place l'Algérie dans une position plutôt favorable en comparaison avec les pays de la région (le RNB par habitant n'était que de 2580 USD au Maroc et 3290 USD en Tunisie, données 2007).

En Algérie les IDE se concentrent sur les hydrocarbures, environ 84,7% (environ 1,1% de PIB) en hydrocarbures contre 15,3% (environ 0,2% de PIB) de l'IDE global. Sachant que la part des IDE dans le PIB est 1,3%. Comme l'indique le tableau (III. 4) suivant :

	Global	Hors Hydrocarbures
Algérie	1,3	0,2
Maroc	2,9	2,8
Tunisie	2,5	1,5
Israël	1,7	1,7
Turquie	0,9	0,9
Malaisie	1,8	1,5
Portugal	3,3	3,3

Source : William C. Byrd, « Contre-performances économiques et fragilité », CONFLUENCES Méditerranée - N°45 PRINTEMPS 2003, p. 70.

L'analyse du classement de l'Algérie parmi les 175 pays figurant dans le groupe d'évaluation montre une forte perception de l'environnement dégradé des affaires dans ce pays. Ainsi, l'Algérie est classée dans le dernier quart du classement en matière de lourdeur des réglementations, d'efficacité du gouvernement et de l'Etat de Droit. Pour la corruption, ce pays est situé dans le dernier tiers des pays étudiés.

Il ressort de ces indicateurs que l'Algérie est souvent perçue comme un pays politiquement instable dominé par la corruption. Les investisseurs estiment que ce pays est caractérisé par des réglementations inadaptées et des organismes de régulation impotents.

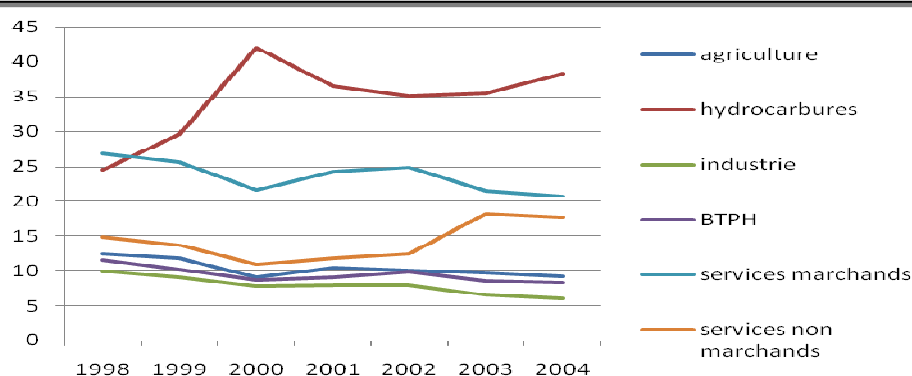
Le développement du secteur formel est entravé par la faiblesse des institutions. Des réglementations complexes et inadaptées combinées aux lenteurs des procédures administratives ont contribué à l'émergence d'un important secteur informel. Ainsi, à titre d'exemple, les restrictions imposées en matière d'acquisition de devises, d'accès limité et discrétionnaire au crédit, et la réglementation relative au marché des taux de change ont abouti à la création d'un marché parallèle en réduisant l'efficacité de l'allocation de ressources. Le tableau (III. 5) suivant montre les différents obstacles de l'investissement.

Tableau N° (III.5) le climat d'affaires de l'Algérie : (classement sur 175 pays)

	Efficacité du gouvernement ¹⁵	Qualité de la régulation ¹⁶	Etat de Droit ¹⁷	Corruption ¹⁸
Algérie	23	16	14	32
Maroc	54	71	68	70
Tunisie	88	82	77	79
Egypte	62	50	61	53
Israël	81	74	80	84
Jordanie	67	80	73	59
Turquie	49	43	52	39
Europe Centrale ¹⁹	68	74	73	70
Malaisie	69	56	64	61
Corée	68	62	70	69
Portugal	83	82	80	88
France	87	75	87	84

Source : Banque mondiale – Composite Governance Indicators Dataset20, 2001.

La figure N° (III. 15) suivante montre la plus forte contribution de secteur hydrocarbures dans le PIB.

Figure N° (III. 15) la part (%) de chaque secteur dans la formation du PIB

Source : conçu par nous même, d'après les données de l'article de Abdelatif KERZABI, *op-cite*, p. 3.

II. la structure des échanges extérieurs de l'Algérie

1. les exportations pétrolières

Les réserves africaines du pétrole se concentrent majoritairement au nord, en particulier en Libye (3,3 % des réserves mondiales), en Algérie (1 % des réserves mondiales) et en Egypte (0,3 % des réserves mondiales). Ces trois pays ont produit 5 % du total mondial en 2004. Les deux pays exportateurs les plus importants de la région, la Libye et l'Algérie, connaissent une histoire pétrolière

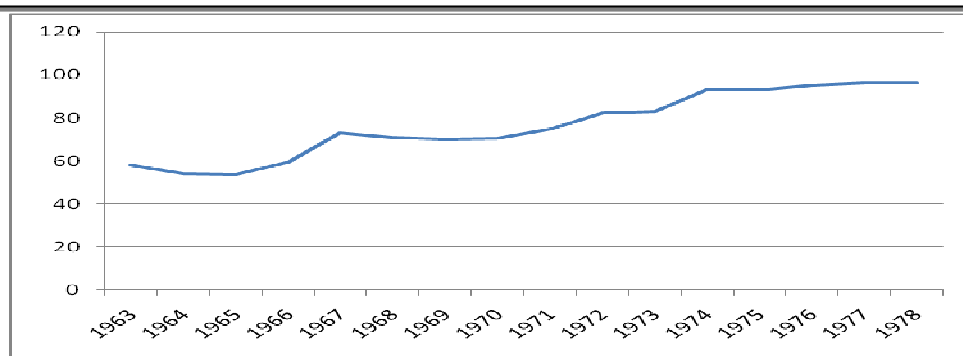
plus ancienne et différente de celle de l'Afrique de l'Ouest: pays membres de l'OPEP, nationalisation dans les années 1970, rôle encore important de la compagnie nationale et des liens forts avec l'Europe.¹

L'économie et le budget algériens sont par ailleurs très dépendants des exportations d'hydrocarbures, (Actuellement, en 2009, plus de 95% de nos exportations gazières sont destinées à l'Europe), notons que les hydrocarbures représentent 98 % des exportations totales et assurent 75 à 80 % des recettes budgétaires.²

En somme, en vingt ans (1962-1982), les politiques publiques ont placé l'économie dans une situation de dépendance vis-à-vis de la rente gazière et pétrolière, qui représente alors 97% des recettes d'exportation et près de deux tiers des ressources budgétaires.³

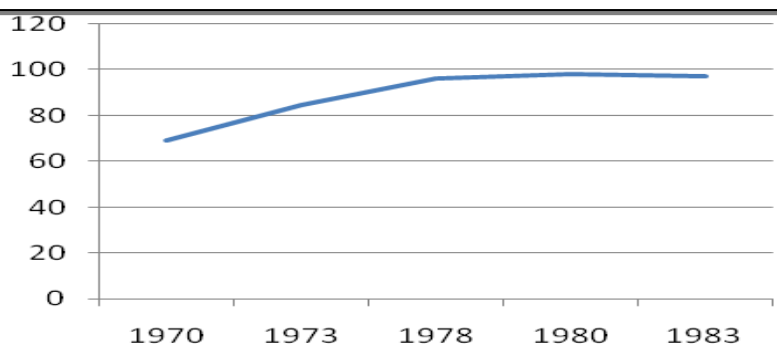
L'évolution des exportations du secteur des hydrocarbures n'a cessé de développer depuis 1970, comme le montre les figures (III. 16) et (III. 17) ci-après.

Figure N° (III. 16) L'évolution des exportations d'hydrocarbures en % de (1963-1978)



Source : conçu par nous même, d'après les données de l'article de Jacques Schnetzler , « Les Effets pervers du sous-emploi à travers l'exemple algérien » , Canadian Journal of African Studies, Published by Canadian Association of African Studies, Vol. 14, No. 3 (1980), pp. 455.

Figure N° (III.17) L'évolution des exportations d'hydrocarbures en % de (1970-1983)



Sources : fait par nous même, d'après les données de Assia Hireche, op-cite, p. 55.

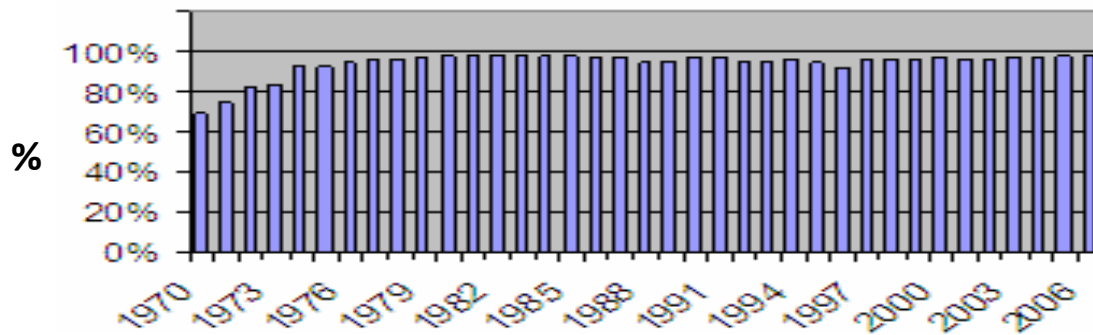
Selon la figure (III. 18) ci-dessous, l'évolution des hydrocarbures est continue et s'accélère de plus en plus ces dernières années.

¹ Cerems, centre d'études et de recherche de l'enseignement militaire supérieur, « Enjeux pétroliers en Afrique », Septembre 2005, p. 1.

² Mohamed Benbouziane, Mustapha DJENNAS et Meriem DJENNAS, « L'ALGÉRIE SERAIT-ELLE EPARGNÉE PAR LES CONSÉQUENCES DE LA CRISE FINANCIÈRE INTERNATIONALE ? », p. 11.

³ BOUHOU Kassim, « L'Algérie des réformes économiques : un goût d'inachevé », *Politique étrangère*, février 2009.

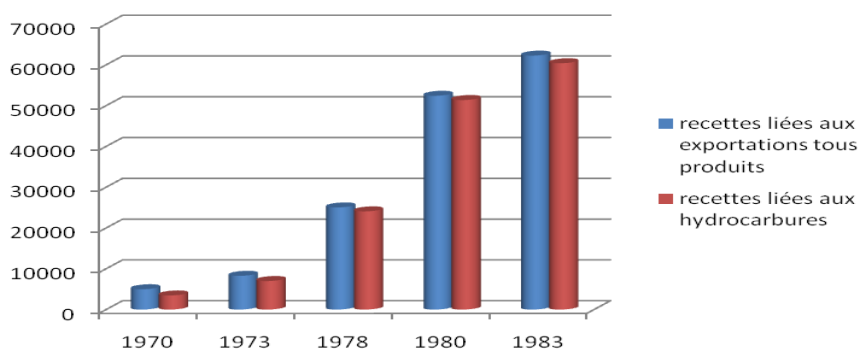
Figure N° (III. 18) L'évolution de la part des exportations d'hydrocarbure, 1970-2008, en %.



Source : d'après les données de l'office algérien des statistiques (ONS).

Depuis les années 1970 les exportations des hydrocarbures dominent les exportations totales de l'économie algérienne, comme l'indique la figure (III.19) suivante :

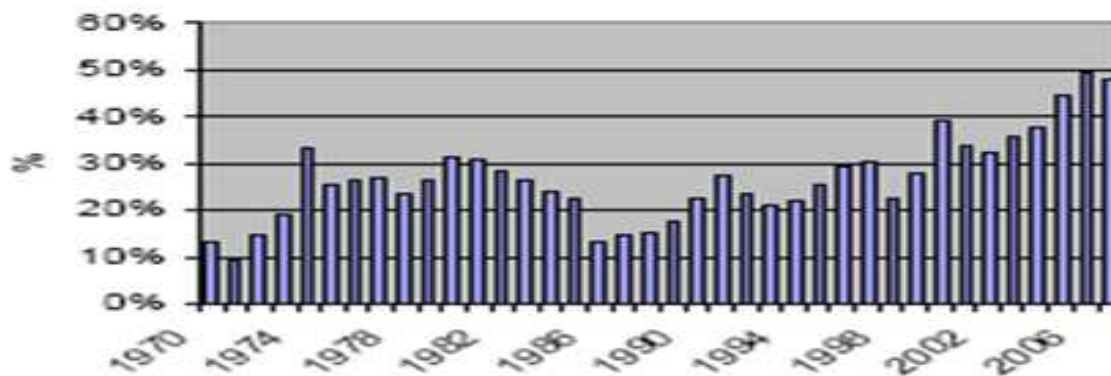
Figure N° (III. 19) La part des hydrocarbures dans les exportations totales algérienne entre (1970/1983) en milliers de dinars



Source : fait par nous même, d'après les données de Assia Hireche, op-cite, p. 55.

La figure suivante (III.20) montre l'évolution de la part de la valeur ajoutée des hydrocarbures entre 1970 et 2008 en pourcentage.

Figure N° (III. 20) L'évolution de la part de la valeur ajoutée des hydrocarbures, 1970-2008, en pourcentage du PIB.



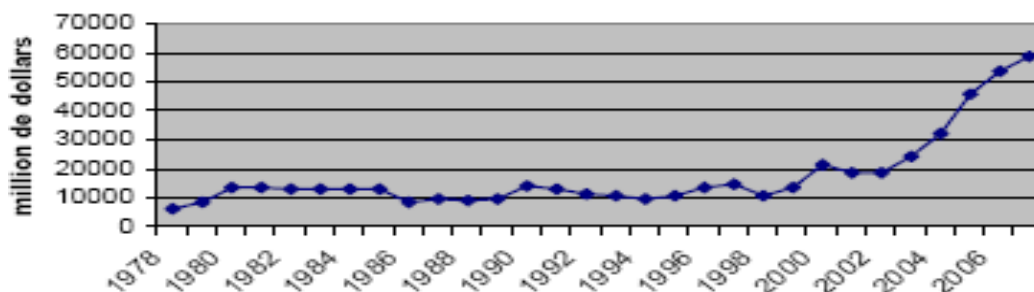
Source : d'après les données de l'office algérien des statistiques (ONS). Et les données de Abdelatif KERZABI , op-cite, p. 3.

Depuis vingt ans, les taux de croissance de l'Algérie stagnent à un très faible niveau. A l'origine, ce pays a connu une période de performances raisonnables durant la période 1970-85 ; la croissance du PIB était alors en moyenne de 4,7%. Depuis la chute des prix du pétrole en 1986 la croissance s'est sensiblement ralentie pour se fixer à une moyenne annuelle de 1,4% entre 1986 et 2002.¹

L'Algérie est passée d'un accroissement moyen annuel de 1,7% à une réduction moyenne annuelle de 0,7% pour la même période. Une faible amélioration de ces performances est à noter au cours des dernières années, le PIB augmente ainsi en moyenne de 3% entre 1998 et 2002. Ce qui reste très en deçà du taux de 5 et 6% impérativement requis pour absorber complètement les 250 000 nouveaux entrants annuellement sur le marché du travail, seuil nécessaire pour la résorption du chômage.

Cette figure(III.21) montre l'évolution (en valeur) continue des hydrocarbures

Figure N° (III. 21) L'évolution de la valeur ajoutée des hydrocarbures, 1978-2008, en millions de dollars courant.



Source : d'après les données de l'office algérien des statistiques (ONS). 2009.

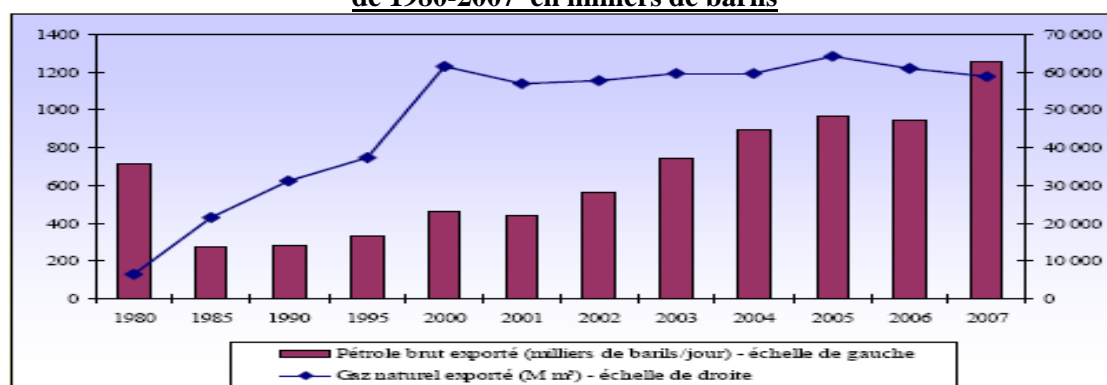
¹ William C. Byrd, « Contre-performances économiques et fragilité institutionnelle », CONFLUENCES Méditerranée - N°45 PRINTEMPS 2003, p. 62.

Au niveau des exportations, on peut apporter les constatations suivantes :

- L'alimentation accuse un recul très net. Ceci s'explique par la diminution des exportations agricoles due à la fois au déficit alimentaire et au manque de compétitivité au niveau mondial.
- La part des hydrocarbures est si capitale, elle est passée de 69,3% en 1970 à 97% en 1983,¹ et plus encore de 97,5% voire près de 98% ces dernières décennies.

Le pétrole et le gaz constituent les deux principaux produits d'exportation à hauteur 98% en 2007. De 1970 à 1980, les importations augmentent considérablement, ce qui souligne une plus grande dépendance du pays à l'égard de l'étranger, notamment sur les plans agricole (produits alimentaires) et industriel. Une double dépendance alimentaire et industrielle souligne les insuffisances du développement algérien. Sur la même période, les exportations sont de plus en plus le fait des hydrocarbures alors que les productions agricoles et les produits miniers semblent réservés à la consommation intérieure, l'Algérie adopte le profil d'un pays mono-exportateur. L'économie algérienne est dominée par les exportations des hydrocarbures, comme l'indique la figure (III.22) suivante.

Figure N° (III. 22): L'évolution des exportations des hydrocarbures de 1980-2007 en milliers de barils



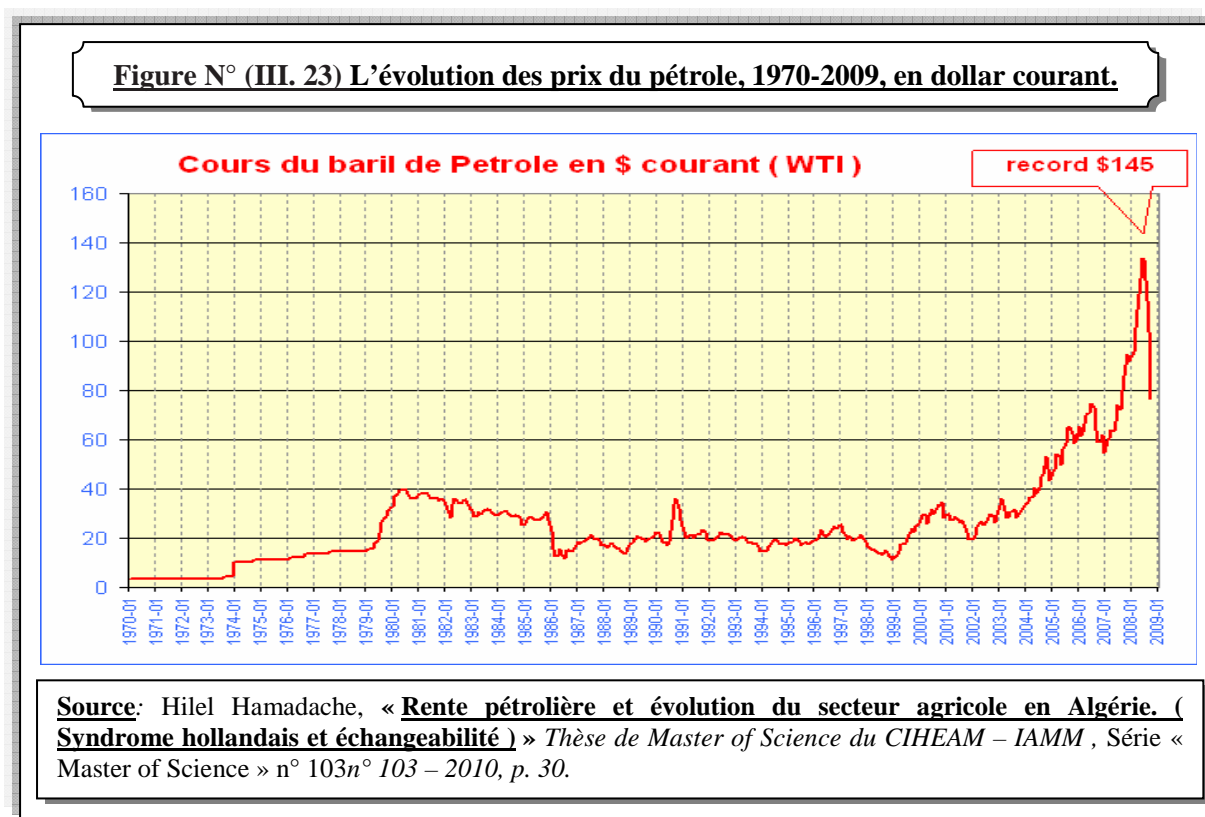
Source : OPEP, 2008

Selon la Banque d'Algérie, la situation macroéconomique de l'Algérie continue de s'améliorer, grâce à l'amélioration de la balance des paiements et la diminution de la dette extérieure. Les recettes d'exportation de l'Algérie dépendent presque totalement des hydrocarbures (qui représentent plus de 98 % des exportations totales, plus de 75 % des revenus fiscaux et plus de 50 % du PIB). Dans l'économie algérienne basée sur les exportations d'hydrocarbures, dont les cours sont fixés en dollars US, alors que les importations sont essentiellement européennes et libellées en euro, la dégradation du cours du dollar par rapport à l'euro (et au dinar) dégrade le bilan des échanges économiques internationaux de l'Algérie, ou à tout le moins annule les effets de la hausse du cours du pétrole et provoque une dégradation du pouvoir d'achat des Algériens (les biens de consommation étant généralement importés, et les importations algériennes payées en euro dans une proportion de 55 à 58 %, et cash dans 83 % des cas.). Selon le Forum des chefs d'entreprise algériens (FCE), la dépréciation

¹ Assia Hireche, « Algérie...l'après-pétrole : quelles stratégies pour 1995 et 2010 ? », édition Harmattan, Paris, 1989, p. 55.

du dollars face à l'euro entre 2002 et 2006 (33 %) a fait augmenter de 14,4 % la facture globale des importations algériennes.

La croissance économique, les revenus de l'État et la capacité d'épargne (très importante) du pays sont très dépendants du secteur des hydrocarbures. Autrement dit, et contrairement aux années 1970, le budget dépend de la fiscalité pétrolière, aussi bien dans sa partie fonctionnement que dans sa partie équipement. La branche des hydrocarbures qui assure l'essentiel des exportations de l'Algérie constitue le principal moteur de l'économie. C'est cette branche qui lui procure la quasi-totalité de ses ressources extérieures en devises. Le prix du pétrole demeure la variable déterminante de la politique économique de l'État. C'est cette variable d'ailleurs qui a permis à l'Algérie de réaliser de bons points sur le plan financier et réaliser ainsi "son indépendance financière et notamment en juillet 2008 avec un record de 150 \$ baril. La figure suivante (III.23) montre les variations de prix de pétrole.



En une décennie (1998-2008), tous les indicateurs de l'activité macro-économique algérienne (inflation, déficits, croissance, produit national brut, commerce extérieur) sont positifs ou excédentaires. De 400 millions en 1989, les réserves en devises disponibles de la Banque d'Algérie s'élèvent en 2003 à 32 milliards de dollars (Md\$).

L'Algérie a bénéficié de plusieurs années d'expansion économique soutenue, mais l'économie reste fortement tributaire des exportations d'hydrocarbures.

L'Algérie est l'origine principale, avec six fois plus d'exportations vers le sud-ouest de l'Europe que la Tunisie le Maroc qui n'exportent pas de pétrole brut à cause de sa faible production.¹

Par exemple, Sonatrach, la compagnie pétrolière nationale algérienne, a été à l'origine de six des huit découvertes de pétrole algérien faites en 2005 et projetait d'investir 8,6 à 9 milliards de dollars dans la prospection et la production sur la période 2006–2010, soit plus de 70 % des investissements algériens.

Plus le prix de brut augmente, plus les recettes pétrolières et gazières dans le cas de l'Algérie représentent l'essentiel du pays.² Les recettes extérieures de la Libye (87 %) et de l'Algérie (entre plus de 97 et 98 %) sont constituées par la vente d'hydrocarbures.³

Le poids du secteur des hydrocarbures n'a cessé d'augmenter et pèse pour près de 50% du PIB algérien en 2006, alors que ces exportations atteignent 98% du total. L'économie algérienne est spécialisée dans la production (entre 30 % et 50 % du PIB depuis 1990) et l'exportation (97 % des exportations) de pétrole.⁴ D'après le tableau (III.6) (III.7) ci-après, la valeur totale des exportations algériennes en 2007 est de 59,52 milliards de \$ dont 97,80 % provient des exportations des hydrocarbures environ 58,21 milliards de dollars. La part du secteur des hydrocarbures dans la production de la richesse nationale est passée de 33% en 2002 à 55% en 2008. La société nationale des hydrocarbures, Sonatrach, est classée actuellement 12e au palmarès mondial, veut se hisser au rang de major dans les prochaines années.

Tableau N° (III.6) Structure des exportations (Année 2007) Valeur :
En Milliards de \$ US

	Valeur	Pourcentage
Exportation des hydrocarbures	58,21	97,80%
Exportation hors hydrocarbures	1,31	2,20%
Total des exportations	59.52	100%

Source : www.pdfcomplete.com

Tableau N° (III.7) : L'évolution des Exportations totales
(En valeur- Milliards de \$EU)

2005	2006	2007	2011 (Projection du FMI)
44,395	54,613	59,520	56,5

Source : www.pdfcomplete.com

L'Algérie a beaucoup bénéficié non seulement des prix élevés du pétrole mais aussi d'une forte reprise de la demande mondiale de pétrole (les pays émergents, l'Inde, Chine et Brésil), ce qui explique en grande partie l'accélération de la croissance au début de 2004.

¹ "Deliverable D6 ORGANISATION AND STRATEGIES OF MOST REPRESENTATIVE TRANSPORT CHAINS", Defining and evaluating a strategic transport infrastructure network in the Western Mediterranean, October 2004 Annex - Monographs VII to VIII, p. 2.

² Jean-Pierre Favennec, « Géopolitique de l'énergie: Besoins, ressources, échanges mondiaux », Editions Ophrys, 2007, P. 55.

³ Mohamed Métalsi, Ouardia Oussedik, « Le Maghreb, l'occident arabe », Institut du Monde Arabe IMA Exposition réalisée avec le soutien de l'Acsé, édition la Direction des Actions culturelles, N° 1 bis-juin 2007, p. 4.

⁴ Hélène Djoufelkit, « Rente, développement du secteur productif et croissance en Algérie », op-cite, p. 4.

Le niveau élevé des prix mondiaux du pétrole jusqu'au milieu de 2008 a encore consolidé la position extérieure: l'excédent de la balance courante a dépassé 20 % du PIB en 2007 et fin octobre 2008 malgré l'envolée des importations liées au programme d'investissement public (PIP). Le taux de croissance réelle de l'Algérie a connu une amélioration constante ces dernières années, passant de 2,1% en 2001 à 6,1% en 2008, avec un pic à 6,8% en 2003. Les variables externes ont été dopées par l'envolée du cours des hydrocarbures, avec un excédent commercial record en 2008, avoisinant les 42 Mds USD, soit une progression de 16% par rapport à l'année précédente. L'évolution de la balance commerciale et celle de paiements sont en évolution continue depuis 2002, comme l'indique les figures (III.24), (III.25) et (III.26) ci-après.

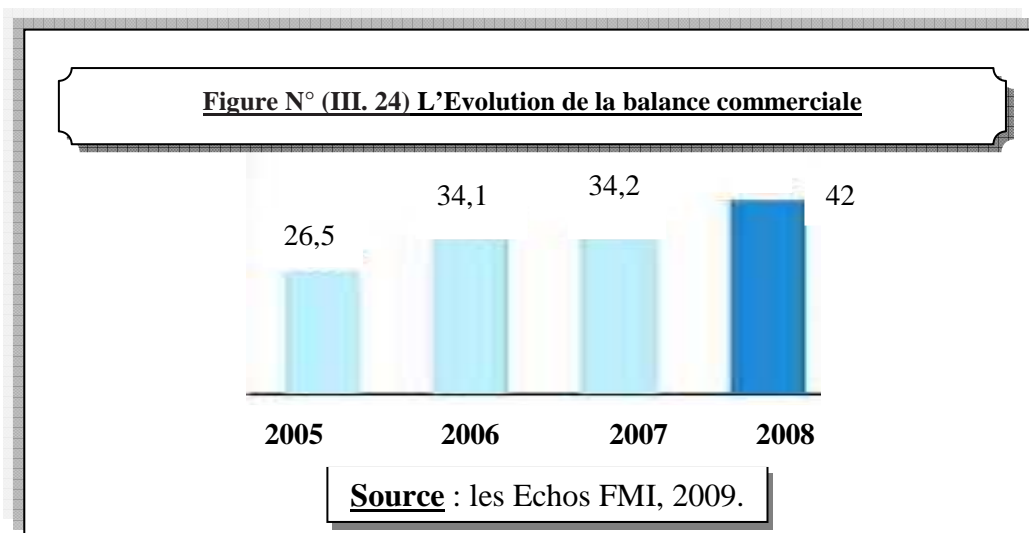
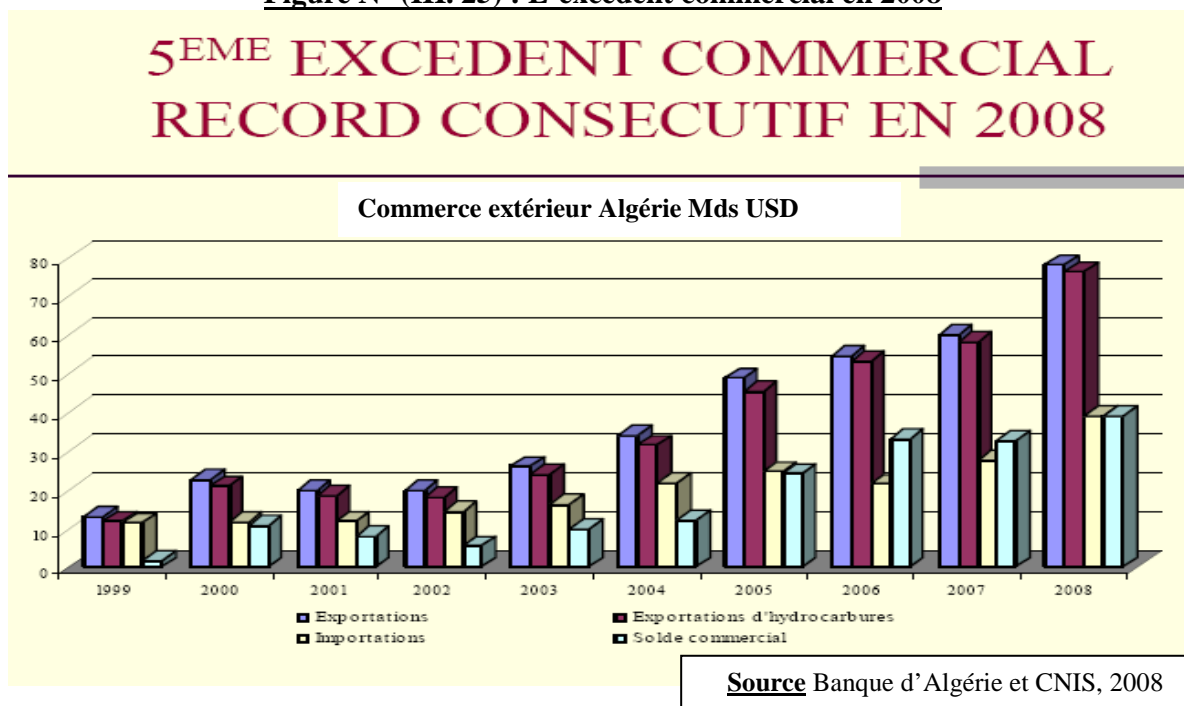
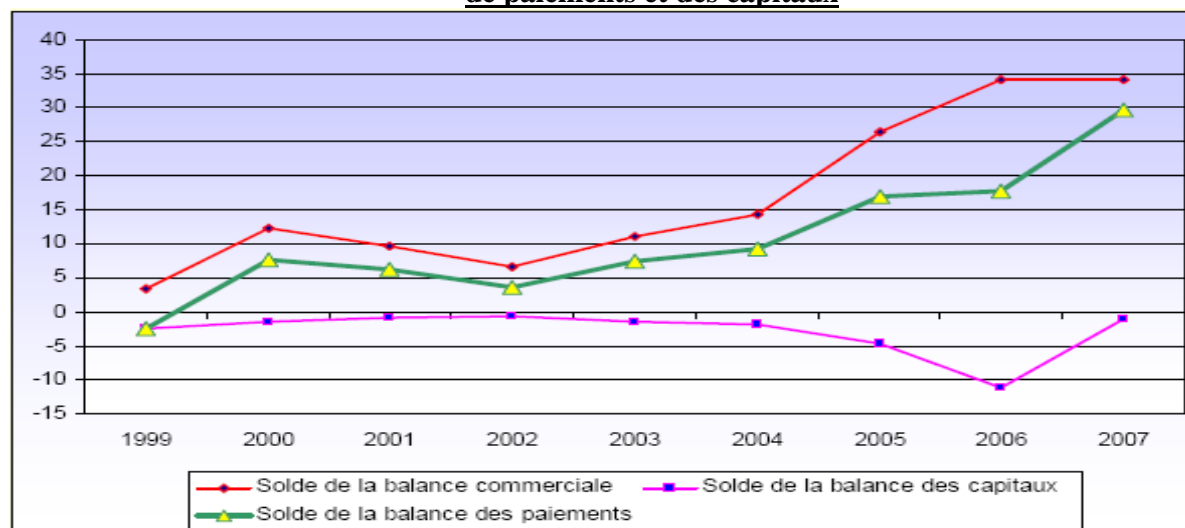


Figure N° (III. 25) : L'excédent commercial en 2008



**Figure N° (III. 26) : L'Evolution de la balance commerciale,
de paiements et des capitaux**



Source Banque d'Algérie et FMI, 2008

2. les exportations hors hydrocarbures

Le secteur industriel et agriculture hors hydrocarbures sont également très faiblement tournés vers l'exportation (moins de 3 % des exportations). C'est donc une économie rentière et la croissance économique est très dépendante du prix du pétrole (et du gaz). La littérature économique, théorique et empirique, souligne le rôle déterminant que tient le secteur productif hors hydrocarbures, et notamment le secteur manufacturier, dans la croissance à long terme.

D'après Djilali Tarikat, le directeur général de la Cagex (Compagnie des assurances et garanties à l'exportation), les exportations algériennes hors hydrocarbures continuent de descendre drastiquement. L'Algérie a un chiffre faible des exportateurs, chiffre représentant moins de 1% de l'ensemble des commerçants inscrits au registre du commerce c'est 800 exportateurs, parmi ces derniers, répertoriés par l'administration du commerce, seuls 300 à 400 exportent régulièrement chaque année (moins de 400 sociétés activent régulièrement dans l'exportation), et parmi ces entreprises il ya seulement 10 entreprises qui dominent 70% des exportations totales hors hydrocarbures.

Le directeur général de la CAGEX a indiqué que la multiplication de nombre des entreprises exportatrices est un objectif essentiel, ce qui pousse la ministère des PME et L'ANSEJ à intervenir et contribuent à aider à la création des entreprises d'exportation. Selon le directeur général de la CAGEX qui a indiqué que plusieurs produits algériens exportés ont vu une chute drastique de leur demande sur le marché international après les années 1970 de plus si on regarde les statistiques des trois dernières années (2007, 2008 et 2009), on peut dire qu'il y a quand même une évolution de 30% de nos exportations. L'agence CAGEX est en mesure d'assurer ses clients exportateurs auprès des banques, en précisant qu'elle a les moyens financiers de sa stratégie et de sa politique. Plusieurs opérations d'exportations ont bénéficié de préfinancement par les banques grâce aux garanties de la CAGEX par la signature d'un protocole d'accord avec les banques publiques principales du marché, pour le financement des entreprises exportatrices de façon à ce que la CAGEX soit mieux connue non

seulement des milieux des opérateurs exportateurs mais aussi des banques, et à faciliter les financements des exportateurs algériens, sans omettre les exigences lourdes des banques ayant des effets assez contraignantes pour les exportateurs et conséquemment les exportations.¹

Les exportations hors hydrocarbures de l'Algérie ont enregistré une hausse de 42,12%, en 2008, passant de 1,33 milliard de dollars à 1,89 milliard de dollars en 2007, selon les chiffres de centre national de l'information et des statistiques (CNIS, 2008). Sachant que les exportations hors hydrocarbures ont stagné depuis 1995 à un niveau très modeste (0,6 milliards de \$). Et malgré cette hausse «relativement importante», les exportations hors hydrocarbures demeurent «marginales» et représentent seulement 2,2% et 2,42 % du volume global des exportations en 2007.²

Les produits hors hydrocarbures exportés sont constitués en grande partie par les dérivés des hydrocarbures. Il s'agit, notamment, des hydrocarbures cycliques qui ont augmenté de plus de 210%, passant de 17,9 millions USD à 55,7 millions USD et des huiles et autres produits provenant de la distillation des goudrons en hausse de 51,9%, soit une valeur de 534,8 millions USD en 2008 contre 351,9 millions USD en 2007.

A l'exception des produits laminés plats en fer et le zinc sous forme brute qui ont enregistré des baisses respectives de (-40,28%), soit 92,8 millions USD et (-17,81%) soit 50,9 millions USD, les autres produits ont affiché des hausses «remarquables». La plus importante augmentation a été enregistrée par les produits des ciments hydrauliques (+633,13%), passant de 6,5 millions de dollars à 48 millions de dollars en 2008, suivis par les produits des phosphates de calcium (+140,3%), passant de 57 millions USD à 137,2 millions USD, déchet et débris de fonte (+115,42%), soit 189,7 millions USD contre 88 millions USD. Les augmentations ont touché également les ammoniacs anhydres (+81,03%), passant de 164,8 millions USD à 298,4 millions USD, les eaux minérales et gazeuses (+70,79%), totalisant 28,8 millions USD, hydrogènes (argon) +54,36, soit 46,7 millions USD et enfin les déchets et débris de cuivre en hausse de 5,37%, soit 85,5 millions USD.

Les exportations de l'Algérie ont atteint 78,23 milliards de dollars en 2008, en hausse de 30,04% par rapport à 2007. Les exportations d'hydrocarbures ont constitué l'essentiel de ces ventes vers l'étranger avec 97,58% de la valeur globale, en accroissement de 29,76% par rapport à 2007.³ Les exportations hors hydrocarbures ont stagné depuis 1995 à un niveau très modeste (0,6 milliards de \$) elles sont représentées 1,31 milliards de \$ USD en 2007. La part des exportations de l'alimentation Algérienne est passée de 30,7% en 1963 à 2,2% en 1978, tandis que celle des énergies est passée de 57,9 en 1963 à 96,2 en 1978, comme le montre le tableau (III.8) ci-après.

¹ Hamza Bensalem, « **Les exportations hors hydrocarbures en chute libre** », Moins de 400 sociétés activent régulièrement, la voix de l'oranie, N° 2917 - Mercredi 3 Juin 2009, p. 2.

² www.pdfcomplete.com

³ Le ministère de l'énergie et des mines « **Hausse de plus de 42% des exportations hors hydrocarbures** », revue périodique du secteur de l'énergie et des mines, Algérie. 10 mars 2009, p. 39.

Tableau N° (III.8) : Evolution en pourcentage des exportations algériennes

	Alimentation	Energie	Matières premières	Produits semi-finis et finis	Total (en millions de DA)
1963	30,7	57,9	8,3	3,1	3 747
1964	38,8	53,9	4,1	3,2	3 589
1965	36,2	53,7	6,0	4,1	3 146
1966	30,3	59,3	4,6	5,8	3 069
1967	16,2	72,9	3,0	7,8	3 572
1968	15,7	71,0	5,6	7,7	4 098
1969	20,1	70,0	4,6	5,3	4 257
1970	19,8	70,4	3,2	6,6	4 980
1971	12,2	74,9	4,3	8,6	4 208
1972	9,2	82,3	3,4	5,1	5 854
1973	12,2	83,0	1,6	3,2	7 479
1974	3,4	93,2	1,6	1,8	19 594
1975	3,6	93,1	2,4	0,9	18 563
1976	2,7	95,0	2,1	0,2	22 205
1977	2,1	96,2	1,6	0,1	25 356
1978	2,2	96,2	1,5	0,1	25 037

Source : Jacques Schnetzler , **«Les Effets pervers du sous-emploi à travers l'exemple algérien »** , (1980), op-cite, p. 455.

Les exportations nettes hors hydrocarbures ont fondu comme neige au soleil, elles ne représentent que 2,2% environ 1,31 milliards de \$ en 2007 d'après le tableau (III.9) ci-après, et 2 milliards \$ US en 2008 et 1,4 milliards de \$ US en 2009. Cela implique une nette détérioration du secteur traditionnel d'exportation, soit le secteur manufacturier et agriculture, qui se trouvent maintenant largement déficitaires depuis les années 1970. Aussi le déficit primaire hors hydrocarbures dépasse 52 % du PIBHH, contre 44 % en 2007.

Tableau N°(III.9) Les exportation algériennes (Année 2007)

		Milliards de dollar US	%
Hydrocarbures		58,208	97,80
Hors Hydrocarbures	Huiles et autres produits provenant de la distillation des goudrons	0,326	02,20
	Ammoniacs anhydres	0,182	
	Produits lamines plats en fer	0,113	
	Déchets et débris de cuivre	0,077	
	Zinc sous forme brute	0,065	
	Alcools acycliques	0,037	
	Hydrogènes	0,030	
	Pneumatique neufs en caoutchouc	0,023	
	Dattes	0,023	
	Eaux minérale et gazeuses	0,017	
	Total des exportations des produits Hors Hydrocarbures	1,310	
Total des Exportations		59,518	100

Source : www. pdfcomplete.com

Et les principaux clients de l'Algérie sont les Etats-Unis, l'Italie et l'Espagne, comme le montre le tableau (III.10) 9 ci-après :

Tableau N°(III.10) Principaux Clients (Année 2007 En Milliards de \$EU)

Etats-Unis d'Amérique	15,887
Italie	8,943
Espagne	5,987

Source : www. pdfcomplete.com

La progression du crédit à l'économie à moyen et à long terme et celle de la demande de crédit par les entreprises privées confirme cependant les signes d'une bonne croissance du PIB hors hydrocarbures. Elle a atteint 6,1% en 2008. "La croissance reste en grande partie tributaire de la production d'hydrocarbures et des dépenses publiques d'investissement, ce qui l'expose à un retournement brutal des cours pétroliers mondiaux et, corrélativement, à la baisse des revenus de l'État, dont l'essentiel provient de la fiscalité pétrolière", le prix de pétrole a diminué de 150 \$ en juillet à 39 en novembre en 2008 (la même année). La bonne tenue des secteurs des services, des infrastructures, du secteur bâtiment, travaux publics et hydraulique (BTPH) et, à un degré moindre, de l'industrie, explique néanmoins le renforcement de la croissance en 2008. "L'économie algérienne reste dominée par le secteur des hydrocarbures, qui a représenté en 2008 près de 46,7% du PIB et 97,5% des recettes d'exportation". L'effondrement brutal des cours mondiaux du brut depuis juillet a fait chuter en 2008 les recettes d'exportation des hydrocarbures de près de 2 milliards de dollars (78,2 milliards de dollars contre 80 milliards prévus). "Conjuguée à la chute des cours mondiaux et à la stagnation de la production pétrolière, la baisse par Sonatrach de 200 000 barils/jour de sa production pour respecter son quota OPEP affecte mécaniquement les recettes d'exportation.

Les statistiques douanières relatives aux échanges commerciaux entre l'Algérie et l'Union européenne signalent une balance déficitaire pour l'Algérie, qui est entrée dans la deuxième phase de démantèlement de ses barrières tarifaires en septembre 2005, conformément à l'accord d'association. Entre les huit premiers mois de 2006 et les huit premiers mois de 2007, les échanges algéro-européens ont crû de 24 %, soit 741 millions de dollars, mais cette croissance a davantage profité aux partenaires européens de l'Algérie qu'à l'Algérie: les exportations algériennes vers l'US n'ont atteint que 500 millions de dollars pour les marchandises concernées par l'accord (qui ne concerne pas les hydrocarbures, par exemple), alors que les importations européennes de l'Algérie ont dépassé les neuf milliards. Les importations algériennes ont augmenté de 14,36 %, tandis que les importations européennes ont diminué de 3,24 % (et même de 21,5 % pour les produits agricoles).

Néanmoins, il s'avère que le solde de la balance commerciale hors hydrocarbures de l'Algérie est fortement négatif (-37,1 Mds USD en 2008). Bien que les exportations assurent globalement une large couverture des importations (196,5% en 2008), la hausse continue de ces dernières, accentuée par la chute vertigineuse des prix du pétrole fin 2008 et la crise financière mondiale, menace l'équilibre de la balance commerciale en 2010. En effet, la perspective d'une diminution de l'activité mondiale, et donc de la demande de matières premières, s'est traduite par une baisse des recettes d'exportation algériennes, et ce dès le second semestre 2008. En témoigne la chute de près de 48% du volume global des exportations au premier semestre 2009 par rapport à la même période en 2008, passant de 47,4 Mds USD en 2008 à 24,7 Mds USD en 2009.

En outre, selon l'étude du CNIS, les exportations hors hydrocarbures restent marginales, ne dépassant pas 2,2 Md\$ au cours de la période de référence, soit 2,34 % du volume global. Dépendante de la manne pétrolière qui représente près de 98% des exportations, entre 70 et 80% des revenus fiscaux et environ 50% du PIB, l'économie algérienne demeure donc vulnérable. Encore peu diversifiée, elle ne dispose pas de secteur de production phare, susceptible de prendre le relais des hydrocarbures. Par exemple, le secteur de l'industrie hors hydrocarbures a connu une évolution négative comme l'indique le tableau (III.11) suivant :

Tableau N°(III.11) : Taux de croissance du secteur public industriel hors hydrocarbures

année	1991	1992	1993	1994	1995	1991-1995
taux de croissance%	-7	-2,5	-1,5	-8,5	-0,5	-4

Source : Abdelatif KERZABI , **op-cite**, p. 2.

Les exportations algériennes hors hydrocarbures demeurent encore faibles. Pire, durant les dix premiers mois de 2009, ces exportations ont baissé de 40% par rapport à la même période de l'année 2008. En valeur, elles sont passées de 1,6 milliard de dollars à 900 millions durant la même période. Les exportations hors hydrocarbures ont enregistré une baisse de 45% durant l'année 2009 en comparaison avec l'année passée. En valeur, les exportations totales hors hydrocarbures ont enregistré 2 milliards de \$ DUS en 2008, alors qu'en 2009 ce montant a diminué à 1,400 milliards de \$ DUS. Tout en expliquant,

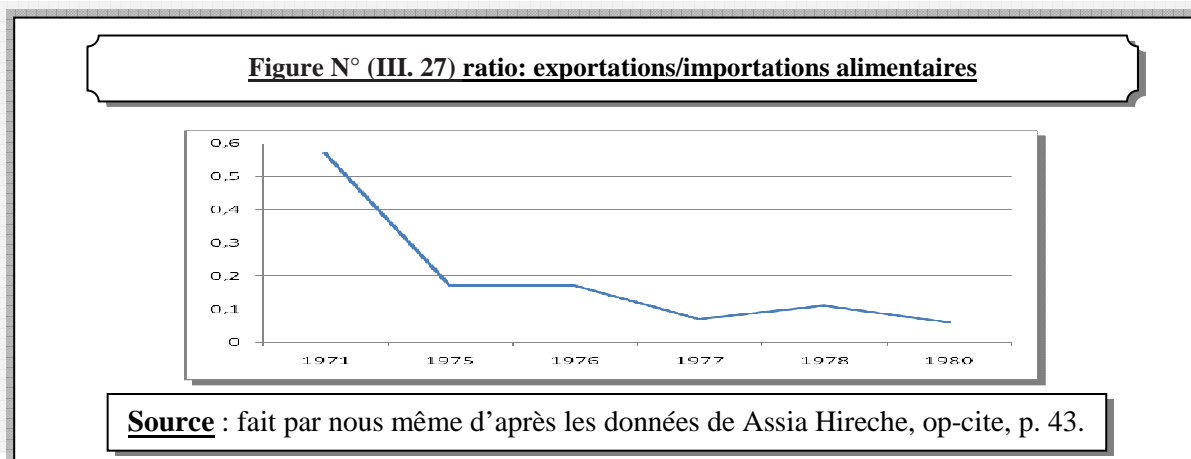
objectivement, cette baisse par les fluctuations de change, la diminution de la demande sur le marché international et la crise économique, les experts ne manquent pas cependant de mettre en cause les contraintes récurrentes que les entreprises algériennes exportatrices n'arrivent toujours pas à surmonter.

3. les importations

Après l'échec des politiques de substitutions aux importations en Algérie et les résultats miraculeux réalisés par les pays asiatiques expliqués notamment par une stratégie d'ouverture à l'économie mondiale, l'Algérie a adopté une politique d'ouverture à partir du début des années quatre-vingt dix dans le cadre des programmes d'ajustement structurel, des accords avec Union Européenne et des accords régionaux (et de l'OMC).

Avec ou sans l'effondrement du prix des hydrocarbures au niveau mondial, l'économie algérienne reste entièrement dépendante de l'étranger tant sur le volet alimentaire que sur le volet technologique et industriel.¹

Le ratio (exportations/importation) était 0,57 en 1971 contre 0,06 en 1980, on constate qu'il y a d'une part, une chute libre des exportations alimentaires (environ une diminution de 10,5 % en une décennie) et d'une autre part une forte augmentation des importations alimentaires. En 1980 l'agriculture ne couvrait que 35% des besoins de la consommation nationale.² La figure (III.18) suivante montre ce constat.



En dépit de la croissance relative qu'enregistre la filière (importation), avec une production qui dépasse les 6 millions de tonnes en 2008/2009, l'Algérie demeurera dépendante du marché international des céréales à long terme. Selon une étude prospective de l'institut américain spécialisé dans l'alimentation et l'agriculture, FAPRI (Food and Agricultural Policy Research Institute), l'Algérie est le troisième importateur mondial de céréales avec 6% des importations mondiales, passeront de 5,6 millions de tonnes en 2007 à 6,8 millions de tonnes en 2008/2009. L'étude fait ressortir que la tendance à la croissance touchera les importations céréalières de l'ensemble des pays d'Afrique du nord. «Les quatre pays nord-africains, (Algérie, Egypte, Maroc et Tunisie), qui importent environ 18,7 millions de

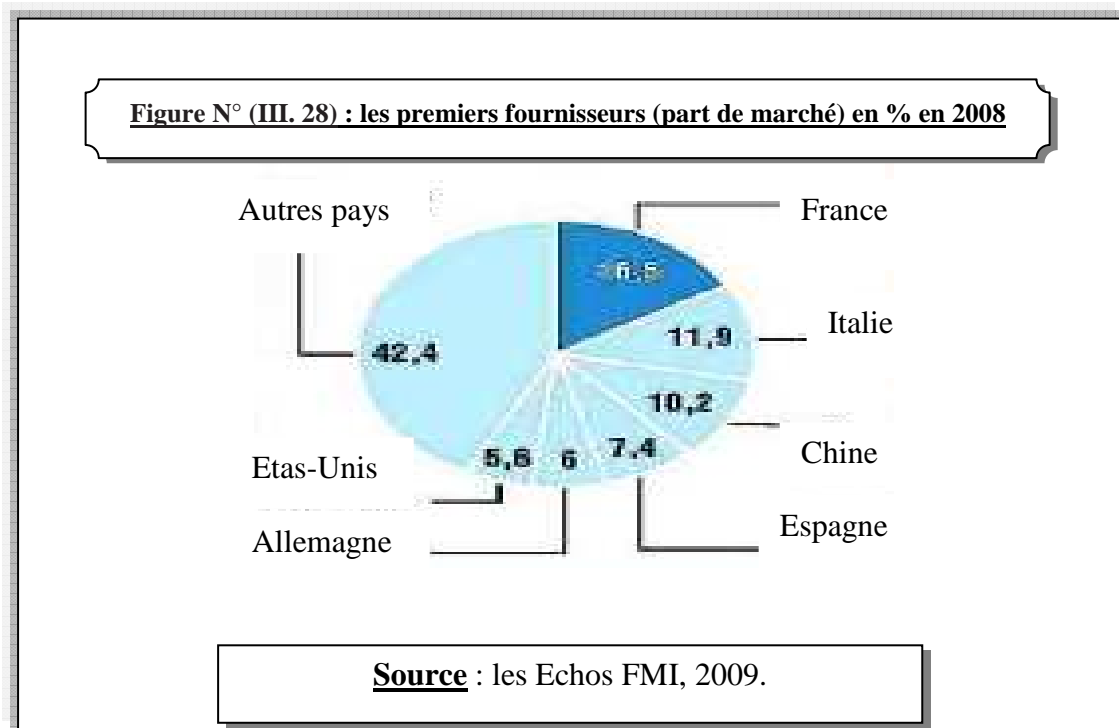
¹ Hassan Zaoual, « Les économies voilées du Maghreb: de la technique à l'éthique », édition L'Harmattan éditeur, 2006, .P. 30.

² Assia Hireche, « Algérie...l'après-pétrole :quelles stratégies pour 1995 et 2010 ? », édition Harmattan, Paris, 1989, p. 43.

tonnes de blé en 2008/2009, en achèteraient 25,6 millions à l'horizon 2018/2019» selon les prévisions du FAPRI. Ces chiffres permettent de souligner que ces pays «comptant pour 19% des importations mondiales de blé en 2008/2009, passeraient à une part d'environ 22% dans une dizaine d'années». ¹

Selon la figure (III.28) ci-après, pour la septième année consécutive, la France est restée le premier fournisseur et investisseur hors hydrocarbures de l'Algérie en 2006, et au premier semestre 2007 avec 18,67 % du total des importations environ 4,596 milliards de \$, On compte un peu plus de 300 entreprises françaises implantées dans le pays, employant près de 30 000 ouvriers et travailleurs, en suite Italie avec 2,368 et la Chine 2,297 milliards de \$. En 2009 la France se positionne en leader avec 16,9% de parts de marché au premier semestre 2009, y exporte presque 50% de plus que la Chine (11,2%) et l'Italie (10,9%). En revanche, la France n'est que le troisième client de l'Algérie, avec 9,45 % des exportations, derrière l'Italie et l'Espagne. Les importations Algériennes sont pratiquement doublées, en 7 ans, se situant à plus de 21 milliards de \$, en 2006. Le principal partenaire économique de l'Algérie est l'Union Européenne, avec une part de marché de plus de 50% (A l'export et à l'import).

Les importations algériennes sont composées de machines et d'équipement, de produits chimiques et manufacturiers. Les produits alimentaires pèsent lourds dans la balance commerciale (27% des importations). L'UE absorbe 64% des exportations et fournit 56% des importations de l'Algérie, avec une balance commerciale structurellement déficitaire. La progression constante des exportations chinoises est à signaler : 11ème fournisseur de l'Algérie en 2000, la Chine est devenue le 3ème à partir de 2006 et dépasse provisoirement l'Italie au 1er semestre 2009, suivent ensuite l'Espagne, l'Allemagne, dont les exportations vers l'Algérie sont en nette progression.



¹ Mohamed Naïli, « **6% des importations mondiales destinées à l'Algérie** », *El Watan ÉCONOMIE* - Du 28 septembre au 4 octobre 2009, L'ACTUALITÉ, p.11.

Malgré les évolutions positives de l'environnement externe, la croissance économique est modeste avec une moyenne annuelle de 3.3% de 1995-2000. En 2000, elle a même reculé à 2,4%, en raison de la faiblesse des secteurs hors hydrocarbures. Cette performance contrastée de l'économie algérienne révèle ses principales faiblesses structurelles : La prédominance du secteur des hydrocarbures. Le pays est donc soumis à une forte volatilité des grands équilibres macro-économiques en fonction des prix des produits pétroliers; l'industrie hors hydrocarbures et l'agriculture sont peu compétitives et diversifiés; forte influence du secteur public dans l'économie (50% du PIB et 75% de la production industrielle).

Le secteur agroalimentaire est celui autour duquel se cristallisent les enjeux de la sécurité alimentaire de la population. Le domaine alimentaire en Algérie a longtemps été l'apanage de l'Etat qui a mis en place un système qualifié d'agro-importateur. L'adoption de telle politique n'a été rendu possible que grâce à l'aisance financière qui provenait de la rente pétrolière.

Par exemple, le lait ne fait pas figure d'exception, c'est même la denrée alimentaire la plus importée après le blé. D'ailleurs, l'Algérie est le deuxième importateur de lait et dérivés après le Mexique (la croissance des importations laitières s'élève à 57 % en moyenne par an entre 1996 et 2004).¹

La production laitière en Algérie ne permet pas l'autosuffisance. Cette situation est due globalement au fait qu'une politique laitière était quasi-inexistante au cours des différents plans de développement précédents. Les quelques actions menées pour accroître les quantités du lait produits n'ont pas eu d'impact significatif. À partir de 1995, le gouvernement a mis en œuvre de véritables mesures incitatives pour encourager la production de lait dans les exploitations mais les résultats sont en deçà des espérances.

La consommation du lait et dérivés a connu une forte augmentation. Celle-ci est passée de 34 litre / an / hab en 1970 à 95 L / an / hab en 1995. En 2003, la consommation est de 116 L / an / hab, elle a atteint 117 L en 2005.²

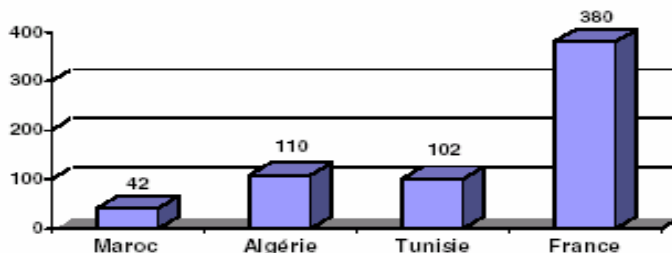
La ration type de la consommation varie entre 80Kg /an/hab et 220 Kg/an/hab. En Algérie, la consommation du lait et produit laitier se rapproche plus de la borne supérieure que de la borne inférieure de cette fourchette.

Pour ce qui est de la consommation des fromages et des yaourts, celle-ci s'élève à 5 ou 6 Kg par an et par habitant, alors qu'elle était de moins de 1 KG en 1988. Toutefois, elle reste faible en la comparant à celle des marocains et tunisiens qui s'élevé à 10 Kg / an / hab.

¹ Souki Hakima, , « **Les stratégies industrielles et la construction de la filière lait en Algérie : portée et limites** ». faculté de sciences de gestion, Revue Campus N°15, p. 3.

² Souki Hakima, , « **Les stratégies industrielles et la construction de la filière lait en Algérie : portée et limites** ». op-cit. p. 3.

Figure N° (III. 29) La consommation par habitant par an en litres équivalent lait liquide en France et au Maghreb.



Source : Souki Hakima, , « **Les stratégies industrielles et la construction de la filière lait en Algérie : portée et limites** ». faculté de sciences de gestion, Revue Campus N°15, document sans date, p. 3.

Comme le montre cette figure N (III.29), la consommation du lait et ses dérivés en Algérie est plus importante que celle du Maroc (42 L) et de la Tunisie (102 L), mais elle reste très loin de celle des pays développés (380L en France).

En 2002, on estime que les 105 litres de lait et produits laitiers consommés par chaque algérien proviennent à raison de :

- 55 litres de la recombinaison en usine ;
- 15 litres de produits finis importés;
- 35 litres de la production domestique.

Les importations couvraient au total, les deux tiers de la consommation. L'Algérie importe 70 % des disponibilités en lait et produits laitiers au cours de la période 1996- 1999. L'importation du lait représente 20 % de la facture alimentaire globale.

Cette forte relation qui existe entre la filière lait et le marché mondial du lait et produits laitiers implique que celui-ci exerce une influence importante sur cette filière.

Face au déficit de la production nationale du lait, l'Etat a fait massivement appel aux importations.

En 2000, les prix ont connu une forte augmentation (52 % entre 1999 et 2000). Cette situation s'explique par la baisse de l'offre mondiale de 9% par rapport à l'année précédente. En février 2007, le prix de la poudre de lait a connu une augmentation sans précédent (3000 \$ la tonne). Cette flambée a engendré une augmentation des coûts de transformation, ce qui conduit à une augmentation de prix de 26 DA / unité à 28 DA / unité tout en maintenant les prix de vente à 25 DA/ l'unité (subvention de l'Etat). En 2010 ce prix est 30 DA.

En 2008 l'Algérie a importé 60000 tonnes de lait (poudre) tandis que en 2009 n'a importé que 20000 tonnes grâce à des politiques adoptées par l'Etat tels que l'importation des vaches produisant du lait, la création des PME, PMI et TPE activant dans le domaine laitier ainsi que les différentes subventions destinées aux producteurs de produits laitiers .

Sachant que les importations algériennes ont connu une très forte progression ces deux dernières années + 28% en 2007 et +35% sur le premier semestre 2008. La croissance des importations de marchandises touche toutes les familles de produits. La politique économique suivie jusque-là dans le secteur agricole, malgré tout le volontarisme dont elle a toujours été empreinte, n'a pu empêcher le développement des importations alimentaires au détriment de produits qui pouvaient être fournis par le marché local.

La facture alimentaire à l'importation a presque doublé en 5 ans, passant de 2,6 milliards de dollars en 2003 à près de 5 milliards de dollars en 2007, elle s'est alourdie encore en 2009, après son record (de plus de 8 milliards de dollars), cela a contribué à l'augmentation des dépenses publiques du pays compte tenu du poids des subventions aux produits de première nécessité consenties par l'État pour préserver le pouvoir d'achat de la population". Il faut signaler que, malgré l'aisance financière et la bonne tenue des principaux agrégats, des secteurs comme l'industrie hors hydrocarbures et, à un degré moindre, l'agriculture et l'industrie manufacturière, ne contribuent encore que faiblement au PIB. La faiblesse de l'industrie manufacturière algérienne et l'augmentation du pouvoir d'achat due à la hausse du prix du pétrole a récemment fait bondir les importations dans presque tous les domaines. Le taux d'inflation commence à augmenter en 2006 suite aux augmentations des salaires.

Et d'après le tableau suivant (III.12), on montre l'évolution des importations en valeur.

Tableau N° (III.12) Evolution des Importations (En Valeur - Milliards de \$EU)

2005	2006	2007	2011 (Projection du FMI)
20,357	21,456	27,439	38,1

Source : www.pdfcomplete.com, op-cite, p.6.

L'Algérie importe les deux tiers 2/3 de sa consommation alimentaire et les produits algériens s'exportent très mal (98 % des exportations sont ainsi constituées des seuls hydrocarbures). Ce tableau (III.13) montre les différents produits importés.

Tableau N°(III.13) Principaux Produits importés (Année 2007)

	Valeur- Milliards de \$USD	%
Biens alimentaires	4,827	17,59
Biens destinés à l'outil de Production	8,508	31,01
Biens d'équipement	10,096	36,79
Bien de consommation non Alimentaires	4,008	14,61
Total des Importations	27,439	100

Source : www.pdfcomplete.com

L'intégration des pays émergents, particulièrement la Chine, l'Inde et à un degré moindre, le Brésil ainsi que l'expansion mondiale de l'économie avant la crise financière ont entraîné une augmentation de la demande de matières premières, notamment le pétrole et une réduction du prix des biens fabriqués. Par conséquent, les prix des produits de base ont augmenté, ce qui a créé un boom des

ressources. En Algérie, ce boom a fait fluctuer l'augmentation des salaires, les prix relatifs, la consommation et les importations. Les perspectives d'évolution du marché sont particulièrement prometteuses. Forte de ses recettes pétrolières et gazières, de l'élimination de sa dette extérieure, de réserves de change qui couvrent plus de trois ans d'importation, l'économie algérienne s'ouvre et les projets d'infrastructure abondent.

Sachant que le Compte courant primaire est l'excédent du PIB sur l'absorption : $CCP = Y - A$

$Y = PIB$

$A = I$ (investissement) + C (consommation) + G (dépenses de l'Etat)

$CCP = CCP_{HP} + CCP_P$

Compte courant primaire est Compte courant primaire hors pétrole plus le Compte courant primaire de pétrole.

L'Algérie s'impose comme le principal importateur de denrées agroalimentaires du continent africain. Cette situation s'explique par un très faible taux de couverture de la consommation par la production nationale: 20% pour les céréales et dérivés, 20% pour les légumes secs, 60% pour le lait, 95% pour les viandes rouges, 5% pour les huiles brutes et pratiquement nul pour le sucre roux et le café. Le secteur agroalimentaire occupe une forte proportion dans la structure des importations algériennes (20%), puisqu'il représente un volume de 7,7 Mds USD pour l'année 2008, soit 55% d'augmentation par rapport à 2007. La France est le premier fournisseur de l'Algérie en termes de blé tendre avec 60% de parts de marché en 2008 (1,68 Md USD d'importations). Au sein d'un secteur en constante progression, des opportunités sont à saisir pour les sociétés françaises exportatrices des produits agroalimentaires. En matière de biens d'équipements industriels, la demande algérienne est croissante. Bien que la récente loi de finance complémentaire 2009 (LFC 2009) a mis fin au crédit à la consommation pour prévenir le surendettement des ménages, le marché des véhicules de tourisme en Algérie procure tout de même de belles opportunités pour les sociétés françaises.

La France est le premier fournisseur de l'Algérie avec 17,82% de part de marché (+61,50% par rapport à 2007), suivie de l'Espagne (10,25%), l'Allemagne (9,43%) et l'Italie (8,23%). Les importations se sont chiffrées à 39 Mds USD en 2008, en d'autres termes, les importations ont augmentées avec un taux de 90% entre 2004 et 2008 (dont 53,25% en provenance de l'UE et 865 millions de dollars en provenance des pays arabes contre des exportations d'une valeur de 1,5 milliard de dollars, en 2007),¹ soit une augmentation de 41,5% par rapport à 2007. Les *biens d'équipements industriels* constituent le premier poste d'importation. Ayant enregistré une valeur de près de 15 Mds USD en 2008, ces *biens d'équipements* représentent 39% du total des importations algériennes, soit un accroissement de 49,5% par rapport à 2007. Les *demi-produits* (outils de production) arrivent, en deuxième position ils ont enregistré une valeur de 9,8 Mds USD en 2008. Troisième poste d'importation, les *produits alimentaires* ont enregistré une importante facture de 7,7 Mds USD durant

¹ « L'Algérie est toujours attractive », revue de MUTATIONS I Numéro 63 - 01/08, 2008, p. 7.

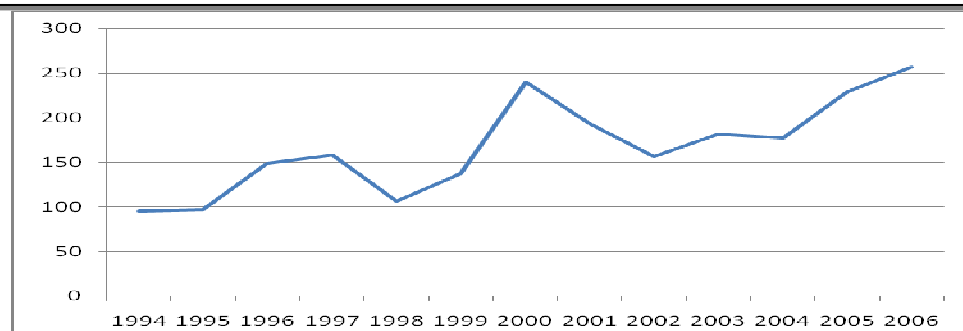
l'année 2008. Parmi ces produits « sensibles », sont notamment importés le blé (3 Mds USD) et la poudre de lait (1,2 Md USD), dont la France est l'un des fournisseurs majeurs. Enfin, les importations de *biens de consommation non alimentaires* ont représenté 11,4% des importations algériennes en 2008, soit 4,3 Mds USD. L'analyse de cette catégorie d'importation met en lumière l'importance de la facture des médicaments qui ne cesse de progresser (1,8 Md USD en 2008).

Cette augmentation, essentiellement due à la hausse continue des cours du pétrole depuis 2004, a procuré à l'Algérie une aisance financière confortable. Cet afflux de devises permet au pays de financer ses importations (principalement constituées de biens d'équipements, biens issus des industries automobile et pharmaceutique ainsi que du secteur agroalimentaire). L'Algérie est davantage considérée comme un pays importateur que producteur. Elle est loin de redouter un déficit commercial, mais la hausse continue des importations, conjuguée à la chute prolongée de ses revenus pétroliers, constituerait une menace pour l'équilibre de ses comptes extérieurs.

Pourtant, la problématique de l'économie réelle reste quasi inchangée. L'intégration très poussive de la production industrielle dans l'économie de marché n'est pas concluante, et la facture alimentaire continue de s'alourdir. L'Algérie a importé pour 7,02 Md\$ de produits alimentaires durant les onze premiers mois de 2008, contre 4,37 Md\$ à la même période en 2007, soit une augmentation de 60,45 % d'après le rapport du Centre national de l'informatique et des statistiques des douanes (CNIS). Les importations alimentaires ont passé de 7,7 Md\$ en 2008 à plus de 8 milliards de \$ en 2009. Par ailleurs, force est de constater que l'Algérie est dépendante des importations sur certains produits stratégiques à l'image des céréales (notamment du blé, un des premiers importateurs mondiaux) et de la poudre de lait. Fin 2006, les réserves de change algériennes atteignaient 77,78 milliards de dollars (soit plus de 20 milliards supplémentaire en un an) couvraient 39 mois d'importations (elles ne couvraient que cinq mois d'importations en 1999), en 2008, l'assise financière de l'Algérie est de 51Md\$, soit l'équivalent de 24 mois d'importations.

Le taux de couverture est en évolution continue grâce à l'augmentation de cours de pétrole. Les exportations assurent globalement une large couverture des importations (196,5% en 2008). comme le montre la figure suivante (III. 30) :

Figure N° (III. 30) Taux de couverture (%) les exportations/importations (FOB/CAF)



Source : Fait par nous meme, d'après les données de l'ONS.

Le marché des engins de travaux publics est en pleine croissance. La production locale ne pouvant répondre pleinement aux besoins générés par le dynamisme du secteur de la construction, le taux de couverture par les importations est d'environ 85%. Le taux de croissance annuelle des importations est, quant à lui, passé de 23% en 2004 à 61% en 2008.

Les importations ont augmenté de près de 30% au cours de l'année 2007, passant de 21,5 à 27,4 Mds USD. En terme de produits alimentaires et d'équipements, l'Algérie ne peut pas répondre à sa demande intérieure. Les importations algériennes en provenance de France (4, 596 M USD) ont été doublées lors de ces dix dernières années.

Profitant de l'accroissement important de la demande, de nouveaux acteurs se sont imposés sur le marché algérien. Détrônant des partenaires historiques du secteur, la Chine et la Corée du Sud ont respectivement accédé au rang de premier et quatrième fournisseurs de l'Algérie entre 2005 et 2008.

La France a, quant à elle, vu ses exportations totales augmenter de près de 40% en cinq ans, passant de 23 M USD en 2003 à 59 M USD en 2008. La bonne tenue des exportations hexagonales est cependant contrastée par une baisse régulière de ses parts de marché.¹

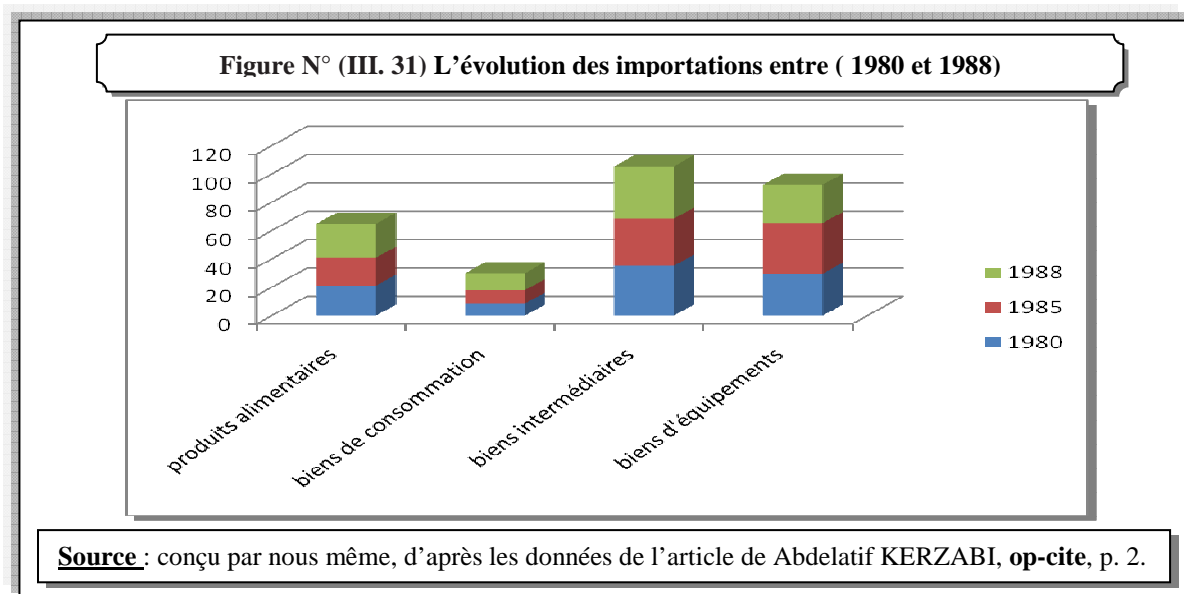
Selon les chiffres officiels, les importations algériennes de l'UE ont augmenté de près de 80%, passant de 11,2 milliards de dollars à 20,8 milliards de dollars en 2008, alors que les exportations algériennes hors hydrocarbures vers les pays de l'UE restent insignifiantes, s'établissant à un milliard de dollars à la même période.

Les produits alimentaires représentent 45% des dépenses des foyers. L'Algérie est le principal importateur de denrées alimentaires du continent africain (avec 25% de ses importations). L'Algérie ne peut pas répondre à la demande intérieure. Les biens d'équipement représentent 39% des importations algériennes et progressent de 20% par an.

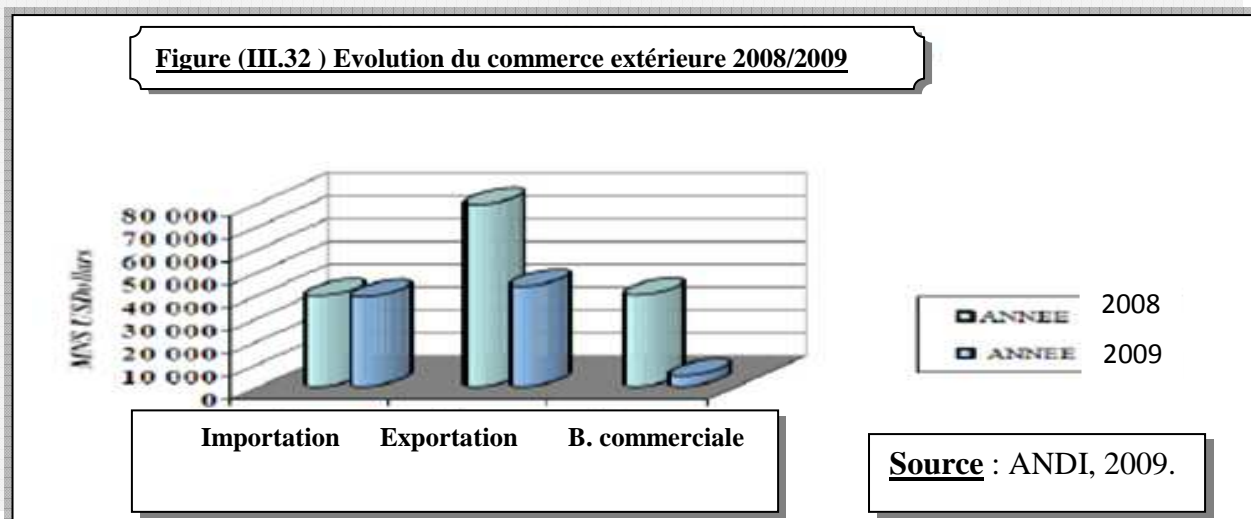
Par ailleurs, les importations réalisées dans le cadre de la grande Zone arabe de libre-échange (Zale) ont enregistré au cours des sept premiers mois 2009 une augmentation en valeur absolue de l'ordre de 196,6 millions de dollars soit une hausse de près de 32% par rapport à la même période de l'année 2008.

La figure **(III.31)** ci-après présente l'évolution des importations (alimentaires, consommation, d'équipements et des biens intermédiaires). Par exemple, les produits alimentaires ont augmenté de 21,2% en 1980 à 24% en 1988. Tandis que les biens de consommation sont passés de 8,5 % en 1980 à 12% en 1988.

¹ « **Véhicules industriels et engins de travaux publics en Algérie** », MISSION ECONOMIQUE – UBIFRANCE EN ALGERIE, fiche de synthèse, 10 septembre 2009, p. 1.



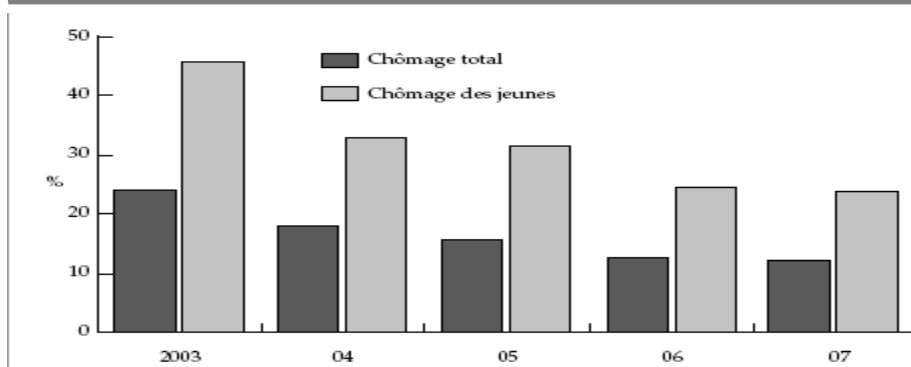
Les importations se sont chiffrées à 39 Mds USD en 2008 contre 27,439Milliards de \$USD en 2007. Tandis que les exportations sont diminuées en 2009 et conséquemment la balance commerciale, comme l'indique la figure (III.32) suivante :



4. chômage

L'accroissement parallèle du chômage est aggravé par les effets du terrorisme et la crise aiguë du logement. Le taux officiel de chômage était de 30% en 2000 alors qu' en 1986 il était 17%. Il s'explique essentiellement par l'accroissement de la population active de 4% par an, le faible dynamisme des secteurs économiques de forte intensité de main d'œuvre, le faible niveau d'instruction et de formation des chômeurs ainsi que le licenciement de 450.000 salariés au cours de la restructuration des entreprises publiques des années 1995-98. Le problème du chômage est particulièrement grave chez les jeunes avec un taux d'environ 54% pour le groupe des 15-24 ans. 83% des chômeurs ont moins de 30 ans et 86,7 % ne dépassent pas 35 ans, ce qui nous permet de constater que le chômage touche une grande part des jeunes, comme le montre la figure (III.33) suivante :

**Figure N° (III. 33) : Évolution du nombre de chômeurs en % Algérie, 2003-2007
(en % de la population active)**



Source: Kassim Bouhou, « L'Algérie des réformes économiques: un goût d'inachevé », politique étrangère, 2009, p. 330.

De plus, 68% des chômeurs sont primo-demandeurs d'emploi rejetés par le système scolaire et considérés comme sous-qualifiés pour la vie active. D'un autre côté, le secteur informel est en progression continue et sa contribution à l'emploi dans le secteur privé est estimée à taux pas moins de 50%, sans compter les occupés marginaux et les travailleurs à domicile. Les conditions de bureaucratie et de pression fiscale excessive ont fourni le terrain idéal au développement d'une économie informelle estimée à 35% du PIB en 2006. Un nombre croissant d'algériens (estimé à 1 million en 2006) travaille et se réfugie dans ce secteur informel ou ce que les algériens appellent « Trabando ».

Selon l'ONS en date de 6 janvier 2010 à partir des premiers résultats d'une enquête sur l'emploi en Algérie, le taux de chômage s'établirait à 10,2 % à la fin de 2009 soit une baisse de 1,1 % par rapport à 2008 contre 15 % en 2007, l'ONS alignant l'Algérie parmi les pays développés dont l'Europe et les États-Unis d'Amérique. Ainsi 1,072 million de personnes avec un taux d'occupation de 26,9 %, les hommes avec 84 % contre 15 % pour les femmes. Il convient de préciser que ce taux inclut l'emploi dans la sphère informelle, les emplois temporaires même pour 3 mois dans l'année, tous les emplois improductifs au titre de la solidarité nationale et les sureffectifs tant dans l'administration que les entreprises publiques loin des normes internationales.

Il est généralement admis que les taux de chômage supérieurs à 25% sont difficiles à mesurer, et compte tenu de la très discutée qualité des statistiques algériennes, le taux réel pourrait même être supérieur à celui affiché. En tout état de cause, en dépit du recul de 2,3% du taux de chômage en 2001, qui est revendiqué par les autorités, ce taux n'a guère cessé d'augmenter durant ces quinze dernières années et se situe à un niveau inacceptable.

Après le secteur tertiaire qui emploie plus de la moitié de la main-d'œuvre totale 56,1%, le BTP vient en seconde position avec 18,1% ensuite l'agriculture avec 13,1%. Le chômage en Algérie s'établissait à 15,3 % en 2005, soit à un niveau supérieur de celui d'ensembles régionaux comparables (selon le FMI), comme le Moyen-Orient ou les pays en transition d'Europe de l'Est. La baisse du

chômage affirmée par les chiffres officiels serait quant à elle due, au moins en partie, au ralentissement de la croissance démographique. Le taux de chômage des jeunes est passé de 48 % en 2001 à 31 % en 2005, d'après l'ONS.

L'ONS annonce pour le premier semestre 2009 un recul de 30 % de la création d'entreprises et en répartition spatiale avec une concentration au niveau de la région d'Alger et de très loin Sétif, Oran, Constantine et Bejaia en temps de structure plus de 49 % activent dans le secteur du commerce n'étant pas en majorité des services marchands créateur de valeurs ajoutées, le reste des entreprises étant les secteurs de l'immobilier avec 14 %, la construction et travaux publics 12 % et enfin les industries manufacturières 11 %, taux dérisoire montrant la désindustrialisation du pays. Le peu de performance est confirmée par la dominance des entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée (EURL) 48,84 % suivi des sociétés à responsabilité limitée (SARL) 41,96 % alors que les sociétés en nom collectif (SNC) les seuls véritables entreprises pouvant faire face à la concurrence internationale ne représentent que 10,10 %. La réalisation effective des projets de création des entreprises est inférieure à 20 %. Et environ 40 % des entreprises activant sur le marché a cessé leurs activités.¹

Le chômage est devenu endémique et touche au moins un 1 algérien sur 3. Le taux de chômage a reculé en 2009, d'après l'ONS ce taux a baissé à 10,2% contre 11,3% en 2008. Bien que certaines parties jugent que ces chiffres sont loin de la réalité certaines économistes ne cachent pas d'autres vérités.

L'Algérie a le taux de chômage le plus élevé de l'ensemble des pays de la Méditerranée.² Comme le montre le tableau (III.14) ci-après.

Tableau N°(III.14) Taux de chômage- Sélection de pays (en %)

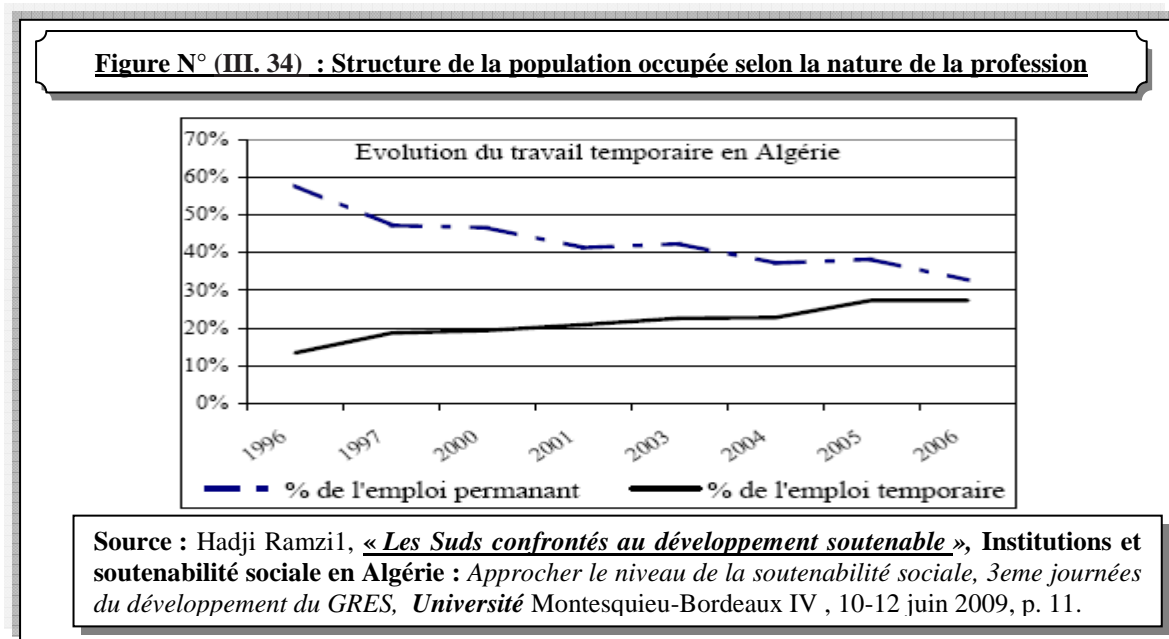
	1989	1998	2001
Algérie	17	28	27
Maroc	16	19	20
Tunisie	15	16	16
Egypte	7	8	9
Israël	9	9	9
Jordanie	...	13	15
Turquie	9	7	9
Corée	3	7	4
Malaisie	6	3	4
France	9	12	9
Portugal	5	5	4
USA	5	5	5

Source : William C. Byrd, « Contre-performances économiques et fragilité », CONFLUENCES Méditerranée - N°45 PRINTEMPS 2003, p. 62.

¹ conseil de la Nation le 13 décembre 2009

² William C. Byrd, « Contre-performances économiques et fragilité », CONFLUENCES Méditerranée - N°45 PRINTEMPS 2003, p. 62.

Sachant qu'en Algérie le taux de l'emploi temporaire augmente tandis que celui permanent chute de plus en plus, comme le montre la figure (III.34) suivante :



La crise structurelle de l'économie en Algérie, ses répercussions sociales en matière de pauvreté, de chômage, d'exclusion et de marginalisation de la population ainsi que ses incidences sur l'évolution de la quête du développement, rendent les objectifs de ce dernier de plus en plus aléatoires.

Dès lors, la gestion centralisée de l'économie et le système autoritaire clientéliste qui prévalait pendant la période socialiste ont été perçues comme les facteurs véritablement déterminants de l'expansion de la corruption en Algérie.

Le lien est dès lors fortement établi entre corruption et économie administrée et rentière. La corruption a souvent été perçue comme un produit d'une économie rentière et administrée et d'un système politique autoritaire et clientéliste.¹

Le développement du secteur des hydrocarbures reste le principal point fort de l'économie algérienne. Mais l'effet d'entraînement sur le reste de l'économie n'a pas eu lieu. Ces dysfonctionnements de l'économie algérienne et notamment hors hydrocarbures mettent en évidence les fragilités d'une économie subissant le (**syndrome hollandais**). En effet l'Algérie n'a pas réussi à réduire sa dépendance vis-à-vis de la rente pétrolière depuis l'indépendance et notamment depuis les années 1988, on constate que cette dépendance est devenue de plus en plus importante. De plus, on constate une désagriculturation et une désindustrialisation relatives de l'économie algérienne. La pauvreté et la misère, le chômage, la corruption, l'importation et l'inflation sont augmentés ce dernier temps.

¹ Hanifa TOUAG, « **Algérie: quel modèle économique de développement viable pour enrayer la corruption ? Corruption et nécessaire dépassement des modèles** », Revue Averroès, n°2 , Thème 2: Aperçus sur le développement économique et humain dans le monde arabe p .1.

III. réactions des agents économiques face au syndrome hollandais

Le marché pétrolier international reste à ce jour et sans aucun doute, le marché le plus instable au niveau mondial, et les responsables politiques ont beaucoup de difficultés à gérer les soudaines fluctuations des prix ainsi que les cycles économiques d'expansion et de récession qui les suivent. La volatilité du cours (le prix de pétrole a diminué de 150 \$ en juillet à 39 \$ en novembre de même année 2008) exerce un effet négatif sur la discipline budgétaire, le contrôle et les politiques de finance publique, ainsi que sur les efforts de planification publique. Elle est également accompagnée d'un impact néfaste sur les investissements réels, la répartition des revenus et la réduction de la pauvreté. Le climat social, pour sa part, est difficile et a débouché sur des grèves générales.

Le principal risque pour l'Algérie réside dans le recul très sensible projeté des recettes pétrolières; si cette situation devait se prolonger, elle finirait en effet par ralentir le vaste programme d'investissements publics et la croissance des secteurs d'activité hors hydrocarbures. En vue de minimiser les conséquences néfastes de syndrome hollandais qui a affecté l'économie algérienne et ses conséquences pernicieuses qui demeurent jusqu'à présent, le gouvernement se trouve obligé d'adopter des politiques adéquates pour diminuer le taux de chômage, le taux d'inflation, la facture des importations et la dépendance vis-à-vis de l'étranger (et quand on parle de la dépendance, on parle automatiquement de la dépendance alimentaire, industrielle et technologique).

Pour atteindre ces divers objectifs, les pays doivent cependant, faire face aux déséquilibres macro-économiques que peuvent engendrer des augmentations des recettes d'exportation des hydrocarbures, en particulier une tendance inflationniste intérieure et une appréciation du taux de change. Ceci risque de rendre les autres exportations d'un pays plus coûteuses et moins compétitives sur les marchés internationaux et de porter préjudice à d'autres secteurs de l'économie souvent plus faibles, l'agriculture et l'industrie manufacturière. Une politique fiscale serrée, une politique de change active et la stérilisation des entrées de devises étrangères ont été adoptées par le gouvernement algérien, pour empêcher d'inonder l'économie nationale, sont au nombre des remèdes possibles. Ces mesures sont souvent prises en association avec la mise en place de fonds de stabilisation (le fond de régulation de recettes pétrolières). Plusieurs pays en développement qui connaissent actuellement une augmentation rapide de leurs exportations de combustibles fossiles et minerais durs devront examiner cette panoplie de mesures.

1. les interventions de l'Etat

Si nous analysons l'histoire du capitalisme dans différents endroits de la planète, c'est une chose qui oscille. A certains moments, l'Etat est beaucoup plus présent, en planifiant et en intervenant, et à d'autres moments, il est plus absent. Mais il n'en reste pas moins que le capitalisme est une économie de marché. Ainsi, le marché est la grande instance régulatrice de la production matérielle. Avec plus ou moins d'intervention de l'Etat, le marché reste l'instance la plus importante.

Ces dernières années, l'essentiel du débat a porté sur la façon dont les gouvernements utilisent les recettes de leurs exportations. Il est généralement entendu qu'ils ne devraient pas être utilisés pour les

dépenses courantes mais être investis dans le capital physique et humain (éducation, infrastructure et diversification) afin d'assurer une croissance durable à long terme. Cependant, les gouvernements doivent tenir compte du fait que leurs économies risquent de ne pas pouvoir absorber toutes ces dépenses d'investissement.

D'après les experts de la banque mondiale dans une communication tenue à Alger dans le cadre de la présentation du rapport sur le développement dans le monde 2006, l'Algérie a deux manières de dépenser sa rente « soit qu'elle la distribue directement aux citoyens, soit qu'elle l'investisse dans son économie » et celle-ci a pris la décision d'investir sa rente dans le long terme. Et ce, à travers le programme complémentaire de soutien à la croissance (PCSC), le programme de développement des régions des Hauts-Plateaux, le programme spécial des wilayas du Sud, doté d'une enveloppe financière de 144 milliards de dollars sur la période 2005-2009. L'augmentation des recettes budgétaires autorise en effet un plan de financement très important des investissements. Les dépenses d'investissement ont augmenté de façon très substantielle et elles ont été multipliées par 8,5 dans les lois de finance entre 2000 et 2007.

L'Algérie s'apprête à lancer d'ambitieux projets pour parachever l'œuvre de modernisation de ses infrastructures de base. Les travaux publics, l'hydraulique, investissement (habitat, l'énergie, l'industrie, le transport et l'agriculture) sont autant de secteurs ciblés à travers les différents programmes de développement élaborés à cet effet.

- La loi sur les hydrocarbures de 2005 a visé le renforcement des partenariats et l'augmentation du nombre d'opérateurs dans ce secteur, afin d'accroître le nombre de découvertes. A cet effet, la durée de négociation des contrats est réduite et un régime fiscal attractif, transparent et régressif, encouragent le développement de découvertes de taille modeste. Les efforts de libéralisation de l'économie réelle ne se sont cependant pas étendus aux secteurs clés de la fiscalité et du système bancaire, principaux piliers de la corruption. Dès 2006, ils arrachent un amendement qui oblige la Sonatrach à participer à 51 % de chaque contrat signé avec les opérateurs étrangers. Les enseignements de la déroute des années 1980 ont été tirés. Entre 2005 et 2008, la production de gaz naturel est passé de 146,2 à 171,1 milliards de m³. Sur la même période, la production de pétrole brut a augmenté de 51,1 à 57,9 millions de tonnes. La production commercialisée a suivi la même courbe puisqu'elle est passé de 146,1 à 162,5 millions de tonnes équivalent pétrole.

- Investissement public dans ces domaines est de l'ordre 45 milliards de \$. Les réseaux routiers, les aéroports et les barrages entre autres secteurs névralgiques comme l'enseignement supérieure, la recherche scientifique ou la santé tireront un grand avantage de ce colossal budget d'équipement , inscrit dans la loi de finances 2010.¹

- L'Algérie a élaboré et adopté, en 2008, le Schéma de Développement et d'Aménagement Touristique « SDAT 2025 », composante du Schéma National de Développement.

¹ D'après la loi de finance 2010.

Le SDAT définit le programme d'action que le gouvernement algérien se propose de réaliser pour donner une forte impulsion au tourisme en préparation à « l'après-pétrole ».

Le forum méditerranéen, que l'Algérie se propose de co-organiser, constitue un élément fort du SDAT 2025 pour les zones touristiques et pour la zone dite des « oasis ».¹

Faire le point sur l'activité touristique en Méditerranée et au Sahara, au regard de l'évolution du tourisme mondial dans un contexte de crise financière, économique, sociale et écologique;

Sensibiliser les responsables, en particulier du secteur public, sur les approches du tourisme durable, et solidaire et sur la contribution de ces approches à la lutte contre le chômage, la pauvreté et l'exode rural;

Evaluer les perspectives d'application de ces concepts en Méditerranée et au Sahara;

Favoriser le renforcement des relations entre les partenaires du développement touristique du nord et du sud de la Méditerranée ;

Contribuer en renforcement des capacités des acteurs locaux, en particulier par la participation de certains d'entre eux à la Caravane Méditerranée 2010, conçue comme une « université itinérante du développement durable » ;

Poser les bases d'un Plan international d'action visant au développement d'un tourisme durable, responsable et solidaire en Méditerranée et au Sahara ;

Favoriser la création d'un réseau thématique international « Tourisme solidaire saharien », associant les acteurs de la zone saharienne, voire, plus largement, les acteurs des pays de désert ;

Contribuer, grâce à la mobilisation des médias, à la promotion du tourisme responsable en Méditerranée et au Sahara ;

Contribuer à la restauration de l'image de « l'Algérie, pays touristique ».

- le Programme complémentaire de soutien à la croissance PCSC (2005–2009) initialement estimé à 60 milliards de dollars, réévalué (suite à la montée du prix du pétrole) à plus de 140 milliards \$. Ce PCSC permettrait au pays de se doter de grandes infrastructures économiques et sociales. Des travaux d'envergure concernant l'autoroute Est-Ouest (1 200 km) ont été lancés, ainsi que des travaux ferroviaires sur des distances de voies analogues. Le programme vise aussi la construction d'un million de logements, la construction de mille écoles, du métro d'Alger, de barrages, de stations d'épuration, de 34 tribunaux et de 51 établissements pénitenciers. Le gouvernement envisage de faire passer le taux de chômage en dessous de la barre des 10%. L'aisance financière avait permis aux autorités algériennes de lancer cet important programme d'investissements quinquennal 2005-2009. Environ 200 milliards de dollars ont été investis entre 2004/2009.

Feu vert pour une mobilisation sans précédent des ressources publiques La loi de finances pour l'exercice 2006, s'inscrit dans les objectifs du Programme complémentaire de soutien à la croissance (PCSC) pour la période 2005-2009, dont la bonne conduite demande une mobilisation de l'argent

¹ Crise économique mondiale et défi climatique : quel tourisme, demain, pour la Méditerranée ? I FITS II FITS MED FORUM INTERNATIONAL TOURISME SOLIDAIRE ET DEVELOPPEMENT DURABLE , « Crise économique mondiale et défi climatique : quel tourisme, demain, pour la Méditerranée ? » ALGÉRIE octobre 2010 , 2010 , p. 2

public, qualitativement plus efficace et quantitativement sans précédent. Fortement sollicité par la couverture financière des projets inscrits dans ce programme quinquennal, le budget de l'Etat pour 2006 marque ainsi une progression remarquable (+116,6 %) de la dépense d'équipement par rapport aux réalisations de 2004 et de 28 % par rapport au niveau des dépenses arrêtées par la loi de finances complémentaire pour l'année 2005. Grâce à une conjoncture pétrolière favorable, les autorités algériennes ont décidé de mettre en œuvre une politique budgétaire expansionniste visant à soutenir l'investissement. Après le Plan de Soutien à la Relance Économique (PSRE, soit 6,9 Mds USD injectés entre 2001 et 2004), le gouvernement a consacré sur la période 2005-2009, 155 Mds USD alloués notamment au développement du réseau d'infrastructures et à la diversification de l'économie. Avec des dépenses d'équipement de 1 348,6 milliards de dinars et un budget de fonctionnement de 1 283,55 milliards, c'est bien la première fois qu'une loi de finances est élaborée avec des crédits de paiement dépassant la dotation budgétaire allouée au fonctionnement en s'inscrivant dans la perspective de la réalisation des objectifs assignés au PCSC pour une enveloppe colossale de 4 600 MDA ou environ 60 milliards de dollars pour les cinq ans.

- Le plan 2010-2014 promet également des investissements publics du même ordre. Parallèlement, les autorités algériennes ont entrepris un vaste programme de réformes structurelles : libéralisation de l'économie nationale, privatisations, réforme du système bancaire, simplification du système fiscal, baisse des droits de douanes notamment dans le cadre de l'Accord d'Association signé avec l'Union européenne. Et Pour le quinquennat 2009-2013, le gouvernement a présenté un plan pharaonique de 150 milliards de \$. Contrairement aux années précédentes, les responsables algériens insistent, cette fois, sur des notions comme la préférence nationale, le partenariat durable, la création d'emplois, le transfert de technologie et de savoir faire. En matière d'industrie, la stratégie gouvernementale adoptée par l'Etat concernant la mécanique, la construction automobile, l'électronique et les nouvelles technologies, la chimie, la pétrochimie, la pharmacie, l'agroalimentaire, la sidérurgie, et les matériaux de construction figure en bonne place parmi les filières privilégiées. L'année de 2010 s'annonce comme une année charnière pour l'économie algérienne. Le nouveau modèle de développement table sur la mise en place d'une politique industrielle de substitution des importations et de mise en valeur des ressources naturelles. Il reste un défi à mener par le gouvernement qui est celui de diversifier l'industrie algérienne, qui repose sur les hydrocarbures (Le pétrole contribue à 50% du PIB).

- La recherche et développement : Les universités et les instituts de technologie algériennes ont été la pierre angulaire de la R&D, à laquelle l'Algérie consacre 1% de son PIB. La recherche et développement et l'innovation sont considérées comme le moteur de développement durable.

Toutefois, les efforts pour la diversification de l'économie sont par conséquent de plus en plus nécessaires, à cette fin la recherche et l'innovation jouent également un rôle important. Et cela pour développer les infrastructures du pays et diversifier l'économie.

La crise structurelle qui imprime ses traces sur les différents aspects de l'évolution économique et sociale de l'Algérie, se manifeste en particulier par la rupture des liens entre l'enseignement supérieur et le marché du travail. Le paradoxe de cette rupture s'accroît quand on observe que les moyens financiers (la rente des hydrocarbures) ne manque pas pour construire à la fois une université moderne bâtie sur la généralisation sociale du savoir, et sur la mobilisation par la création d'emplois des compétences ainsi produites.¹

- Trois milliards de dinars ont été dégagés pour la bonification des taux d'intérêt pour les promoteurs des projets destinés au Sud dans 10 wilayas. Même si le tissu industriel algérien s'est enrichi ces dernières années d'un nombre important de PME, soit plus de 300 000 petites et moyennes entreprises, les régions du Sud et des Hauts-Plateaux ne profitent pas de cet essor économique, puisque 6 % seulement des PME activent dans ces régions. Ainsi, en plus du 1 milliard de dinars accordé par les pouvoirs publics pour la promotion des PME du Sud, une réflexion est actuellement engagée afin de revoir à la baisse le taux d'intérêt des crédits bancaires destinés aux investissements dans ces régions. Il est notamment question de baisser les taux d'intérêt jusqu'à 1,5 % sur les crédits bancaires destinés à créer une PME au sud du pays.² Pour encourager les opérateurs à travailler au sud et de créer des postes d'emploi également, ce qui permet de lutter contre l'exode vers le nord.

- Le secteur algérien de l'agriculture croît en taille et en importance. Le gouvernement national cherche à le renforcer en améliorant les techniques de production agricole en vue de réduire la dépendance du pays à l'égard des importations. Il continue d'appuyer le secteur en lui accordant des crédits de 400 millions de \$US, en rééchelonnant la dette agricole « l'effacement des 41 milliards de dinars de dettes des agriculteurs, est annoncé publiquement par le chef de l'Etat le 28 février 2009 (Biskra)³ », en effectuant une restructuration sectorielle et en mettant en œuvre de nouveaux programmes de développement. Ce processus permanent nécessitera une assistance technique et du matériel agricole. Le Fonds national de régulation et du développement de l'agriculture (FNDRA) a été scindé en deux fonds distincts afin de développer la gestion de ce secteur. Il s'agit du Fonds national de développement de l'investissement agricole (FNDIA) et du Fonds pour la régulation de la production agricole (FNRPA). Il convient de signaler que la régulation ne concerne que le lait et les céréales qui restent les seuls produits dont les prix sont règlementés à ce jour. Une reconnaissance accrue du rôle essentiel de l'agriculture comme moteur de la croissance aux premières étapes du développement.⁴ L'Etat veut rendre les terres agricoles (les plaines de la Mitidja, les Hauts Plateaux...) à leur vocation première. L'agriculture est le secteur qui devient de plus en plus important en Algérie. Cette situation est essentiellement due à la mise en œuvre du plan national de développement rural et la préservation des ressources naturelles. Le secteur agricole emploie plus de 20% de la population active. Les

¹ Nadji KHAOUA, « **L'université, le marché du travail et la valorisation des hydrocarbures cas de la région d'ANNABA** », Section Sciences Economiques, Les Annales de l'Université Valahia de Târgoviște, No. 23/2009, p. 7.

² Revue du secteur de l'Energie et des Mines, N° 5 - Avril 2006, p. 12.

³ Mohamed Naïli, « **L'effacement des dettes inquiète plus qu'il ne soulage les agriculteurs** », *El Watan* ÉCONOMIE - Du 28 septembre au 4 octobre 2009, L'ACTUALITÉ 11.

⁴ Rapport sur le développement dans le monde, « **Agriculture et croissance économique** », the world bank, 2008, p. 2.

principales récoltes sont le blé, l'orge, l'avoine, les agrumes, les raisins à vin, les olives et les dattes. Il existe un réel potentiel agricole en Algérie, 20% de la superficie totale du pays est composée de terres agricoles. Il en est de même pour la pêche qui représente une richesse économique mais qui n'est pas encore très convoitée. Le Programme du Gouvernement qui visait particulièrement la consolidation et la sécurité alimentaire du pays à travers le PNDA, a pris en compte également le rétablissement des équilibres écologiques et l'amélioration des conditions de vie des populations rurales à travers le PNDAR.

Après la politique de collectivisation et d'autogestion des grands domaines agricoles issus de la colonisation dans les années 1960, et une intervention institutionnelle directe de l'État dans l'activité économique dans les années 1970, la décennie 1980 a été celle de la transition vers l'économie de marché. La gestion directe de l'État a laissé place à la mise en œuvre d'instruments de régulation qui, globalement, n'ont pas induit d'effets significatifs sur les productions agricoles stratégiques.

En 2000, le gouvernement a lancé un programme national de développement de l'agriculture (le PNDA) qui a pour objectif d'assurer la sécurité alimentaire du pays, de promouvoir les revenus et l'emploi dans les zones rurales et de gérer, de façon durable, des ressources naturelles fragiles. Le PNDA se place dans le cadre du programme de soutien à la relance économique. Il vise à atteindre un taux de croissance annuel de 10 % contre 4 % sur les dernières années de la précédente décennie. En 2000 le secteur agricole a pleinement profité de l'évolution des recettes des hydrocarbures; ce secteur a reçu entre 2000-2005 près de 2,3 milliards d'euros d'aides publiques sur un investissement total 3,9 milliards, ce qui a poussé la croissance annuelle moyenne du secteur à 6%/an sur cette période.

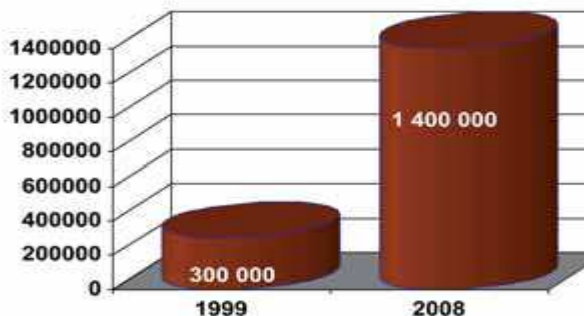
Un Plan National de Développement de l'Aquaculture a été mis en place prévoyant des mesures incitatives par l'octroi de subventions publiques et l'encouragement de l'investissement privé. Ces mesures convergent vers une pisciculture intensive et vers l'exploitation extensive de divers plans d'eau douce peuplés et repeuplés essentiellement en Cyprinidés.

Les évaluations établies font que l'on a déjà enregistré une évolution conséquente depuis au moins l'année 2000, où l'on a enregistré une extension de la SAU (superficie agricole utile) de l'ordre de 10 701 ha, soit une moyenne de +6%.

11 460 ha des 189 960 ha (SAU) exploitables sont en irrigation avec en plus des perspectives d'extension du réseau d'irrigation allant jusqu'à 9000 ha.

Par exemple, selon la figure (III.35) ci-après, la wilaya de Bouira a bien réalisé des objectifs escomptés par une production qui dépasse celle de l'année dernière (2008) qui était de 1 400 000 quintaux de pomme de terre.¹

¹ Nadji KHAOUA, « **La pomme de terre. Surproduction en vue et problématique de régulation** », Section Sciences Economiques, Les Annales de l'Université Valahia de Târgoviște, No. 23/2009, p. 7.

Figure N° (III. 35) La Surproduction pomme de terre wilaya de Bouira

Source : Nadji KHAOUA, , « La pomme de terre, Surproduction en vue et problématique de régulation », Section Sciences Economiques, Les Annales de l'Université Valahia de Târgoviște, No. 23/2009, p. 7.

En 2003, le Ministère Délégué en charge du Développement Rural est créé au sein du Ministère de l'Agriculture. Il travaille à l'élaboration d'une stratégie à l'horizon 2013, la Stratégie Nationale de Développement Agricole et Rural, avec deux objectifs majeurs : d'une part la relance de l'économie agricole, avec la mise à niveau et la modernisation des exploitations agricoles, et d'autre part la revitalisation et le développement de proximité des espaces ruraux, tout en veillant à la préservation des ressources naturelles. Ces orientations stratégiques sont érigées en Politique de Renouveau Rural par le Président de la République en 2006. Celle-ci repose sur 4 axes :

- l'amélioration des conditions de vie des populations rurales : les villages, les Ksour, ... ;
- l'amélioration et la diversification des revenus : création et développement des activités économiques;
- la gestion durable des ressources naturelles: sols, eau, forêt, ressources fourragères,... ;
- la mise en valeur des patrimoines matériels et immatériels : histoire et culture.

En 2008, le ministère chargé de l'agriculture devient Ministère de l'Agriculture et du Développement rural, et une loi d'orientation agricole est promulguée en août, avec de très larges objectifs.

La Politique de Renouveau de l'Économie Agricole vient s'ajouter à celle du Renouveau Rural et s'appuie sur :

- la mise en place d'un environnement favorisant l'investissement et le développement de la production agricole ;
- 10 programmes d'intensification de la production ;
- un système de régulation des productions agricoles de large consommation.

Ces politiques doivent être mis en place et comprennent la formation des acteurs de l'administration, des élus, de la société civile, l'implication de l'enseignement, de la recherche, la coopération internationale, etc.

¹ Nadji KHAOUA, , Section 2009, op-cite, p. 7.

La réalisation du principe de sécurité alimentaire exige aujourd'hui l'orientation du système productif agricole en priorité vers l'accroissement des productions de céréales, de légumes secs et de lait car ces produits occupent une place prépondérante dans l'équilibre alimentaire de la population en fournissant les 2/3 de la ration calorifique et protéinique.¹

- **Création de 3 millions d'emplois entre 2010/2013.** Selon l'Agence nationale du soutien à l'emploi de jeunes (ANSEJ) 3,5 millions de postes d'emploi ont été créés entre 1999 et 2008, grâce notamment aux différents dispositifs de création de l'emploi lancés par l'Etat. Et concernant les perspectives de l'emploi 2009-2013, il est prévu la création de 3 millions de postes d'emploi durant cette période et environ 800 entreprises qui représentent plusieurs secteurs d'activités et différents dispositifs de création d'emploi, dont 500 micro-entreprises créées dans le cadre de L'ANSEJ et 150 autres créées dans le cadre de la Caisse nationale d'assurance-chômage (CNAC). Le Fonds de garantie des crédits aux PME a joué également un rôle important dans la réduction de taux de chômage en Algérie qui a été réduit à 11,3% en 2008, contre 13,8% en 2007, selon les données statistiques d'une enquête réalisée par les services de l'Office national des statistiques (ONS).

- Près de 4 000 emplois permanents sauvés dans la wilaya de Tizi Ouzou à la faveur de la nouvelle politique de redéploiement du secteur public industriel. Ces emplois se répartissent respectivement sur l'ENIEM avec 2 700 postes, Electro-industries plus de 800 et Leader Meuble Taboukert plus de 400 postes. Dans le cadre du nouvel appui financier accordé à 220 entreprises publiques EPE solvables, trois entités du secteur public dans cette wilaya viennent de bénéficier de soutien décidé par le gouvernement. Avant qu'il ne soit procédé à l'effacement définitif des 16 milliards DA de dettes de l'ENIEM, deux autres entités publiques Electro-industrie et Leader Meuble Taboukert ont bénéficié de soutiens financiers pour la réalisation de leurs plans d'investissements respectifs. Il s'agit d'Electro-Industries et de Leader Meuble Taboukert. Avec ces plans de redressement, une nouvelle opportunité se présente ainsi à ces trois Entreprises publiques pour renouer avec la croissance. Il faut dire que ces trois entreprises sont les rares entités du secteur public qui restent encore en activité dans une région comme Tizi Ouzou qui enregistre un taux de chômage au-dessus de la moyenne nationale.² Cette opération a touché également la société des transports ferroviaires (STNF), la société des véhicules industriels (SNVI), l'entreprise du matériel de travaux publics (ENMTP), le complexe des moteurs tracteurs de Constantine (CMT) et bien d'autres entités à qui le gouvernement est venu à la rescousse, c'est au tour de l'entreprise des industries électroménagères ENIEM d'être remise sur le chemin de la relance. L'Etat a intervenu aussi pour l'assainissement financier de 12 entreprises publiques en consacrant 333 milliards de DA, dont 106 milliards de DA pour le gel de leur découvert bancaire et 204 milliards de DA pour le financement de leurs investissements". Il s'agit d'entreprises activant dans les secteurs du Bâtiment, de l'Hydraulique, de l'Agriculture, des Transports et des Travaux

¹ D. HEDDADJ, « la lutte contre l'érosion en ALGERIE », (INRA, Alger, Algérie), document sans date, p. 169.

² Mohamed Naïli, « Effacement de 16 milliards DA de dettes pour L'ENIEM De nouvelles perspectives pour le leader de l'électroménager », VIE DE L'ENTREPRISE El Watan ÉCONOMIE - Du 28 septembre au 4 octobre 2009, p. 14.

publics. " Les sociétés de production de médicaments, de matériel agricole, de ciment, et les entreprises de transports, ont bénéficié de cette opération ". La ministre de finance a racheté les dettes de 77.479 agriculteurs auprès de la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR), et de la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA), estimées à 36,2 milliards de DA.¹ Les assainissements répétés des entreprises publiques sont estimés (plus de 45 milliards de dollars entre 1991/2010 y compris la loi de finance 2010) plus de 80 %.

- L'importance des énergies renouvelables : «Après avoir relevé le défi de la construction d'une industrie pétrolière et gazière géante qui fait ses preuves, il nous faut maintenant redoubler d'efforts pour relever le défi de la production des énergies renouvelables (solaire, nucléaire, vagues de la mer, l'uranium-plus de 30000 tonnes au sud-...). La branche d'avenir revêtant un intérêt particulier pour le pays se situe dans ces énergies, notamment le solaire, en raison des immenses ressources naturelles dont dispose l'Algérie plus de deux millions de km.² Les autorités pensent déjà à l'après-pétrole. Une première centrale nucléaire en Algérie est projetée en 2020. Les études pour l'après-pétrole portent jusqu'à l'année 2050 et une première centrale nucléaire dédiée à l'électricité est au programme. De plus l'énergie solaire est l'autre secteur appelé à se développer pour préparer l'après-pétrole en matière d'approvisionnement énergétique et la centrale hybride de Hassi R'mel n'est que la première d'une série de centrales solaires. Elles sont considérées comme des défis pour l'avenir mais aussi des opportunités vu les potentialités que recèle l'Algérie. Cette dernière devra dès à présent penser au développement de son programme d'énergies renouvelables, tels le solaire et le nucléaire, c'est la meilleure manière de préparer l'après-pétrole, sachant que d'après les experts, l'Algérie est menacée d'être un pays importateur du pétrole d'ici 2030.

En effet, l'Algérie possède deux centrales nucléaires qui ont été construites et dont les réacteurs ont été fournis par la Chine populaire. Il s'agit du réacteur "Essalam" (la paix) construit dans la région d'Ain Oussara et du réacteur dit "Annour" (lumière), ce dernier est construit par une entreprise argentine, est d'une petite capacité ne dépassant pas théoriquement "un mégawatt" et ne constitue donc aucun véritable danger. En effet, la centrale d'Ain Oussara, contrairement à celle de Douira, le réacteur de cette centrale est d'une capacité de 15 mégawatts ce qui lui permet de produire annuellement jusqu'à cinq kilogrammes de plutonium.² L'Algérie poursuivra l'utilisation pacifique de l'énergie atomique pour les recherches en agriculture, en médecine et tous les autres domaines de la recherche scientifiques.³

La loi de finances 2010 prévoit la mise en place d'un fonds spécial sur les énergies renouvelables alimentées par la fiscalité pétrolière (0,5 %, soit 40 millions de \$/an) et des subventions de l'Etat, environ 5% de l'électricité locale devra être produite par des énergies renouvelables d'ici 2010, soit 500 MW.

¹ Karim Aimeur , « **L'Etat a assaini 12 entreprises publiques** », Tribune des Lecteurs - Mercredi 25 novembre 2009, p. 7.

² Omar DAHBI, « **Algérie : Une menace nucléaire ?** », Numéro de parution 577, 13-02-2004, p. 1-2.

³ Amale Samie, « **Alger traîne les pieds** », L'Algérie reporte la signature du protocole nucléaire, POLITIQUE, Maroc Hebdo International N° 636 - Du 21 au 27 Janvier 2005, p. 21

D'autant que la demande locale d'électricité devrait croître de 7% par an ces prochaines années, contre 4% actuellement, avec son ensoleillement exceptionnel (3500 heures annuelles au Sahara), l'Algérie est un marché de choix pour les centrales hybrides solaire/gaz.

L'Algérie veut préparer l'après-pétrole, elle veut développer le nucléaire pour l'après-pétrole. Les autorités veulent aussi mettre en valeur les réserves locales d'uranium (29000 tonnes prouvées) qui pourraient faire tourner deux centrales de 1000 MW chacune pendant soixante ans.¹

A ce titre, elle a mis en place une politique nationale de promotion des énergies renouvelables solaire, dont l'utilisation devrait atteindre 10% dans la politique de mix énergétique à l'horizon 2020. Ce plan qui repose sur le potentiel national d'énergies renouvelables, vise l'efficacité énergétique ainsi que le développement et la conservation des ressources hydrocarbures. Il a pour objectif d'assurer un développement énergétique durable et une diversification de l'offre nationale énergétique.

- **Endettement de l'Algérie :**

Au début des années 1990, la situation économique et sociale s'est sensiblement améliorée, suite à un programme d'ajustement structurel mené avec l'aide du FMI entre 1994 et 1998 et l'évolution favorable de l'environnement externe depuis 1999 (hausse des prix des hydrocarbures). Ainsi, l'inflation a diminué de 28,6% en 1995 à 0,3% en 2000, le budget est passé d'un déficit de 8,9% du PIB en 1993 à un excédent de 9,9% en 2000. L'excédent commercial s'est élevé à 12,3 milliards de \$ (1996: 4,1 milliards) et les réserves de change ont atteint l'équivalent de 12,2 mois d'importations en 2000 et plus de 150 milliards de \$, un PIB relativement élevé (162,9 milliards de dollars en 2008), l'augmentation de taux de croissance réelle de l'Algérie passant de 2,1% en 2001 à 3% en 2008, avec un pic à 6,8% en 2003 et avec un excédent commercial record en 2008, avoisinant les 38 Mds USD grâce aux variables externes qui ont été dopées par l'envolée du cours des hydrocarbures couvrant plus de trois ans d'importation, ce qui permet la réduction de sa dette extérieure. Le problème de la dette externe a perdu beaucoup de son acuité; son stock a régressé et le service de la dette s'est beaucoup allégé (de 44,8% des exportations en 1998 à 20,9% en 2000), Le service de la dette, a absorbé au début des années 1990 près de 75 % des exportations de biens et services.

Cette augmentation de réserves, essentiellement due à la hausse continue des cours du pétrole depuis 2004, a procuré à l'Algérie une aisance financière confortable. Cet afflux de devises permet au pays d'opérer une gestion volontariste de la dette publique avec un remboursement anticipé de la dette vis-à-vis des Clubs de Paris (États) et de Londres (Banques). Par ailleurs, l'accord du remboursement anticipé de la dette avec le club de Londres, d'un montant global de 800 millions de dollars USD, a été signé au début du mois de septembre 2006, dans la capitale britannique, et que les principaux créanciers ont été déjà payés par l'Algérie. La réduction des dettes est montré dans le tableau (III.15) ci-après.

¹ Maghreb confidentiel, les hommes, les affaires et leurs réseaux, « **les majors à l'affut de l'après-pétrole** », N°895, Paris, le premier octobre, 2009, p. 1.

Tableau N°(III.15) La dette extérieure de l'Algérie de 1996 à 2007 en milliard de \$

1996	2003	2005	2006	2007
33,2	23,353	16,4	5,062	4,889

Source : www.pdfcomplete.com, p. 4.

On constate la diminution de la dette extérieure. La gestion budgétaire judicieuse permet la constitution d'une épargne publique considérable et un paiement anticipé des dettes interne et externe, ainsi que la reconstitution des réserves de changes. De plus, les crédits à l'économie ont enregistré un taux de croissance de 15 % sur un an et 55 % de ces crédits sont destinés à l'investissement. La dépréciation du DA constitue un moyen de régulation des importations et des revenus fiscaux pétroliers.¹

L'Algérie a remboursé entre 1985 et 2005 117.9 milliards de dollars de dette: 84 milliards pour le remboursement du principal et 34 milliards \$ pour les intérêts.

Après la crise des années 1980 et 1990 qui a connu une dette si important, la dette extérieure totale est minime (4 % du PIB en 2008). En particulier, les recettes considérables des exportations d'hydrocarbures ont ramené le ratio dette publique extérieure/PIB en dessous de 1 % du PIB.

La situation favorable de ressources a permis une politique active de désendettement et un taux d'inflation inférieur à 3 %, ces facteurs ont permis au pouvoir algérien de rétablir les équilibres financiers extérieurs en réduisant drastiquement l'endettement extérieur et de renflouer les caisses des banques publiques. En 2006, et grâce aux recettes des hydrocarbures (qui constituent plus de 75% des recettes budgétaires) les autorités ont multiplié les remboursements anticipés de la dette.

- l'adoption d'un taux de change flottant et administré : Certains pays exportateurs ont décidé de ne pas laisser leur devise flotter au gré des spéculateurs sur la scène internationale et de fixer elle-même le taux de change afin de stabiliser leur commerce extérieur. Notons que l'Algérie adopte le taux de change flottant administré, ce taux est fixé par l'État (il y a une intervention de l'État).

Les taux de change effectifs nominal et réel se sont légèrement dépréciés en moyenne (de 0,1 % et 1,2 %, respectivement) entre janvier et septembre 2008. Sur une base mensuelle, tous deux ont affiché une volatilité qui reflète celle de la parité dollar/euro. Ce TCER est déterminé mensuellement par la Banque d'Algérie, et dépend à la fois des indices des prix en Algérie et chez les partenaires, de la structure du commerce extérieur, et du taux de change nominal par rapport au Dollar US. L'objectif de la politique des changes est la stabilité du TCER."

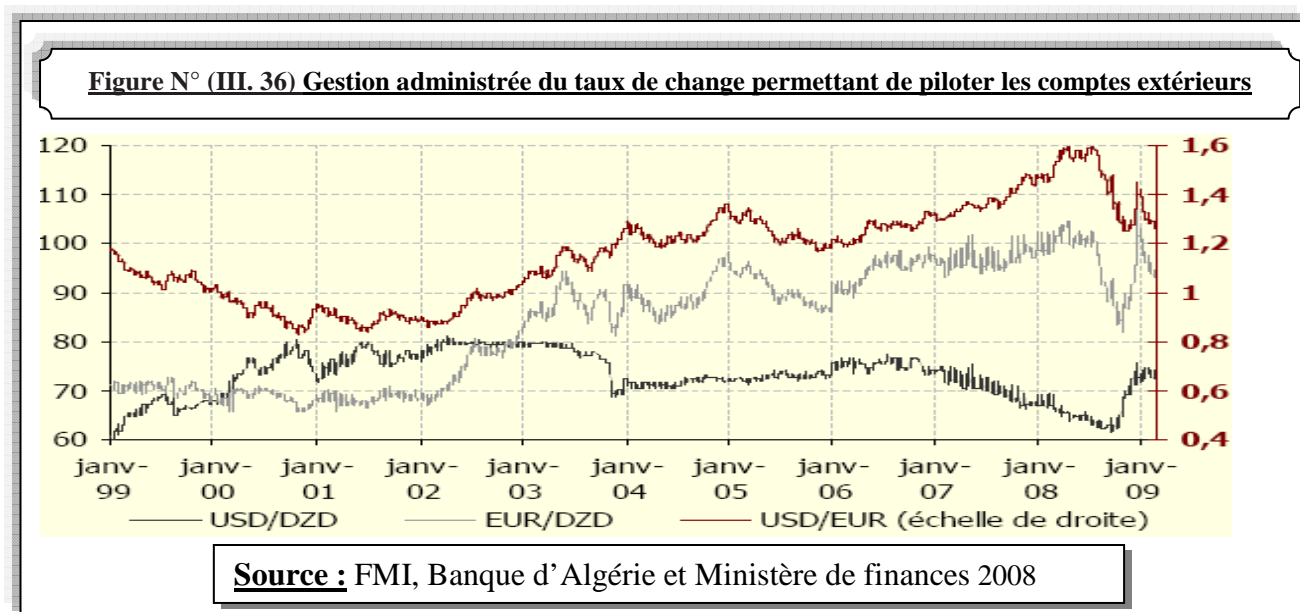
Pour la dévaluation de la monnaie s'est stabilisée aux environ de 3,5 % ce qui suppose que la réduction est considérée comme la plus importante pour le PIB est de l'ordre de 31,5 Milliards de Dollars.² Cependant, le challenge reste d'asseoir durablement une compétitivité externe hors hydrocarbures pour soutenir la viabilité à moyen et long terme de la balance des paiements. Le TCER s'est déprécié de plus de 20 % entre 2000 et 2007 malgré les afflux importants de devises étrangère suite à l'augmentation des

¹ Karim Aimeur , « **L'Etat a assaini 12 entreprises publiques** », Tribune des Lecteurs - Mercredi 25 novembre 2009, p. 7.

²Hakima LAKHDARI, Atmane AYAD, « **L'impact de la crise financière sur l'accord euro-méditerranéen : Quelles stratégies d'adaptation face au déficit du futur ? Cas de l'Algérie**», Colloque international : « **Crise financière internationale. Ralentissement économique mondial et Effets sur les économies Euro-maghrébines** », Béjaia, Algérie Du 10 au 11 Octobre 2009, p. 7.

cours de pétrole, et cela grâce aux interventions des autorités algériennes qui ont décidé jusqu'à présent de ne pas tenir compte de l'évolution favorable de leur TCR d'équilibre dans leur politique de change. Cette politique de change se traduit par une accumulation record des avoirs extérieurs bruts à la Banque centrale qui atteignent 150 milliards de dollars en 2009 (plus de 70 % du PIB).

Dans cet objectif, la politique de taux de change doit être accompagnée par d'autres mesures de politique économique visant à accroître la productivité et la diversification de l'économie nationale. Comme pour tout pays dont le change n'est pas libre, l'exportateur se pose la question des risques de change. La figure (III.36) suivante montre la gestion de ce taux.



L'inflation reste ces dernières années parmi les plus faibles de la région, reflétant la stabilité des prix intérieurs, du fort contenu en importations de la demande intérieure, des subventions dont bénéficient le blé et le lait, et de la prudence de la politique monétaire. La hausse annuelle moyenne de l'Indice de Prix à la Consommation IPC était de 4,2 % fin octobre 2008. Le tableau (III.16) suivante montre les différents taux d'inflation :

Tableau N°(III.16) L'évolution de taux d'inflation

Année	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Inflation (%)	4,2	1,4	2,6	3,6	1,6	2,5	4,6

Source: Club des Exportateurs de la Vienne, « Taux de change et inflation en Algérie », FuturExport, p. 1.

Le rythme d'inflation moyen en Algérie a atteint 4,3% durant les onze premiers mois de l'année 2008 selon l'Office national des statistiques (ONS).

La variation enregistrée du 1er janvier à novembre dernier (2008) est due essentiellement à une hausse de 7,3% des prix des biens alimentaires, avec 11,9% pour les produits alimentaires industriels et 2,9% pour les produits agricoles frais, précise l'Office. Quant aux prix des produits manufacturés, ils ont progressé de 1,1% alors que ceux des services ont évolué de 2,4% pendant les onze premiers mois de

l'année en cours, précise la même source. Concernant le taux d'inflation enregistré durant le mois de novembre 2008, il a connu une évolution de +2,5% par rapport au mois d'octobre (-0,5%), soit une variation mensuelle nettement supérieure à celle relevée le même mois en 2007 (+1%). Cette augmentation s'est traduite, selon l'Office, par une hausse des prix des biens alimentaires à hauteur de +4,5%, se distinguant par un relèvement de 10,1% pour les produits agricoles frais. Des accroissements substantiels de prix ont été observés durant le mois de novembre pour certains produits dont notamment les viandes et abats de mouton (+8%), la viande de poulet (+11,3%), les œufs (+21,8%) et les légumes (18,8%). L'ONS relève, par contre, une baisse de 1,1% pour les prix des produits alimentaires industriels en novembre comparativement au mois précédent. Le rythme annuel d'inflation est passé de 29,04%, en 1994, à 3,5% en 2007.¹

L'inflation a été réduite, passant d'un pic d'environ 32% en 1992 à environ 4% en 2001. Depuis 1999, la balance des paiements et le budget sont excédentaires, les réserves internationales officielles ont augmenté, passant de moins d'un mois d'importation en 1990 à plus de 24 mois à fin janvier 2003 et pour l'année 2008 également. La dette extérieure a diminué, passant d'environ 80% du PIB en 1993 à environ 21% en 2002, sans profiter durablement à l'emploi, la croissance ou même le recul de la pauvreté.

Ce rééquilibrage macroéconomique n'a pas déclenché beaucoup de changements structurels dans l'économie algérienne. Toutefois s'il est un indicateur stimulé par ces évolutions macroéconomiques, c'est celui qui reflète, depuis 1989, la part croissante du secteur privé dans «le secteur productif» hors hydrocarbures.

Dans son communiqué, l'Institut national de la statistique et des études économiques l'INSEE précise que sur un an, les prix ont augmenté de 1,3%.

L'indice des prix à la consommation a progressé de 0,6% au mois de février, après une légère baisse de 0,2% en janvier, et de 0,4% en données corrigées des variations saisonnières, a annoncé mardi (INSEE). L'indice des prix à la consommation a progressé de 0,6% au mois de février, après une légère baisse de 0,2% en janvier, et de 0,4% en données corrigées des variations saisonnières. La hausse des prix au mois de février provient de l'augmentation des prix des produits manufacturés note l'INSEE.

En février, les prix des produits manufacturés augmentent de 1,1% (+0,3% en février 2009; +0,3% sur un an). Ceux de l'habillement et des chaussures sont en hausse de 5,8% (+1,3% en février 2009; +2,4% sur un an).

- 377 milliards de dinars pour le développement du Sud dans le cadre de programme spécial complémentaire de développement du Sud Adrar, Laghouat, Biskra, Béchar, Tamanrasset, Ouargla, Illizi, Tindouf, El Oued et Ghardaïa. L'Etat a adopté ces investissements pour améliorer les conditions de vie des citoyens et, d'autre part, pour promouvoir les conditions de développement d'une économie durable dans cette partie du territoire national. pour la réalisation de 60 000 logements supplémentaires;

¹ Office National (algérien) des Statistiques, ONS. 2008.

le raccordement des foyers au gaz naturel et à l'électricité, développer les ressources en eau; pour la réalisation de 10 000 places pédagogiques supplémentaires et de 7 500 lits d'hébergement; lycées et 50 écoles fondamentales, 202 cantines scolaires et 372 installations sportives; réalisation de 11 centres de formation, 10 annexes et des internats; construction de 9 hôpitaux, 2 établissements hospitaliers universitaires, 20 unités légères de soins et 13 centres spécialisés; 10 salles omnisports, 16 complexes sportifs de proximité, 11 piscines et 20 bassins de natation; de 19 bibliothèques, 2 théâtres, 1 musée et 1 conservatoire de musique; pour la protection des zones industrielles et d'activités.

- Près de 20 milliards de dinars destinés à l'amélioration des moyens de l'administration et notamment de la justice et les services de contrôle pour la lutte contre la corruption. Ces secteurs jouent un rôle prépondérant dans la croissance et le développement durable.

- L'Etat propose des mesures pour promouvoir les investissements, plusieurs avantages sont octroyés aux investissements, comme par exemple :

- Exonérations fiscales et parafiscales :

- Exonérations de Droits de Douanes et franchise de TVA sur les Biens et Services:

(l'exonération de la TVA sur les biens est conditionnée par le recours aux biens d'origine algérienne sauf absence de production nationale similaire)

- Exonérations d'IBS et de TAP (de 0 à 10 ans selon la localisation et l'importance du projet);

Concessions des terrains d'assiettes :

- De gré à gré pour les projets d'intérêt national;

- Aux enchères publiques pour les autres projets;

Possibilité de financement :

- Fond National d'Investissement pour certains projets de partenariat ;

- Financement par les banques locales.¹

L'augmentation extraordinaire des prix du pétrole de ces dernières années a permis de financer le plan de relance national dont le programme de dépense de 150 milliards US\$ a démarré en 2005. Ce plan vise à « protéger l'économie pour l'avenir » et « à aller vers une économie plus diversifiée qui ne compte pas sur le gaz et le pétrole comme uniques sources de revenus ». Le développement de l'industrie agro-alimentaire est l'une des priorités de ce plan. La manne pétrolière et gazière a permis donc aux autorités algériennes d'engager le pays dans d'importants programmes d'investissements publics, visant à diversifier l'économie et développer les infrastructures de base. Ce qui contribue à un fort dynamisme des secteurs de la construction et des infrastructures de transport. Le marché des véhicules industriels et engins et de travaux publics enregistrent une forte croissance.

¹ ANDI, agence nationale de développement des investissements, 2009.

2. comportement des agents en matière de consommation et d'épargne

La gestion des conséquences intérieures de l'augmentation rapide des exportations de ressources naturelles est un défi pour les gouvernements mais ces recettes peuvent être une source importante d'investissement dans le capital humain et physique et même dans la diversification économique.

Pour réduire cette dépendance et ces fragilités de l'économie algérienne il y a des mesures conjoncturelles (les dispositions de la loi de finances complémentaire 2009) qui ont pour objectif la régulation de la demande nationale adressée au Reste du Monde pour protéger la production nationale et consolider la sphère productive du pays. Il y a aussi des mesures structurelles qui passent par les stratégies industrielles de diversification et d'intégration du système productif national.

Ces politiques devraient normalement permettre la diversification des exportations hors hydrocarbures. Les différents programmes de relance économique s'inscrivent aussi dans cette logique. Le problème de l'économie nationale réside dans sa capacité limitée à absorber les investissements. Un investissement il faut le rentabiliser.¹

- Préserver l'économie algérienne des effets de la crise mondiale et protéger l'outil de production pour asseoir une économie diversifiée : La priorité a été accordée à la sauvegarde des entreprises publiques qui étaient destinées dans le passé à la privatisation. La création de 13 entreprises championnes en 2009. Sur un autre plan, des mesures visant la restriction des importations ont vu le jour. De nombreuses filières ont enregistré une baisse de la facture d'importation. Elle a connu une réduction de 2 milliards de \$ en 2009. Globalement au cours de cette période, les importations algériennes ont baissé de 5% grâce à des mesures prises par le gouvernement..

- L'Etat consacre 10 milliards d'euro pour la protection du pouvoir d'achat des travailleurs à travers la subvention des produits de large consommation et le règlement des dépenses des services publics vitaux comme la santé. Etat algérien adopte également une stratégie de rationalisation des dépenses publiques. La chute drastique des cours de l'or noir en raison de la baisse de la demande sur le marché international est à l'origine de ce revirement de situation. La loi de finance complémentaire LFC de 2009 est intégralement reconduites dans le but de réduire la facture de l'importation avec l'ambition affichée de garantir progressivement l'autonomie du pays en matière de bien de consommation. Il est à noter que le projet de la loi de finances 2010 donne des crédits bancaires avec un taux d'intérêt de 1% pour aider les citoyens à accéder à un logement et *pour les rendre solvables en matière d'acquisition du logement.*²

- La consommation et la demande interne ont augmenté: le SMIG (revenu minimum) est passé de 8000 à 15000DA entre fin 1998 et 2010, en d'autres termes ce salaire est augmenté par 25%. De plus, des hausses de salaires (entre autres des fonctionnaires, enseignants...) sont encore annoncées pour le début de 2010. Les importations sont passées de 10 milliards de dollars au début des années 90 à 15

¹ K. Medjdoub, «**La pérennité du fonds de régulation des recettes n'est pas garantie**», L'ENTRETIEN avec Dr Kamal Oukaci. Enseignant à la faculté des sciences économiques à l'université de Béjaïa, El Watan ÉCONOMIE, Du 26 octobre au 1er novembre 2009, p. 6.

² Zhor Hadjam, «**Baisse de la pression fiscale et aide aux PME**», projet de loi de finances 2010, El Watan - Jeudi 8 octobre 2009, p. 7.

milliards à fin de cette même décennie pour atteindre 22 milliards de dollars en 2006. Elles se sont chiffrées à 39 Mds USD en 2008 dont 7,02 Md\$ de produits alimentaires qui sont passé à plus de 8 milliards de \$ en 2009. La loi de finance complémentaire 2009 (LFC 2009), a instauré le *crédit documentaire* comme moyen de paiement exclusif des importations de plus de 100 000 DZD (FOB) pour toutes les entreprises de droit privé. Le système de paiement algérien se caractérise donc par une faible utilisation des moyens scripturaux, une amélioration constante des délais de recouvrement. Sachant que quel que soit le mode de paiement retenu, toutes les opérations d'importation ou d'exportation doivent être domiciliées auprès des banques. En matière pharmaceutique, le gouvernement a pris des mesures radicales en décidant, en octobre 2009, de ne plus importer de médicaments fabriqués localement. A ce rythme, « *les revenus des hydrocarbures, même avec un prix important du baril, [seront] de plus en plus insuffisants pour préserver, à moyen terme, notre indépendance financière et garantir la continuité de notre développement* ». Soucieuses de protéger l'économie et la production nationale, les autorités algériennes ont récemment mis en place une série de mesures plus contraignantes en 2008 pour réduire l'importation. Par exemple, les sociétés d'importation doivent avoir au minimum 30% de leur capital social détenu par des personnes physiques de nationalité algérienne et/ou des personnes morales dont l'ensemble des associés ou actionnaires sont de nationalité algérienne, elles doivent aussi, recourir au crédit documentaire pour le financement des importations. Depuis le début de l'année 2008, les marchandises importées en Credoc doivent être accompagnées d'un certificat d'origine (délivré par les CCI) et d'un certificat phytosanitaire ou de qualité (délivré par les organismes de certification) et payer une taxe de domiciliation bancaire sur les importations (hors biens d'équipement et intermédiaires): 10 000 DZD équivalente de (100 EUR) pour une opération d'importation de biens ou de marchandises, et 3% du montant de la domiciliation pour les importations de service, de plus il est interdit d'importer des biens d'équipement d'occasion, ainsi que des pièces de rechange. Enfin, dans l'optique de limiter l'endettement des ménages algériens, l'article 75 de la LFC 2009 supprime le crédit à la consommation, hormis pour le crédit immobilier.

Notons que l'Algérie veut produire des voitures afin de réduire la facture d'importation de véhicules qui a atteint 3,5 milliards de dollars en 2008.¹

Pour sa part, le gouvernement a rappelé les importants efforts consacrés par l'Etat au profit du pouvoir d'achat et des conditions de vie de l'ensemble des familles. Le gouvernement subventionne les produits de large consommation (céréales, lait, énergie, eau).

- Trois milliards de dinars ont été dégagés pour la bonification des taux d'intérêt. Il a été décidé l'application du régime dérogatoire des avantages du code d'investissements pour les promoteurs des projets destinés au Sud. Même si le tissu industriel algérien s'est enrichi ces dernières années d'un nombre important de PME, soit plus de 300 000 petites et moyennes entreprises, les régions du Sud et des Hauts-Plateaux ne profitent pas de cet essor économique, puisque 6 % seulement des PME activent

¹ *La Vérité*, N° 398 • du 23 au 29 octobre 2009, p. 25.

dans ces régions. Afin de remédier à cela, le ministre de la PME-PMI, M. Mustapha Benbada, fait de cette carence l'une des priorités de son département et compte mettre en place une série de mesures incitatives à même d'encourager les promoteurs du nord à aller investir au sud du pays. Ainsi, en plus du milliard de dinars accordé par les pouvoirs publics pour la promotion des PME du Sud, une réflexion est actuellement engagée afin de revoir à la baisse le taux d'intérêt des crédits bancaires destinés aux investissements dans ces régions. Afin de véhiculer ces mesures au plus vite, il a été décidé de dégager 3 milliards de dinars pour la bonification des taux d'intérêt de crédits bancaires pour la création de PME à travers 10 wilayas du Sud.

- **La baisse de la pression fiscale :** le soutien aux petites et moyennes entreprises (PME) et la facilitation de l'accès au logement sont quelques axes autour desquels s'articulera la loi de finances complémentaire (LFC) 2010. Le projet de la loi de finances pour l'année prochaine renforcera ainsi les principales orientations prises en charge par la LFC complémentaire 2009. Karim Djoudi, ministre de finance, a confirmé que le souci du gouvernement est de baisser la pression fiscale et d'aider les PME par l'adoption *des mesures de réduction de certains impôts à des taux relativement bas en vue de l'élargissement de l'assiette fiscales.*¹

- L'ONS a enregistré au premier semestre 2008 plus de 432000 PME dont 309578 sont privées avec 95% de TPE familiales (34% actives dans le BTP, 18 % dans les services et commerce et seulement 5.63% dans l'industrie).

3. comportement en termes d'investissement des agents.

- **Dispositif de la Caisse Nationale de l'Assurance Chômage (CNAC)**

Créé en 2004, ce dispositif est géré par la CNAC et est destiné aux chômeurs âgés de 35 à 50 ans. Son organisation ne diffère pas de celle des autres dispositifs de création d'activité. A fin 2005, plus de 3000 dossiers ont reçu l'accord des banques pour les financer, soit moins de 9% des demandes introduites auprès de la CNAC, dont seulement 56% ont été acceptés par la commission de sélection et de validation composée principalement de représentants des 5 banques publiques.

- **Les contrats de pré-emploi (CPE)**

C'est un programme destiné à favoriser l'insertion professionnelle de jeunes diplômés de l'université. Le dispositif, mis en place en 1998, prend en charge, pendant une année pouvant être prorogée de six mois au maximum, la rémunération de diplômés recrutés par des employeurs publics ou privés. Cette rémunération est fixée à 8 000 DA par mois (jusqu'en 2008, tandis qu'en 2009 est fixée à 12000) pour les cadres (80% du SNMG) et à 6000 DA pour les techniciens supérieurs. En 2005 plus de 100 000 postes ont été créés sur les deux années. Cependant, le taux de permanisation est très encore faible.

- **Le micro-crédit**

C'est un dispositif orienté vers la promotion de l'auto emploi. Géré par l'Agence Nationale de Gestion du Micro crédit (ANGEM), il consiste à organiser l'accès au crédit pour des petits projets d'une valeur

¹ Zhor Hadjam, « **Baisse de la pression fiscale et aide aux PME** », PROJET DE LOI DE FINANCES 2010, El Watan, Jeudi 8 octobre 2009, p. 7.

comprise entre 50 000 et 400 000 DA. Une bonification du taux d'intérêt est accordée au bénéficiaire: celui-ci prend en charge 2 points du taux d'intérêt commercial, le différentiel étant à la charge du Trésor.

Le dispositif a été redynamisé, en particulier par la mise en place d'un réseau étendu de structures de l'ANGEM en 2005. Cela a déjà permis la création de 6500 emplois dans différents secteurs d'activités (agriculture, industrie, BTP, services, artisanat), dont 72% sont de sexe féminin.

- **La micro - entreprise**

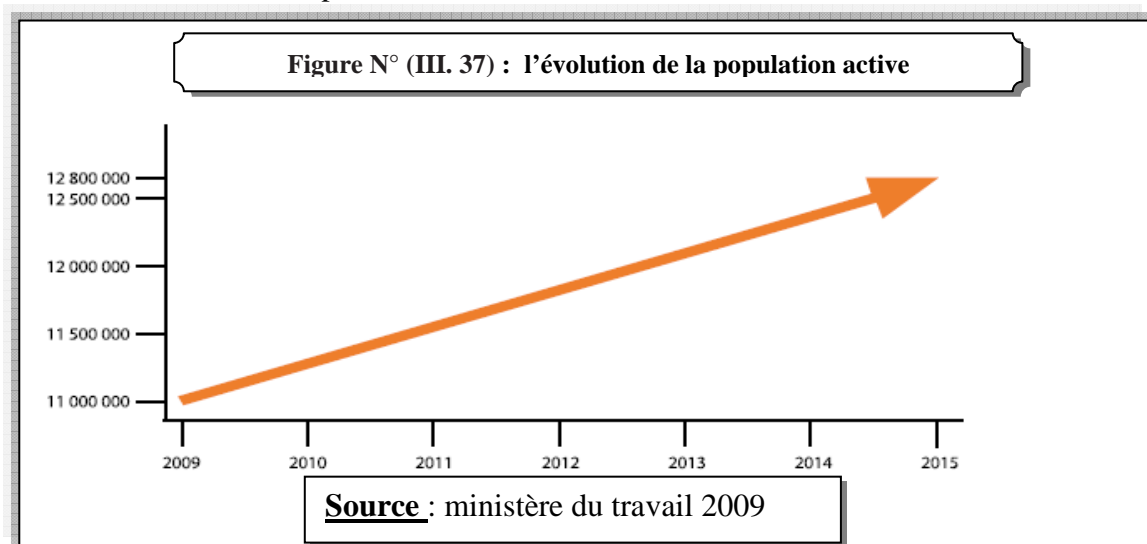
Le dispositif de création de micro- entreprises, géré par l'Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes (ANSEJ), s'inscrit dans une démarche de création d'activité et d'emplois durables. Destiné aux jeunes chômeurs âgés entre 19 et 35 ans, il consiste à fournir un certain nombre d'incitations à investir: bonification du taux d'intérêt bancaire, crédit sans intérêt, création d'un fonds de garantie, accompagnement du jeune investisseur, octroi d'avantages fiscaux et parafiscaux.

La valeur des projets éligibles au dispositif ne doit pas dépasser 10 millions de DA. Le jeune bénéficiaire doit y participer à travers un apport personnel de 5 à 10 % du coût du projet.

Depuis le lancement de ce dispositif en 1997, près de 118 000 projets avec un potentiel de création de 330 000 emplois directs ont été jugés éligibles au dispositif par l'ANSEJ ; 34% d'entre eux ont été considérés bancables, et 27,5% réalisés. L'implication des banques s'est effectuée avec l'intervention des pouvoirs publics.

- la bonification des taux d'intérêt pour l'investissement dans la PME, récemment décidée par la loi de finances, instruisant le gouvernement d'accorder dans ce cadre la bonification maximale de 150 points sur les intérêts des crédits bancaires destinés aux investissements (hors hydrocarbures et mines) à travers les dix wilayas du Sud.

- L'emploi des jeunes a bénéficié de financement de la part des banques publiques pour un montant de 123,5 milliards de dinars. D'après les projections du ministère du travail la population active en 2015 sera 12,8 millions (comme le montre la figure (III.37) suivante et cela ne peut être concrétiser que si le taux de croissance reste 2,5% par an.



- L'Agence nationale du patrimoine minier (ANPM) a attribué 188 titres miniers à l'issue de six opérations d'adjudication minières en 2008, contre 146 titres en 2007, pour un montant de 65,75 millions de dollars (environ 4,6 milliards de dinars). Ces sites couvrent plusieurs wilayas à travers tout le territoire national et portent, entre autres, sur le calcaire et roche pour agrégats, l'argile, le gypse, le tuf, le sable et sable concassé ainsi que les pierres décoratives, selon l'ANPM. Les sites de substances minérales métalliques couvrent, eux aussi, différentes régions du pays et portent, essentiellement, sur l'or, le fer, le zinc plomb, le cuivre ¹ et le wolfram-étain. Leur attribution a généré des entrées de l'ordre de 1,15 milliards de dinars. Par ailleurs, les investissements réalisés en 2007 dans le secteur minier par les sociétés algériennes et étrangères ont atteint 51,43 millions de dollars et se répartissent entre 41,08 millions de dollars pour l'exploitation minière, 9,59 millions de dollars pour l'exploration et 757,12 dollars pour la prospection, selon des données récentes du ministère de l'Energie et des Mines.² La production de l'or: d'après Mustapha Benzerga, le directeur général de l'Entreprise nationale d'or (Enor), a atteint 720 kg et enregistre pour l'année 2008 une valeur financière totale de 1 milliard de dinars. Ce dernier a fait savoir que seulement 4 kg ont été écoulés sur le marché local alors que le reste est exporté vers l'étranger, particulièrement en Suisse. Cependant, l'Enor pourrait augmenter sa production pour atteindre les trois tonnes par an. D'autres gisements viendront s'ajouter prochainement à la mine d'Amessmessa et de Tirak dans le grand Hoggar et ils sont en cours d'exploration par des sociétés étrangères ou vers la mise en adjudication par l'Agence nationale du patrimoine minier.³
- La Société nationale de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) va investir quelque 29 milliards de dollars sur la période 2007-2017 pour développer ses capacités en matière de production et de distribution d'électricité et de gaz. Ce montant sera destiné à financer le programme d'investissement des sept filiales de l'entreprise mère, notamment pour la production d'électricité, avec 5 milliards de dollars (MDS), du transport électricité avec 8 MDS. Le transport du gaz avec 3 MDS, et la distribution avec plus de 6 milliards de dollars, et concernant les opportunités d'investissement dans le domaine de l'énergie en Algérie. Sonelgaz peut jouer un rôle important dans l'intégration énergétique régionale, la constitution du marché maghrébin de l'électricité et son extension au marché européen ainsi que dans le développement des énergies renouvelables et de l'électronucléaire. S'agissant des énergies renouvelables, près de 30% de l'électricité proviendra des énergies alternatives, notamment du solaire d'ici 2050.⁴ Sonatrach confirme sa dynamique de croissance par la réalisation de nouvelles performances au cours de l'année 2007 sur le plan financier et en termes de projets de développement du potentiel de réserves et de production d'hydrocarbures. Les responsables de l'entreprise ont annoncé le lancement des travaux en janvier 2009 tout en s'engageant à la mettre en service en décembre 2011

¹ Samia Kahina Bouzid, « **Investissements miniers C'est la montée en cadence** », revue périodique du secteur de l'énergie et des mines, Algérie. 10 mars 2009, p. 26.

² « **Près de 190 titres miniers attribués en 2008, plus de 65 millions de dollars de recettes** », revue périodique du secteur de l'énergie et des mines, Algérie. 10 mars 2009, p. 36 et 37.

³ Mustapha Benzerga, « **la production d'or a atteint 720 kg** » revue périodique du secteur de l'énergie et des mines, Algérie. 10 mars 2009, p. 37.

⁴ Lakhdar Benmazouz, ministère de l'Energie et des Mines revue périodique du secteur de l'énergie et des mines, Algérie. 10 mars 2009, p. 25.

avec la même formule, soit la vente de l'eau à Sonatrach et pendant 25 ans. La station sera desservie en électricité à partir de deux postes sources situés à El Khemis et Kherba, dans la wilaya de Aïn Defla.¹

- Le gouvernement a adopté la démarche stratégique visant à améliorer les conditions de vie du citoyen en matière d'habitat, d'accès à l'eau, aux soins et aux prestations de base, à l'éducation et à la formation, sans oublier le développement et la modernisation du service public et le rééquilibrage territorial à travers le développement du réseau routier et ferroviaire. Les secteurs de l'éducation, de la formation, de l'enseignement supérieur et de la santé continuent d'ailleurs à élargir pour une part significative dans le budget de fonctionnement de l'Etat (1 283 milliards de dinars en 2006). Cumulées aux autorisations de programme de l'exercice budgétaire 2005, elles totalisent déjà près de 75 % des programmes retenus au titre du PCSC, qui court pourtant jusqu'à 2009. A travers une série de mesures, la loi se propose de réaliser plusieurs objectifs complémentaires, en particulier l'incitation à l'investissement et à la création d'emplois à travers des mesures fiscales (suppression du versement forfaitaire) et la création du Fonds national de mise à niveau des PME. Il s'agit aussi de promouvoir les exportations hors hydrocarbures par l'exonération de l'impôt sur le bénéfice des sociétés (IBS) au profit des opérations d'exportation et le relèvement de la quote-part de la taxe intérieure de consommation destinée à alimenter le fonds de soutien des exportations hors hydrocarbures. Diversifier les sources de financement des activités économiques par, notamment, l'amortissement accéléré des équipements acquis dans le cadre des activités de crédit bail et un autre impératif tout comme la lutte contre la fraude et le blanchiment d'argent à travers l'aggravation des sanctions pécuniaires pour toute transgression. La lutte contre l'économie informelle n'est pas en reste et se traduira en 2006 par l'institution d'un identifiant fiscal et d'un casier fiscal centralisé.

- La réalisation de 1 500 locaux à travers l'ensemble des wilayas, dans le cadre du programme «100 locaux par commune» lancé en août 2005. Il a été précisé que ce programme, ayant bénéficié d'une enveloppe de 20 milliards de dinars en vertu de la loi de finances complémentaire 2005, a enregistré la réalisation de 1 500 locaux sur les 14 000 entamés durant cette année. Le taux de réalisation de ce programme a atteint, en trois mois, 1 % du volume global estimé à quelque 150 000 locaux. Ce projet permet la création d'un nombre considérable de postes d'emploi, La politique du gouvernement a réussi à ramener le taux de chômage de 23 % il y a deux ans à 15,3 % en 2005.²

En recouvrant sa stabilité, l'Algérie est devenue un pays attractif pour les investisseurs étrangers américains, français, chinois et sud-africains et pour de nombreuses sociétés d'autres pays, allemandes, espagnoles, Belgique, des pays bas, canadienne, indienne, Corée du sud, égyptiennes, du Qatar... Elle commence ainsi à s'affirmer comme la deuxième puissance économique en Afrique», écrit le *Financial Times*. la stabilité politique, l'augmentation des recettes pétrolières ainsi que l'excédent financier enregistré durant la dernière période ont placé l'Algérie dans une position favorable aux investissements étrangers estimés à 55 milliards de dollars qui permettront de moderniser les infrastructures et de réduire

¹ revue périodique du secteur de l'énergie et des mines, Algérie. 10 mars 2009, p. 19.

² L'ex ministre des Finances, Mr. Mourad Medelci au forum de l'ENTV, 2005.

le chômage, comme l'a souligné le rapport du Fonds monétaire international (FMI). Ces recettes exceptionnelles provenant des exportations de pétrole et de gaz naturel permettront la modernisation de l'économie. Il est nécessaire d'«accélérer» le rythme des réformes pour s'ouvrir davantage à la privatisation et réaliser rapidement des résultats positifs, comme c'est le cas pour le secteur de l'Energie et des Mines et celui des télécommunications.

Et afin de promouvoir les exportations hors hydrocarbures, l'Algérie adopte le plan Optimexport (le Programme de Renforcement des Capacités Exportatrices) des PME algériennes dans ce cadre du PRCE piloté par le Ministère du Commerce et soutenu à hauteur de 2 millions d'euros par l'Agence française de développement (AFD). Un groupe pilote d'environ 40 PME algériennes, intervenant dans des secteurs hors hydrocarbures, a été présent le 15/12/2009, à l'Agence Nationale de Promotion du Commerce Extérieur (ALGEX). Ces entreprises à vocation exportatrice, dites challengers, disposeront d'un accompagnement personnalisé de deux ans pour le programme d'actions sur mesure à l'international "challenge Optimexport".

Le réseau de partenaires d'Optimexport est constitué du Ministère du Commerce (Maître d'ouvrage d'Optimexport), Algex, et la Chambre Algérienne de Commerce et d'Industrie. Ce programme a démarré officiellement en juin 2007 et est devenu effectif en juin 2008 pour une durée de deux ans. Le programme Optimexport a été reconduit jusqu'en 2012.

4. La création de fonds de régulation des recettes pétrolières :

Selon l'adage « *Un homme politique pense aux prochaines élections. Un homme d'Etat pense aux prochaines générations* », le gouvernement algérien s'intéresse beaucoup plus aux futurs générations et cela s'explique par la création de fonds de régulation des recettes.

Les réserves extérieures qui étaient de deux milliards de dollars en 1986 se sont élevées à 150 milliards de dollars fin 2009. La position financière extérieure du pays est forte et le met à l'abri de tout risque d'insolvabilité. Grâce à la mise en place en 2001 du Fonds de régulation des recettes, des réserves budgétaires importantes ont été constituées depuis 2004, date d'accélération de la hausse du prix du pétrole. La forte dépendance du secteur des hydrocarbures expose les finances publiques à une volatilité importante. Par mesure de prudence, le gouvernement a créé ce fonds, alimenté par l'excédent des recettes généré par un prix réel du pétrole au-delà d'un seuil de référence. Fin 2008, ces réserves s'élevaient à plus de 4 200 milliards de DA, donnant au Trésor une certaine liberté de manœuvre pour autant que la baisse de la fiscalité pétrolière ne soit ni profonde ni durable.

L'investissement à l'étranger des recettes d'exportation permettra de mieux protéger les économies locales contre les effets de « syndrome hollandais ». Le tableau (III.17) ci-après indique l'évolution du montant global du fonds.

Tableau N° (III.17) L'évolution du montant global, du volume annuel d'accumulation et du volume annuel d'utilisation du FRR, 2000-2005, en milliards de DA.

	année					
	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Fonds de régulation des recettes pétrolières						
Montant total du fond de régulation	232	249	276	568	722	1843
Accumulation (montant annuel versé au FRR)	453	124	27	449	623	1369
Utilisation (montant annuel décaissé du FRR)	221	107	0	156	470	248

Source : Banque d'Algérie

Cette loi de finance montre encore une fois que l'investissement budgétaire reste toujours important en Algérie. Cette situation pourrait engendrer des retombées négatives sur l'investissement dans le cas d'une baisse des recettes budgétaires. La loi de finances 2010 est élaborée sur la base d'un prix du pétrole de référence de 37 dollars. Certes avec ce prix, le budget de l'Etat accusera un déficit qui sera comblé, comme les années précédentes, par le recours au fond de régulation des recettes. Les recettes que l'Algérie tire de l'exportation des hydrocarbures sont partagées entre l'État et la Sonatrach. Les deux tiers environ vont au budget. Les revenus considérables dégagés par les exportations d'hydrocarbures sont gérés avec prudence, en suivant deux principes: centralisation de la gestion des risques à la banque centrale, et investissement en actifs étrangers types des banques centrales. D'après le rapport de FMI l'Algérie a su prendre des mesures de sauvegarde qui lui permettent de se protéger des effets dévastateurs de la crise mondiale. Les recettes d'exportation des hydrocarbures sont intégralement rétrocédées à la Banque d'Algérie et font partie des réserves internationales. Celles-ci sont divisées depuis 2004 en une petite part « liquide » et un important portefeuille de titres à revenu fixe de premier rang. La cellule de la banque centrale qui en est le gestionnaire exclusif applique les normes de ventilation en devises et d'échéance fixées chaque année par les autorités. La gestion active des réserves a donné depuis 2004 des rendements de 3 % à 4 % par an. Les montants ainsi produits sont transférés au budget sous forme de dividendes de la banque centrale.

Le FRR est un simple sous-compte en dinars de l'État à la banque centrale. Il ne s'accompagne donc pas des dispositifs de gouvernance et objectifs d'investissement des fonds souverains créés par les autres pays grands exportateurs de produits de base. Les autorités algériens continuent de considérer le FRR comme une structure temporaire. Les dispositions qui régissent la gestion des avoirs financiers de la Sonatrach sont dans l'ensemble comparables. Ces avoirs sont déposés en monnaie locale auprès de la banque publique de Sonatrach qui est son partenaire de longue date. Pour répondre aux besoins de liquidités de la Sonatrach, cette banque détient avant tout des créances à court terme sur la banque

centrale via des prises en pension et la facilité de dépôt marginale. Ce qui permet aux autorités de séparer la gestion du risque financier, centralisée à la banque centrale, de la conduite des activités pétrolières et gazières du pays, confiée à la Sonatrach.¹ Mais les pouvoirs publics ont su mettre en place des instruments de régulation.

Les réserves de change confortables, le paiement anticipé de la dette extérieure auront contribué à prémunir notre pays des chocs extérieurs liés notamment à la réduction des financements extérieurs et au durcissement de leur octroi.

Le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Laksaci, signalait que l'augmentation du taux de change de l'euro par rapport au dollar aurait eu des impacts négatifs sur la dette extérieure et porté préjudice au budget de l'Etat, s'il n'y avait pas lieu le remboursement anticipé de la dette avant l'éclatement de la crise internationale. La politique fiscale, celle entreprise à l'égard des banques, la gestion rigoureuse des interventions de la politique monétaire, la prudence en matière de gestion budgétaire, tout cela a contribué à une stabilisation du système qui profite à l'économie du pays, mais à partir de mai 2010 ce taux connaît une diminution ce qui contribue à l'amélioration de budget algérien puisque la quasi-totalité de nos importations viennent de l'Union Européenne.

De plus, une bonne partie des réserves de change algériennes sont constituées de bons du Trésor en dollar US, et perdent donc de leur valeur quand le dollar perd de la sienne. On observe d'ailleurs que les pays producteurs de pétrole équilibrent de plus en plus la part respective d'euros et de dollars dans leurs réserves de change. Fin 2006, les réserves de change algériennes atteignaient 77,78 milliards de dollars (soit plus de 20 milliards supplémentaire en un an) couvraient 39 mois d'importations (elles ne couvraient que cinq mois d'importations en 1999), et la dette extérieure avait été réduite à 4,6 milliards de dollars US fin 2006, alors qu'elle dépassait les 28 milliards en 1999. Fin juin 2007, les réserves atteignaient 90,06 milliards de \$, couvraient trois ans d'importations, quand les recettes de ce fonds dépassent les 100 milliards de dollars, ce fonds peut produire 4 milliards de dollars d'intérêts annuels, ce qui couvrira largement le service de la dette, sachant que les réserves sont de 150 milliards de \$.

Les prix élevés des exportations de pétrole et de gaz naturel ont consolidé les positions budgétaires. La dette extérieure a été presque totalement résorbée, et l'État a accumulé une épargne considérable sur le Fonds de régulation des recettes (FRR).²

L'Algérie est déconnecté de la crise financière selon certains responsables algériens pour plusieurs raisons: le dinar est resté une monnaie inconvertible, la banque centrale est restée prudente dans les placements des réserves de change, elle a éliminé sa dette externe (*plus de 12 Md US\$*) et n'a pas de besoin de financement externe, l'Algérie n'a pas de marché financier local et n'enregistre pas d'entrée de capitaux financiers.

¹ Fonds monétaire international, « **Algérie : Consultation de 2008 au titre de l'article IV—Rapport des services ; note d'information au public sur la discussion du Conseil; et déclaration de l'administrateur pour l'Algérie** », Rapport sur les économies nationales n° 09/108, April 2009. P. 10.

² Mohamed Benbouziane, Mustapha DJENNAS et Meriem DJENNAS, *op-cite*, p. 11.

Néanmoins, pays membre de l'OPEP, elle est fortement dépendante des cours du pétrole (*les hydrocarbures représentent 98% des exportations*) aussi les pouvoirs publics pourraient être amenés à réduire leurs investissements afin de mieux maîtriser l'excédent budgétaire. Par contre, elle bénéficie actuellement de la baisse de l'euro (*56% des importations*). L'Algérie a plus de 150 Mds US\$ comme réserves de change et Fonds de Régulation des Recettes (FRR).

Mais selon la loi de finance complémentaire de l'année commerciale 2009, la crise financière a eu un impact sur l'économie algérienne, d'où le pourcentage de développement économique algérien a subi une réduction de l'ordre de 3,9 % par rapport à celui de 2008 qui était de l'ordre de 4,1%. Pour la dévaluation de la monnaie s'est stabilisée aux environs de 3,5 % ce qui suppose que la réduction est considérée comme la plus importante est de l'ordre de 31,5 Milliards de Dollars. Le PIB est passé de 160,52 Milliards de Dollars à 128,7 Milliards de Dollars en 2009, ceci est justifié par la récession de l'économie mondiale prolongée entraînerait la baisse de la demande mondiale des hydrocarbures (économie asiatique et fortement liés à l'économie mondiale, notamment la Chine et l'Inde) et par la chute du cours du Brent, le prix de cession du gaz déjà sous-évalué de 50 % par rapport au cours du Brent, et donc un manque à gagner pour l'Algérie. Puisque l'économie algérienne s'appuie de plus en plus sur les exportations des hydrocarbures elle se trouve automatiquement touchée par cette crise économique mondiale. Donc, tant que cette économie est fortement dépendante des hydrocarbures qui connaissent des chutes drastiques des prix, l'Algérie est touchée par cette crise. Ce constat met en évidence les fragilités de l'économie algérienne qui reste jusqu'à présent dépendante des hydrocarbures d'une part et d'autre part subit une forte dépendance alimentaire, technologique et industrielle vis-à-vis de l'étranger depuis les années 1988. Toutes ces remarques prônent une diversification des exportations et de l'économie algériennes.

Résultat du recherche

La situation économique fait ressortir que l'économie algérienne reste une économie largement financée par les recettes d'exportations des hydrocarbures (qui représentent 98% des exportations algériennes). Depuis 2000, l'Algérie a connu une situation économique favorable et exceptionnelle tant sur le plan interne que sur le plan externe grâce à une conjoncture pétrolière favorable.

Le taux de croissance réelle de l'Algérie a connu une amélioration constante ces dernières années, passant de 2,1% en 2001 à 6,1% en 2008, avec un pic à 6,8% en 2003. Les variables externes ont été dopées par l'envolée du cours des hydrocarbures, avec un excédent commercial record en 2008, avoisinant les 38 Mds USD, soit une progression de 16% par rapport à l'année précédente mais après la chute de cours de pétrole (de 150\$ en juillet à 39\$ en novembre 2008) les recettes des hydrocarbures en 2009 enregistrent une baisse de près de 50% par rapport à 2008 où elles avaient atteint le niveau de 78,23 milliards de dollars US.

Certes avec ce prix, le budget de l'Etat accusera un déficit qui sera comblé, comme les années précédentes, par le recours au fond de régulation des recettes FRR.

L'économie algérienne est entièrement fragilisée par cette dépendance, ils représentent 98 % des exportations et la fiscalité pétrolière couvre plus de 75 % des recettes budgétaires. Les importations augmentent de plus en plus. En ces temps de crise, la volatilité des cours du pétrole fragilise encore plus le pays. Tous les experts prônent une diversification de l'économie algérienne qui se caractérise par les spécificités suivantes:

- Augmentation des recettes d'exportations des hydrocarbures : la croissance de l'économie algérienne s'accélère en raison d'une hausse du prix du pétrole. Le poids de secteur des hydrocarbures n'a cessé d'augmenter et pèse pour plus de 50% du PIB algérien à partir de 2006 contre environ 13% en 1970, alors que ses exportations atteignent 98% du total contre 57,9% en 1963, sachant que les hydrocarbures occupent une place importante dans les exportations depuis 1978 (96,2%). Et donc l'Etat algérien n'arrive pas à réduire sa dépendance vis-à-vis de la rente pétrolière, et cela depuis l'année 1979, ce qui nous permet d'accepter l'hypothèse H_1 . De plus, La corruption (par exemple la cause de l'ex PDG de groupe SONATRACH) et bureaucratie ont des perte sur l'économie algérienne environ 30 milliards de \$ depuis l'an 2000.¹ Le pétrole est beaucoup plus un facteur de malheur et d'appauvrissement pour le pays que tout autre chose. C'est pour quoi, il est important pour le pays de ne pas dépendre du seul pétrole (l'Algérie est monoexportateur) et hyperspécialisée dans ce secteur. Les réserves en devise issues de la manne pétrolière ont permis une croissance de 6% par an du PIB entre 2003 et 2006, combinés à un taux d'inflation inférieur à 4,6 % en 2007. Ces facteurs ont permis au pouvoir algérien de rétablir les équilibres financiers extérieurs en réduisant drastiquement l'endettement extérieur (estimé à moins de 4 milliards \$ en 2008) et de renflouer les caisses des banques publiques. Ce

¹ boukrouh abdelwahab. « la place de l'entreprise dans le plan quinquennal 2009-2014 », Rencontre-débat sur Echourouk, Revue de presse 16 septembre 2009.

qui permet d'opérer une gestion volontariste de la dette publique avec le remboursement anticipé de la dette vis-à-vis des Clubs de Paris (États) et de Londres (Banques), et d'accumuler un niveau de réserves de change sans précédent, atteignant plus de 150 Mds USD en 2009. En effet, la perspective d'une diminution de l'activité mondiale, et donc de la demande de matières premières, s'est traduite par une baisse des recettes d'exportation, et ce dès le second semestre 2008. En témoigne la chute de près de 48% du volume global des exportations au 1er semestre 2009 par rapport à la même période en 2008, passant de 47,4 Mds USD en 2008 à 24,7 Mds USD.

- L'agriculture et l'industrie, hors hydrocarbures, sont les secteurs qui participent le moins à la croissance globale et ne contribuent plus qu'à 5.3% du PIB en 2006, ce qui nous permet d'accepter l'hypothèse **H₂**.

L'histoire récente de l'agriculture en Algérie a montré l'impossible émergence d'une paysannerie algérienne susceptible de s'approprier les moyens de production et l'organisation du travail agricole. Les politiques souvent dirigistes de l'agriculture n'ont pas permis à l'Algérie d'assurer sa sécurité alimentaire mais bien au contraire elles ont accentué sa dépendance vis-à-vis de marchés mondiaux. La dernière réorganisation du secteur agricole qui est survenue en 1987 avait pour objectif de réduire cette dépendance alimentaire en s'appuyant sur de nouvelles structures de production plus modestes et plus autonomes. Certes, l'agriculture algérienne – le petit élevage, le maraîchage – s'améliore, mais le domaine cultivable, déjà limité, est grignoté par l'urbanisation rapide et anarchique. Quant à la production agricole céréalière, elle est structurellement déficitaire (exceptionnellement l'année 2009) et soumise à de fortes variations climatiques. Aussi, l'Algérie importe son alimentation de base, elle n'arrive pas à atteindre l'autosuffisance alimentaire et comble souvent son déficit par le recours massif aux importations financées par une abondance de recettes d'exportations. Le poids de l'agriculture en Algérie dans le PIB est passé de 24,7% en 1963 à 6,7% en 1979, pour n'en représenter plus que (8,6 % du PIB en 2000 et moins encore 7,67% en 2007). La part des exportations alimentaires Algériennes est passée de 38,8% en 1964 à 2,2% en 1978 et environ 1 % en 2000 et moins encore environ 0,04% en 2007. Sachant que plusieurs produits exportés auparavant sont transformés à des produits importés tels que la pomme de terre (en 2007), les agrumes (notamment en 2009, il y avait une pénurie de ce type d'aliment et plus précisément en mois de ramadhan « le citron») pour satisfaire la demande interne qui augmente de plus en plus, de ce fait, l'hypothèse **H₃** est validée. Cependant, le gouvernement a lancé depuis 2000, dans le cadre d'un souhait de diversification de l'économie, un programme national de développement de l'agriculture, comportant en particulier un volet relatif au développement agricole et rural.

- Hausse de la demande interne (hausse bien pour les services manufacturés qui se traduit par une forte hausse des importations de ceux -ci) : Les biens d'équipement représentent 39% des importations algériennes qui progressent de 20% par an. Les produits alimentaires représentent 45% des dépenses des

foyers. L'Algérie est le principal importateur de denrées alimentaires du continent africain (25% de ses importations) ce qui aggrave la dépendance alimentaire du pays vis-à-vis de l'étranger.

- Les importations se sont chiffrées à 39 Milliards de \$ USD en 2008 contre 21,5 \$ MUS en 2004 en d'autres termes, les importations ont augmentées avec un taux de 90% durant cette période. L'Algérie ne peut pas répondre à la demande intérieure qui augmente de plus en plus grâce à l'augmentation de salaire le SMIC (revenu minimum) est passé de 8000 en 1998 à 12000 DA en 2006 puis, à 15000 en 2009. L'Algérie importe les deux tiers 2/3 de sa consommation alimentaire. Par ailleurs, force est de constater que l'Algérie est dépendante des importations sur certains produits stratégiques à l'image des céréales (notamment du blé, un des premiers importateurs mondiaux) et de la poudre de lait tandis que les produits algériens destinés à l'exportation s'exportent très mal. L'Algérie est davantage considérée comme un pays importateur que producteur. Cette augmentation, essentiellement due à la hausse continue des cours du pétrole depuis 2004, a procuré à l'Algérie une aisance financière confortable, ce qui permet au pays de financer ses importations (principalement constituées de biens d'équipements, biens issus des industries automobile et pharmaceutique ainsi que du secteur agroalimentaire). Elle est loin de redouter un déficit commercial, mais la hausse continue des importations, conjuguée à la chute prolongée de ses revenus pétroliers, constituerait une menace pour l'équilibre de ses comptes extérieurs. Néanmoins, il s'avère que le solde de la balance commerciale hors hydrocarbures de l'Algérie est fortement négatif (-37,1 Mds USD en 2008). Bien que les exportations assurent globalement une large couverture des importations (196,5% en 2008), la hausse continue de ces dernières, accentuée par la chute vertigineuse des prix du pétrole fin 2008 et la crise financière mondiale, menace l'équilibre de la balance commerciale en 2009.

Fin 2006, les réserves de change algériennes atteignaient 77,78 milliards de dollars (soit plus de 20 milliards supplémentaire en un an) couvraient 39 mois d'importations et fin juin 2007, elles atteignaient 90,06 milliards de \$, ce qui couvraient trois ans d'importations. Donc, plus les réserves augmentent plus le taux de couverture augmente, autrement dit, si le prix des hydrocarbures diminue, les réserves diminuent et conséquemment le taux de couverture et cela désorganise voire déséquilibre l'économie toute entière, ce qui aggrave la situation économique, sociale et politique du pays.

- En 2007, le taux d'inflation était 4,6% et la dévaluation de dinar algérien (le TCER s'est déprécié de plus de 20 % entre 2000 et 2007 grâce à l'intervention de l'Etat) ont atténué les effets pervers de ce syndrome.

Le taux officiel de chômage était de 30% en 2000 alors qu' en 1986 il était 17%, il s'établissait à 15,3 % en 2005 et est devenu endémique et touche au moins 1 algérien sur 3. Le taux de chômage a reculé en 2009, d'après l'ONS il a baissé à 10,2% contre 11,3% en 2008. Sachant que l'emploi temporaire augmente tandis que celui permanent chute de plus en plus et touche beaucoup plus les jeunes algériens (un tiers des 15-29 ans sont sans emploi). Il convient de préciser aussi que ce taux inclut l'emploi dans la sphère informelle, les emplois temporaires même pour 3 mois dans l'année, tous les emplois

improductifs au titre de la solidarité nationale et les sureffectifs tant dans l'administration que les entreprises publiques loin des normes internationales et ce taux touche beaucoup plus les jeunes diplômés.

- Le secteur de l'industrie hors hydrocarbures (textile, mécanique...) demeurent sinistrés, il participe le moins à la croissance globale. Plus de 200 entreprises d'État sont en faillite mais demeurent en activité et des dizaines d'autres ne tiennent que grâce au plan de relance (Programme triennal de soutien à la relance économique) l'Etat a consacré entre 2001-2004, un montant de 7 milliards \$ pour développer ces entreprises). Le taux d'inflation commence à augmenter en 2006 suite aux augmentations des salaires. La croissance du secteur industriel est négative (- 0,9%/an de 1995-2000), sa part dans le PIB a décliné de 10,6% en 1995 à 7,3% en 2000. Le poids de l'industrie hors hydrocarbures en Algérie dans le PIB est passé de 16% dans les années 80 à 9% au début des années 90 pour n'en représenter plus que 5,7% en 2005 et moins encore en 2007 environ 5,2%. La part des exportations Algérienne de produits finis et semi finis est passée de 8,6% en 1971 à 0,1 % en 1978, ces divers résultats nous permettent d'accepter l'hypothèse **H₄**.

- Les exportations nettes hors hydrocarbures ont fondu comme neige au soleil, elles ne représentent que 2% environ 1,4 milliards de \$ en 2009 contre 2,2% équivalant de 2 milliards de \$US en 2008 alors qu'elles ont atteint 46,3 % en 1965, l'Etat est devenue dépendante des hydrocarbures. Le pourcentage de 2% reste relativement stable durant trente ans. Et concernant la baisse relative en 2009 cela s'explique par la récession de l'économie mondiale (la crise économique qui entraîne une baisse relative de la demande dans presque tous les produits y compris les matières premières, les exportations algériennes hors hydrocarbures ont baissé de 0,2 % avec une perte de 600 millions de dollars US). La croissance reste en grande partie tributaire de la production d'hydrocarbures et pas de l'augmentation de la productivité des secteurs hors hydrocarbures, ce qui nous permet de dire que l'hypothèse **H₅** est validée. Notons que les IDE se dirigent vers le secteur des hydrocarbures (le plus bénéfique) et occupent une place si marginale dans les secteurs hors hydrocarbures.

Le pétrole a un rôle prépondérant dans l'économie algérienne, sa contribution aux recettes de l'Etat et au PIB, a atteint des niveaux jamais égalés par le passé. Bien conscient du problème, le Gouvernement algérienne a mis en place certains dispositifs visant à accroître les investissements dans la R&D, à favoriser les liens entre les universités et les entreprises, et à inciter l'industrie et notamment celle manufacturière (agroalimentaire) à s'impliquer davantage et notamment celle hors hydrocarbures, à diversifier l'économie et les exportations algériennes, à attirer les IDE, à améliorer les infrastructures par l'adoption des deux plans (PCSC), à contrôler le taux de change, à réduire les importations et l'inflation, à créer des PME et PMI et des postes de l'emploi, à lutter contre la corruption et le secteur informel, à développer l'agriculture, les énergies renouvelables, le tourisme ainsi que la recherche scientifique (R&D). Ces différentes mesures adoptées permettent à long terme de réaliser une croissance économique importante conséquemment un développement économique durable pour le pays.

Conclusion

Dans ce chapitre qui est le vif de sujet, nous avons montré la place des hydrocarbures dans l'économie algérienne. L'énergie pétrolière et gazière occupent une proportion de plus en plus importante dans la production nationale, au niveau des exportations, à celui des investissements et, bien entendu, du partenariat avec l'étranger.

L'Algérie comme la plupart des pays du Maghreb à la suite de son indépendance, a opté pour la stratégie des « industries industrialisantes » misant sur la rente pétrolière comme seule branche motrice de l'économie. L'Algérie a initié un développement autocentré, très « planifié » qui, malgré la réussite qu'a connu le pays durant la décennie 70, a conduit l'économie algérienne directement à l'étranglement financier.

En 1986, l'économie algérienne est entrée ouvertement en crise après l'effondrement des prix du pétrole brut. Ce choc pétrolier a ainsi joué le rôle de révélateur des problèmes structurels sérieux qui minaient l'ensemble de son économie.

L'économie algérienne est entièrement fragilisée par cette dépendance des hydrocarbures qui représentent 98 % des exportations et la fiscalité pétrolière couvre 75 % des recettes budgétaires. Les importations augmentent de plus en plus. En ces temps de crise, la volatilité des cours du pétrole fragilise encore plus le pays. Tous les experts prônent une diversification de l'économie. « *Les hydrocarbures sont un secteur isolé du reste de l'économie, dont la population ne reçoit pas les bénéfices. C'est très souvent un Etat dans l'Etat, ingérable, comme la SONATRACH* ». D'autant que le poids des hydrocarbures dans l'économie algérienne est capital, il s'accompagne d'importations massives dans d'autres secteurs. Depuis long temps, le gouvernement essaye de réduire la facture des céréales, du lait et des médicaments -selon les chiffres officiels, elle (la facture de médicament) a augmenté de 75 % en un an, passant de 4,49 milliards de dollars (3,39 milliards d'euros) en 2007 à 7,82 milliards de dollars (5,91 milliards d'euros) en 2008. La tendance est la même pour les produits agroalimentaires, dont la facture s'est élevée à 8 milliards de dollars (6 milliards d'euros) en 2008, contre 2,5 milliards de dollars (1,89 milliard d'euros) en 2003. Pour le ministre algérien de l'Industrie, Hamid Temmar, ce chiffre est « dangereux ». Il est « anormal » que l'Algérie importe, de pays moins bien placés, des produits agricoles qu'elle devrait au contraire exporter. L'Algérie est devenue relativement désindustrialisée et désagriculturisée. Malgré les différentes politiques adoptées par le gouvernement, l'économie algérienne reste dépendante des hydrocarbures. Cette étude présente une preuve empirique de l'incidence du boom du secteur des ressources (hydrocarbures) sur le reste de l'économie algérienne.

Des efforts sont également déployés au niveau national en vue de répondre aux besoins de la population pour le développement d'activités productives, réduire le chômage et l'exode rural, diversifier l'économie algérienne, s'intéresser à l'agriculture, l'industrie manufacturière et le tourisme ainsi que les énergies renouvelables.

CONCLUSION GENERALE

CONCLUSION GENERALE

L'objet de cette recherche c'était de savoir si l'évolution des hydrocarbures a des effets néfastes sur le reste de l'économie algérienne et notamment sur l'agriculture et l'industrie hors hydrocarbures. L'intérêt que nous portons au secteur agricole et industriel vient du rôle capital qu'ils jouent dans la croissance à long terme de l'économie nationale, la création de poste d'emploi ainsi que la valeur ajoutée dans l'économie contribuent à la stabilisation sociale du pays.

L'étude de cet impact a été réalisée par Corden et Neary (1982 et 1984) en s'appuyant sur la théorie économique qui offre un certain nombre d'outils théoriques d'interprétations. A cet effet la théorie du syndrome hollandais est, a priori, particulièrement adaptée pour expliquer le recul de secteur manufacturier et ou agricole dans l'économie connaissant une hausse brutale de la richesse (afflux considérables de devise).

Cette théorie analyse l'impact pernicieux des revenus de la rente sur les secteurs en retard (hors secteur du boom). Elle explique le recul de secteur productif traditionnel dans l'économie par deux principaux effets:

- L'effet de dépense: Celle-ci se manifeste par l'appréciation du taux de change réel et implique le recul du secteur échangeable, assimilé au secteur manufacturier et ou agricole.
- L'effet « réallocation des facteurs »: déplacement de facteurs de production, comme le capital et le travail, des autres secteurs de l'économie vers le secteur en expansion, où les rémunérations augmentent du fait d'une demande plus élevée: cela se fait au détriment des autres secteurs.

De ce fait, les hausses successives des cours de pétrole, survenues toute au long de ces dernières décades et la dépendance à l'égard des hydrocarbures qui caractérise l'économie algérienne nous incitent à poser la question suivante :

Quel est l'impact de la rente des hydrocarbures sur l'évolution du secteur agricole et industriel dans l'économie Algérienne ?

A travers notre étude documentaire, nous avons essayé de toucher le côté théorique de la problématique tout en exposant le champ conceptuel du syndrome hollandais, ses effets et ses répercussions macroéconomiques ainsi que le rôle de taux de change réel dans ce phénomène.

Puis, nous avons illustré le dernier chapitre qui comporte notre étude de cas, dans laquelle nous avons exposé la place des hydrocarbures dans l'économie algérienne et leurs impacts sur les autres secteurs et notamment l'agriculture et l'industrie hors hydrocarbures. Nous sommes donc partis de cette théorie (le mal hollandais) de référence pour analyser l'expérience algérienne.

Nous sommes parvenus à des résultats qui montrent que l'économie algérienne s'appuie de plus en plus sur les hydrocarbures et reste tributaire des recettes des exportations de ce secteur (la rente passagère des hydrocarbures). Une économie non diversifiée basant sur un seul secteur, comme la nôtre, hyperspécialisée dans la production et l'exportation des hydrocarbures (monoexportateur) se trouve dans une situation très difficile dans le cas où les prix des hydrocarbures baissent et tombent si bas (une chute libre des cours), ou pire encore, lorsque la phase d'expansion du secteur en boum se tasse ou disparaît. Et donc si les autres secteurs de l'économie sont négligés depuis des années, le pays peut avoir ce syndrome. Sachant que les ressources énergétiques étant habituellement non renouvelables et leur prix relativement instable, ce genre de problème peut se présenter très vite. L'Algérie se trouve incapable de remplacer voire rattraper le manque à gagner réalisé auparavant par le secteur d'hydrocarbures qui a conduit à l'éviction des secteurs productifs (l'agriculture et l'industrie). Comme par exemple, en 1986, l'économie algérienne est entrée ouvertement en crise après l'effondrement des prix du pétrole brut. Ce choc pétrolier a ainsi joué le rôle de révélateur des problèmes structurels sérieux qui minaient l'ensemble de l'économie.

Grâce à tous les résultats empiriques, on a constaté que l'économie algérienne est entièrement fragilisée par cette dépendance. Ces résultats font ressortir que l'économie algérienne reste une économie largement financée par les recettes d'exportations des hydrocarbures. Cette fragilisation se traduit par le fait que :

- Le poids de secteur des hydrocarbures n'a cessé d'augmenter et pèse pour plus de 50% du PIB algérien à partir de 2006 contre environ 13% en 1970, alors que ses exportations atteignent 98% du total contre 57,9% en 1963, sachant que les hydrocarbures occupent une place importante dans les exportations depuis 1978 (96,2%) et la fiscalité pétrolière couvre plus de 75 % des recettes budgétaires. La dépendance vis-à-vis de la rente pétrolière s'accélère depuis l'année 1979. De plus, la corruption et bureaucratie ont des pertes sur l'économie algérienne environ 30 milliards de \$ depuis l'an 2000.

Le taux de croissance réelle de l'Algérie est passé de 2,1% en 2001 à 6,1% en 2008, avec un pic à 6,8% en 2003. Les variables externes ont été dopées par l'envolée du cours des hydrocarbures, avec un excédent commercial record en 2008, avoisinant les 38 Mds USD, soit une progression de 16% par rapport à 2007 mais après la chute de cours de pétrole (de 150\$ en juillet à 39\$ en novembre 2008) les recettes des hydrocarbures en 2009 enregistrent une baisse de près de 50% par rapport à 2008 où elles avaient atteint le niveau de 78,23 milliards de dollars US. Certes avec ce prix, le budget de l'Etat accusera un déficit qui sera comblé, comme les années précédentes, par le recours au fond de régulation des recettes FRR. Les importations augmentent de plus en plus en ces temps de crise et la volatilité des cours du pétrole fragilise encore plus le pays.

Les réserves en devise issues de la manne pétrolière (estimées à 90,96 milliards \$ en juin 2007) ont permis une croissance de 6% par an du PIB entre 2003 et 2006. Combinés à un taux d'inflation inférieur à 4,6 % en 2007, ces facteurs ont permis de rétablir les équilibres financiers extérieurs en réduisant drastiquement l'endettement extérieur (estimé à moins de 4 milliards \$ en 2008) et de renflouer les caisses des banques publiques. Ce qui permet d'opérer une gestion volontariste de la dette publique par le remboursement anticipé et d'accumuler un niveau de réserves de change sans précédent, atteignant plus de 150 Mds USD en 2009.

- L'agriculture et l'industrie, hors hydrocarbures, sont les secteurs qui participent le moins à la croissance globale et ne contribuent plus qu'à 5.3% du PIB en 2006.

L'Algérie n'arrive pas à atteindre l'autosuffisance alimentaire et comble souvent son déficit par le recours massif aux importations financées par une abondance de recettes d'exportations. Le poids de l'agriculture en Algérie dans le PIB est passé de 24,7% en 1963 à 7,67% en 2007). La part des exportations alimentaires Algérienne est passée de 38,8% en 1964 à environ 1 % en 2000 et moins encore environ 0,04% en 2007. Sachant que plusieurs produits exportés auparavant sont transformés à des produits importés. Le recul de ce secteur dans l'économie peut conduire dans le cas d'une augmentation de la demande, à une forte dépendance alimentaire envers l'extérieur. Les importations alimentaires passent de 680 millions de dinars en 1970 à 9,7 milliards de dinars en 1985 évoluant à un rythme de croissance annuel moyen de 30% sur la période (1970-1985), s'est élevée à 8 milliards de dollars (6 milliards d'euros) en 2008, contre 2,5 milliards de dollars (1,89 milliard d'euros) en 2003. L'Algérie importe, de pays moins bien placés, des produits agricoles qu'elle devrait au contraire exporter. De ce fait, l'Algérie est devenue relativement désindustrialisée et désagriculturisée. Le secteur agricole algérien a connu un déclin considérable de la croissance de sa valeur ajoutée à partir des années 1970. Dans ce cas, nous aboutissons à la conclusion qu'il y a eu phénomène de « désagriculturation » relative et non pas absolue depuis les années 1970 cela est dû au comportement des pouvoirs publics en matière d'investissement (insuffisant) durant cette période.

- Les importations se sont chiffrées à 39 Milliards de \$ USD en 2008 contre 21,5 \$ MUS en 2004 en d'autres termes, les importations ont augmentées avec un taux de 90% durant cette période. Hausse de la demande interne (hausse bien pour les services manufacturés qui se traduit par une forte hausse des importations de ceux-ci). Les biens d'équipement représentent 39% des importations algériennes et progressent de 20% par an. Les produits alimentaires représentent 45% des dépenses des foyers. L'Algérie est le principal importateur de denrées alimentaires du continent africain (25% de ses importations) ce qui aggrave la dépendance alimentaire du pays vis-à-vis de l'étranger. L'Algérie importe les deux tiers 2/3 de sa consommation alimentaire. Par ailleurs, force est de constater que l'Algérie est dépendante des importations sur certains produits stratégiques à l'image

des céréales (notamment du blé, un des premiers importateurs mondiaux) et de la poudre de lait tandis que les produits algériens s'exportent très mal. L'Algérie est davantage considérée comme un pays importateur que producteur. Cette augmentation, essentiellement due à la hausse continue des cours du pétrole depuis 2004, a procuré à l'Algérie une aisance financière confortable, ce qui permet au pays de financer ses importations (principalement constituées de biens d'équipements, biens issus des industries automobile et pharmaceutique ainsi que du secteur agroalimentaire). Elle est loin de redouter un déficit commercial, mais la hausse continue des importations, conjuguée à la chute prolongée de ses revenus pétroliers, constituerait une menace pour l'équilibre de ses comptes extérieurs. Néanmoins, il s'avère que le solde de la balance commerciale hors hydrocarbures de l'Algérie est fortement négatif (-37,1 Mds USD en 2008). Bien que les exportations assurent globalement une large couverture des importations (196,5% en 2008), la hausse continue de ces dernières, accentuée par la chute vertigineuse des prix du pétrole fin 2008 et la crise financière mondiale, menace l'équilibre de la balance commerciale en 2009.

Fin 2006, les réserves de change algériennes atteignaient 77,78 milliards de dollars (soit plus de 20 milliards supplémentaire en un an) couvraient 39 mois d'importations et fin juin 2007, elles atteignaient 90,06 milliards de \$, ce qui couvraient trois ans d'importations. Donc, plus les réserves augmentent plus le taux de couverture augmente, autrement dit, si le prix des hydrocarbures diminue, les réserves diminuent et conséquemment le taux de couverture et cela désorganise voire déséquilibre l'économie toute entière, ce qui aggrave la situation économique, sociale et politique du pays.

- Le secteur de l'industrie, hors hydrocarbures demeurent sinistrés. La croissance du secteur industriel est négative (- 0,9%/an de 1995-2000), sa part dans le PIB est passé de 16% dans les années 80 à 7,3% en 2000 pour n'en représenter plus que 5,7% en 2005 et moins encore en 2007 environ 5,2%. La part des exportations Algérienne de produits finis et semi fini est passée de 8,6% en 1971 à 0,1 % en 1978. Les exportations nettes hors hydrocarbures ont diminué, elles ne représentent que 2% environ 1,4 milliards de \$ en 2009 contre 2,2% équivalant de 2 milliards de \$US en 2008 alors qu'elles ont atteint 46,3 % en 1965. Le résultat le plus alarmant, inquiétant voire menaçant, c'est le pourcentage de 2% des exportations hors hydrocarbures qui reste relativement stable durant trente ans. Notons que les IDE se dirigent vers le secteur des hydrocarbures et occupent une place si marginale dans les secteurs hors hydrocarbures.

L'économie algérienne est une économie rentière, et cela sur toute la période considérée (1970-2009). La prédominance de secteur de l'énergie n'a cessé de croître, ce secteur a connu une période de chocs externes entre (1970-1985) et une deuxième période de boom à partir des années 2000 et jusqu'en 2008. Les répercussions de la rente sur le reste des secteurs de l'économie nous

permettent d'interpréter les phénomènes économiques de l'impact de la rente sur le reste de l'économie par la théorie du syndrome hollandais.

Ce syndrome s'explique également :

- par l'appréciation de du taux de change réel, en Algérie cela résulte directement d'un « effet de dépense » et confirme en grande partie l'existence du syndrome hollandais. Ce taux s'est apprécié suite aux deux chocs pétroliers 1973 et 1980 de manière spectaculaire et se déprécie d'une manière tout aussi impressionnante après le contre choc de 86, suivi de variations à la hausse et à la baisse sur toute la décennie 1990. A partir des années 2000, ce taux est maîtrisé par des mécanismes de contrôle mis en place par les pouvoirs publics, il demeure relativement stable depuis 2000. En 2007, le taux d'inflation était 4,6% et TCER s'est déprécié de plus de 20 % entre 2000 et 2007 grâce à l'intervention de l'Etat et pour atténuer les effets de ce syndrome, le gouvernement a créé le fond de régulation des recettes.
- Le taux officiel de chômage était de 30% en 2000 alors qu'en 1986 il était 17%, il s'établissait à 15,3 % en 2005 et est devenu endémique et touche au moins 1 algérien sur 3, en 2009, et d'après l'ONS il a baissé à 10,2% (en réalité ce taux reste artificiel) contre 11,3% en 2008. Sachant que l'emploi temporaire augmente tandis que celui permanent chute de plus en plus. Le chômage touche beaucoup plus les jeunes algériens (un tiers des 15-29 ans sont sans emploi) et notamment les jeunes diplômés. Il convient de préciser aussi que ce taux inclut l'emploi dans la sphère informelle (environ plus d'un million), les emplois temporaires même pour 3 mois dans l'année, tous les emplois improductifs au titre de la solidarité nationale et les sureffectifs tant dans l'administration que les entreprises publiques loin des normes internationales.

Après ces chocs externes issus d'un secteur d'exportation en pleine expansion, la prédominance de ce secteur est constatée à travers l'évolution du niveau de production, de commercialisation, et de fiscalité pétrolière dans les recettes totales de l'Etat. Cela montre clairement, d'une part l'importance particulière de ce secteur dans l'économie nationale et d'autre part, le caractère rentier de l'économie algérienne.

Malgré les différentes politiques adoptées par le gouvernement, l'économie algérienne reste dépendante des hydrocarbures. Cette étude présente une preuve empirique de l'incidence du boom du secteur des ressources (hydrocarbures) sur le reste de l'économie algérienne. L'agriculture et l'industrie manufacturière devenant dépendantes de ces transferts du secteur pétrolier, la dépendance par rapport au pétrole est renforcée ce qui supprime toute motivation à rechercher une utilisation plus efficace des capitaux. Donc, l'existence de la rente pétrolière en Algérie a évincé le poids relatif du secteur agricole dans l'économie mais elle a en même temps permis de maintenir un taux de croissance annuel moyen positif de 3%/an entre 1970-2006 y compris sur la période du boom entre

1970 et 1985. La hausse des investissements agricoles à partir de 1980 n'aurait pas pu être possible sans l'existence d'un excédent de capitaux alimenté par le secteur des hydrocarbures en pleine croissance. Ce qui s'est répété en 2000 où le secteur agricole a pleinement profité de l'évolution des recettes des hydrocarbures; ce secteur a reçu entre 2000-2005 près de 2,3 milliards d'euros d'aides publiques sur un investissement total 3,9 milliards, ce qui a poussé la croissance annuelle moyenne du secteur à 6%/an sur cette période.

En réaction, les responsables politiques adoptent de strictes politiques protectionnistes pour soutenir des activités économiques de moins en moins compétitives, en faisant reposer le poids du financement sur le secteur pétrolier et cela pour atténuer les effets funestes de ce syndrome.

Cependant, la croissance reste en grande partie tributaire de la production d'hydrocarbures et pas de l'augmentation de la productivité des secteurs hors hydrocarbures. Le pétrole a un rôle prépondérant dans l'économie algérienne, sa contribution aux recettes de l'Etat et au PIB, a atteint des niveaux jamais égalés par le passé. Bien conscient du problème, le Gouvernement algérienne a mis en place certains dispositifs visant à accroître les investissements dans la R&D, à favoriser les liens entre les universités et les entreprises, et à inciter l'industrie et notamment celle manufacturière (agroalimentaire) à s'impliquer davantage et notamment celle hors hydrocarbures, à diversifier l'économie et les exportations algériennes, à attirer les IDE, à améliorer les infrastructures par l'adoption des deux plans (PSRE, PCSC), à contrôler le taux de change, à réduire les importations et l'inflation, à créer des PME et PMI et des postes de l'emploi, à lutter contre la corruption, l'exode rural massif et le secteur informel, à développer l'agriculture PNDA/PNDAR, les énergies renouvelables, le tourisme ainsi que la recherche scientifique (R&D). Ces différentes mesures adoptées permettent de réaliser une croissance économique importante conséquemment un développement économique durable pour le pays.

Néanmoins, malgré l'intérêt de recherche et des résultats obtenus, notre recherche n'est dépourvue de limites. Et notamment concernant les chiffres qui ne sont pas crédibles. Il y a une contradiction concernant les chiffres, les autorités algériens déclarent des chiffres qui sont totalement différents de ceux déclarés par les bureaux d'étude français ou canadien (statistiques canada), il ya même des différences à l'intérieur entre les organisations (gouvernementales) nationales, l'ONS déclare un chiffre, le CNIS autres chiffres ainsi que l'ANDI, différentes déclarations entre les ministres concernant le même secteur. De ce fait, notre première recommandation est de créer des offices, des bureaux d'étude et des organisations non gouvernementaux spécialisant dans les statistiques et les études économiques afin que les données, les interprétations, les analyses et conséquemment les résultats, soient crédibles, viables et fiables (pour éviter les problèmes par exemple la Grèce actuellement).

L'Algérie doit se diversifier dans l'industrie légère, les télécommunications, la finance, les services et le tourisme, elle doit mettre l'accent sur la petite industrie, l'agriculture, investir dans le recyclage des travailleurs, continuer de diversifier les exportations pour réduire leur dépendance à l'égard du secteur en expansion et leurs vulnérabilités aux chocs extérieurs. La diversification permet de réaliser une croissance durable pour l'Algérie voire un développement économique durable et non pas fondé exclusivement sur la manne passagère des hydrocarbures. Un développement destinée à garantir à nos jeunes générations un avenir digne dans un pays désormais inséré dans une économie mondiale marquée par une compétition impitoyable pour les faibles. Les algériens ont besoin de rêver d'une Algérie meilleure et ils demandent à accéder à un niveau de vie en adéquation avec leur potentiel, et avec leurs ressources toutes confondues.

Le gouvernement algérien doit adopter des politiques économiques adéquates, propices et saines s'appuyant sur l'investissement productif et en particulier dans le capital humain, social et physique et s'intéresser également aux recherches et développement, (sachant que le pourcentage de 1% consacré à la R&D est insuffisant) et l'innovation sans oublier les énergies renouvelables qui sont considérées comme le moteur de la croissance économique voire la colonne vertébrale de développement durable. Il sera donc, plus efficace de dépenser les recettes des hydrocarbures pour améliorer les qualifications humaines, l'économie de connaissance et de savoir ainsi que la qualité des institutions afin de rendre le pays apte à prendre en charge le développement.

Les PME, PMI et TPE, l'artisanat et l'agro-industrie contribuent au développement durable et à la croissance économique. Et donc le gouvernement algérien doit s'intéresser de plus en plus à ce secteur. La modernisation du secteur de l'agro-industrie contribue à la redynamisation de l'économie.

Liste des Tableaux

<i>Titre</i>	<i>Page</i>
Tableau N° (I. 1): Evolution des recettes totales et pétrolières entre 2002 et 2004 (en milliard de F.CFA).....	31
Tableau N° (I. 2): Principales compagnies nationales de pétrole et de gaz.....	32
Tableau N° (I. 3) : Combinaisons possibles d'absorption et d'affectation en réponse à une expansion de l'aide.....	38
Tableau N° (II.1). Les déterminants du taux de change réel.....	67
Tableau N°(III.1) : L'évolution de la part de la valeur ajoutée de l'agriculture dans la production intérieure brute en %.....	108
Tableau N° (III.2) Contribution des secteurs dans le PIB (Année 2007 en %).....	111
Tableau N° (III.3) Flux des Investissements Direct s Etrangers : En Milliards de \$EU.....	119
Tableau N°(III.4) IDE en pourcentage du PIB moyenne 1999-2001.....	122
Tableau N° (III.5) le climat d'affaires de l'Algérie :(classement sur 175 pays).....	123
Tableau N° (III.6) Structure des exportations (Année 2007) Valeur : En Milliards de \$US.....	129
Tableau N° (III.7) : L'évolution des Exportations totales (En valeur- Milliards de \$EU).....	129
Tableau N° (III.8) : Evolution en pourcentage des exportations algériennes.....	133
Tableau N°(III.9) Les exportation algériennes (Année 2007)	134
Tableau N°(III.10) Principaux Clients (Année 2007 En Milliards de l'Algérie.....	134
Tableau N°(III.11) : Taux de croissance du secteur public industriel hors hydrocarbures.....	135
Tableau N° (III.12) Evolution des Importations (En Valeur - Milliards de \$EU).....	140
Tableau N°(III.13) Principaux Produits importés (Année 2007).....	140
Tableau N°(III.14) Taux de chômage- Sélection de pays (en pourcentage%).....	146
Tableau N°(III.15) La dette extérieure de l'Algérie de 1993 à 2008.....	158
Tableau N°(III.16) L'évolution de taux d'inflation.....	159
Tableau N°(III.17) L'évolution du montant global, du volume annuel d'accumulation et du volume annuel d'utilisation du FRR, 2000-2005, en milliards de DA.....	169

Liste des Figures

Titre	Page
Figure N° (I.1) L'apparition du syndrome hollandais.....	14
Figure N° (I.2): Répartition de l'APD mondiale entre donneurs, 1985 et 2003.....	35
Figure : N° (I. 3) Les effets pervers de l'aide sur la croissance de l'économie.....	39
Figure N° (I.4) Les secteurs échangeables et non échangeables.....	44
Figure N° (I. 5) : Le modèle de Gregory.....	45
Figure N° (I. 6): Modèle de Corden.....	47
Figure N° (I.7) La désindustrialisation directe et la désindustrialisation indirecte.....	48
Figure N° (II.1) L'effet de déplacement des ressources.....	53
Figure N° (II. 2) : L'effet de mal hollandais sur la consommation et la production.....	55
Figure N° (II. 3) L'impact de boum dans le secteur minier de l'économie.....	56
Figure N° (II.4) La mécanique du mal hollandais.....	74
Figure N° (II.5) l'évolution du secteur en expansion et le TCR (1970-81).....	97
Figure N° (III. 1) Evolution en % des exportations algériennes des produits semi-finis et finis.....	103
Figure N° (III. 2) Evolution de la part de l'industrie dans le PIB en %.....	105
Figure N° (III. 3) Evolution de la part (%) de chaque secteur dans la formation du PIB.....	107
Figure N° (III. 4) La part de la valeur ajoutée agricole en millions de dinars dans le PIB.....	109
Figure N° (III. 5) La part de la valeur ajoutée agricole en % dans le PIB (de 1969-1979).....	109
Figure N° (III. 6) Evolution de la part en (%) de l'agriculture dans la formation du PIB.....	113

Figure N° (III. 7) L'évolution de la part des exportations alimentaires algériennes en (%) des exportations totales.....	113
Figure N° (III. 8) L'évolution des importations alimentaires depuis 1980.....	114
Figure N° (III. 9) la part en (%) des services marchands et non marchands dans la formation du PIB.....	116
Figure N° (III. 10) : Evolution du PIB et des exportations en Algérie, 2001-2008.....	117
Figure N° (III. 11) Les éléments de comparaison régionale.....	117
Figure N° (III. 12) Croissance du produit intérieur brut PIB, 2003-2007 (en pourcentage).....	117
Figure N° (III. 13) Compétitivité de l'Algérie : forces et faiblesses (classement sur 134 pays).....	119
Figure N° (III.14) Financement du secteur privé en Afrique: une analyse comparative.....	121
Figure N° (III. 15) la part (%) de chaque secteur dans la formation du PIB.....	123
Figure N° (III. 16) L'évolution des exportations d'hydrocarbures en % de (1963-1978).....	124
Figure N° (III.17) L'évolution des exportations d' hydrocarbures en % de (1970-1983).....	124
Figure N° (III. 18) L'évolution de la part des exportations d'hydrocarbure, 1970-2008, en pourcentage	125
Figure N° (III. 19) La part des hydrocarbures dans les exportations totales algérienne entre (1970/1983) en milliers de dinars.....	125
Figure N° (III. 20) L'évolution de la part de la valeur ajoutée des hydrocarbures, 1970-2008, en pourcentage du PIB.....	126
Figure N° (III. 21) L'évolution de la valeur ajoutée des hydrocarbures, 1978-2008, en millions de dollars courant.....	126
Figure N° (III. 22): L'évolution des exportations des hydrocarbures de 1980-2007 en milliers de barils.....	127
Figure N° (III. 23) L'évolution des prix du pétrole, 1970-2009, en dollar courant.....	128
Figure N° (III. 24) L'Evolution de la balance commerciale.....	130
Figure N° (III. 25) : L'excédent commercial en 2008	130

Figure N° (III. 26) : L'Evolution de la balance commerciale, de paiements et des capitaux.....	131
Figure N° (III. 27) ratio: exportations/importations alimentaires.....	136
Figure N° (III. 28) : les premiers fournisseurs (part de marché) en % en 2008.....	137
Figure N° (III. 29) La consommation par habitant par an en litres équivalent lait liquide en France et au Maghreb.....	139
Figure N° (III. 30) Taux de couverture (%) les exportations/importations (FOB/CAF).....	142
Figure N° (III. 31) L'évolution des importations entre (1980 et 988).....	144
Figure (III.32) Evolution du commerce extérieure 2008/2009.....	144
Figure N° (III. 33) : Évolution du nombre de chômeurs en % Algérie, 2003-007.....	145
Figure N° (III. 34) : Structure de la population occupée selon la nature de la profession.....	147
Figure N° (III. 35) La Surproduction pomme de terre wilaya de Bouira.....	154
Figure N° (III. 36) Gestion administrée du taux de change permettant de piloter les comptes extérieurs.....	159
Figure N° (III. 37) : l'évolution de la population active.....	165

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

African Development Bank, « **Perspectives économiques en Afrique 2008** », édition OCDE Publishing, 2008.

Alione Sall, « **La compétitivité future des économies africaines : actes du Forum de Dakar, mars 1999** », Hommes et sociétés, Collections Hommes et sociétés, édition Karthala Editions, 2000.

Aloysius Aloysius Amin et Jean-Luc Dubois, « **croissance et développement au Cameroun : d'une croissance équilibrée à un développement équitable** », édition African Books collective, 2008.

André Dumas, « **Economie mondiale** », Commerce, Monnaie, Finance, questions d'économie et de gestion, 3^{ème} édition De Boeck et Larcier, s. a, Bruxelles, 2006.

Andrés Solimano, World Institute for Development Economics Research, « **The International Mobility of Talent: Types, Causes, and Development Impact** », **Business & Economics**, édition Amazon.com, 2008.

Andrew Harrison, Ertugrul Dalkiran, Ena Elsey et Simon Fongang, « **Business international et mondialisation: vers une nouvelle Europe** », édition De Boeck Université, 2004.

Angnès Bénassy-Quéné, Benoit Coeuré, Pierre Jacquet et Jean-Pisani-Ferry, « **politique économique** », ouvertures économiques, séries Balises, économie politique, édition De Boeck Université, 2004.

Auty, R., « **Resource Abundance and Economic Development** », Oxford University Press, New-York, 2001.

Assia Hireche, « **Algérie...l'après-pétrole :quelles stratégies pour 1995 et 2010 ?** », édition Harmattan, Paris, 1989.

Bastien Gibert, Axel Maraut, Benjamin Telle, « **Enjeux et perspectives pour les Emirats arabes unis : et après le pétrole ? : risques et enjeux géopolitico-financiers** », Entreprises et Management, édition L'Harmattan, Paris, 2005.

Bernen Carlo Cottarelli, Charalambos Tsangarides, Atish R. Ghosh, Gian Maria Milesi-Ferretti, « **Exchange Rate Analysis in Support of IMF Surveillance: A Collection of Empirical Studies** », **Business & Economics**, édition International Monetary Fund, 2008.

Bernard Poirine, « **Tahiti : stratégie pour l'après nucléaire : de la rente atomique au développement** », 2^{ème} édition, édition L'Harmattan, Paris, 1996.

Bernard Contamin, Harris Memel-Foté Group, « **Le modèle Ivoirien en questions : crises, ajustements, recompositions** », édition Karthala, 1997.

Carole Nakhle , « **PETROLEUM TAXATION: SHARING THE OIL WEALTH : A STUDY OF PETROLEUM TAXATION YESTERDAY, TODAY AND TOMORROW** », **Business & Economics** , édition routledge, 2008.

Christine Le Bonté, « **Le Cambodge contemporain : quelle perspectives du développement compte tenu de la situation politique et économique actuelle** », édition L'Harmattan, Paris, 2007.

Christian Grootaert, Lionel Demery, et S. M. Ravi Kanbur, « **Réformes économiques et analyse de la pauvreté : l'expérience de la Côte-D'ivoire** », édition L'Harmattan, Paris, 1996.

Claude Serfati, «**Economie politique de la sécurité** », Edition Karthala Editions, 2009.

Deepak Nair, Lee Poh Onn, « **Regional Outlook: Southeast Asia 2008-2009** », **Political Science**, édition Institute of SEA Studies, 2008.

Derrick Tawah Ngwa, « **The Implications of the Rising Demand for Biofuels on Developing/emerging Economies: Any Lessons from Petroleum** », - **Business & Economics** -, édition GRIN Verlag, 2008.

Désiré Mandilou, « **L'économie de partage en Afrique : vaincre la pauvreté par l'intégration** », collection économie plurielle, édition L'Harmattan, Paris, 2008.

Dirk Willem Te Velde, Massimiliano Cali, « **Towards a Quantitative Assessment of Aid for trade** », - Law -, édition Commonwealth Secretariat, 2009.

Dominique Glaymann, Jean-Pierre Hirchy et Jean-Paul Houvenaeghel, « **science économiques et sociales** », édition Bréal, 2008.

Dominique Salvatore, « **Economie internationale** », édition Alapage, 2008.

Dwight H. Perkins, Steven Radelet, David L. Lindauer « **Economie du développement** », Ouvertures économiques, édition De Boeck Université, traduit par Bruno Baron-Renault, Bruxelles, 2008.

Elhanan Helpman, « **Institutions and Economic Performance** », - Business & Economics -, édition illustrée Éditeur Harvard University Press, 2008.

Emmanuel Nyahoho et Pierre-Paul Proulx, « **le commerce international : théories, politiques et perspectives industrielles** », Edition PUO, 2006.

Essé Amouzou, « **pourquoi la pauvreté s'aggrave t elle en Afrique** », études africaines, édition L'Harmattan, Paris, 2009.

Eustache Mandjoughou Yolla, « **La politique étrangère du Gabon** », édition L'Harmattan, Paris, 2003.

Emilie Rutledge, « **Monetary Union in the Gulf: Prospects for a Single Currency in the Arabian** », Business & Economics, édition Taylor and Francis Publisher, 2008.

François Ruf, « **booms et crises du cacao : les vertiges de l'or brun** », économie et développement, édition Karthala, 1995.

François Kabuya Kalala et Tshiunza Mbiye, « **L'Afrique des grands lacs. Annuaire** », centre d'étude de la région des grands lacs d'Afrique, édition L'Harmattan, Paris, 2007.

Frederique Dahan, John Simpson « **Secured Transactions Reform and Access to Credit** », Business & Economics, Elgar Financial Law Series, édition Edward Elgar Publishing, 2008.

Feumetio E. Bertrand, « **Le Gabon, Un Pays Si Riche... Mais Très Pauvre** », édition Publibook, 2008.

Gelb, A., « **Oil Windfalls: Blessing or Curse?** », Oxford University Press, New-York, 1988.

Georges Hénault, Eddy Bloy, Gérard Lemoine, Martine Spence, « **Entreprenariat et développement durable en francophone** », savoirs francophones, Archives contemporaines, édition Alapage, 2008.

Gualbert-Brice Massengo, « **l'économie pétrolière du Congo** », édition L'Harmattan, Paris, 2004.

Graciana del Castillo, « **Rebuilding war-tom states: the challenge of post-conflict economic reconstruction** », édition Oxford University Press US, 2008..

Gaye Daffe, Momar-Coumba Diop, Bruno Riccio, Issa, « **Le Sénégal des migrations : Mobilités, Identités et Sociétés** », édition Kharthala éditions, 2008.

Gregory N. mankiw, « **Macroéconomie** », ouvertures économiques, séries prémisses, analyse économique, édition De Boeck Université, Bruxelles, 2003.

Guy P. Shulders, « **communication économique pour les chinois francophones** », édition L'Harmattan Publisher, Paris, 2008.

Hakim Ben Hammoude, United Nations, Economic Commission for Africa et Bureau pour l'Afrique central, «**L'intégration régionale en Afrique Centrale : bilan et perspectives** », Hommes et sociétés, édition Karthala Edition, Paris, 2003.

Hassan Zaoual, « **Les économies voilées du Maghreb: de la technique à l'éthique**», édition L'Harmattan éditeur, Paris, 2006.

Ilhem Baghdadli, Bernard Harborne, Tania Rajadel, « **Breaking the Cycle: A Strategy for Conflict-sensitive Rural Growth in Burundi** », Political Science, édition World Bank Publications, 2008.

Ilhem Baghdadli, « **Rompre le cercle vicieux : une stratégie pour promouvoir la croissance dans un milieu rural sensible aux conflits au Burundi**», édition World Bank Publications, 2008.

Isaac TAMBA, Jean Claude TCHATCHOUANG et Raymond DOU'A, «**L'Afrique Centrale, le paradoxe de la richesse: Industries extractives, gouvernance et développement social dans les pays de la CEMAC**», Presses Universitaires d'Afrique, Cameroun, 2007.

Kenneth Dyson , « **The Euro at Ten: Europeanization, Power, and Convergence** », Political Science, Édition illustrée Éditeur Oxford University Press, 2008.

Kenneth Omeje, « **Extractive economies and conflicts in the global South: multi-regional perspectives on rentier politics,**” - Business & Economics – édition Ashgate Ltd Publishing, 2008.

Kohl Richard, « **Séminaires du Centre de Développement Mondialisation, pauvreté et inégalité** », Organisation de coopération et de développement économiques, centre de développement, édition OCDE Publishing, 2003.

Kym Anderson, William A. Masters, « **Distortions to Agricultural Incentives in Africa**», Political Science, édition World Bank Publications, 2009.

Jacques Ould Aoudia, « **Croissance et réformes dans les pays arabes méditerranéens**», édition Karthala, 2008.

Jan winiecki , « **competitiveness in new Europe** ,” business & economics, édition taylor and francis publisher, 2008.

Jaime de Melo et Jean-Marie Grether, « **commerce international : théories et application** », édition De Boeck Université, Bruxelles, 1997.

Jean-Claude Prager et Jacques-François Thisse « **Les enjeux géographiques du développement économique** », Agence Française de Développement, Département de la Recherche AFD, 2009.

Jean-Louis Caccomo, « **Tourisme et frontières : les actes des journées académiques du tourisme** », Journées académiques du tourisme 02, Université de Perpignan, Groupe d'étude et de recherche en économie et management édition L'Harmattan, Paris, 2007.

Jean-Placide Keza, « **Valeurs culturelles et échec de l'aide au développement** », collection Emploi, Industrie et Territoire, édition L'Harmattan, Paris, 2005.

Jean-Luc Dagut, « **500 notions économiques indispensables** », Principes (Levallois-Perret), édition Studyrama, 2005.

Jean-Marie Le Page, « **Crises financières internationale et risque systémique** », Questions d'économie et de gestion, Economie monétaire, édition De Boeck Université, Bruxelles, 2003.

Jean-Pierre Favennec et Jean-Marie Chevalier, « **Géopolitique de l'énergie : Besoins, ressources, échanges mondiaux** », EDITION EDITIONS OPHRYS, 2007.

Jean Ping, « **Mondialisation, paix, démocratie et développement en Afrique : expérience gabonaise** », édition L'Harmattan, Paris, 2002.

John Y. Campbell, « **Asset Prices and Monetary Policy** », - *Business & Economics*, édition University of Chicago Press, 2008.

Joel Jalladeau, « **Introduction à la macroéconomie: modélisation de base et redéploiements théoriques contemporains** », Ouvertures économiques, Série Prémisses, Analyse économique-Macroéconomie, 2eme édition, De Boeck Université, Bruxelles, 1998.

Jean-Anaclet Mampassi, Jean-Ignace Tendelet, « **Initiation à la macroéconomie : le modèle IS-LM-BP** », édition L'Harmattan, Paris, 2008.

Jeff Madura, « **International financial management** », édition Cengage Learning, 2009, p. 223.

Jean-Marc Châtaigner, Hervé Magro, « **Etats et sociétés fragiles entre conflits, reconstitution et développement** », KARTHALA Editions, 2007.

Jason Gould and Katen N. Kapadia, « **Dutch Disease in Africa: A Case Study of Nigeria and Chad** », University of Michigan, p. 52.

[71] Jeronim Perovic, Robert W. Orttung, Andreas Wenger , « **Russian Energy Power and Foreign Relations: Implications for Conflict and Cooperation** », *Political Science, CSS studies in security and international relations*, édition Taylor and Francis Publisher, 2009.

Johannes Müller, Michael Reder, Scribani-European Jesuit Network, « **Africa and Europe: Co-operation in a Globalized World. Conference of Scribani-European Jesuit Network** », *Social Science* , édition LIT Verlag Berlin-Hamburg-Munster, 2008.

Joseph Mbandza, « **Pauvreté et modèles de croissance en Afrique Subsaharienne : le cas du Congo-Brazzaville (1945-2000)** », édition Publibook, 2004.

José Bourque et Carl Gaudreault, « **Impact des variations de taux de change réel sur l'activité économique régionale au Canada** », Division de l'analyse et des prévisions économiques Direction des politiques économique et fiscale Ministère des Finances du Canada, Septembre 2003, pp. 1-46.

Juan Carlos Moreno-Brid, Jaime Ros, « **Development and Growth in the Mexican Economy: A Historical Perspective** », édition Oxford University Publication US, 2009.

[78] Jürgen Georg Backhaus, Jurgen Georg Backhaus, A Y Malkin, G V Vinogradov, « **Johann heinrich gottlob von just: the beginning of political economy** », *Business & Economics*, édition Springer Publisher, 2008.

Laurent, P. et alii, « **Endettement extérieur: la récurrence des crises de solvabilité** », Zones Emergentes n°7, Décembre, SEEF, Caisse des Dépôts et Consignations, Paris. 1999.

Liliane Bensahel, Pascal Marchand, « **les régions de Russie à l'épreuve des théories et pratiques économiques** », La librairie des humanités, édition L'Harmattan, Paris, 2005.

M

Marc Montoussé et Dominique Chamblay, « **100 fiches pour comprendre les sciences économiques** », éditions Bréal, Paris, 2005.

Marc Montoussé, « **Science économiques et sociales obligatoire** », travaux pratiques, édition Bréal, Paris. 2007.

- Marie Ladièr Fouladi, « **Population et politique en Iran : de la monarchie à la république islamique** », cahier de l'INED, cahier 150, édition INED, 2003.
- Martin C. Spechler, « **The Political Economy of Reform in Central Asia: Uzbekistan Under Authoritarianism** », *Central Asia research forum series*, Business & Economics, édition Routledge, 2008.
- Michael Burda, Charles Wyplosz, Jean Houard, « **Macroéconomie: Une perspective européenne** », édition De Boeck Université, Bruxelles, 2002.
- Michel Norro, « **Economies africaines : analyse économique de l'Afrique Subsaharienne** », édition De Boeck Université, Bruxelles, 1998.
- Mustapha Kamel Nabli, « **Breaking the barriers to higher economic growth: better governance and deeper reforms in the middle East and North Africa** », *Political Science*, édition World Bank Publication- 2008.
- N. Gregory Mankiw, « **Principles of Macroeconomics** », 5ème édition, illustrée, Cengage Learning, 2008.
- Nariman Behraves, « **Spin-Free Economics** », édition Oxford University Press, 2008.
- Neary, P., van Wijnberger, S., « **Natural Resources and the Macroeconomy** », Cambridge: Cambridge University Press. 1986.
- Nsouli Saleh M et Varoudakis A., « **Promouvoir la compétitivité manufacturière en Afrique subsaharienne** », Séminaires du Centre de développement, Développement Centre Seminars, Séminaires du Centre de développement avec la FMI et le CREA, édition OCDE Publishing, 2001.
- OCDE, « **Table rondes CEMT N 134 accès au marché, commerce de services** », édition OCDE publishing, 2007.
- OCDE, « **Panorama économique du secteur spatial** », édition OCDE Publishing, 2008, p. 100.
- OCDE, organisation de coopération et de développement économiques, « **Etudes économiques de l'OCDE** », édition OCDE publishing, 2006.
- OCDE, « **Etude économiques de l'OCDE Norvège: 2007** », édition OECD Publishing, 2008.
- OECD, Organisation for Economic Co-operation and Development, « **Globalisation and Emerging Economies: Brazil, Russia, India, Indonesia .China and South Africa** », édition OECD Publishing, Education – 2009.
- OECD, Organisation for Economic Co-operation and Development, « **OECD Reviews of Innovation Policy Norway** - Business & Economics, édition OECD Publishing, 2008.
- ¹ OCDE, « **Objectif Développement L'Aide Au Commerce: Comment La Rendre Efficace** », Editions Ode publishing, 2007.
- ¹ OECD, « **La cohérence des politiques au service du développement : migrations et pays en développement** », OECD Publishing, OECD, 2008.
- OECD, « **Perspectives économiques de l'Amérique latine 2008** », édition OECD Publishing- 2007.
- OCDE, « **perspectives économiques de l'Amérique Latine 2009** », édition OCDE Publishing, 2008.
- OCDE, organisation de coopération et de développement européenne, « **perspectives économiques de l'OCDE** », OCDE Publishing, 2007.

OECD, « **OECD Economic Outlook december** », No. 82 - volume 2007 issue 2 _ **BUSINESS & ECONOMICS** , édition OECD PUBLISHING, 2008.

Olga Garanina, « **La Russie dans l'économie mondiale** », Collection L'Esprit économique, série le monde en questions, édition L'Harmattan, Paris, 2009.

Ousmane Kaba, « **Macroéconomie moderne** », édition L'Harmattan, Paris, 2007.

Ousmane Quédraogo, « **Une monnaie unique pour toute l'Afrique de l'ouest : le dossier économique** », Economie et développement, édition Karthala, 2003.

P

Philippe Deubel, Marc Montousse, Serge d'Agostino et Gilles Renouard, « **Dictionnaire de sciences économiques et sociales** », édition Bréal, Paris, 2008.

Philippe Vincent, « **Instituts économiques internationales** », droit international, édition Alapage, 2009.

Pierre-André Corpron, « **L'indispensable en économie et histoire des sociétés contemporaines** », *L'Indispensable (Rosny-sous-Bois)*, 2e année édition Bréal, Paris, 2004.

R

Régis Chavigny, « **Spécialisation internationale et transition en Europe centrale et orientale** », Volume 1 de Pays de l'Est, Collection Pays de l'Est, édition L'Harmattan, Paris, 1996.

Reisen Helmut et Goldstein Andrea, , Pinaud Nicolas et Chen Xiaobao, « **Etudes du centre de développement, L'essor de la Chine et de l'Inde : quels enjeux pour l'Afrique ?** », organisation de coopération et de développement économiques, édition OCDE publishing, 2006.

Richard E. Caves, Jeffrey A. Frankel et Ronald W. Jones, traduit par Mirielle Chiroleu-Assouline, « **commerce et paiements internationaux** », 1^{ère} édition, De Boeck Université, Bruxelles, 2003.

Richard G. Harris, « **La région de l'Asie Pacifique et l'économie mondiale : perspectives canadiennes** », Volume 7 de Documents de recherche d'industrie Canada, Canadian electronic library, édition University of Calgary Press, 1996.

Richard Ondji'iToung, « **Ethique économique et endettement extérieur dans les pays de la CEMAC** », Edition L'Harmattan, 2009.

Robert J. Carbaugh, « **International Economics** », Cengage Learning, 12 illustrée, 2008.

Rolando Ossowski, International Monetary Fund, Mauricio Villaferte, Paolo A. Medas, « **Managing the oil revenue boom: the role of fiscal institutions** », - **Business & Economics**, édition International Monetary Fund, 2008.

S

Samuele Furfari, « **Le monde et l'énergie : enjeux géopolitiques: Les clefs pour comprendre** », Tome 1, Collection Géopolitique, Editions Ophrys – 2007.

Sanjeev Gupta, Robert Powell Yougzheng Yang, « **les défis macroéconomiques de l'expansion de l'aide à l'Afrique : repères à l'intention des praticiens** », IMF éditions, 2006.

Serge d'Agostino, Marc Montoussé, Alain Chaffel et Jean-Marc Huart, « **100 fiches pour comprendre la mondialisation** », édition Bréal, Paris, 2006.

Serge d'Agostino, « **Libre échange et protectionnisme** », Thèmes & débats. Économie, édition Bréal, Paris, 2003.

Shenggen Fan, Xiaobo Zhang , « **Regional Inequality in China**», Business & Economics, édition Taylor and Francis Publisher, 2009.

Simon Manassa, « **Finance Internationale** », Principes, analyses, illustrations, didactique économie, édition Presses Universitaires de Rennes, 2000.

Stéphane Madaule, « **l'aide publique au développement : l'abécédaire de la réforme** », édition L'Harmattan, Paris, 2008.

Stephen Ellis, « **L'Afrique maintenant** », édition KARTHALA Edition, 2000.

Theo S Eicher, John H Mutti, Michelle H. Turnovsky, Robert M Dunn, «International Economics - , - Business & Economics – édition Taylor and Francis Publisher, 2009.

Tim Harcourt, « **The Airport Economist** “ - Business & Economics , édition Allen et Unwin, 2008.

Tobias Weigl , « **Stategy, Structure and Performance in a Transition Economy: An Institutional Perspective on Configurations in Russia** , édition DUV Publisher, 2008.

Uma Kapila, « **Indian Economy Since Independence**”, édition N° 19, édition Academic Foundation, 2009.

Vicky Randall, « **Politics in the Developing World** « , - Business & Economics , 2 eme edition, Oxford University Press, 2008.

Werner Eichhorst, Otto Kaufmann, Regina Konle-Seidl , « **Bringing the Jobless Into Work?: Experiences With Activation Schemes in in Europe and the US**”, Business & Economics , édition Springer Publisher, 2009.

Wladimir Andreff, «**Economie de la transition : la transformation des économies planifiées en économies des marchés** », édition Bréal, Paris, 2007.

Yahia H. Zoubir, Haizam Amirah Fernández , « **North Africa: Politics, Region and the Limits of Transformation**», Business & Economics, édition Routledge Publisher, 2008.

Yeong-Hyun Kim, John R. Short, “ **Cities and economies**”, édition Routledge, 2008.

Articles

الدكتور مليح شبيب الشمري "مضاعفات المرض الهولندي في الاقتصاد العراقي و ضرورة الإصلاح الاقتصادي" المحور الاقتصادي مجلة القادسية للعلوم الإدارية و الاقتصادية دورية فصلية علمية تصدر عن كلية الإدارة و الاقتصاد جامعة الكوفة. العراق العدد 3 المجلد 10 . 2008. ص ص. 169-187.

Abdelatif KERZABI, « **Financement interne et réformes institutionnelles : Effets sur la croissance économique en Algérie**», Quel financement pour quel développement ? 2eme journées du Développement du GRES, (document sans date), pp. 1-7.

Abdeldjelil BOUZIDI, « **syndrome hollandais** », dossier spécial pétrole et gaz, AITa News, la revue d'AITa Networke, N°03, octobre, 2007, pp. 21-23.

Abdelkader SID AHMED, « **Celso Furtado et le développement à partir de l'exportation des ressources naturelles non renouvelables** », Cahiers du Brésil Contemporain, 1998, n° 33-34, pp.83-96.

Ahmed Bouyacoub, « **L'économie algérienne et le programme d'ajustement structurel** », Printemps 1997, pp. 77-85.

Aizenman, J. (1992). « **Exchange Rate Flexibility, Volatility, and Domestic and Foreign Direct Investment** », *IMF Staff Papers*, vol. 39, no 4, p. 890-922.

Abdouni Abdeljabbar et Saïd Hanchane, « **Ouverture, capital humain et croissance économique : fondements théoriques et identification des liens à l'aide de données de panel** », *DOCUMENT DE TRAVAIL - L.E.S.T.- CNRS – UMR 6123*, Université de Provence (U1) et Université de la Méditerranée (U2) -, Mai 2003, p. 1-25.

Adolfo Meisel Roca, « **Dutch disease and banana exports in the Colombian Caribbean, 1910- 1950**», the meeting of the Latin American Cliometric society (LACLIO) in Cartagena, Colombia, august 27-28, 1999. pp. 1-51.

Alain Sand-Zantman, « **Instabilité financière et inconsistance dynamique des politiques macroéconomiques dans une économie émergente: Heurs et malheurs de la "gouvernance" brésilienne.** », (Erudite-Université Paris XII et TEAM-CNRS/Université Paris I). n°16, *Revue des Anciens Elèves de l'ENSAE*, N° Spécial sur les économies émergentes, juin 2000, pp. 1-7.

Alain Sand-Zantman et Jérôme Trotignon, « **BRÉSIL : L'HÉRITAGE DE FERNANDO HENRIQUE CARDOSO** », l'OFCE, Octobre 2002, *Revue de l'OFCE* 83, 29/10/2002, pp. 291-324.

Albert Yama Nkouna, « **13 Pétrole et Développement en Afrique Centrale Quelques Axes de Réflexion pour une Meilleure Intégration du Secteur Pétrolier dans l'Économie Nationale** », oil policy in the Gulf of guinea friedrich-ebert-stiftung chapter iv, friedrich-ebert-stiftung, pp. 163-175.

Albert Ondo Ossa, « **Taux de Change du Franc CFA Et Construction Européenne** », School of Business Montclair State University Upper Montclair, New Jersey 07043, (CERAF) center of economic research on Africa, Mai 1992, pp. 1-33.

Agnès Benassy-Quere, Lionel Fontagne et Amina Lahreche-Revil, « **Stratégie de change et attraction des investissements directs en Méditerranée** », Novembre 2001, pp. 1-39.

Ahmed TOUIL, « **Pertinence du taux de change d'une monnaie inconvertible** », *Econométrie du taux de change AEA Exchange Rates Econometrics*, April 2005.

Alessandro Prati et Thierry Tressel, « **Aid Volatility and Dutch Disease: Is There a Role for Macroeconomic Policies?** », WP/06/145, Research Department, IMF Working Paper, *International Monetary Fund*, March 8, 2006, pp. 1-56.

Amine Belaïcha, « **L'industrie des hydrocarbures, principes et fonctionnement** », in AITANews, la revue d'aita Network, N°03, octobre, dossier spécial Pétrole et Gaz 2007, édition Algerian Talents Network Novembre 2007, pp. 2-9.

Auty, R. M. et R. M. Mikesell, « **Sustainable Development in Mineral Economies**», Oxford, Clarendon Press, 1998.

B

Balázs Égert, « **Dutch disease in former Soviet Union: Witch-hunting?** », BOFIT Discussion Editor-in-Chief Iikka Korhonen Papers 4, 2009, Bank of Finland, BOFIT Institute for Economies in Transition, Suomen Pankki Helsinki, 2009, pp. 1-37.

Balázs Égert and Carol S. Leonard, « **Dutch Disease Scare in Kazakhstan: Is It Real?** », William Davidson Institute Working Paper Number 866, The William Davidson institute, at the university of Michigan, march, 2007, p. 1-25.

Bernadette Biatour, Jeroen Fiers et Chantal Kegels, « **R&D, TIC et croissance économique en Belgique : analyse sectorielle** », document sans date, Belgique, pp. 1-24.

Bernard CORNEVIN, « **Le développement divergent des tiers-mondes après 1980: les rentes, freins aux transitions socio-démographiques et économiques** », DEES 108/JUIN 1997, Paris, 1997, pp. 63-94.

Bernard Dujardin, « **Puissances émergentes : incontournables et fragiles partenaires** », Eléments de recherche : AFD ou Agence Française de Développement : toutes citations, JAN/FEV 08, 2008, pp. 1-3.

Bernard J. Lecomte et Jean-David Naudet , « **Autonomie et dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure** », Autrepart (13), 2000, pp.5- 23.

Bernard J. Lecomte et Jean-David Naudet, « **Efficacité de l'aide et efficacité des acteurs : revue de la littérature récente sur l'aide au développement** », Autonomie et dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure, *La crise de l'aide, Autrepart* (13), 2000 , pp. 5-23.

Bernard Poirine , « **Le développement par la rente dans les petites économies insulaires** », Revue économique, édition Sciences Po University Press, Vol. 44, No. 6 (Nov., 1993), pp. 1169-1199.

Bernard Poirine, « **Eloignement, insularité et compétitivité dans les petites économies d'outre-mer** », agence française de développement, document du travail N 52, novembre, 2007, pp. 1-34.

Babacar SENE1, « **Impact du fardeau virtuel de la dette sur le taux de change réel d'équilibre des pays en développement : un modèle théorique** », EURISCO, Université Paris Dauphine Cahiers de recherche EURISCO 2004 N°14 30 Mars, 2004, pp. 1-28.

BARBARA Despiny, « **Inégalités régionales dans la mondialisation : le cas de la frontière russo-chinoise** », *Cahier du GEMDEV n° 31* • CNRS, Centre d'économie de la Sorbonne, université Paris 1 Panthéon – Sorbonne, *La mesure de la mondialisation*, document sans date, pp. 196-211.

Benabdeli K, « **Quelques résultats intéressants d'économie d'eau par l'utilisation du tube poreux : application à un verger de pommier en zone aride (Algérie)** », Symposium international « **Agriculture durable en région Méditerranéenne (AGDUMED)**», Rabat , Maroc, 14-16 mai 2009, pp. 384-389.

Brahim MANSOURI, « **Impact du taux de change réel sur les exportations: arguments empiriques pour les sous-secteurs exportateurs marocains** », *Colloque EMMA (Madrid, 4-5 juin 2004)*, pp. 1-17.

Branson, William H. et James P. Love. « **The Real Exchange Rate and Employment in U.S. Manufacturing: State and Regional Results** », *National Bureau of Economic Research, Working Paper N° 2435*, 1987. pp. 1-37.

Bouziane Semmoud , « **Croissance du secteur industriel privé en Algérie dans ses relations avec le secteur national** », *Canadian Journal of African Studies* , *Revue Canadienne des Études Africaines*, édition: Canadian Association of African Studies, Vol. 16, No. 2 (1982), pp. 279-291

C

Carlos Alejandro Ponzio, « **Export boom and rising prices in late colonial Mexico: a Dutch disease ?** », CENTRO DE INVESTIGACION Y DOCENCIA ECONOMICA, AND SERVICIO DE TRIBUTARIA, MARCH 6, 2006, , pp. 1-35.

Catherine AUBERTIN , « **Heurs et malheurs des ressources naturelles en Amazonie brésilienne** », *Cab. Sci. hum.* 32 (7) 1996, pp. 29-50.

Charles-L. GRIFFONI, « **Croissance économique et pauvreté Une application de l'indice de « croissance pro-pauvre » au cas du Maroc entre 1985 et 1999** », Centre d'Economie et de Finances Internationales (CEFI), Université de la Méditerranée (Aix-Marseille II), Juin 2005, pp. 1-25.

Charles D. Jebuni, « **Défis et perspectives du relâchement des contraintes d'approvisionnement pour l'exportation en Afrique** », Centre for policy analysis (centre d'analyse des politiques) ACCRA, Ghana rapport préparé pour la banque africaine de développement/conférence AERC sur les possibilités d'accélérer le développement en Afrique au cours des cinq premières années du vingt-et-unième siècle, Tunis, Tunisie, *Avant-projet pour la Conférence ADB/AERC*, 22-24 novembre, 2006, pp. 1-25.

Chi-Chur Chao et al, « **Tourism, Dutch Disease and Welfare in an Open Dynamic Economy** », Kowloon, Hong Kong, pp. 1-21.

Christian Ebeke, « **Transferts des migrants, ouverture sur l'extérieur et dépenses publiques dans les pays en développement** », Clermont Université, Université d'Auvergne, CERDI, centre d'études et de recherche sur le développement international, Document de travail de la série Etudes et Documents Mars 2010, pp. 1-47.

Christopher Adam, « **Flux exogènes et taux de change réels: Hypothèse d'école ou réalité empirique?** », Séminaire du Fonds monétaire international sur la gestion de l'aide extérieure et la gestion macroéconomique, Maputo, 14-15 mars 2005, p. 1-23.

Christine Ebrahim-zadeh, « **Le mal hollandais Un surplus de richesses mal géré** », L'ABC DE L'ÉCONOMIE, Finances & Développement, Mars 2003, p. 50-51.

Chinn, Menzie , « **A primer on real exchange rates: Determinants, overvaluations, trade flows and Competitive Devaluation** », National Bureau of Economic Research, Working Paper No.11521. 2005.

Corbo, V. (1985), « **Reforms and Macroeconomic Adjustments in Chile during 1974-84** », *World Development*, vol. 13, no 8, pp. 893-916.

Corden, W. M. « **Booming Sector and Dutch Disease Economics: Survey and Consolidation** ». *Oxford Economic Papers*, 36 (3), (1984). pp. 359-380.

D

D. HEDDADJ , « **LA LUTTE CONTRE L'ÉROSION EN ALGERIE** », (INRA, Alger, Algérie), document sans date, pp. 168-175.

Daniel Cohen et al, « **La politique d'aide au développement de la France** », dans « **LA FRANCE ET L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT** », Réalisé en PAO au Conseil d'Analyse Économique par Christine Carl, La Documentation française. Paris, 2006. pp. 9-46.

David Fielding, « **Aid and Dutch Disease in the South Pacific** », research paper N° 2007/50, world institute for development economics research, united nations university, auguste 2007, pp. 1-15.

David S. Garber , « **Oil, Dutch Disease, and Development: The Case of Chad** », A summary of work conducted in Chad July/August 2004 With generous support from the Scott Kloeck-Jenson Grant, University of Wisconsin – Madison, 2004, pp. 1-4.

Denis COGNEAU et Jean-Christophe DUMONT, « **Effets des sur-rémunérations des agents des administrations sur l'économie de la Réunion** », développement et insertion internationale, Document de travail DIAL N° 13 / Unité de Recherche CIPRÉ, Décembre 2000. pp. 1-18.

E

Edwards, S. van Wijnbergen (1989): « **Disequilibrium and Structural Adjustment** », dans *Handbook of Development Economics*, Volume 2, édition H, Chenery and T.N. Srinivasan, North-Holland, Amsterdam, Chapter 28.

Eugenio Cerutti and Mario Mansilla, « **Bolivia: The Hydrocarbons Boom and the Risk of Dutch Disease** », 2008 International Monetary Fund, IMF Working Paper , WP/08/154, June 2008, pp. 1-22.

Etanislav NGODI, « **Gestion des ressources pétrolières et développement en Afrique** », 11e Assemblée Générale du CODESRIA, Maputo, Mozambique, 6 – 10 décembre 2005, pp. 1-30.

Etienne Desmarais et Patrick Drouot, « **Les déterminants fondamentaux du taux de change et le dollar canadien Rapport de lecture 1** », Gestion des investissements internationaux, École des Hautes Études Commerciales 15 septembre 2003, pp. 1-8.

Eveline Baumann, « **L'économie géorgienne Menaces au présent, poids du passé, incertitudes pour l'avenir** », NOTE n°7 - Fondation Jean-Jaurès, « *Développement et Sociétés* », - 3 octobre 2008, pp. 1-12.

Emin F. Gahramanov and Liang-Shing Fan, « **The “Dutch Disease” in Caspian Region: the Case of Azerbaijan Republic** », Economic Studies: Volume 5, 10, (document sans date) pp.1-21.

F

Faouzi Boujedra, « **L'analyse du risque d'investissement dans les pays en développement : Etude empirique** », Université de Tunis El-Manar, (document sans date), pp. 1-20.

Faouzi BOUJEDRA, « **Risque pays, IDE et crise financière internationale : Evaluation et étude empirique** », Document de Recherche n° 2004-12, Laboratoire d'Economie d'Orléans – FRE CNRS 2783, Faculté de Droit, d'Economie et de Gestion, LEO, Séminaire Orléans (Avril 2004), GDR Economie Monétaire et Financière (6 et 7 Mai, 2004), « **Crises Financières Internationales** » France, 2004, pp. 1-53.

Fidel Ezeala-Harrison, « **Structural Re-Adjustment in Nigeria: Diagnosis of a Severe Dutch Disease Syndrome** », American Journal of Economics and Sociology, Vol. 52, No. 2 (Apr., 1993), Published by: American Journal of Economics and Sociology, Inc, 1993, pp. 193-208.

François Dupuis, Martin Lefebvre et Hendrix Vachon, « **Une (pétrodevise) : un bienfait ou un fardeau pour l'économie canadienne?** », desjardins, études économiques, point de vue économique 11 octobre 2006. pp. 1-10.

G

Gaël Lagadec, Cécile Perret et Anne Pitoiset, « **Nickel et développement en Nouvelle-Calédonie** », (document sans date), pp. 21-42.

Gay Daffé, « **les transferts d'argent des migrants sénégalais** », in « **Les Sénégal des migrations : Mobilités, Identités et Sociétés** », édition Karthala, 2008, pp. 121-128.

Gaël Raballand, « **Géoéconomie du bassin caspien** », *Document de travail*, Institut français des relations internationales, Juin 2003, pp.1-23.

Geoffrey C. Gunn, « **Brunei Darussalam Dynastic Fallout, Economic Crisis and Recovery** », Nagasaki university's Academic Output Site, pp.1-24.

Gilles Carbonnier, « **comment conjuguer la malédiction des ressources naturelles, annuaire suisse de politique de développement ?** » in **Financer le développement par mobilisation des ressources locales** », Vol 26, N° 2, institut universitaire d'études du développement, pp. 83-98.

Gregory, R. G, « **Some implications of the growth mineral sector** », Australian Journal of the Agricultural Economics, Aout, 1976.

Gavrilentov, Evgeny, « **Growth in Russia and Economic Diversification** », in Tabata and Iwashita (2004), 2004, pp. 93-121.

Guillaume Gaulier, Julien Martin Isabelle Méjean et Soledad Zignago, « **International Trade Price Indices** », *CEPII*, centre d'études prospectives et d'informations internationales Working Paper. No 2008-10, pp. 1-44.

Gylfason, T., Herbertsson T. et G. Zoega, « **A Mixed-Blessing : Natural Resources and Economic Growth** », *Macroeconomic Dynamics*, Vol. 3, 1999, p. 204-225.

Gylfason, T., « **Resources, Agriculture and Economic Growth in Economies Transition** », Working Paper 157, The Center for Economic Research and Graduate Education, Economic Institute, Prague, 2000.

Gustave Adrien Nébié, « **Syndrome Hollandais causé par l'aide : Qu'en est-il pour les pays de l'UEMOA** », *équipe universitaire de recherche, institut coordination, organisation, cahier de recherche EURISCO, cahier N°2008-01, EURISCO, université de Paris Dauphine, 2008*, p. 1-32.

H

Hadji Ramzi1, « **Les Suds confrontés au développement soutenable** », **Institutions et soutenabilité sociale en Algérie** : Approcher le niveau de la soutenabilité sociale, 3eme journées du développement du GRES, **Université Montesquieu-Bordeaux IV**, 10-12 juin 2009, pp. 1-22.

HAIDEH Salehi-Esfahani, « **Informationally imperfect labour markets and the 'Dutch Disease' problem** », **University of Utah, Canadian Economics Association**, *The Canadian Journal of Economics*, Blackwell Publishing, Vol. 21, No. 3 (Aug., 1988), pp. 617-624.

Hakima CHOUIKHI, Rafik JBIR, Younès BOUJELBENE, « **Prix du Pétrole et Syndrome Hollandais : Cas de la Libye** », *Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Sfax, Tunisie*, document sans date, pp.1-15.

Hakima LAKHDARI, Atmane AYAD, « **L'impact de la crise financière sur l'accord euro-méditerranéen : Quelles stratégies d'adaptation face au déficit du futur ? Cas de l'Algérie** », *Colloque international : « Crise financière internationale, Ralentissement économique mondial et Effets sur les économies Euro-maghrébines »*, Béjaia, Algérie Du 10 au 11 Octobre 2009, pp. 1-11.

Hanifa TOUAG, « **Algérie : quel modèle économique de développement viable pour enrayer la corruption ? Corruption et nécessaire dépassement des modèles** », *Aperçus sur le développement économique et humain dans le monde arabe, Revue Averroès, n°2 – Thème 2, 2009*, pp. 1-11.

Hélène Djoufelkit, « **Rente, développement du secteur productif et croissance en Algérie** », *Agence Française de Développement AFD*, Document de travail n° 64 - juin 2008, pp. 1-25.

Hervé JOLY, Céline PRIGENT, Nicolas SOBCZAK, « **Le taux de change réel d'équilibre Une introduction** », Document de travail, ministère de l'économie et des finances direction de la prévision - PARIS, N° 96-10, Novembre 1996, pp. 1-26.

Hisashi yokoyama, « **Export-led industrialization and the Dutch disease** », *the developing economies*, XXVII-4 (december1989), p. 427-445.

I

Idriss Loubar, « **rente et croissance économique l'ombre du syndrome hollandais** », contribution au débat, *economia* 15 mars/15 avril 2009, pp. 52-53.

Isaac TAMBA et Jean Claude TCHATCHOUANG, « **L'Afrique Centrale : une région dotée de ressources naturelles mais pauvre** », chapitre 1, *Presses Universitaires d'Afrique, Cameroun, 2007*, pp. 31-57.

Ito, T., Isard, P., Symansky, S. et Bayoumi, T. (1996), « **Exchange Rate Movements and Their Impact on Trade and Investment in the APEC Region** », chapitre IV, *IMF Occasional Paper*.

K

K. Medjdoub, «**La pérennité du fonds de régulation des recettes n'est pas garantie**», L'ENTRETIEN avec Dr Kamal Oukaci. Enseignant à la faculté des sciences économiques à l'université de Béjaïa, El Watan ÉCONOMIE, Du 26 octobre au 1er novembre 2009.

K. Migara O. De Silva, «**the political economy of windfalls: the Dutch disease theory and evidence**, center in political economy , Washington University, St. Louis, MO, 1994.

Kadir Has , «**Question de la mise en place d'une politique d'aide au développement pour les régions dont sont originaires les immigrants clandestins** » , Modèle Francophone des Nations Unies 2010 University, Istanbul, Turquie, MFNU 2010, pp. 1-13.

Karel Verbeke, «**Dutch Disease in Aid-recipient Countries Are there medicines to avoid an outbreak?** », IOB Discussion Paper, 2007-05, Institute Of Development Policy and Management, University of Antwerp, October 2007, pp. 3-41.

Karine Chakir, «**La croissance économique : mécanismes, effets et perspectives.** », (document sans date), pp. 1-8.

Karlygash Kuralbayeva, Ali M. Kutan Et Michael L. Wyzan, «**Is kazakhstan vulnerable to the dutch disease?**», Zentrum für Europäische Integrationsforschung Center for European Integration Studies Rheinische Friedrich-Wilhelms-Universität Bonn, Working Paper, B29, 2001, Germany, 2001, pp. 1-35.

Kassim Bouhou, «**L'Algérie des réformes économiques : un goût d'inachevé** », DOSSIER I ALGÉRIE : FAUT-IL CROIRE À LA TRANSITION ? politique étrangère I 2, 2009, pp. 323-335.

Khalil ASSALA, «**PME en Algérie : de la création à la mondialisation** », in « L'internationalisation des PME et ses conséquences sur les stratégies entrepreneuriales », 8^{ème} Congrès international francophone en entrepreneuriat et PME (CIFEPME), Haute école de gestion (HEG) Fribourg, Suisse, 25, 26, 27 octobre 2006, pp. 1-16.

J

J. Edward Taylor, «**Migrations: nouvelles dimensions et caractéristiques causes, conséquences et répercussions en termes de pauvreté rurale** », *Problèmes actuels et émergents pour l'analyse économique et la recherche de politiques*, Département de l'agriculture et des ressources Université de Californie, Davis, Etats-Unis, (document sans date). pp. 195-236.

Jacques Schnetzler , «**Les Effets pervers du sous-emploi à travers l'exemple algérien** » , Canadian Journal of African Studies, Published by Canadian Association of African Studies, Vol. 14, No. 3 (1980), pp. 451-471.

Jason Gould and Katen N. Kapadia, «**Dutch disease in Africa: a case study of Nigeria and Tchad** », University of Michigan, (document sans date), pp. 52-60.

Jean-François Daguzan, «**Démographie, économie, développement : l'enjeu stratégique du l'Afrique du Nord** », note de la FRS (Fondation de la Recherche Stratégique), 7 mars, 2006, pp. 1-10.

Jean-Louis Combes, Patrick Guillaumont, Sylviane Guillaumont Jeanneney et Pascale Motel Combes, «**Ouverture sur l'extérieur et instabilité des taux de croissance** », 16 décembre, 1999, pp. 1--28.

Jean-Luc Dagut, «**Réussir la dissertation d'économie** », Volume 568 de Principes (Levallois-Perret), édition Studyrama, 2003.

Jean Magnan de Bornier, «**La croissance économique** », (document sans date), pp.1-14.

Jean-Philippe Koutassila, « **Le syndrome Hollandais : théorie et vérification empirique au Congo et au Cameroun** », Centre d'économie du développement, document de travail N° 24, Université Montesquieu-Bordeaux IV-France, document sans date, pp. 1-23.

Jean-Pierre CLING, « **Commerce, croissance, pauvreté et inégalités dans les PED : une revue de littérature** », document de travail DT/, développement institutions et analyses de long terme, DILL, 2006, pp. 1-32.

Jean-Pierre CLING, Philippe DE VREYER, Mireille RAZAFINDRAKOTO et François ROUBAUD, « **La croissance ne suffit pas pour réduire la pauvreté : le rôle des inégalités** », /2003/04, Document de travail DIAL / Unité de Recherche CIPRÉ, Mai 2003, pp. 1-28.

Jeff Dayton-Johnson et Louka T. Katseli, « **Migration, aide et commerce : plus de cohérence en faveur du développement** », CAHIER DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE N°28, centre de développement, OCDE 2006, pp. 1-35.

Jeffrey Frankel, « **On the Tenge : Monetary and Exchange Rate Policy for Kazakhstan** », Short-term Consultancy, Frankel: Monetary and Exchange Rate Policy, April 11, 2005, pp. 1-19.

Joseph E. Stiglitz, Svetlana Tsalik et Anya Schiffrin, « **Pour que les ressources naturelles soient une bénédiction** », in « **LE PÉTROLE, Guide de l'énergie et du développement à l'intention des journalistes** », lever la malédiction des ressources naturelles 2, Revenue Watch Open Society Institute, New York, (document sans date), pp. 13-20.

José Bourque et Carl Gaudreault, « **Impact des variations de taux de change réel sur l'activité économique régionale au Canada** », Division de l'analyse et des prévisions économiques Direction des politiques économique et fiscale Ministère des Finances du Canada, Septembre 2003, p. 3 et 4.

Jorge Yutronic Chili, « **La R&D à l'université : des résultats prometteurs et de nouveaux défis. Une approche régionale** », Forum de l'UNESCO sur l'enseignement supérieur, la recherche et la connaissance Colloque mondial, (29 novembre - 1er décembre 2006, UNESCO, Paris), pp. 1-9.

Juan Carlos Moreno-Brid, Jaime Ros, « **Development and Growth in the Mexican Economy: A Historical Perspective** », edition Oxford University Publication US, 2009, p. 26 et 27.

L

Larbi Talha, « **LE PÉTROLE ET L'ÉCONOMIE LIBYENNE** », 1963, pp. 153-234.

Lena Kenell, « **Dutch Disease and Tourism The Case of Thailand** », Department of Economics Supervisor: Yves Bourdet Lund University February 2008, Bachelor Thesis, ekonomi Hogskolan, 2008, pp. 1-31.

Loïc Batté, Agnès Bénassy-Quéré, Benjamin Carton et Gilles Dufrénot, « **Term of Trade Shocks in a Monetary Union: An Application to West-Africa** », document du travail, CENTRE D'ÉTUDES PROSPECTIVES ET D' INFORMATIONS INTERNATIONALES CEPII, WP No 07, April, 2009, pp. 1-46.

Luis A.V. Catão « **À quoi sert le taux de change réel?** », L'ABC DE L'ÉCONOMIE, Département des études du FMI.Finances & Développement Septembre 2007, pp. 46-47.

LUIZ CARLOS BRESSER-PEREIRA, « **The Dutch disease and its neutralization: a Ricardian approach** », Brazilian Journal of Political Economy, vol. 28, n° 1 (109), January-March/2008, Revista de Economia Política 28, (1), 2008, pp. 47-71.

M

M. Chikaonda. , « **Stratégie de croissance économique : amélioration des conditions macroéconomiques et développement du secteur privé** », le Courrier ACP-UE n° 201, Malawi novembre-décembre 2003, pp. 53-55.

M. HERVE GAYMARD, « **le bilan de santé de la politique agricole commune (COM [2008] 306 final/n° E 3878)** », la délégation de l'assemblée nationale pour l'union européenne, rapport d'information, 2008.

Marc Y. Robert, « **Perspectives d'appréciation du taux de change réel chinois : une analyse économique** », Diagnostics Prévisions et Analyses Économiques, Direction Générale du Trésor et de la Politique Économique, N° 100 – Fév. 2006, pp. 1-8.

Manitoba, « **Plan stratégique de croissance économique du Manitoba** », (document sans date), Manitoba, Canada. pp.1-23.

Marc-Antoine Adam, « **La maladie hollandaise : une étude empirique appliquée à des pays en voie de développement exportateurs de pétrole** », Université de Montréal, Automne, 2003.

Makoto SAKURAI, « **Economic Topics on Transition Economies** », Economic and Social Research Institute, March 2001, pp. 1-23.

Maurice PARODI , « **L'AUTOGESTION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES MODERNES EN ALGÉRIE** », document sans date, pp. 61-84.

Marie-Pierre Arzelier, « **Dépenses publiques, ressources naturelles et croissance sectorielle. Une comparaison Afrique- Asie** », Revue économique, Stratégies de croissance et marchés émergents, Vol. 49, No. 1, édition Sciences Po University Press, (Jan., 1998), pp. 119-137.

Marie-Pièrre ARZELIER, « **exportation des ressources naturelles et évolution industrielle : une modélisation dynamique par la théorie du contrôle optimal** », Revue Région et Développement N° 9, 1999, pp. 151-171.

Martin Lefebvre, « **une « pétrodevise » : un bienfait ou un fardeau pour l'économie canadienne?** », point de vue économique, 11 octobre, études économiques, Desjardins, 2006, pp.1-10.

Massimiliano Cali et Dirk Willem te Velde, « **Is Zambia contracting Dutch Disease?** », Results of ODI research presented in preliminary form for discussion and critical comment, Working Paper 279, Overseas Development Institute, Overseas Development Institute, Westminster Bridge Road London UK, February 2007. pp. 1-22.

Michel ADAM, « **LOCALISATION DES INDUSTRIES NOUVELLES ET POPULATION URBAINE EN ALGERIE (1963-1969)** », (Aix-en-Provence),(document sans date), pp. 43-54.

Michael Atingi-Ego, « **budget support, aid dependency, and dutch disease: the case of UGANDA**», Bank of Uganda, Cape Town, South Africa, Practitioners' Forum on Budget Support, The World Bank, May 5-6, 2005, pp. 1-18.

Michael Bruno et Jeffrey Sachs , « **Energy and Resource Allocation: A Dynamic Model of the "Dutch Disease"**», The Review of Economic Studies, Published by The Review of Economic Studies Ltd , Vol. 49, No. 5, Special Issue on Unemployment , University and NBER and JEFFREY SACHS Harvard University and NBER (1982), pp. 845-859.

Michel Buttiens, « **Mondialisation et bien-être** », Collection Sociologie contemporaine, édition Presses Universitaires Laval, 2005.

Michel Cloutier, « **Institutions, Pauvreté et l'Hypothèse de la Malédiction des Ressources Naturelles** », Département de Sciences Economiques, Faculté des Arts et Sciences, Université de Montréal, Canada, mars 2007, pp. 1-37.

- Monojit Chatterji and Simon Price , “**Unions, Dutch Disease and Unemployment** ”, edition Oxford Economic Papers, New Series, Vol. 40, No. 2 (Jun., 1988),), pp. 302-321.
- Morten Anker & Per Sonnerby, « **Russian revenue management under Vladimir Putin** », RUSSCASP Strategic Forum 23 September, 2008, pp.1-11.
- Mohamed Benbouziane, Mustapha DJENNAS et Meriem DJENNAS, « **L’ALGÉRIE SERAIT-ELLE EPARGNÉE PAR LES CONSÉQUENCES DE LA CRISE FINANCIÈRE INTERNATIONALE ?** », document sans date, pp. 1-12.
- Mohamed Cherchem, « **L’innovation marketing dans les services Cas des banques publiques algériennes** », Communications of the IBIMA the International Business Information Management Association (IBIMA). Volume 7, 2009, pp. 146-152.
- Mohamed Métalsi, Ouardia Oussedik, « **Le Maghreb, l'occident arabe** », Institut du Monde Arabe IMA Exposition réalisée avec le soutien de l’Acse, édition la Direction des Actions culturelles, N° 1 bis-juin 2007, pp.1-4.
- Mutin Georges, « **Le contexte économique et social de la crise algérienne** », in "La crise algérienne : enjeux et évolution. (1997) 17, version 1 - 16 Feb 2009, pp. 1-17.
- Mwanza Nkusu, « **Aid and the Dutch Disease in Low-Income Countries: Informed Diagnoses for Prudent Prognoses** », WP/04/49, 2004 International Monetary Fund, **IMF Working Paper**, March 2004, pp. 1-19.
- Myriam ZAMITI, « **Composition optimale du panier de devises dans un contexte de flottement généralisé** », ANNALES D’ÉCONOMIE ET DE STATISTIQUE. – N° 52 — 1998, pp. 283-292.
- N
- Nadji KHAOUA, « **L’UNIVERSITE, LE MARCHÉ DU TRAVAIL ET LA VALORISATION DES HYDROCARBURES CAS DE LA REGION D’ANNABA** », Section Sciences Economiques, Les Annales de l’Université Valahia de Târgoviște , No. 23/2009, pp. 7-18.
- Nuno Torres et Oscar Afonso, « **Re-evaluating the impact of natural resources on economic growth** », Cempre, Faculdade de Economia, FEP Working Papers, Research Work in Progress, Universidade do Porto, n. 278, June, 2008, pp. 1-43.
- Nyoni, Timothy S., 1998, “**Foreign Aid and Economic Performance in Tanzania**,” *World Development*, Vol. 26 (July), pp. 1235–40.
- Natalie St. Hilaire, « **Dutch Disease, Oil and Developing Countries**», December, (2004), pp. 1-20.
- O
- Olle Östensson and Aimable Uwizeye-Mapendano, « **Growth and diversification in mineral economies Regional workshop for mineral economies in Africa** », Macro-economic considerations and linkages, UNCTAD, Cape Town, South Africa, 7 to 9 November 2000, pp. 1-11.
- Oscar Kuikeu, « **Mésalignement du taux de change, facteur explicatif de la structure des exportations des économies africaines au sud du Sahara ?** » , - Cas des Pays Africains membres de la Zone Franc (PAZF)-, CATT – Université de Pau et des Pays de l’Adour – France. pp. 1-28.
- Osakwe, P. N. et L. Schembri. « **Real Effects of Collapsing Exchange Rate Regimes: an Application to Mexico**” *Journal of International Economics* 57, (2002), 299-325.

Olivier JONGLEZ, « Appréciation réelle du taux de change dans les pays émergents », direction générale du trésor et de la politique économique TRÉSOR-ÉCO – n° 35 – Avril 2008.

Oukil M. Said, « L'Innovation Technologique dans les Entreprises Industrielles Algériennes: Nécessité ou confort? », Séminaire National, "La gestion industrielle des innovations au sein d'une entreprise ou d'un organisme de recherche" Annaba du 18 au 20 Mai 1992. Université d'Annaba et S I D E R, pp. 1-11.

P

Pablo A. Acosta, Emmanuel K.K. Lartey, et Federico S. Mandelman, « Remittances and the Dutch Disease », Working Paper 2007-8, WORKING PAPER SERIES, FEDERAL RESERVE BANK of ATLANTA, April 2007, pp. 1-38.

Patrick Point et carmen Canturias-Villessuzanne, « Ce n'est pas le Pérou, c'est la malédiction des ressources naturelles : the resource curse in Pérou », 3eme journée du développement de GRES, conférence development of GRES, document sans date, pp. 1-17.

Paul KRUGMAN, « The narrow moving band, the Dutch disease, and the competitive consequences of Mrs. Thatcher Notes on Trade in the Presence of Dynamic Scale Economies », *Massachusetts Institute of Technology, Cambridge, MA 02139, USA*, Journal of Development Economics, North-Holland, edition Elsevier Science Publishers B.V. (North-Holland), 27 (1987), pp. 41-55.

Pauline Jones Luong, « The Roots of the Resource Curse: Why are the World's Richest Countries the Poorest, most Corrupt, and Unstable? », Senior Seminar in Political Science Spring Term 2005, pp. 1-4.

Peter S. Heller, « Pour une aide efficace : L'accroissement du volume de l'aide n'est que la première d'une longue série de décisions et de choix difficiles », Finances & Développement Septembre 2005, pp. 8-13.

Philippe Bergevin, « Energy resources boon or curse for the Canadian economy? », parliamentary information and research service, Economics Division, 31 march, 2006, pp. 1-15.

Pierre-Yves Henin, « L'impact macro-économique d'un choc pétrolier », Revue économique, Vol. 34, No. 5, Published by: Sciences Po University Press, (Sep., 1983), pp. 865-896.

Philippe Bergevin, « ressources énergétiques : bienfait ou calamité pour l'économie canadienne », service d'information et de recherche parlementaires, Division de l'économie, 31 mars, 2006, pp. 1-13.

Pierre Jacquet, « Le pétrole en Afrique », La lettre des économistes de l'AFD, N° 8 mars 2005, pp. 1-8.

Pierre Jacquet et Jean-David Naudet, « Les fondements de l'aide », Agence française de développement, La Documentation française. Paris, 2006, pp.47-96.

Philippe SÉBILLE-LOPEZ, « État des lieux sur les énergies fossiles », dans les Conférence « Géopolitique des ressources rares » Les ressources fossiles et minérales cristallisent les enjeux internationaux actuels, mars, IFORE, Paris, 2009, pp. 1-19.

R

R.M. Auty, A.C. Harberger, « Usaid economic growth officers conference », WASHINGTON, D.C., OCTOBER 15-19, 2007, pp. 1-4.

Rabah Tadjer, « **La planification du développement en Algérie: Structures, méthodes et problèmes** », Africa Spectrum, Published by Institute of African Affairs at GIGA, Hamburg/Germany, Vol. 16, No. 1, 1981, pp. 99-114.

Rabah Tadjer, « **L'impact de la crise financière sur l'accord euro-méditerranéen : Quelles stratégies d'adaptation face au déficit du futur ? « Cas de l'Algérie »** », Colloque international : « Crise financière internationale, Ralentissement économique mondial et Effets sur les économies Euro-maghrébines. », Béjaïa, Algérie Du 10 au 11 Octobre 2009, pp. 1-15.

Raghuram G. Rajan and Arvind Subramanian , « **Aid, Dutch Disease, and Manufacturing Growth** », June 2006, pp. 1-55.

Ryan Macdonald, « **Termes de l'échange au centre du Canada** », Aperçus sur l'économie canadienne, Statistique Canada – Catalogue no 11-624-M, no 022, Décembre 2008, pp. 1-18.

Richard Sakwa, « **Russian Political Society** », edition Routledge, 2008.

Ricky Lam and Leonard Wantchekon, « **political Dutch disease** », April 10, 2003, pp. 1-21.

Robert Liebenthal, « **The Emerging Aid Architecture, PRSs and the MDGs** », African Plenary on National Strategies for Poverty Reduction and Implementation of the Millennium Development Goals, Cairo, Egypt, African Union, economic commission of Africa, March 26-28, 2006, pp. 1-14.

Robert Lafrance et David Tessier, « **La variabilité du taux de change et l'investissement au Canada** », Séance 4 Incertitude entourant le taux de change, investissement et productivité, pp. 261-293.

Rodrigue Mendez , « **Ouverture commerciale et convergence dans un modèle simple de croissance endogène** », Annales d'Économie et de Statistique, No. 47, Développements récents en économie internationale / Recent Developments in International Economics, Published by L'INSEE/GENES on behalf of ADRES, Jul. - Sep., 1997, pp. 13-38.

Roy Love, « **Drought, Dutch Disease and Controlled Transition in Botswana Agriculture** », Journal of Southern African Studies, Vol. 20, No. 1, edition Taylor & Francis, Ltd. (Sheffield Hallam University) , Mar., 1994, pp. 71-83.

Ryan Macdonald, « **Un syndrome chinois plutôt que hollandais Aperçus sur l'économie canadienne** », Statistique Canada, No 11-624-MIF au catalogue — No 017, Document analytique, édition ministre de l'industrie, Ottawa, canada, Août 2007, pp. 1-16.

ROGER A. TSAFACK NANFOSSO, « **Economie politique d'une dynamique dans les exportations camerounaises** », Université de Yaoundé II, Cameroun , Nordic Journal of African Studies 15(3): (2006), pp. 344–366

Ryan Macdonald, « **Not Dutch Disease, it's China Syndrome** », Feature article Canadian Economic Observer, August 2007 L'observateur économique canadien, Statistics Canada – Catalogue no. 11-010, août 2007, pp. 1-11.

Ronald H. Neumann, « **supplemental submission to the expert panel on equalization** », January 2006, pp. 1-11.

S

Sachs Jeffrey D et Warner Andrew M., « **The curse of natural resources** », European economic review, Elsevier, Amsterdam, volume 45, numéro 4-6, mai 2001, pp. 827- 838.

Sahel Sidi Mohammed & Mme Kerris Bahidja Cherifa, « **Nouvelle politique pour la relance du secteur touristique en Algérie: quelle stratégie ?** », 2ème Journée de Recherche sur le Tourisme - 3 Avril 2009 - Groupe Sup de Co La Rochelle, direction générale de la recherche scientifique et de développement technologique, 2009, pp. 1-16.

Salah BOUAKOUIR, « **L'INDUSTRIALISATION DE L'ALGÉRIE SON ETAT ACTUEL** », Service d'Information du Cabinet du Gouverneur Général de l'Algérie-, SERTE ECONOMIQUE N° 70 - 5 MAI, INDUSTRIALISATION, 1950, pp. 1-4.

Sana GUERMAZI-BOUASSIDA, « **Taux de change réels fondés sur la parité des pouvoirs d'achat : application au cas de l'économie tunisienne** », document sans date, pp. 1-13.

Shinichiro Tabata, « **Oil and Gas in the Economic Transformation of Russia**», chapter 1, (document sans date), pp. 1-14.

Sid ahmed abdelkader, « **Celso Furtado et le développement à partir de l'exportation des ressources naturelles non renouvelables** », *Cahiers du Brésil Contemporain*, 1998, n° 33-34, pp. 83-96.

Shekhar Aiyar, Andrew Berg et Mumtaz Hussain, « **le déficit macroéconomique de la croissance de l'aide** », *Finances & Développement* Septembre 2005, pp. 28-31.

Souki Hakima, , « **Les stratégies industrielles et la construction de la filière lait en Algérie : portée et limites** ». Faculté de sciences de gestion, *Revue Campus* N°15, pp. 3-15.

Steven Barnett et Rolando Ossowski, « **Operational Aspects of Fiscal Policy in Oil-Producing Countries**», document de travail du FMI, Working Paper, 02, 177, 2002.

Sven Wunder, « **When the Dutch Disease met the French Connection: Oil, Macroeconomics and Forests in Gabon** », Center for International Forestry Research, Science for forests and people, CIFOR-CARPE-USAID project 'The impact of macroeconomic and agricultural policies on forest conditions in Gabon', 2003, pp. 1-75.

Sven Wunder, « **Pétrole, macroéconomie et forêts : leçons pour l'Afrique Centrale** », Centre internationale pour la Recherche Forestière, Bulletin sur les moyens d'existence en forêt, CIFOR, Numéro 1, Forests and Livelihood Program, CIFOR, Jakarta, Indonesia, CGIAR Future Harvest, Mai 2004, pp.1-4.

Sweder Van Wijnbergen, « **Inflation, Employment, and the Dutch Disease in Oil-Exporting Countries: A Short-Run Disequilibrium Analysis** », *The Quarterly Journal of Economics*, Vol. 99, No. 2 (May, 1984), Published by The MIT Press, pp. 233-250.

Sweder van Wijnbergen, « **'The `Dutch Disease': A Disease After All?** », *The Economic Journal*, édition Blackwell Publishing for the Royal Economic Society, Vol. 94, No. 373 (Mar., 1984), pp. 41-55.

¹ Sylviane Guillaumont Jeanneney et Patrick Guillaumont, « **Efficacité, sélectivité et conditionnalité de l'aide au développement : enseignements pour la politique française** », *CERDI, CNRS et Université d'Auvergne*, La Documentation française. Paris, 2006, pp. 97-166.

Sylviane Guillaumont Jeanneney et Kangni Kpodar, « **Développement financier, instabilité financière et croissance économique** », Sixièmes journées du réseau «Analyse économique et développement » de LAUPELF-UREF, sur «Le financement du développement et la réduction de la pauvreté», tenues à Marrakech, les 4 et 5 mars 2004. n°174 2006-3, 2006, p. 87-88.

T

Tamás Borkó , « **The suspicion of Dutch disease in Russia and the ability of the government to counteract**», Working Paper Nr. 35, ICEG, European Center December , 2007, pp. 1-22.

Taoufik Rajhi, Hatem Salah, « **Promouvoir le développement dans une ère de crises financière et économique, Recherche de l'efficacité et pouvoir de marché des banques en Algérie : investigation empirique sur la période 2000-07** », Groupe de la Banque africaine de développement Commission économique pour l'Afrique , Conférence économique africaine 2009, pp. 1-29.

Terry McKinley, « **why is 'the Dutch disease' always a disease? the macroeconomic consequences of scaling up ODA**», United Nations Development Programme, International Poverty Centre, Working Paper number 10, November, 2005, pp. 1-15.

Terry Lynn Karl, Svetlana Tsalik et Anya Schiffrin, « **Comprendre la « malédiction des ressources »** », in « **LE PÉTROLE, Guide de l'énergie et du développement à l'intention des journalistes** », lever la malédiction des ressources naturelles, Revenue Watch Open Society Institute, *New York*, pp. 20-27.

Thorvaldur Gylfason, « **Lessons from the Dutch Disease: Causes, Treatment, and Cures** », W01:06, AUGUST 2001, p. 1-28.

[392] Thorvaldur Gylfason, « **Natural Resources and Economic Growth: A Nordic Perspective on the Dutch Disease** », 25 October 1999, pp. 1-64.

Thomas Straubhaar et Florin P. Vădean, « **Les transferts de fonds internationaux des émigrés et leur rôle dans le développement** », PERSPECTIVES DES MIGRATIONS INTERNATIONALES : SOPEMI – ÉDITION 2006 édition OCDE, 2006. pp. 149-174.

U

V

W

W. Max Corden et Peter Neary, « **booming sector and de-industrialisation in a small open economy**», *The economic journal*, vol. 92, N° 368, December 1982, Printed in Great Britain. pp. 825-848.

W. Max Corden, « **Booming Sector and Dutch Disease Economics: Survey and Consolidation** » in *Oxford Economic Papers*, vol. 36, 1984. pp. 359-380.

Walker A. Pollard, Shara L. Aranoff, Vice Chairman, Daniel R. Pearson, Chairman Irving et A. Williamson , « **Caribbean Region: Review of Economic Growth and Development**», *Project Leader*, Investigation No. 332-496, Publication 4000, Washington, DC 20436, May 2008, pp. 3-15.

William C. Byrd, « **Contre-performances économiques et fragilité** », *CONFLUENCES Méditerranée* - N°45 PRINTEMPS 2003. pp. 59-79.

X

Xavier Sala-i-Martin et Elsa V. Artadi, « **Economic growth and investment in the Arab World** », document sans date, pp. 22-33.

Y

Z

Zarzosa Valdivia, Fernando Enrique, « **income distribution, dutch disease and real exchange rate movements** », University of Antwerp, Belgium, National University of Córdoba, Argentina, document sans date, p. 2.

Thèses

AMEWOA Agbessi Komla, « **L'aide au développement aide-t-elle le développement ? Le cas de l'Afrique sub-saharienne** », Laboratoire d'Analyse et de Prospective Economiques - EA 1088, UNIVERSITE DE LIMOGES, Thèse de doctorat ès Sciences Economiques, Limoges, 29 avril 2008.

Hélène Cottenet-Djouflkit, « **booms de ressources exogènes et développement manufacturier en Egypte: l'illusion du syndrome hollandais** », thèse de doctorat (NR) en sciences de économiques, CERDI, Université d'Auvergne Clermont-Ferrand I, Ecole doctorale de sciences économiques et de gestion faculté des sciences économiques et de gestion, Centre d'étude et de recherche sur le développement international (C.E.R.D.I), CNRS, 8 décembre, 2003.

Hilel Hamadache, « **Rente pétrolière et évolution du secteur agricole en Algérie. (Syndrome hollandais et échangeabilité)** » *Thèse de Master of Science du CIHEAM – IAMM*, Série « Master of Science » n° 103n° 103 – 2010.

Autres

Bureau pour l'Afrique Centrale, « **Les économies en Afrique centrale** », Le Gabon, édition CEA, 4eme Edition, United Nations, Economic Commission for Africa, édition Maisonneuve & Larose, 2004.

Commission Economique des Nations unies pour l'Afrique, « **Afrique centrale: dépendance à l'égard des produits de base et développement socioéconomique** », C E A / B S R - A C *Partenaire privilégié de l'intégration en Afrique Centrale*, N° 009, HIGH LIGHT, L'hebdomadaire du Bureau sous -régional pour l'Afrique Centrale de la Commission Economique des Nations unies pour l'Afrique, LES ÉCONOMIES DE L'AFRIQUE CENTRALE 2008, pp. 1-2.

CEREMS, centre d'études et de recherche de l'enseignement militaire supérieur, « **Enjeux pétroliers en Afrique** », Septembre 2005.

CNUCED, « **Le développement économique en Afrique : doublement de l'aide – assurer la "Grande Poussée"** », édition United Nations Publications, 2006.

Caisse nationale de sécurité sociale Gabon, « **Culture africaine, management et réforme de sécurité sociale: le cas de la CNSS Une pratique de la Caisse nationale de sécurité sociale** », Bonnes pratiques en sécurité sociale, Bonne pratique implémentée depuis: 2000, Caisse nationale de sécurité sociale Gabon, international social security association, Gabon, 2008, pp. 1-4.

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, « **Pays Les Moins Avancés Rapport 2004 Commerce International Et Réduction De la pauvreté** », édition United Nations Publications – Éditeur, 2005.

Economic and Social Commission for Western Asia, « **Survey of economic and social development in the ESCWA Region 2006-2007** », édition United Nations Publications Staff, United Nations (business et economics), 2008.

« **Economie Internationale Chapitre 1: Spécialisation et avantages comparatifs: les anciennes théories du commerce international** », document sans date, pp. 1-85.

« **ENERGY UPDATE** », Powering Economic and Social Development through Expanded Access to Modern Energy Services, from the American people, US AID, ISSUE 3JUN/JUL 2005 , pp. 1-17.

FMI, « **Perspectives économiques régionales Afrique subsaharienne** », études économiques et financières, 2007, p. 38.

Fonds monétaire international, « **Tchad : Questions générales** », Rapport du FMI n° 09/67, February 2009, pp. 1-49.

International Monetary Fund, « **World Economic Outlook September 2007 Spillovers and Cycles in the Global Economy** », IMF International Monetary Fund edition, 2008.

La direction générale du Trésor et de la Politique économique, « **Appréciation réelle du taux de change dans les pays émergents** », lettre, trésor-éco, direction générale de trésor et de la politique économique, DGTPE, TRÉSOR-ÉCO – n° 35 – Avril 2008, pp. 1-8.

Ministère de l'industrie, « **Canadian Economic Observer** », Catalogue no. 11-010-XIB, Statistics Canada, edition Minister of Industry, Canada, April 2008, pp. 1-124.

Nations Unies, conseil économique et social commission économique pour l'Afrique, « **Étude de fond: Renforcer l'efficacité de la politique budgétaire en vue de la mobilisation des ressources intérieures** », Document de synthèse , *Le Caire (Égypte) 2-5 juin 2009*.

Nations Unies Commission économique pour l'Afrique, « **Note conceptuelle sur la nouvelle architecture de l'aide: incidences pour l'Afrique** », Table ronde électronique sur les stratégies nationales de croissance, de réduction de la pauvreté et de réalisation des OMD, pp. 1-3.

NATIONS UNIES CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE, « **Étude de fond: Renforcer l'efficacité de la politique budgétaire en vue de la mobilisation des ressources intérieures** », *Le Caire (Égypte) 2-5 juin 2009*.

Président délégué du Conseil d'analyse économique : Christian de Boissieu, « **La France et l'aide publique au développement** », *Réalisé en PAO au Conseil d'Analyse Économique par Christine Carl*, La Documentation française. Paris, 2006.

R. E. « **Création d'un fonds pour les transferts d'argent des migrants** », journal (*El Watan ÉCONOMIE*) , L'INTERNATIONALE - Du 26 octobre au 1er novembre 2009.

Rapport 2010 sur l'évaluation des progrès accomplis par l'Afrique vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, (*Malawi*) 25 –28 mars 2010, pp. 1-33.

Rapport sur le développement en Afrique, « **L'Afrique et ses ressources naturelles: le paradoxe de l'abondance** », 2007/09–chap04, 2007, p. 129.

Républiques du Congo, « **programme d'action national de lutte contre la désertification** », convention des nations unies sur la lutte contre la désertification, mars 2006, p. 18.

Bureau pour l'Afrique Centrale, « **Les économies en Afrique centrale** », Le Gabon, 2004, p. 244.

« **La malédiction des ressources naturelles et le rôle de la société civile. Atelier d'information de la campagne « Publiez Ce Que Vous Payez »** », à Libreville, Publish What You Pay, Gabon, 22 Janvier 2006 , p. 1.

Safia Berkouk, « **Envois de fonds des migrants dans leurs pays d'origine 40 milliards de dollars transférés vers l'Afrique tous les ans** », *El Watan ÉCONOMIE , L'INTERNATIONALE*, Du 26 octobre au 1er novembre 2009.

« **Soutenir la croissance économique : garantir une assiette fiscale solide pour les générations futures** », Mémoire prébudgétaire présenté au Comité permanent des finances de la Chambre des communes, Association des universités et collèges du Canada, Le 15 août 2007, p. 3.

The American people, « **The Tricky Exchange Rate Question: Over-Valued or Not? The Real Exchange Rate, Dutch Disease, and Overvaluation, with a Country Example** », EG Technical Briefings Volume V No. 1, from the American people, USAID, Office of Economic Growth, in Washington, March 2008. pp. 1-4

World Bank, « **The growth report : strategies for sustained growth and inclusive development** », commission on growth and development, edition World Bank Publications, 2008.

« **secteur des hydrocarbures en Afrique : problématiques et enjeux** », performances management consulting, document sectoriel hydrocarbures-janvier2007.

PERTENARIAT EURO-MED, « **Algérie document de stratégie 2002-2006 & programme indicatif national, 2002-2004** », p. 08.

Energie et mines, « **Hausse de 2,2% de la production industrielle publique** », revue périodique du secteur de l'énergie et des mines, Algérie. 10 mars 2009, p. 39.

¹ *SOURCE MINISTERE DE L'PME ET DE L'ARTISANAT, 2009.*

Martine CAMACHO, « **La paysannerie algérienne, l'autogestion et la révolution agraire** », (document sans date), pp. 1-27.

¹ www.pdfcomplete.com/cms/hppl/tabid/108/default.aspx?r=q8b3uige22,

¹ D'après la déclaration de ministre de commerce djaeboube dans une émission (l'invité de la chaîne 3), de la chaîne trois (la radio algérienne), 2009.

¹ « **ALGÉRIE Profil du secteur agroalimentaire Aperçu statistique Juillet 2004** », Profil du secteur agroalimentaire : Algérie 2004, édition agriculture et agroalimentaire Canada, p. 4.

¹ *El Watan ÉCONOMIE* - Du 28 septembre au 4 octobre 2009, TABLEAU DE BORD, p. 15.

Mohamed Naïli, « **6% des importations mondiales destinées à l'Algérie** », *El Watan ÉCONOMIE* - Du 28 septembre au 4 octobre, L'ACTUALITÉ, 2009.

¹ Kassim Bouhou, « **L'Algérie des réformes économiques : un goût d'inachevé** », DOSSIER I ALGÉRIE : FAUT-IL CROIRE À LA TRANSITION ? politique étrangère I 2:2009, p. 324.

¹ Ministère français des affaires étrangères et européennes, Ministère algérien de l'agriculture et Ministère français de l'agriculture et de la pêche, « **les politiques agricoles à travers le monde : quelques exemples** », I Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche, Mission économique à Alger, FAO, Ubifrance, CIHEAM, p. 2.

¹ D'après la déclaration de ministre de commerce djaeboube dans une émission (l'invité de la chaîne 3), de la chaîne trois (la radio algérienne), 2009.

¹ D'après l'agence nationale de développement de l'investissement ANDI, 2009.

¹ D'après la déclaration de ministre de commerce djaeboube dans une émission (l'invité de la chaîne 3), de la chaîne trois (la radio algérienne), 2009.

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, « **L'économie nationale : une meilleure connaissance pour une meilleure action, pour une recherche utile 2009-2014** », Direction Générale de la Recherche Scientifique et du Développement Technologique, PNR27 : ECONOMIE, p. 3.

¹ PERTENARIAT EURO-MED, Algérie document de stratégie 2002-2006 & programme indicatif national, 2002-2004, p. 11.

¹ Partenariat Euro-Med Algérie Document de stratégie 2002-2006 et Programme Indicatif National 2002-2004, op-cite, p.9.

Samuele Furfari « **Le monde et l'énergie. Les cartes en mains** », édition Orphrys-Editeur, tom 2, 2008.

¹ « **L'Algérie est toujours attractive** », revue MUTATIONS I Numéro 63 - 01/08, p. 7.

Lies Sahar, « **PROJET GAZIER DE TIMIMOUN Sonatrach et Total vont investir 1,3 milliard de dollars** », El Watan - Jeudi 8 octobre 2009.

¹ « **Deliverable D6 organisation and strategies of most representative transport chains** », Defining and evaluating a strategic transport infrastructure network in the Western Mediterranean October 2004 Annex - Monographs VII to VIII, p. 2 et 3.

¹ La lettre de la PDG, bulletin d'information de la direction générale des impôts, N°33, Juillet, 2008, p. 6.

¹ Service coréen d'information pour l'Etranger, « **La visite d'Etat du Président Roh Moo-Hyun en Algérie** », dynamic Korea, Mars 2006, p. 04.

CEREMS, centre d'études et de recherche de l'enseignement militaire supérieur, « **Enjeux pétroliers en Afrique** », Septembre 2005, pp. 1-2.

BOUHOU Kassim, « **L'Algérie des réformes économiques : un goût d'inachevé** », *Politique étrangère*, février 2009.

¹ « **Deliverable D6 ORGANISATION AND STRATEGIES OF MOST REPRESENTATIVE TRANSPORT CHAINS** », Defining and evaluating a strategic transport infrastructure network in the Western Mediterranean, October 2004 Annex - Monographs VII to VIII, p. 2.

Hamza Bensalem, « **Les exportations hors hydrocarbures en chute libre** », Moins de 400 sociétés actives régulièrement, la voix de l'oranie, N° 2917 - Mercredi 3 Juin 2009.

¹ www.pdfcomplete.com

¹ Le ministère de l'énergie et des mines « **Hausse de plus de 42% des exportations hors hydrocarbures** », revue périodique du secteur de l'énergie et des mines, Algérie. 10 mars 2009, p. 39.

« **L'Algérie est toujours attractive** », revue de MUTATIONS I Numéro 63 - 01/08, 2008, p. 7.

¹ « **Véhicules industriels et engins de travaux publics en Algérie** », MISSION ECONOMIQUE – UBIFRANCE EN ALGERIE, fiche de synthèse, 10 septembre 2009, p. 1.

¹ conseil de la Nation le 13 décembre 2009

¹ D'après la loi de finance 2010.

¹ Crise économique mondiale et défi climatique : quel tourisme, demain, pour la Méditerranée ? I FITS II FITS MED FORUM INTERNATIONAL TOURISME SOLIDAIRE ET DEVELOPPEMENT DURABLE , « **Crise économique mondiale et défi climatique : quel tourisme, demain, pour la Méditerranée ?** » ALGÉRIE octobre 2010 , 2010 , p. 2

¹ Revue du secteur de l'Energie et des Mines, N° 5 - Avril 2006, p. 12.

Mohamed Naïli , « **L'effacement des dettes inquiète plus qu'il ne soulage les agriculteurs** », *El Watan ÉCONOMIE* - Du 28 septembre au 4 octobre 2009, L'ACTUALITÉ, 2009.

Rapport sur le développement dans le monde, « **Agriculture et croissance économique** », the world bank, 2008, p. 2.

Omar DAHBI, « **Algérie : Une menace nucléaire ?** », Numéro de parution 577, 13-02-2004, pp. 1-2.

Amale Samie, « **Alger traîne les pieds** », L'Algérie reporte la signature du protocole nucléaire, POLITIQUE, Maroc Hebdo International N° 636 - Du 21 au 27 Janvier 2005.

Maghreb confidentiel, les hommes, les affaires et leurs réseaux, « **les majors à l'affut de l'après-pétrole** », N°895, Pars, le premier octobre, 2009, p. 1.

¹ Karim Aimeur , « **L'Etat a assaini 12 entreprises publiques** », Tribune des Lecteurs - Mercredi 25 novembre 2009, p. 7.

Office National (algérien) des Statistiques, ONS. 2008.

ANDI, agence nationale de développement des investissements, 2009.

¹

¹ *La Vérité* , N° 398 • du 23 au 29 octobre 2009, p. 25.

Zhor Hadjam, « **Baisse de la pression fiscale et aide aux PME** », PROJET DE LOI DE FINANCES 2010, El Watan, Jeudi 8 octobre 2009, p. 7.

Samia Kahina Bouzid, « **Investissements miniers C'est la montée en cadence** », revue périodique du secteur de l'énergie et des mines, Algérie. 10 mars 2009.

revue périodique du secteur de l'énergie et des mines, « **Près de 190 titres miniers attribués en 2008, plus de 65 millions de dollars de recettes** », revue périodique du secteur de l'énergie et des mines, Algérie. 10 mars 2009.

Mustapha Benzerga, « **la production d'or a atteint 720 kg** » revue périodique du secteur de l'énergie et des mines, Algérie. 10 mars 2009.

Lakhdar Benmazouz, ministère de l'Energie et des Mines revue périodique du secteur de l'énergie et des mines, Algérie. 10 mars 2009.

revue périodique du secteur de l'énergie et des mines, Algérie. 10 mars 2009.

L'ex ministre des Finances, Mr. Mourad Medelci au forum de l'ENTV, 2005.

Fonds monétaire international, « **Algérie : Consultation de 2008 au titre de l'article IV—Rapport des services ; note d'information au public sur la discussion du Conseil; et déclaration de l'administrateur pour l'Algérie** », Rapport sur les économies nationales n° 09/108, April 2009. pp. 1-44.

boukrouh abdelwahab. « **la place de l'entreprise dans le plan quinquennal 2009-2014** », Rencontre-débat sur Echourouk, Revue de presse 16 septembre 2009.

banque d'Algérie et CNIS, 2009.

FMI, « **Consultation de 2008 au titre de l'article IV-Rapport des services ; note d'information au public sur la discussion du Conseil; et déclaration de l'administrateur pour l'Algérie** », Fonds monétaire international April 2009, Rapport sur les économies nationales n° 09/108 Algérie, p. 17.

OPEP, 2008

les Echos FMI, 2009.

Banque d'Algérie et FMI, 2008

ANDI, 2009.

Nadji KHAOUA, , « **La pomme de terre, Surproduction en vue et problématique de régulation** », Section Sciences Economiques, Les Annales de l'Université Valahia de Târgoviște, No. 23/2009.

FMI, Banque d'Algérie et Ministère de finances 2008

Club des Exportateurs de la Vienne, « **TAUX DE CHANGE ET INFLATION EN ALGERIE** », FuturExport, pp. 1-2.

ministère du travail 2009

Banque d'Algérie